

PARLEMENT EUROPÉEN

EUROBA ROMETRE

**ENQUÊTE DE PRINTEMPS
2026**

IMPRESSUM

Le rapport a été rédigé pour le Parlement européen par Verian Belgium.

AUTORITÉS DE CONTRIBUTION

Dimitra TSOULOU MALAKOUDI, chef de projet
Monika ALPOEGGER
Bronisław BREMER
Yasser EL KOURA
Katarzyna ONISZK
Olaf ZÜHLKE

DESSIN GRAPHIQUE

Gabija BUBNYTĖ

VERSION LINGUISTIQUE

Original : EN

À PROPOS DE L'ÉDITEUR

Ce document a été publié par l'unité Eurobaromètre et enquêtes de la direction de la sensibilisation (DG COMM) du Parlement européen.

Pour contacter l'unité, veuillez écrire à: DGCOMM-EBSU@europarl.europa.eu

Manuscrit achevé en juin 2026

Bruxelles, © Union européenne, 2026

DÉCLARATION

Les opinions exprimées dans le présent document relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

La reproduction et la traduction à des fins non commerciales sont autorisées, moyennant mention de la source, notification préalable au Parlement européen et envoi d'une copie.



*Eŭropo
Demokratio
Esperanto*

Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europokune](#)- Europe Ensemble - et [Europe Démocratie Esperanto](#).

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobaromètre» n'existait qu'en anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontaktu nin-Ek ! Eŭropo kune !](#)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Table des matières

10 PRINCIPAUX TAKE-AWAY.....	4
RÉSUMÉ.....	6
MÉTHODOLOGIE.....	14
CONTEXTE.....	16
1 SENSIBILISATIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES SUR L'AVENIR.....	21
État émotionnel.....	22
Perspectives d'avenir.....	26
Perspectives sur l'avenir du monde.....	27
Perspectives sur l'avenir de l'Union européenne.....	31
Perspectives sur l'avenir du pays.....	37
Perspectives sur son propre avenir et celui de sa famille.....	41
2 FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX.....	45
L'UE en tant que lieu de stabilité.....	46
Rôle de l'UE dans la protection des citoyens de l'UE.....	53
Moyens de relever les défis mondiaux.....	58
Domaines sur lesquels l'UE devrait se concentrer pour renforcer sa position dans le monde.....	66
3 QUALITÉ DE VIE.....	72
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie.....	73
Évolution de la qualité de vie.....	77
Évolution du niveau de vie.....	82
Composantes de la qualité de vie.....	88
Améliorer la qualité de vie.....	95
Qualité de vie dans l'UE et dans d'autres pays.....	101
4 PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN.....	108
Priorités des citoyens pour le Parlement européen.....	109
Valeurs que le Parlement européen devrait défendre en priorité.....	116
Satisfaction à l'égard de la démocratie.....	121
5 ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PARLEMENT EUROPÉEN.....	128
Sensibilisation du Parlement européen.....	129
Image du Parlement européen.....	134
Rôle du Parlement européen.....	139
Image de l'Union européenne.....	144
Adhésion à l'Union européenne.....	149
Principaux avantages de l'adhésion à l'UE.....	154
CONCLUSION.....	160
Commentaires.....	162
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	163
Mode d'entretien par pays.....	166
Taux de réponse.....	167
Marges d'erreur.....	168

10 PRINCIPAUX TAKE-AWAY

L'UE, un havre de paix

Dans un monde troublé, 75 % des Européens pensent que l'UE est un lieu de stabilité, soit une hausse de 8 points de pourcentage depuis octobre-novembre 2025 et la deuxième plus forte proportion enregistrée au cours de la dernière décennie.

Le monde ne va pas dans la bonne direction

Une majorité d'Européens sont pessimistes quant à l'avenir du monde (58% contre 38% pour l'optimisme). Le pessimisme a augmenté de 6 points depuis l'automne 2025.

Les gens se sentent incertains mais ne perdent pas espoir

L'émotion la plus répandue chez les Européens est l'incertitude (44%), suivie de près par l'espoir (43%), avec une confiance en la troisième place (33%). L'espoir et la confiance sont plus répandus chez les jeunes répondants.

Plus sûr dans l'UE

L'adhésion à l'UE est considérée comme bénéfique par 74 % des Européens, atteignant un niveau record. La contribution de l'UE à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité est considérée comme le principal avantage croissant de l'adhésion (40 %, + 3 points de pourcentage depuis le printemps 2025).

Une UE confiante et ambitieuse

De larges majorités d'Européens souhaiteraient que les États membres de l'UE soient plus unis dans le contexte actuel et affirment que l'UE devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays (90 % dans les deux cas). En outre, 73% souhaitent qu'elle dispose de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux.

Vers l'indépendance géopolitique

Pour renforcer sa position dans le monde, les citoyens pensent que l'UE devrait se concentrer sur la défense et la sécurité (39%) et l'indépendance énergétique (35%). Ce dernier a gagné 6 points depuis l'automne 2025.

Les Européens sont satisfaits de leur qualité de vie

83 % des Européens sont satisfaits de leur qualité de vie. Cependant, ce chiffre tombe à 69% chez ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures de temps en temps et à seulement 40% chez ceux qui font face à de telles difficultés la plupart du temps.

Qualité de vie: santé et situation financière

La santé physique et mentale (51 %) et la situation financière (49 %) sont considérées comme les principales composantes d'une bonne qualité de vie. D'autres améliorations dans ces domaines auraient le plus grand impact, selon les répondants.

Le coût de la vie reste la priorité absolue

Les résultats de l'enquête mettent en évidence la question croissante de l'inflation, de la hausse des prix et du coût de la vie: près de la moitié (47 %) des Européens souhaitent que le Parlement européen aborde cette question en priorité. Cette préoccupation a gagné 6 points depuis l'automne 2025, alors qu'elle était déjà en première place.

Soutien constant à l'UE

La moitié (50 %, + 1 point de pourcentage) des citoyens ont une image positive de l'UE, 33 % (-1 pp) une image neutre et 17 % (=) une image négative. En ce qui concerne le Parlement européen, 60 % (+1 pp) souhaitent qu'il joue un rôle plus important.

RÉSUMÉ

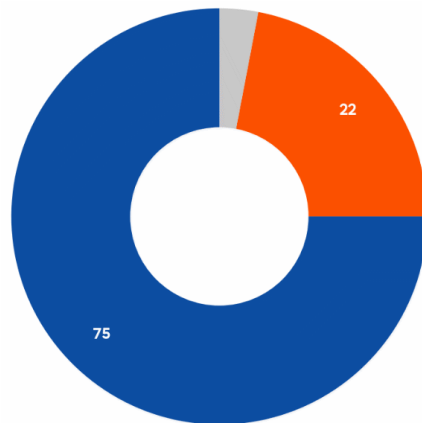
RÉSUMÉ

Les Européens considèrent l'Union européenne comme un lieu de stabilité dans un monde troublé. Ils apprécient sa nature paisible, protectrice et coopérative, et reconnaissent la qualité de vie qu'elle permet. Cependant, les préoccupations économiques, en particulier en ce qui concerne le coût de la vie, ont augmenté au cours des dernières années, et l'humeur générale des citoyens fluctue entre l'incertitude et l'espoir. Si de nombreuses tendances étaient déjà présentes dans les enquêtes précédentes, certains indicateurs reflètent les réactions immédiates des Européens aux perturbations récentes du climat politique et économique mondial. Telles sont quelques-unes des principales conclusions de l'enquête Eurobaromètre du printemps 2026, qui a été menée auprès de 26 421 citoyens de l'UE dans tous les États membres en avril et mai 2026.

L'Union européenne: un havre de paix pour les citoyens

«L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé» – 75 % des citoyens de l'Union sont d'accord avec cette affirmation, soit une augmentation de huit points de pourcentage depuis l'automne 2025. Une telle forte hausse d'un indicateur de l'UE en seulement six mois est rare, mais les réponses à d'autres questions d'enquête montrent que l'UE apparaît sous un jour favorable par rapport au reste du monde.

QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec la déclaration suivante: L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé (UE-27) (%)



Total « d'accord »
 Total « Désaccord »
 Je ne sais pas
 ▲ ▼ (Avril/Mai 2026 - Oct/Nov 2025)
 avril/mai 2026

▲ 8
 ▼ 8
 =

■ Total « d'accord »
 ■ Total « Désaccord »
 ■ Je ne sais pas

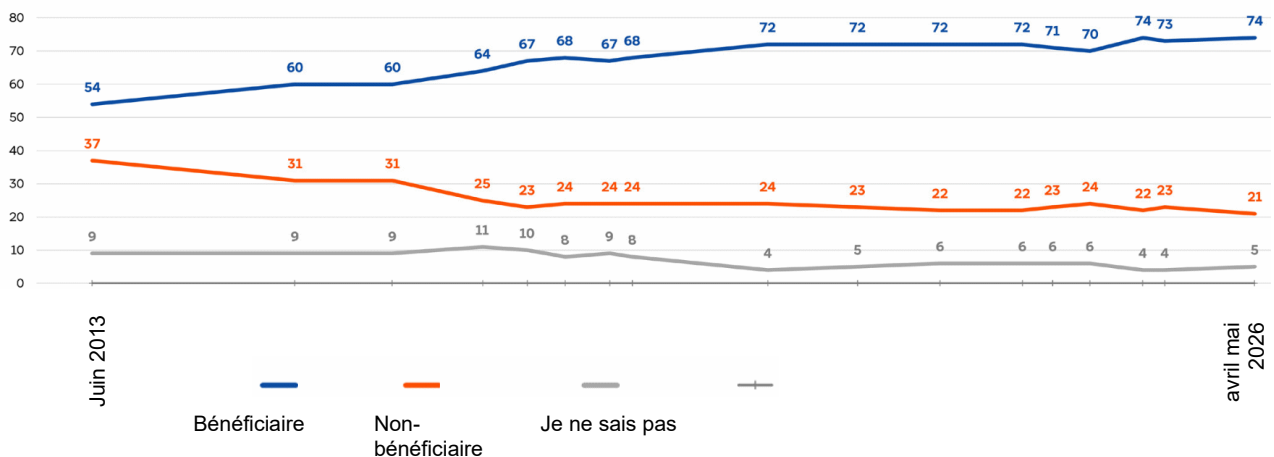
Interrogés sur leur vision de l'avenir, les Européens révèlent un contraste évident entre ce qu'ils pensent de leur situation personnelle, celle de leur pays et de l'UE, et celle du monde en général. 76 % des répondants (sans changement depuis novembre 2025) sont optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille, 58 % (+1 point de pourcentage) sont optimistes quant à l'avenir de leur pays et 59 % (+2 pp) sont optimistes quant à l'avenir de l'UE. En revanche, seuls 38 % d'entre eux sont optimistes quant à l'avenir du monde, soit une baisse de six points.

Une autre question de l'enquête va dans le même sens: 76 % (-1 point de pourcentage) des citoyens disent que les choses vont dans la bonne direction dans leur vie personnelle, tandis que 34 % (-1 pp) disent la même chose de leur pays et 39 % (+1 pp) de l'UE - des résultats stables depuis l'automne 2025. Cependant, seulement 14% disent que les choses vont dans la bonne direction aux États-Unis, ce qui représente une baisse de huit points. Inversement, 76% disent que les choses vont dans la mauvaise direction aux États-Unis, une hausse de 11 points et le plus grand changement pour n'importe quel indicateur de tendance dans cette enquête.

L'impact des récents événements géopolitiques est évident tout au long des résultats de l'enquête, étant donné que plusieurs indicateurs de tendance montrent une appréciation accrue du caractère pacifique, du rôle protecteur et de l'approche coopérative de l'Union européenne. 74 % (+1 point de pourcentage) des personnes interrogées déclarent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, ce qui équivaut à la valeur la plus élevée enregistrée pour cette question en 2025 depuis qu'elle a été posée pour la première fois il y a quatre décennies. Les citoyens considèrent que les principaux avantages sont la contribution de l'UE à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité (40 %, + 3 pp) et l'amélioration de la coopération entre leur pays et les autres États membres de l'UE (34 %, - 2 pp).

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? (% - UE)

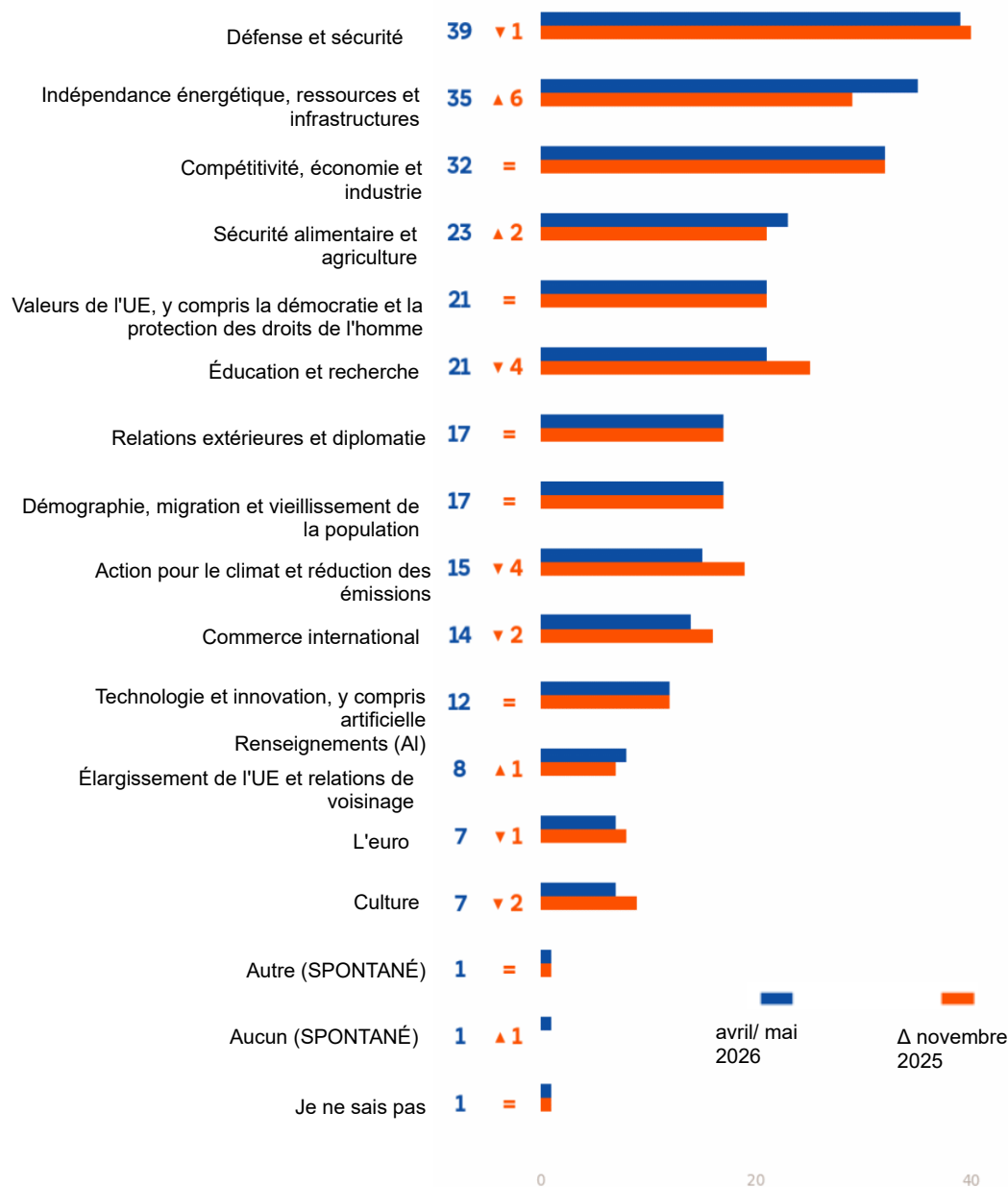
Source : Enquêtes Eurobaromètre du
Parlement européen



En outre, 68 % (+ 2 points de pourcentage) des Européens estiment que le rôle de l'UE dans la protection des citoyens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important. Une large majorité (90%, +1 pp) affirme également que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels et 73% (=) que l'UE a besoin de plus de moyens pour y parvenir, tandis que 90% conviennent que l'UE devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays.

Pour renforcer sa position dans le monde, les citoyens affirment que l'UE devrait donner la priorité à la défense et à la sécurité (39 %, -1 point de pourcentage), suivie de l'indépendance énergétique, des ressources et des infrastructures (35 %, +6 points de pourcentage). La paix (51%, -1 pp) et la démocratie (32%, -3 pp) restent les valeurs fondamentales que les citoyens souhaitent que le Parlement européen défende en priorité.

QA11ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Vivre en Europe: bonne qualité de vie mais crainte d'une baisse du niveau de vie

L'Eurobaromètre du printemps 2026 se concentre sur la manière dont les citoyens perçoivent la qualité de vie dans l'UE. En général, cela se voit sous un jour positif: 83 % des répondants se disent satisfaits de leur qualité de vie, contre 17 % qui ne le sont pas. La majorité des citoyens de l'UE (62 %) affirment que leur qualité de vie (en termes de confort et de budget) est restée la même au cours des 12 derniers mois, tandis que 27 % affirment qu'elle s'est détériorée et 11 % qu'elle s'est améliorée. Par rapport à d'autres grandes économies mondiales, l'UE est largement considérée comme un meilleur endroit où vivre: 62% des Européens disent que la qualité de vie dans l'UE est meilleure qu'aux États-Unis et 67% disent qu'elle est meilleure qu'en Chine.

Pour découvrir ce que signifie la qualité de vie pour les Européens, les intervieweurs ont demandé aux répondants d'évaluer l'importance de divers aspects de ce concept. Selon les citoyens de l'UE, les principales composantes d'une bonne qualité de vie sont la «santé physique et mentale» (51 %), la «situation financière et la capacité de se payer la vie quotidienne» (49 %) et la «qualité et l'accessibilité des soins de santé» (46 %). Parmi les autres aspects figurent la «vie sociale (famille, amis, autres relations, etc.)» (45 %), la «sécurité et la qualité des aliments» et la «sécurité publique et personnelle» (40 % dans les deux cas).

Cependant, lorsqu'on demande aux répondants où les changements pourraient être les plus bénéfiques pour leur qualité de vie, l'ordre des trois premières réponses change et les préoccupations économiques passent au premier plan: les changements dans le domaine de la «situation financière et de la capacité à se payer la vie quotidienne» (42 %) amélioreraient le plus la qualité de vie des Européens. La qualité et l'accessibilité des soins de santé (37 %) ainsi que la santé physique et mentale (35 %) suivent en importance.

QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (UE-27) (%)

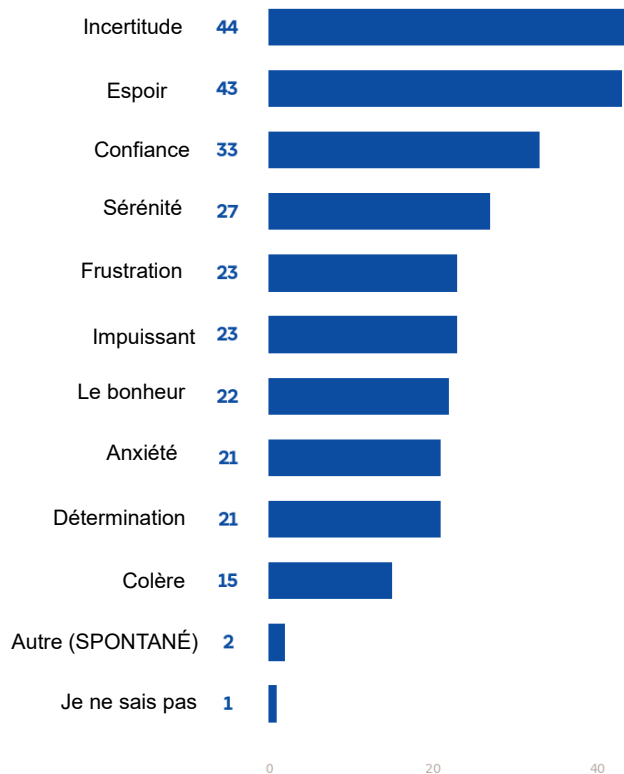


Pression sur le coût de la vie

Le point de vue selon lequel les questions économiques doivent être améliorées correspond aux réponses des Européens à la question de savoir sur quels sujets ils souhaitent que le Parlement européen se concentre en priorité. La principale priorité des citoyens pour le Parlement européen est «l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie» (47 %, + 6 points de pourcentage depuis l'automne 2025). Cette question, qui figurait déjà en bonne place à l'ordre du jour, a pris de l'importance et constitue désormais le sujet principal avec une marge de douze points. Viennent ensuite «l'économie et la création d'emplois» (35 %, =) et «la défense et la sécurité de l'UE» (34 %, =). Les attentes des citoyens en ce qui concerne leur propre niveau de vie sont mitigées: 50% (-4 pp) des Européens s'attendent à ce qu'il reste le même au cours des cinq prochaines années, 29% (+ 1 pp) s'attendent à ce qu'il diminue et 18% (+ 2 pp) s'attendent à ce qu'il s'améliore.

Dans ce contexte, on a demandé aux répondants quels mots décrivaient le mieux leur état émotionnel actuel. Les résultats reflètent cette situation ambiguë, l'incertitude (44%) et l'espoir (43%) étant les réponses les plus fréquemment sélectionnées, suivies par la confiance (33%) et la sérénité (27%). La frustration et l'impuissance (23 % dans les deux cas) sont suivies de près par le bonheur (22 %) et par l'anxiété et la détermination (21 % dans les deux cas), tandis que la colère (15 %) est la réponse la moins fréquemment choisie.

QA6ab Quels sentiments décrivent le mieux votre état émotionnel actuel? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



L'UE et son parlement – une démocratie résiliente

Les indicateurs généraux mesurant l'approbation de l'UE et du PE sont restés stables dans l'Eurobaromètre du PE du printemps 2026, à une exception notable: 59 % des personnes interrogées se disent désormais satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, soit une augmentation de cinq points de pourcentage depuis novembre 2025, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré en 2022. L'indicateur pour l'approbation générale de l'UE est plus ou moins inchangé - la moitié des répondants (50%, +1 pp) ont une image positive de l'UE, 33% (-1 pp) ont une image neutre et 17% (=) ont une image négative.

La notoriété du Parlement européen a augmenté de deux points de pourcentage depuis sa dernière mesure en septembre/octobre 2023: 66 % des Européens déclarent aujourd'hui avoir récemment lu, vu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen, tandis que 34 % (-2 pp) déclarent ne pas l'avoir fait. L'image générale du Parlement européen est inchangée depuis l'automne 2025: 38% des répondants en ont une image positive, 41% une image neutre et 20% une image négative. Dans le même temps, 60 % des citoyens (+1 pp) souhaiteraient que le Parlement européen joue un rôle plus important à l'avenir.

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été réalisée par Verian entre le 9 avril et le 4 mai 2026 dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE. 26421 entrevues ont été menées au total. Les résultats de l'UE ont été pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Les enquêtes Eurobaromètre sont menées en face-à-face à domicile ou à domicile, dans la langue nationale. Dans tous les pays, le CAPI (Computer Assisted Personal Interviewing) a été utilisé.

À Chypre, au Danemark, à Malte, en Finlande et en Suède, certains entretiens ont été réalisés par vidéoconférence assistée par ordinateur (CAVI). L'intervieweur administre le questionnaire au répondant à distance par vidéoconférence, où les deux parties peuvent se voir: les conditions des entretiens sont très similaires à celles du face-à-face.

À la suite du règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, il a été demandé aux répondants s'ils accepteraient ou non de se voir poser des questions sur des questions qui pourraient être considérées comme «sensibles».

Le lecteur doit savoir que dans ce rapport, l'évolution d'un indicateur spécifique est considérée comme globalement stable lorsqu'elle varie de +/-2 points de pourcentage ou moins. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le tableau indiqué à la page 173 pour connaître la marge d'erreur en fonction du nombre d'entrevues.

Note : Dans le présent rapport, les pays de l'UE sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans le présent rapport correspondent à:

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	RH	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY *	Suède	SE
Lettonie	LV		
Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 États membres			UE-27
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT, HR, BG			Zone euro
CZ, DK, HU, PL, RO, SE			hors zone euro

*Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'UE-27.

CONTEXTE

CONTEXTE

Le travail de terrain pour l'enquête Eurobaromètre du Parlement européen du printemps 2026 a été effectué par Verian entre le 9 avril et le 4 mai dans les 27 États membres de l'Union. Pour interpréter correctement les résultats de l'enquête, il est essentiel de prendre en considération le contexte politique et sociétal au moment du travail sur le terrain. Tous les résultats nationaux pour les questions posées dans cette enquête – et donc aussi les résultats moyens européens – doivent être considérés à la lumière de la situation et du débat public au moment du travail sur le terrain.

La crise au Moyen-Orient et le conflit en Iran et au Liban

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé une opération militaire conjointe contre l'Iran, ce qui a incité l'Iran à réagir par des attaques de missiles et de drones visant Israël ainsi que des bases militaires américaines et occidentales dans tout le Golfe, notamment à Bahreïn, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Le conflit a eu d'importantes répercussions à l'échelle mondiale, notamment grâce à la fermeture partielle du détroit d'Ormuz, une route de transit clé par laquelle transitent environ 20 % du pétrole mondial et des volumes importants de gaz naturel liquéfié. Cela a contribué à une forte hausse des prix de l'énergie, avec des répercussions sur l'approvisionnement énergétique et le taux d'inflation de l'Union européenne.

Guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a continué de façonner l'environnement politique et sécuritaire en Europe tout au long de la période de travail sur le terrain. L'Union européenne a maintenu son soutien à l'Ukraine au moyen d'une combinaison de mesures humanitaires, politiques, financières et militaires.

Le 11 février 2026, le Parlement européen a approuvé un ensemble de prêts de l'Union visant à soutenir l'Ukraine, à la suite d'un accord conclu par les dirigeants de l'Union à la fin de 2025 en vue de fournir un soutien financier de 90 milliards d'euros pour la période 2026-2027, dont 30 milliards d'euros d'assistance macrofinancière et 60 milliards d'euros destinés aux équipements militaires et de défense.¹ Le 24 février 2026, quatre ans après l'invasion à grande échelle de la Russie, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat en Ukraine.² En mars 2026, le Conseil européen a prorogé de six mois supplémentaires les mesures restrictives individuelles à l'encontre de ceux qui compromettent l'intégrité territoriale de l'Ukraine et a réaffirmé le soutien indéfectible de l'UE à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.³ Le Conseil européen a demandé instamment que le premier paiement à l'Ukraine soit versé d'ici le début du mois d'avril et a invité les pays partenaires à contribuer à combler le déficit de financement restant de 30 milliards d'euros.⁴

Le 23 avril 2026, l'Union européenne a officiellement adopté son 20e train de sanctions à l'encontre de la Russie, ciblant des secteurs clés tels que l'énergie, le commerce, les services

1 [Le Parlement européen approuve un programme de prêts de soutien à l'Ukraine d'un montant de 90 milliards d'euros, 11 février 2026, Parlement européen](#)

2 [Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Ukraine, 24 février 2026, résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Ukraine, 24 février 2026](#)

3 [Conclusions du Conseil européen sur l'Ukraine, 19 mars 2026, Consilium](#)

4 Guerre d'agression menée par la [Russie contre l'Ukraine: 20e train de sanctions de l'UE, 23 avril 2026, Conseil européen du Consilium, 19 mars 2026, Ukraine – Consilium](#)

financiers et le complexe militaro-industriel.⁵ Le même jour, l'UE a officiellement approuvé le prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine, décrit par les institutions de l'UE comme essentiel pour soutenir la stabilité budgétaire et les besoins de défense de l'Ukraine.⁶ Ces décisions ont été confirmées dans le cadre de la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE qui s'est tenue à Chypre les 23 et 24 avril 2026, au cours de laquelle les dirigeants de l'UE ont réaffirmé leur volonté de continuer à soutenir l'Ukraine. Lors de cette réunion, les dirigeants de l'UE et le président Volodymyr Zelensky ont publié une déclaration commune soulignant les progrès accomplis par l'Ukraine en matière de réformes et ses perspectives d'adhésion à l'UE.⁷

Au cours de la période qui a précédé les travaux sur le terrain et qui les chevauche, les relations transatlantiques ont été caractérisées par certaines tensions parallèlement à la poursuite de la coopération, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense. Les discussions au sein de l'OTAN ont porté sur le partage des charges, les priorités stratégiques et le rôle de l'Alliance dans la réponse à l'évolution de l'environnement de sécurité. Dans ce contexte, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, s'est rendu aux États-Unis en avril 2026 pour des consultations avec les dirigeants américains, réaffirmant l'importance de la coordination transatlantique tout en soulignant les différentes perspectives sur certaines questions géopolitiques et de défense.⁸ Ces développements ont contribué au débat public en cours au sein de l'Union européenne concernant l'équilibre entre les engagements de l'OTAN et le renforcement des capacités de défense de l'UE.

Contexte économique

Au cours de la période de travail sur le terrain, l'évolution économique dans l'Union européenne est restée étroitement liée à la situation géopolitique, en particulier au conflit au Moyen-Orient. En mars 2026, la Banque centrale européenne a révisé ses projections macroéconomiques, abaissant ses prévisions de croissance pour 2026 à 0,9 % et relevant ses projections d'inflation à 2,6 %, citant l'incidence de la hausse des prix de l'énergie.⁹ Selon les données d'Eurostat, le taux de chômage de l'UE s'élevait à 5,9 % en février 2026, contre 6,0 % un an plus tôt, tandis que le taux de chômage de la zone euro était de 6,2 %, contre 6,3 % en février 2025.

Le 30 avril 2026, la Banque centrale européenne a décidé de maintenir les taux d'intérêt inchangés, tout en mettant l'accent sur l'incertitude accrue et les risques accrus à la hausse pesant sur l'inflation, largement liés à l'évolution des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient.¹⁰ Selon Eurostat, l'inflation annuelle dans la zone euro devrait s'établir à 3,2 % en mai 2026, contre 3,0 % en avril 2026.¹¹

Dans ce contexte économique plus large, la Bulgarie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2026, portant à 21 le nombre d'États membres de la zone euro.

Institutions de l'UE et contexte législatif au niveau de l'UE

Chypre a exercé la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne au cours du premier semestre de 2026, du 1er janvier au 30 juin, sous la devise «Une Union autonome. Ouvert sur le monde». Le programme de la présidence était axé sur le renforcement de l'autonomie stratégique

5 [Projections macroéconomiques des services de la BCE, mars 2026, Banque centrale européenne](#)

6 [Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, 2026, Consilium](#)

7 [Réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement, 23-24 avril 2026, Conseil européen](#)

8 [Visite du secrétaire général de l'OTAN à Washington pour discuter de la sécurité transatlantique](#)

9 [Projections macroéconomiques, mars 2026, Banque centrale européenne](#)

10 [Décisions de politique monétaire, avril 2026, Banque centrale européenne](#)

11 [Inflation dans la zone euro, Eurostat](#)

de l'UE, de la compétitivité économique, de la préparation en matière de sécurité et de défense, de la gestion des migrations et de la cohésion sociale, ainsi que sur les négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2028-2034, parallèlement aux efforts visant à approfondir le marché unique et à renforcer la résilience numérique et énergétique.¹²

Lors de sa réunion du 19 mars 2026, le Conseil européen a adopté des conclusions portant sur une série de priorités, notamment l'Ukraine, le Moyen-Orient, la compétitivité, le marché unique, la sécurité, la défense et les migrations. Les dirigeants de l'UE ont réaffirmé leur ferme soutien à l'Ukraine, ont appelé à une désescalade au Moyen-Orient et ont souligné qu'il importait de renforcer la résilience économique et la compétitivité de l'Europe.¹³

Ces discussions se sont poursuivies lors de la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE qui s'est tenue les 23 et 24 avril 2026, au cours de laquelle les échanges ont porté en particulier sur le futur cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, dans le contexte de l'augmentation des besoins en matière de défense, d'énergie et de dépenses géopolitiques plus larges.¹⁴ Le 28 avril 2026, le Parlement européen a présenté sa position pour les négociations avec les États membres sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, en vue de mettre l'accent sur la défense et la compétitivité en tant que nouvelles priorités, tandis que le financement de la cohésion et de l'agriculture doit être préservé.¹⁵

Élections

Plusieurs élections nationales organisées au cours des premiers mois de 2026 ont contribué à façonner le paysage politique de l'Union européenne au cours de la période de travail sur le terrain.

Au Portugal, le second tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 8 février 2026, aboutissant à l'élection d'António José Seguro, qui a obtenu 66,83 % des voix, contre 33,17 % pour André Ventura. Le taux de participation a atteint 50 %.¹⁶ Il s'agissait du premier second tour présidentiel au Portugal en quarante ans.

En Slovaquie, les élections législatives du 22 mars 2026 ont permis au Mouvement pour la liberté du Premier ministre sortant Robert Golob (Svoboda, Renew) d'obtenir 28,66 % des voix et 29 sièges, devançant de peu le Parti démocratique slovaque (SDS, PPE) dirigé par Janez Janša, qui a obtenu 27,88 % des voix et 28 sièges. Aucun des deux partis n'a obtenu les 46 sièges requis pour obtenir la majorité absolue, et des négociations de coalition ont donc été engagées. Le taux de participation est de 70,25 %.¹⁷

Au Danemark, les élections législatives du 24 mars 2026 ont permis aux sociaux-démocrates (SD, S&D) de la Première ministre Mette Frederiksen d'obtenir 21,9 % des voix et 38 sièges,¹⁸ contre 50 sièges lors des élections de 2022. Ni le bloc de gauche, avec 84 sièges, ni le bloc de droite, avec 77 sièges, n'ont obtenu les 90 sièges requis pour une majorité dans le Folketing de 179 sièges. Les modérés centristes (Renew), qui détenaient 14 sièges, devaient jouer un rôle décisif dans les pourparlers ultérieurs sur la formation du gouvernement.

¹² [Présidence chypriote](#)

¹³ [Conseil européen, Principaux résultats, 19 mars 2026](#)

¹⁴ [Réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement, 23-24 avril 2026, Conseil européen](#)

¹⁵ Budget à long terme de l'UE: [répondre aux attentes des citoyens et relever les grands défis, 28 avril 2026, Parlement européen](#)

¹⁶ https://www.eleicoes.mai.gov.pt/presidenciais2026_2S/resultados/globais

¹⁷ <https://volitve.dvk-rs.si/dz2026/#/rezultati>

¹⁸ <https://www.thedanishparliament.dk/news/2026/03/results-of-the-danish-general-election-2026>

En Hongrie, les élections législatives du 12 avril 2026 ont abouti à une victoire écrasante du parti Tisza dirigé par Péter Magyar (PPE), qui a obtenu 53,18 % des voix et 141 sièges à l'Assemblée nationale (199 sièges), obtenant ainsi une majorité constitutionnelle des deux tiers. L'alliance Fidesz-KDNP (Patriotes) du Premier ministre sortant Viktor Orbán a été défaite après 16 ans au pouvoir, obtenant 38,61 % des voix et 52 sièges. Le taux de participation a atteint un record de 78,99 %, soit le niveau le plus élevé enregistré en Hongrie depuis la transition démocratique.¹⁹

En Bulgarie, les élections législatives anticipées qui se sont tenues le 19 avril 2026 ont abouti à une victoire décisive de la nouvelle alliance progressiste bulgare dirigée par Rumen Radev, qui a obtenu 44,59 % des voix et environ 131 sièges à l'Assemblée nationale, obtenant ainsi une majorité absolue. L'alliance GERB-SDS (PPE) menée par Boyko Borisov et le PP-DB (Renew) ont suivi à une distance considérable, obtenant respectivement 13,39 % et 12,62 % des voix.²⁰ Le taux de participation a atteint 50,7 % et le résultat a été la première majorité à parti unique en Bulgarie depuis 1997, mettant fin à une longue période d'instabilité politique.

En Italie, un référendum constitutionnel sur la réforme judiciaire a eu lieu les 22 et 23 mars 2026. Les électeurs ont été invités à approuver une loi constitutionnelle révisant certains aspects de l'organisation du pouvoir judiciaire. La proposition a été rejetée, 53,75 % des électeurs ayant voté contre et 46,25 % pour.²¹

19 <https://vtr.valasztas.hu/ogy2026>

20 <https://results.cik.bg/pe202604/rezultati/index.html>

21 <https://elezioni.interno.gov.it/risultati/20260322/referendum/scrutini/italia/01081010140>

1

SENSIBILISATION S ACTUELLES ET PERSPECTIVES SUR L'AVENIR

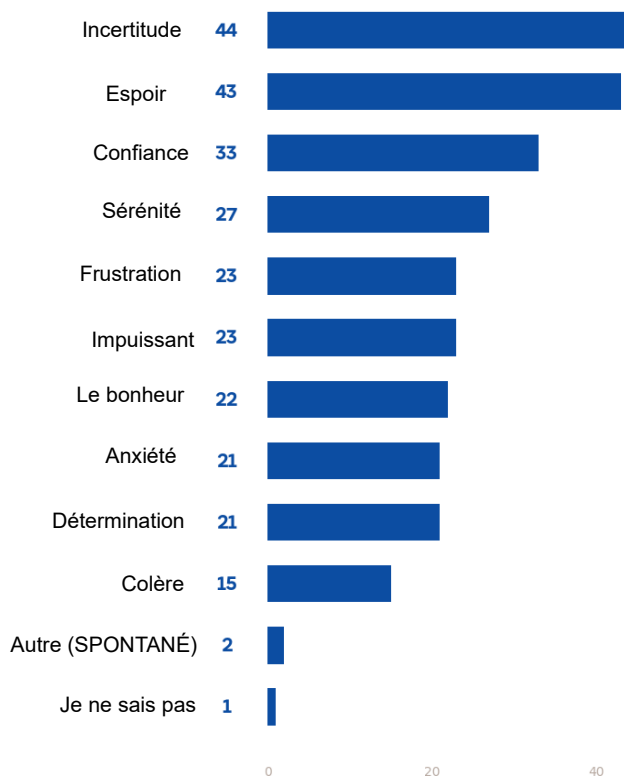
1. SENSIBILISATIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES SUR L'AVENIR

Ce chapitre examine les perceptions qu'ont les Européens du contexte actuel ainsi que leurs perspectives d'avenir, en rassemblant des informations sur leur état émotionnel et leurs attentes aux niveaux personnel, national, européen et mondial. Il commence par analyser les sentiments qui décrivent le mieux l'état émotionnel actuel des Européens, en offrant un cadre contextuel pour comprendre comment les citoyens perçoivent les évolutions futures.

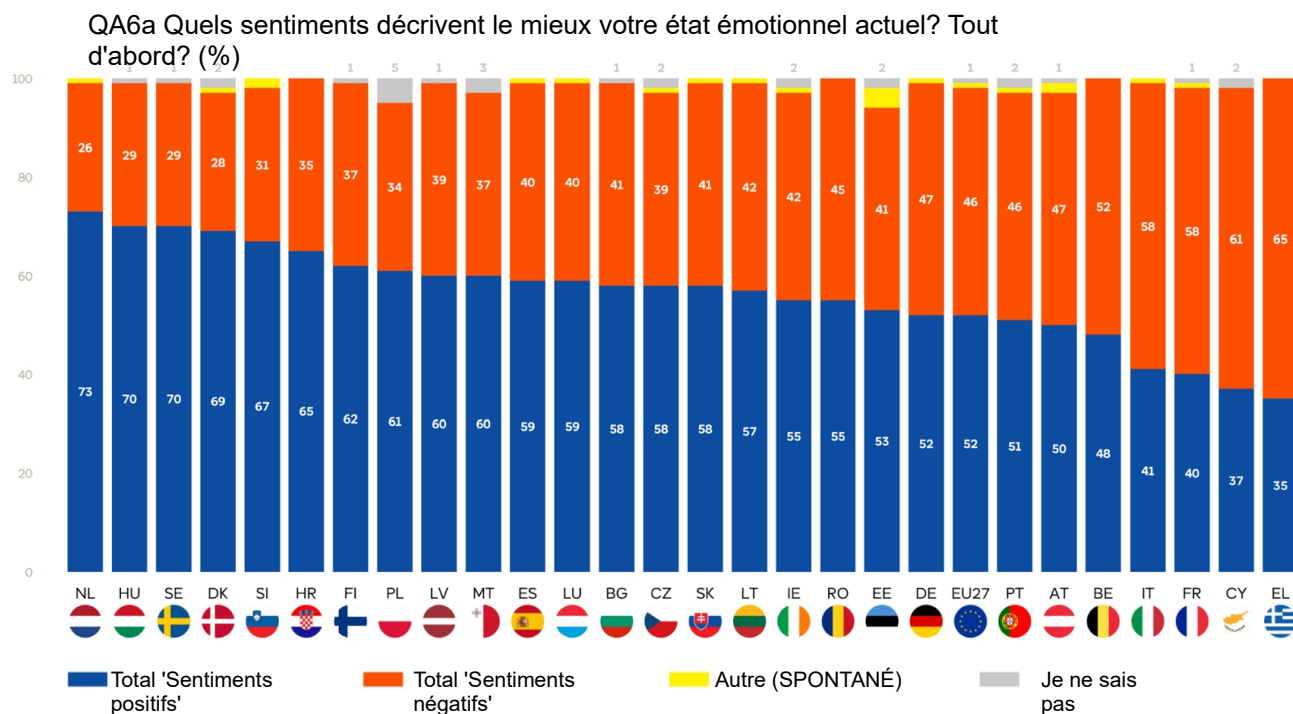
État émotionnel

Au niveau de l'UE, l'état émotionnel des Européens reflète une combinaison de sentiments tant positifs que négatifs. L'incertitude apparaît comme l'émotion la plus fréquemment mentionnée (44%), suivie de près par l'espoir (43%), indiquant que les Européens vivent simultanément le doute et l'attente. Une part importante des répondants expriment également leur confiance (33 %) et leur sérénité (27 %), ce qui suggère que, malgré les incertitudes qui prévalent, une proportion considérable conserve un sentiment de stabilité et de confiance. Dans le même temps, des sentiments tels que la frustration (23%), l'impuissance (23%) et l'anxiété (21%) sont également largement rapportés, tandis que le bonheur (22%) et la détermination (21%) indiquent la coexistence de la résilience et des perspectives plus positives parmi les Européens. Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence un paysage émotionnel complexe et mixte, dans lequel coexistent des sentiments positifs et négatifs.

QA6ab Quels sentiments décrivent le mieux votre état émotionnel actuel? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



Dans l'ensemble des États membres, l'incertitude est une émotion majeure dans huit pays, bien que son intensité varie considérablement. Les niveaux les plus élevés sont observés dans des pays tels que la Grèce (59%), Chypre et l'Italie (tous deux 56%), et la France (53%), où plus de la moitié des répondants mentionnent ce sentiment. L'espoir est l'émotion la plus fréquente dans 17 États membres. Il atteint des niveaux particulièrement élevés dans des pays tels que la Hongrie (57 %), le Danemark (55 %), la Finlande et la Croatie (51 % dans les deux cas), ce qui indique une présence relativement forte d'attentes positives dans ces pays. La confiance est nettement plus élevée dans des pays tels que le Danemark (47 %), les Pays-Bas (46 %), le Luxembourg et le Portugal (43 % dans les deux cas). Serenity affiche également une variation marquée, avec plus de la moitié des répondants sélectionnant cette émotion en Suède (55%) et aux Pays-Bas (51%).



Pris ensemble, ces résultats suggèrent que les Européens naviguent dans un contexte marqué à la fois par l'optimisme et l'inquiétude. Ce contexte émotionnel est susceptible de façonner la façon dont les citoyens perçoivent les développements futurs et interprètent les défis actuels.

L'état émotionnel des Européens varie selon les groupes sociodémographiques, bien que certains modèles soient plus prononcés que d'autres.

En termes de sexe, les différences sont relativement limitées, ce qui suggère des profils émotionnels globalement similaires chez les hommes et les femmes. Cependant, certaines variations peuvent être observées. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de déclarer de l'espoir (45 % vs 42 %), de l'impuissance (25 % vs 21 %) ainsi que de l'anxiété (24 % vs 19 %), ce qui indique des niveaux légèrement plus élevés d'anticipation et de préoccupation. En revanche, les hommes sont légèrement plus susceptibles de mentionner la sérénité (29 % vs 25 %), et la détermination (22 % vs 19 %). Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que même s'il existe des différences entre les sexes, elles demeurent modérées.

Des différences plus claires apparaissent lorsque l'on considère l'âge. Les répondants plus jeunes ont tendance à afficher un profil émotionnel plus positif, tandis que les sentiments négatifs deviennent plus répandus avec l'âge. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, l'espoir (48 % contre 41 à 44 % parmi les autres groupes d'âge) et la confiance (40 % contre 29 à 36 %) sont particulièrement répandus, parallèlement à des niveaux relativement élevés de bonheur (32 % contre 17 à 26 %) et de détermination (27 % contre 17 à 24 %), ce qui indique une base de référence plus optimiste. Dans le même temps, ce groupe fait état de niveaux relativement faibles d'incertitude (36 % vs 48 % des personnes âgées de 55 ans et plus), de frustration (17 % vs 27 % des personnes âgées de 40 à 54 ans), d'impuissance (15 % vs 27 % des personnes âgées de 55 ans et plus), d'anxiété (15 % vs 24 % des personnes âgées de 55 ans et plus) et de colère (6 % vs 18 % des personnes âgées de 40 à 54 ans).

Des différences selon le niveau d'éducation sont présentes mais relativement modérées. Les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles d'exprimer des sentiments positifs et tournés vers l'avenir tels que la confiance (37 % contre 31–33 %), la sérénité (31 % contre 24–26 %), le bonheur (25 % contre 19–21 %) et la détermination (24 % contre 17–21 %), par rapport à ceux ayant un niveau d'éducation inférieur.

Une relation particulièrement forte apparaît lorsque l'on considère la situation financière des répondants. Ceux qui déclarent avoir des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont nettement plus susceptibles d'exprimer des émotions négatives. Dans ce groupe, l'incertitude atteint 57 % (comparativement à 41 % de ceux qui n'ont jamais de difficultés), tandis que la frustration (36 % vs 21 %), l'impuissance (29 % vs 20 %), l'anxiété (33 % vs 18 %) et la colère (25 % vs 13 %) sont également nettement supérieures à la moyenne.

Les facteurs comportementaux montrent certaines des associations les plus fortes avec l'état émotionnel. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne sont beaucoup plus susceptibles d'exprimer des émotions positives, notamment l'espoir (53 % contre 23 % de ceux qui ont une vision négative), la confiance (43 % contre 13 %), la sérénité (32 % contre 15 %) et le bonheur (27 % contre 11 %). En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, les émotions négatives sont beaucoup plus répandues : l'incertitude atteint 58 % contre 38 %, tandis que la frustration (43 % contre 17 %), l'impuissance (35 % contre 17 %), la colère (35 % contre 9 %) et l'anxiété (31 % contre 16 %) sont toutes nettement plus élevées que chez les personnes ayant une image positive de l'UE.

QA6ab Quels sentiments décrivent le mieux votre état émotionnel actuel? tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)

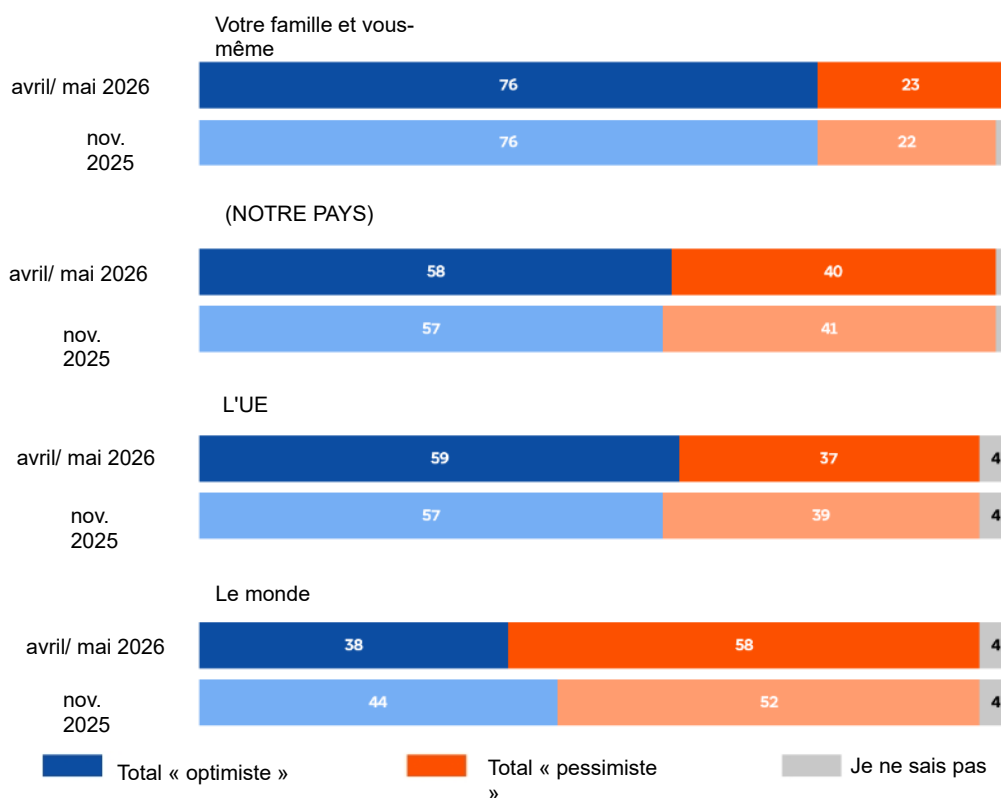
	Incertitude	Espoir	Confiance	Sérénité	Frustration	Impuissant	Détermination	Anxiété	Colère	Autre (SPONTANÉE)	Je ne sais pas	
UE-27	44	43	33	27	23	23		21	21	15	2	1
Genre												
Homme	43	42	34	29	23	21		22	19	16	2	1
Femme	45	45	33	25	23	25		19	24	14	2	1
Âge												
15- 24	36	48	40	31	17	15		27	15	6	1	1
25—39	40	44	36	29	22	18		24	19	13	2	1
40-54	46	41	34	25	27	24		21	22	18	2	1
>=55	48	43	29	26	24	27		17	24	17	2	1
Niveau d'éducation												
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	45	43	33	24	23	25		17	23	19	2	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	45	43	31	26	24	23		21	23	15	2	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	43	45	37	31	23	21		24	18	13	2	1
Catégorie socioprofessionnelle												
Travailleurs indépendants	44	40	34	28	24	20		26	23	16	2	1
Gestionnaires	41	46	38	30	21	20		26	16	14	3	0
Autres colliers blancs	42	46	36	28	22	20		23	21	13	2	1
Travailleurs manuels	44	41	33	27	24	24		21	22	17	1	1
Personnes à domicile	43	43	33	23	23	25		17	24	18	2	1
Chômeurs	49	43	28	21	29	25		19	26	17	1	0
Retraité	49	43	28	26	24	28		14	26	17	2	1
Étudiants	39	48	40	30	20	16		26	15	7	1	1
Difficultés à payer les factures												
La plupart du temps	57	31	22	15	36	29				25	1	1
De temps en temps	49	40	29	21	27	29		19	29	19	1	1
Presque jamais / Jamais	41	46	36	30	21	20		22	18	13	2	1
Urbanisation subjective												
Zone rurale ou village	43	42	34	29	22	22		20	20	15	2	1
Petite ou moyenne ville	45	44	32	26	22	24		21	23	15	2	1
Grande ville	45	44	34	26	27	23		21	21	14	2	1
Image de l'UE												
Positif	38	53	43	32	17	17		25	16	9	2	0
Neutre	47	40	28	25	23	26		18	25	14	2	1
Négatif	58	23	13	15	43	35		13	31	35	2	1
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie												
Satisfait	41	46	37	30	20	20		22	18	13	2	1
Non satisfait(e)	61	30	16	12	39	36		14	37	26	1	1

Perspectives d'avenir

Dans ce contexte, l'analyse porte ensuite sur les perspectives d'avenir des Européens. Dans l'ensemble, l'optimisme reste le plus fort au niveau personnel et s'affaiblit à mesure que les répondants envisagent des contextes plus larges, la confiance laissant progressivement place à des perceptions plus prudentes lorsqu'ils passent de la situation personnelle à des perspectives nationales, européennes et, en fin de compte, mondiales. Cette tendance reflète un contraste évident entre des perspectives personnelles relativement stables et des vues plus incertaines de l'environnement international, une distinction qui est susceptible d'influencer les priorités des citoyens, les attitudes à l'égard de la gouvernance et les attentes en matière de coopération à différents niveaux.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, l'optimisme quant à l'avenir continue de varier considérablement en fonction du niveau considéré. La confiance est la plus élevée au niveau personnel, 76 % des répondants exprimant leur optimisme quant à leur propre avenir et à celui de leur famille, proportion qui reste inchangée par rapport à novembre 2025. L'optimisme est nettement plus faible lorsque les répondants évaluent des contextes plus larges. Environ six Européens sur dix sont optimistes quant à l'avenir de leur pays (58 %, + 1 point de pourcentage) et de l'Union européenne (59 %, + 2 points de pourcentage), ce qui indique une relative stabilité par rapport à l'enquête précédente de novembre 2025. Cependant, les points de vue deviennent beaucoup plus prudents lorsque l'on se tourne vers le niveau mondial. Seuls 38 % des répondants se disent optimistes quant à l'avenir du monde, ce qui représente une baisse substantielle de six points de pourcentage depuis novembre 2025, tandis que 58 % expriment leur pessimisme (+6 pp).

QA12 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? (UE-27) (%)

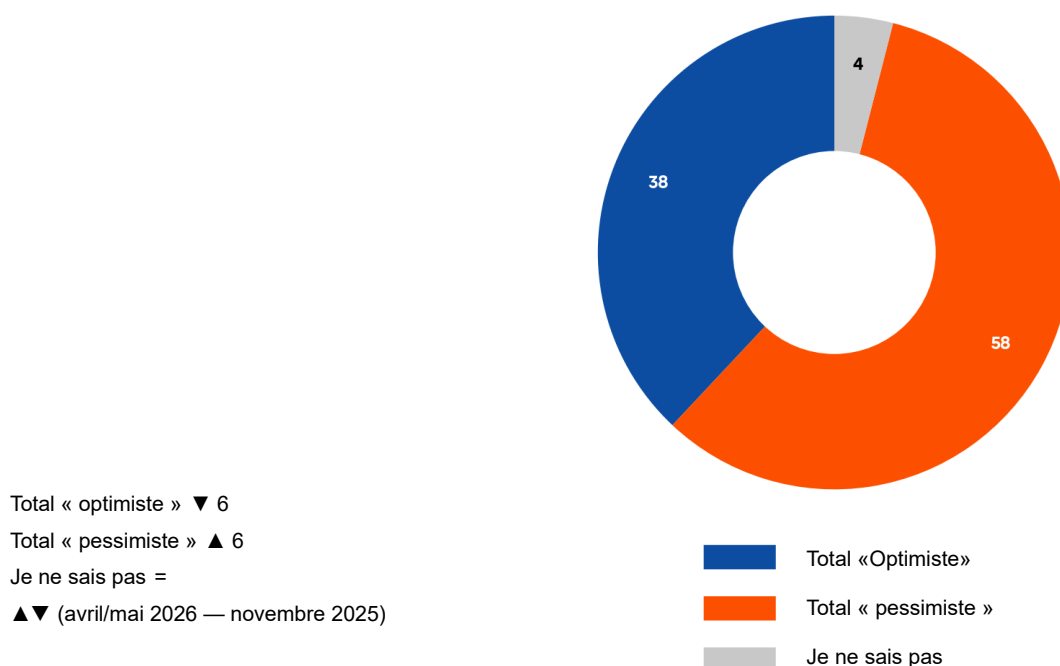


La persistance et le renforcement du pessimisme concernant l'avenir du monde suggèrent que les incertitudes et les défis mondiaux continuent de peser lourdement sur l'opinion publique. Cette détérioration au niveau mondial contraste avec la stabilité relative observée pour les perspectives personnelles, ainsi que pour les perspectives aux niveaux national et européen. Un tel schéma indique que si les Européens conservent confiance dans leur situation immédiate et, dans une certaine mesure, dans les cadres nationaux et européens, ils restent de plus en plus préoccupés par l'évolution de la situation au niveau international. Ces préoccupations sont susceptibles de façonner des perceptions plus larges, influençant la manière dont les citoyens hiérarchisent les questions et évaluent le rôle des institutions, y compris de l'Union européenne, dans la réponse aux défis mondiaux.

Perspectives sur l'avenir du monde

Les perceptions publiques de l'avenir du monde se caractérisent par une nette prédominance du pessimisme, reflétant l'accumulation des défis mondiaux auxquels les citoyens sont actuellement confrontés. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les répondants expriment moins d'optimisme à l'égard de l'avenir du monde que tout autre niveau considéré.

QA12.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Le monde (UE-27) (%)

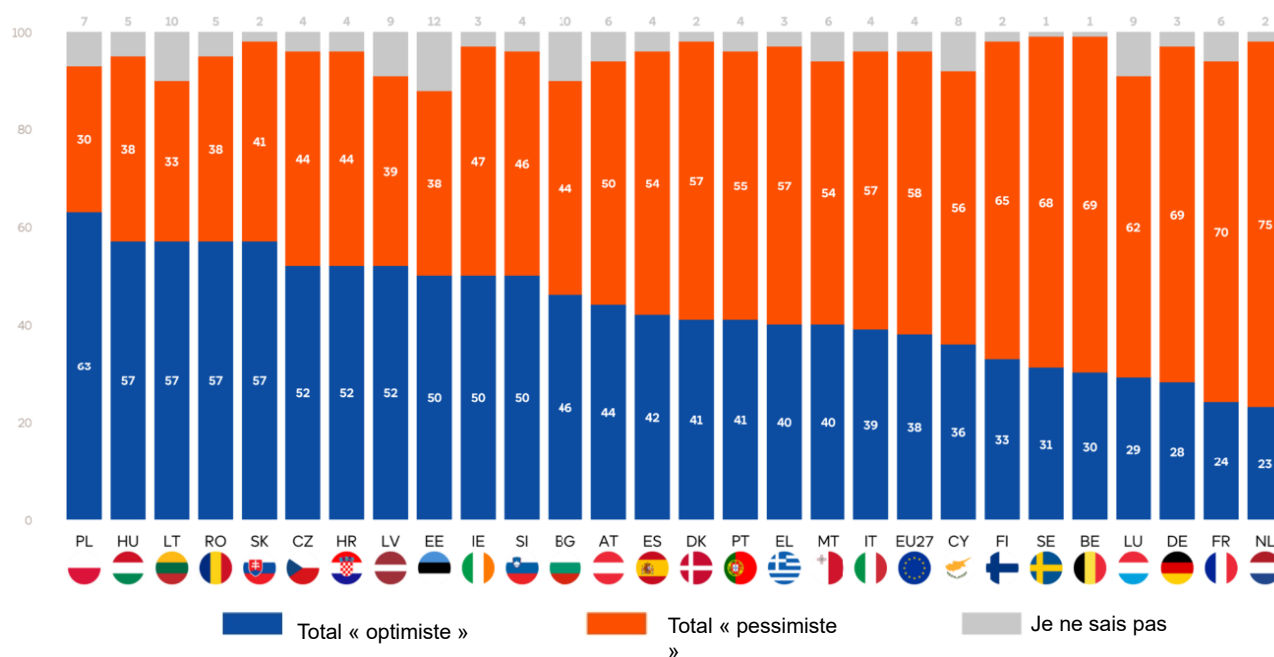


Au niveau de l'UE, moins de quatre répondants sur dix (38 %) se disent optimistes quant à l'avenir du monde, ce qui représente une baisse notable de six points de pourcentage par rapport à l'enquête précédente. Cet optimisme reste limité en intensité, seule une faible proportion se décrivant comme très optimiste (5 %). En revanche, une grande majorité d'Européens (58 %) se disent pessimistes quant à l'avenir du monde, soit une augmentation de six points de pourcentage par rapport à novembre 2025, dont une part notable qui exprime un fort pessimisme (15 %, + 4 pp).

Les perceptions de l'avenir du monde varient considérablement d'un État membre à l'autre, ce qui révèle des différences substantielles dans les niveaux d'optimisme et de pessimisme. Plus généralement, au moins la moitié des répondants sont optimistes dans 11 États membres. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont observés en Pologne (63 %), suivie de la Hongrie, de la Lituanie, de la Slovaquie et de la Roumanie (tous les 57 %), où une nette majorité de répondants expriment des perspectives positives.

Cependant, cet optimisme reste loin d'être répandu. Au moins la moitié des répondants sont pessimistes dans 15 États membres. Les niveaux les plus élevés de pessimisme sur l'avenir du monde sont enregistrés aux Pays-Bas (75%), en France (70%), en Allemagne et en Belgique (tous deux 69%). Dans ces pays, les évaluations pessimistes l'emportent clairement sur l'optimisme, soulignant à quel point les préoccupations concernant les évolutions mondiales façonnent le sentiment de l'opinion publique.

QA12.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Le monde (%)



Des différences d'optimisme et de pessimisme concernant l'avenir du monde sont également apparentes entre les groupes sociodémographiques, bien que la force de ces modèles varie selon les caractéristiques.

En termes de genre, il n'y a pas de différences dans les perceptions. Les hommes et les femmes font état de niveaux identiques d'optimisme (38 % dans les deux groupes) et de niveaux très similaires de pessimisme (58 % chez les hommes et 57 % chez les femmes).

L'âge est un facteur plus différenciant. Les répondants plus jeunes ont tendance à être plus optimistes, tandis que le pessimisme augmente progressivement avec l'âge. Parmi les 15-24 ans, les mêmes proportions expriment de l'optimisme et du pessimisme (48 %). Toutefois, l'optimisme diminue chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (38 % contre 58 % de pessimistes) et chez les répondants âgés de 40 à 54 ans (40 % contre 56 %). Les perspectives les plus négatives sont observées chez les répondants âgés de 55 ans et plus, où seulement 34 % se sentent optimistes et une nette majorité (61 %) déclarent être pessimistes.

Des différences selon le niveau d'éducation sont présentes mais relativement modérées. Les répondants ayant un niveau d'éducation moyen sont les plus optimistes (41 %), tandis que ceux ayant un faible niveau d'éducation font état d'un optimisme plus faible (34 %) et d'un pessimisme plus élevé (60 %). Parmi les répondants très instruits, l'optimisme se situe à 38 % et le pessimisme à 59 %, ce qui suggère que si l'éducation est associée à une certaine variation, une perspective principalement prudente prévaut dans tous les groupes éducatifs.

Une relation particulièrement forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Ceux qui connaissent des difficultés financières la plupart du temps sont nettement plus pessimistes: seuls 26 % expriment de l'optimisme, tandis que 70 % font état de pessimisme. Cela contraste avec les répondants qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, parmi lesquels l'optimisme monte à 39 % et le pessimisme diminue à 56 %. Les répondants confrontés à des difficultés financières occasionnelles se situent entre ces groupes (37 % optimistes contre 59 % pessimistes). Ces résultats mettent en évidence le lien étroit entre la vulnérabilité économique et les attentes négatives concernant les évolutions mondiales.

Enfin, les perceptions de l'avenir du monde sont également étroitement liées à l'image que les répondants ont de l'Union européenne. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne affichent des points de vue équilibrés, 49 % exprimant de l'optimisme et 48 % du pessimisme. En revanche, parmi les répondants ayant une image négative de l'UE, l'optimisme chute fortement à 17 %, tandis que 79 % font état de pessimisme, ce qui indique des perspectives très négatives. Ceux qui ont une image neutre se situent entre ces groupes (34 % optimistes contre 60 % pessimistes). Cette tendance met en évidence une forte association entre les attitudes à l'égard de l'UE et les perceptions des perspectives mondiales.

QA12.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Le monde (% - UE)

	Total «Optimiste»	Total « pessimiste »	Je ne sais pas
UE-27	38	58	4
Genre			
Homme	38	58	4
Femme	38	57	5
Âge			
15- 24	48	48	4
25—39	38	58	4
40-54	40	56	4
>=55	34	61	5
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	34	60	6
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	41	55	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	38	59	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	43	54	3
Gestionnaires	40	57	3
Autres colliers blancs	40	56	4
Travailleurs manuels	40	55	5
Personnes à domicile	39	57	4
Chômeurs	32	63	5
Retraité	32	63	5
Étudiants	46	51	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	26	70	4
De temps en temps	37	59	4
Presque jamais / Jamais	39	56	5
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	38	57	5
Petite ou moyenne ville	36	60	4
Grande ville	42	55	3
Image de l'UE			
Positif	49	48	3
Neutre	34	60	6
Négatif	17	79	4
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	42	54	4
Non satisfait(e)	22	73	5

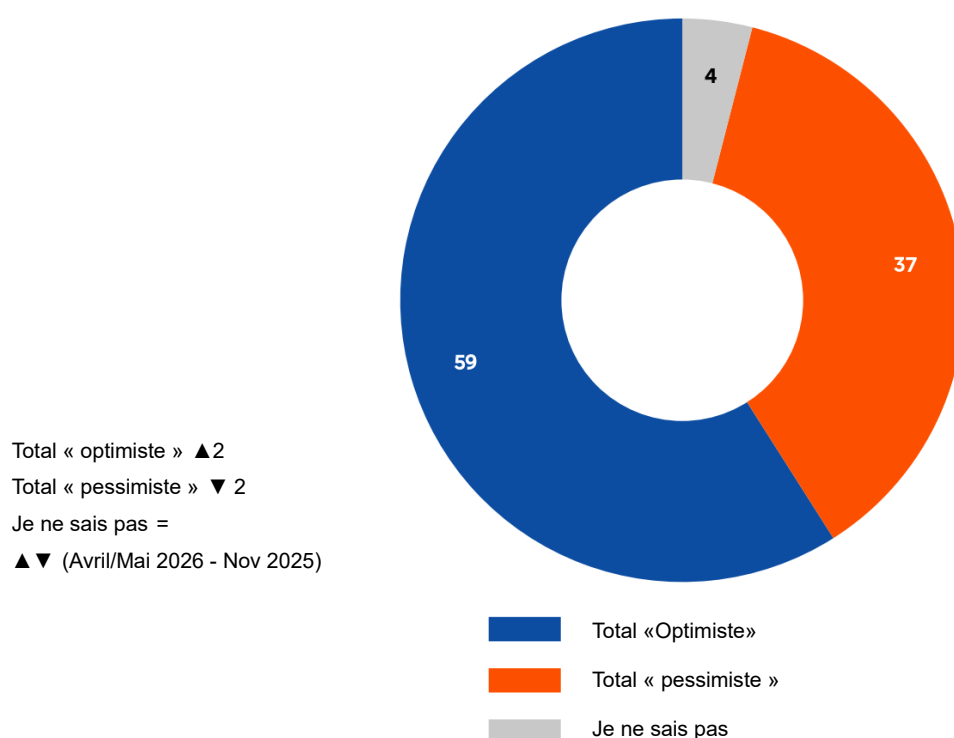
Perspectives sur l'avenir de l'Union européenne

Comparés à leur perception des évolutions mondiales, les Européens expriment une vision plus positive de l'avenir de l'Union européenne.

Au niveau de l'UE, une nette majorité des répondants (59 %) se disent optimistes quant à l'avenir de l'Union européenne, ce qui représente une stabilité relative par rapport à la vague précédente de novembre 2025. Au sein de ce groupe, la plupart se décrivent comme assez optimistes (51 %), tandis qu'une plus petite proportion se dit très optimiste (8 %). En revanche, 37 % des Européens expriment un pessimisme quant à l'avenir de l'UE, y compris des points de vue à la fois équitables et très pessimistes, tandis qu'une petite minorité (4 %) déclare ne pas savoir.

Par rapport à novembre 2025, les perceptions de l'avenir de l'Union européenne restent relativement stables. L'optimisme a augmenté de deux points de pourcentage (de 57 % à 59 %), tandis que le pessimisme a diminué de deux points (de 39 % à 37 %). Ces variations limitées indiquent que les points de vue n'ont pas changé de manière significative au cours de la période. Dans l'ensemble, cela suggère que, malgré un contexte plus large marqué par l'incertitude, en particulier en ce qui concerne l'avenir du monde, la confiance des Européens dans l'Union européenne reste stable, sans changement substantiel de sentiment.

QA12.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - L'UE (UE-27) (%)

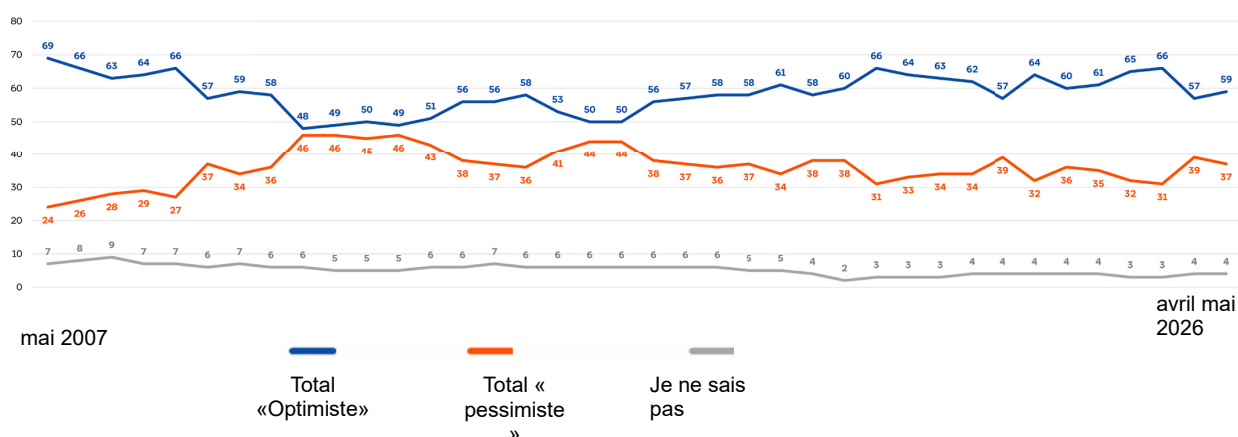


Si l'on examine la tendance à plus long terme de 2007 à 2026, l'évolution récente de l'optimisme s'inscrit dans une perspective historique plus large. À la suite du recul observé entre mai 2025 et novembre 2025, les derniers résultats indiquent une relative stabilité de l'optimisme, qui atteint désormais 59 % en avril/mai 2026. Ce niveau reste globalement cohérent avec ceux enregistrés au cours de la période antérieure à la pandémie de COVID-19, lorsque l'optimisme a généralement fluctué à des niveaux comparables entre 2017 et 2019.

Les données à long terme montrent également qu'un pessimisme plus prononcé a été observé au cours des périodes antérieures. Les niveaux les plus élevés se sont produits entre 2011 et 2013, lorsque jusqu'à 46 % des répondants ont exprimé des opinions négatives sur l'avenir de l'Union européenne, reflétant une période d'incertitude économique et politique accrue.

Dans ce contexte, les évolutions récentes s'inscrivent dans un schéma plus large de fluctuations cycliques de l'opinion publique liées aux chocs extérieurs, à l'incertitude et à la perception qu'a le public de l'action de l'UE.

QA12.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - L'UE (% - UE)

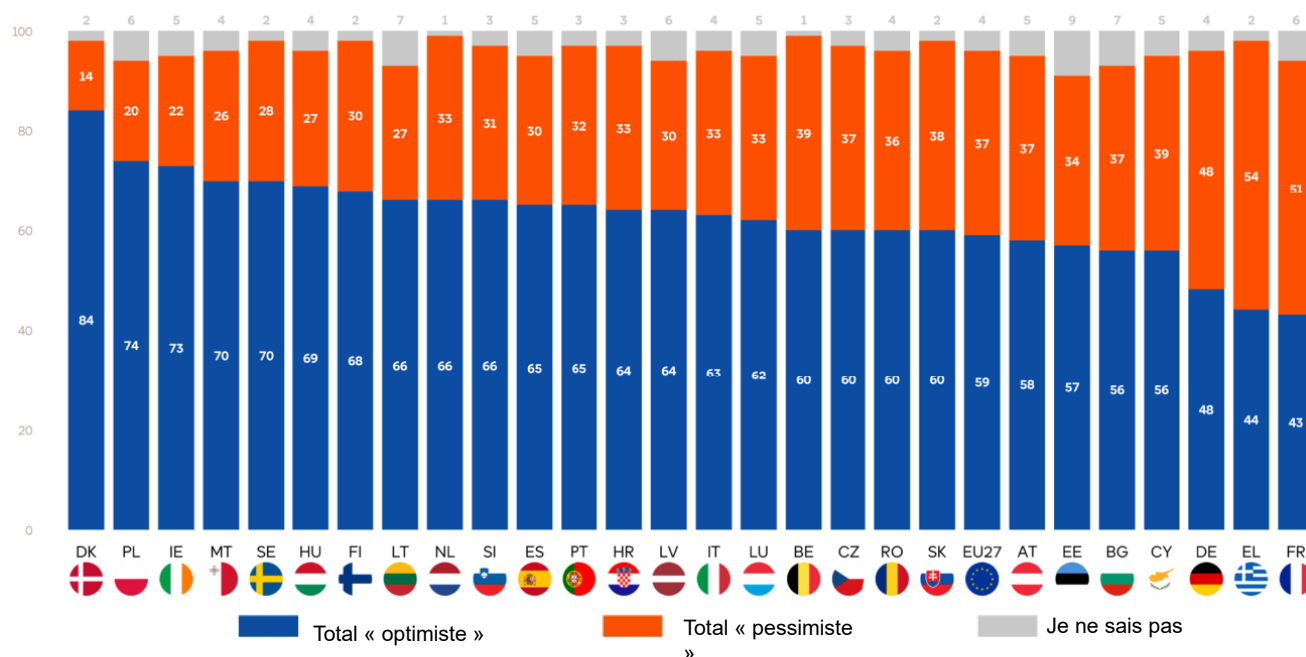


L'optimisme quant à l'avenir de l'Union européenne continue de varier d'un État membre à l'autre, avec des différences substantielles dans l'équilibre entre les points de vue positifs et négatifs. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont enregistrés au Danemark (84 %), suivi de la Pologne (74 %) et de l'Irlande (73 %), où une nette majorité de répondants expriment leur confiance dans l'avenir de l'UE.

Cependant, cet optimisme n'est pas universel. Dans plusieurs États membres, les opinions pessimistes occupent une place plus importante. Les niveaux d'optimisme les plus faibles sont observés en France (43% d'optimisme contre 51% de pessimisme), en Grèce (44% contre 54%) et en Allemagne (48% contre 48%), où l'optimisme est clairement compensé par le pessimisme ou se situe à la parité.

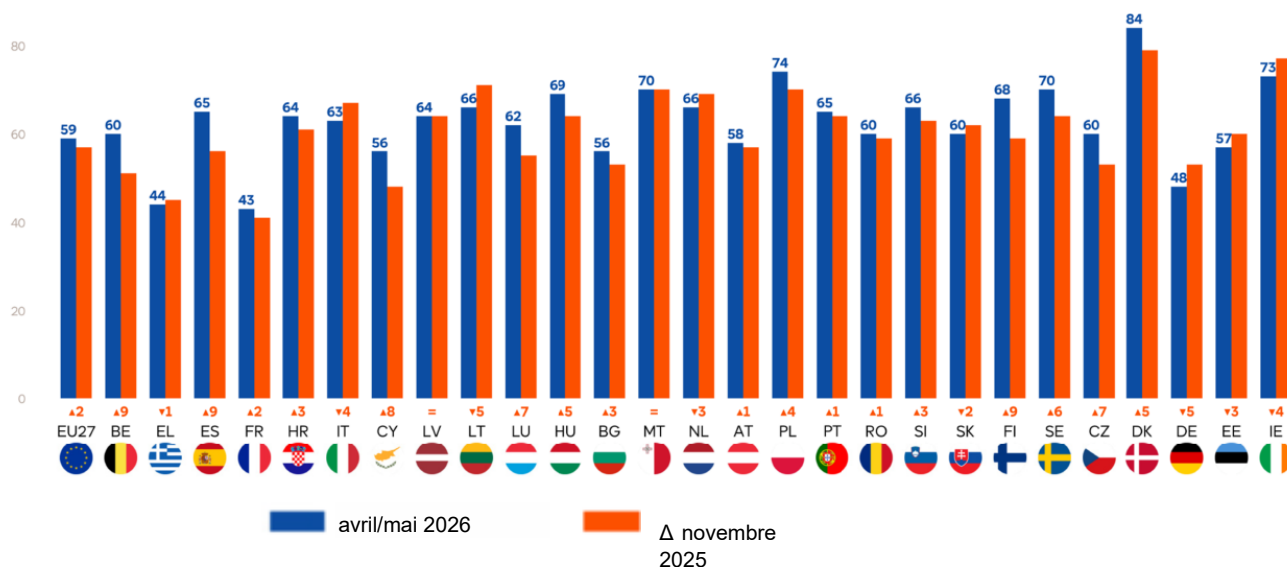
Ces tendances mettent en évidence d'importantes variations nationales dans la perception qu'a le public des perspectives de l'UE. Alors que de nombreux États membres maintiennent des niveaux de confiance relativement élevés, d'autres affichent des points de vue plus partagés ou négatifs, reflétant des contextes et des expériences nationaux différents dans l'ensemble de l'Union européenne.

QA12.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - L'UE (%)



Depuis novembre 2025, les hausses les plus significatives de l'optimisme ont été enregistrées en Belgique, en Espagne et en Finlande (+ 9 points de pourcentage), à Chypre (+ 8 points de pourcentage), en Tchéquie et au Luxembourg (+ 7 points de pourcentage), ce qui indique une nette évolution vers des points de vue plus positifs dans ces pays. Alors que les baisses sont moins marquées et n'ont été enregistrées que dans huit États membres, notamment en Lituanie et en Allemagne (-5 pp).

QA12.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - L'UE - Total "optimiste" (%)



Des différences d'optimisme et de pessimisme concernant l'avenir de l'Union européenne apparaissent entre les groupes sociodémographiques, bien que la force de ces schémas varie selon les caractéristiques.

Les différences selon le sexe sont minimales. Les hommes et les femmes affichent des niveaux très similaires d'optimisme (58 % et 59 % respectivement) et de pessimisme (38 % et 36 %), ce qui indique que le genre ne joue pas un rôle important dans l'élaboration des points de vue sur l'avenir de l'UE.

Des variations plus nettes sont observées entre les groupes d'âge, les jeunes répondants exprimant des opinions plus positives. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, sept répondants sur dix (70 %) sont optimistes, tandis que seulement 26 % expriment du pessimisme, ce qui représente de loin les perspectives les plus positives. L'optimisme diminue régulièrement avec l'âge, atteignant 54% chez les 55 ans et plus, parmi lesquels le pessimisme est proportionnellement plus élevé (41%). Cette tendance suggère que la confiance dans l'avenir de l'UE est plus forte chez les jeunes générations, tandis que les répondants plus âgés adoptent une position plus prudente.

Les différences par niveau d'éducation sont également évidentes. L'optimisme augmente avec le niveau d'instruction, passant de 49 % chez les répondants ayant un faible niveau d'instruction à 60 % chez ceux ayant un niveau moyen et à 65 % chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé, tandis que le pessimisme suit le schéma inverse. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles d'exprimer leur pessimisme (44 %) et sont également plus susceptibles de répondre «ne sait pas» (7 %), ce qui indique une position moins définie ou plus incertaine.

Une relation forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Ceux qui signalent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont nettement moins optimistes (40%) et plus susceptibles d'exprimer du pessimisme (55%). En comparaison, les répondants qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés sont beaucoup plus positifs (62% optimistes contre 34% pessimistes). Ceux qui éprouvent des difficultés occasionnelles se situent entre (52% vs 43%). Cette évolution souligne l'incidence significative des conditions économiques sur les anticipations relatives à l'avenir de l'UE.

Les variables comportementales affichent les contrastes les plus forts. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont extrêmement optimistes, 81 % exprimant leur optimisme et seulement 17 % leur pessimisme, ce qui en fait de loin le groupe le plus positif. En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, seuls 13 % expriment de l'optimisme, tandis que 83 % sont pessimistes, ce qui indique une perspective très négative. Les répondants ayant une image neutre se situent entre ces groupes (49 % optimistes contre 45 % pessimistes). Cette constatation souligne le fait que le sentiment de l'opinion publique à l'égard de l'UE est un facteur déterminant des attentes quant à son avenir.

QA12.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - L'UE (% - UE)

	Total «Optimiste»	Total « pessimiste »	Je ne sais pas
UE-27	59	37	4
Genre			
Homme	58	38	4
Femme	59	36	5
Âge			
15- 24	70	26	4
25—39	61	36	3
40-54	59	38	3
>=55	54	41	5
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	49	44	7
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	60	36	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	65	32	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	59	38	3
Gestionnaires	65	32	3
Autres colliers blancs	62	35	3
Travailleurs manuels	57	39	4
Personnes à domicile	55	38	7
Chômeurs	51	43	6
Retraité	53	42	5
Étudiants	69	27	4
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	40	55	5
De temps en temps	52	43	5
Presque jamais / Jamais	62	34	4
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	55	40	5
Petite ou moyenne ville	58	38	4
Grande ville	64	33	3
Image de l'UE			
Positif	81	17	2
Neutre	49	45	6
Négatif	13	83	4
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	63	33	4
Non satisfait(e)	34	61	5

Perspectives sur l'avenir du pays

Les perceptions de l'avenir de son propre pays se situent dans une position intermédiaire entre les attentes personnelles et une vision plus large de l'Union européenne et du monde. Si l'optimisme au niveau national reste plus faible qu'au niveau personnel, il est néanmoins nettement plus fort que les perceptions de l'avenir du monde, reflétant une perspective plus prudente mais encore relativement positive.

Au niveau de l'UE, une majorité de répondants (58 %) expriment leur optimisme quant à l'avenir de leur pays, marquant une stabilité par rapport à la vague précédente (+1 point de pourcentage). Au sein de ce groupe, la plupart se décrivent comme assez optimistes (49 %, + 1 pp), tandis qu'une part plus faible se dit très optimiste (9 %, inchangée). En revanche, 40 % des Européens expriment du pessimisme (-1 pp), tandis qu'une très faible proportion reste indécise (2 %). Ces résultats confirment une tendance à l'optimisme modéré tempérée par la persistance des préoccupations.

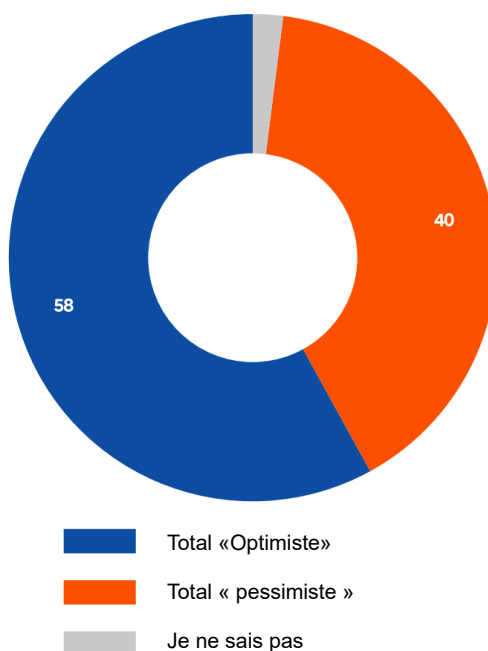
QA12.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - (NOTRE PAYS) (UE-27) (%)

Total « optimiste » ▲ 1

Total « pessimiste » ▼ 1

Je ne sais pas =

Δ (avril/mai 2026 — novembre 2025)

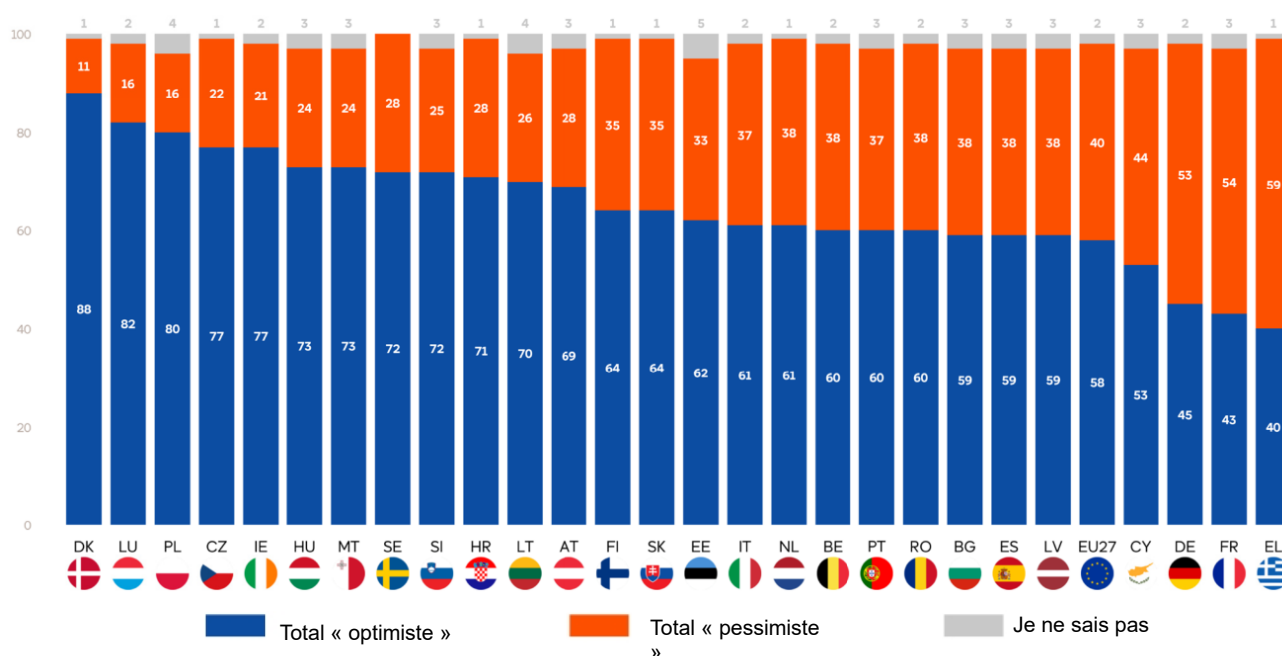


Les perceptions de l'avenir de son propre pays varient considérablement d'un État membre à l'autre, bien que l'optimisme prévale dans la plupart des cas. Dans 24 États membres, les perspectives positives l'emportent sur les perspectives négatives. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont observés au Danemark (88 %), suivi du Luxembourg (82 %) et de la Pologne (80 %), où une très grande majorité des répondants expriment des perspectives positives.

Cependant, l'optimisme n'est pas universel. Dans un plus petit groupe de pays, les points de vue sont plus partagés ou tendent vers le pessimisme. Les niveaux d'optimisme les plus faibles sont enregistrés en Grèce (40% d'optimisme contre 59% de pessimisme), en France (43% contre 54%) et en Allemagne (45% contre 53%), où le pessimisme l'emporte clairement sur l'optimisme.

Ces résultats mettent en évidence d'importantes différences nationales dans la manière dont les citoyens évaluent l'avenir de leur pays. Alors que de nombreux États membres affichent une confiance relativement forte, d'autres affichent des perceptions plus prudentes ou négatives, reflétant la diversité des contextes et des défis nationaux dans l'ensemble de l'Union européenne.

QA12.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...?
- (NOTRE PAYS) (%)



Les perceptions de l'avenir de son propre pays varient selon les groupes sociodémographiques et comportementaux, bien que l'optimisme reste le point de vue majoritaire dans la plupart des catégories.

Les différences selon le sexe sont négligeables. Les hommes et les femmes font état de niveaux presque identiques d'optimisme (58 % et 57 % respectivement) et de niveaux égaux de pessimisme (40 % dans les deux groupes), ce qui indique que le sexe n'influence pas de manière significative les opinions sur les perspectives nationales.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les jeunes répondants ont tendance à adopter des perspectives plus positives, 65 % des personnes âgées de 15 à 24 ans exprimant de l'optimisme, contre 33 % faisant état de pessimisme. Cela contraste avec le groupe le plus âgé, où l'optimisme est plus faible (55 % chez les 55 ans et plus) et le pessimisme plus élevé (42 %). Les répondants âgés de 25 à 39 ans et de 40 à 54 ans occupent une position intermédiaire, avec 58 % d'optimisme et 40 % de pessimisme, ce qui suggère une évolution progressive vers des opinions plus prudentes avec l'âge.

Des différences évidentes sont également observées selon le niveau d'éducation. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont moins optimistes (51 %) et plus pessimistes (46 %) que ceux ayant un niveau d'éducation moyen ou élevé. Parmi les répondants ayant un niveau d'éducation moyen et élevé, l'optimisme monte à 60%, tandis que le pessimisme diminue à 38%, indiquant une perspective plus positive parmi les groupes les plus instruits.

Une relation forte est évidente lorsque l'on considère la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, l'optimisme tombe à 34%, tandis que 64% expriment du pessimisme, indiquant une perspective nettement négative. En revanche, les répondants qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés sont nettement plus positifs (62% optimistes contre 36% pessimistes). Les personnes qui éprouvent des difficultés occasionnelles se situent entre 51 % et 46 %. Cela met en évidence le lien étroit entre la vulnérabilité économique et la perception des perspectives nationales.

Les variables comportementales montrent les variations les plus fortes. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne sont beaucoup plus optimistes quant à l'avenir de leur pays (73 % contre 25 % pessimistes), tandis que ceux qui ont une image négative de l'UE affichent des perspectives nettement plus pessimistes (25 % optimistes contre 73 % pessimistes). Les répondants ayant une image neutre sont plus équitablement divisés (51% optimistes contre 46% pessimistes). Cette forte association suggère que les attitudes à l'égard de l'UE sont étroitement liées à une confiance plus large dans les trajectoires nationales.

QA12.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - (NOTRE PAYS) (% - UE)

	Total «Optimiste»	Total « pessimiste »	Je ne sais pas
UE-27	58	40	2
Genre			
Homme	58	40	2
Femme	57	40	3
Âge			
15- 24	65	33	2
25—39	58	40	2
40-54	58	40	2
>=55	55	42	3
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	51	46	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	60	38	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	60	38	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	59	40	1
Gestionnaires	63	35	2
Autres colliers blancs	61	37	2
Travailleurs manuels	57	41	2
Personnes à domicile	57	41	2
Chômeurs	46	51	3
Retraité	54	43	3
Étudiants	65	33	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	34	64	2
De temps en temps	51	46	3
Presque jamais / Jamais	62	36	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	57	40	3
Petite ou moyenne ville	57	41	2
Grande ville	60	38	2
Image de l'UE			
Positif	73	25	2
Neutre	51	46	3
Négatif	25	73	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	64	34	2
Non satisfait(e)	32	66	2

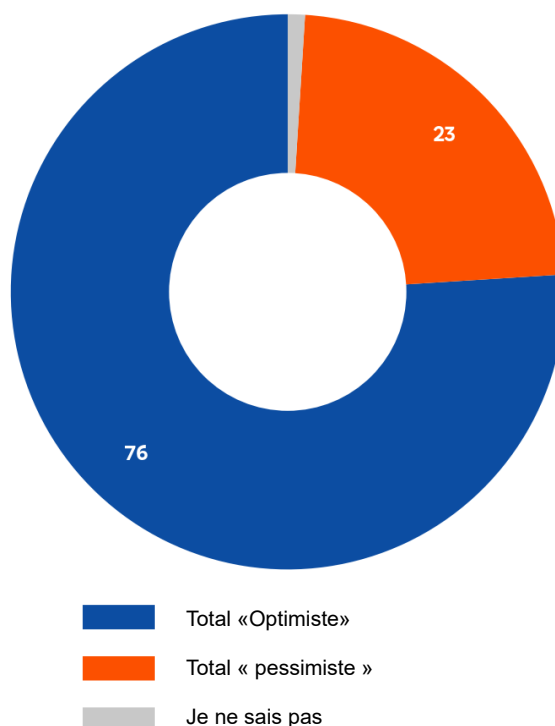
Perspectives sur son propre avenir et celui de sa famille

Les répondants restent les plus positifs lorsqu'ils envisagent leur propre avenir et celui de leur famille. Ces évaluations reflètent un fort sentiment de confiance personnelle et de contrôle perçu sur les circonstances immédiates de la vie, contrastant avec les attentes plus prudentes exprimées lors de l'évaluation des évolutions nationales, européennes et mondiales plus larges. Cet écart entre les perspectives personnelles et les perspectives plus larges souligne l'importance de la proximité pour façonner les perceptions de l'avenir.

Au niveau de l'UE, les répondants sont nettement plus optimistes quant à leur avenir personnel que pour tout autre domaine évalué. Dans l'ensemble, 76 % expriment de l'optimisme, dont 59 % se disent assez optimistes et 17 % se disent très optimistes, tandis que 23 % font état de pessimisme (+1 pp), et une très faible proportion reste indécise (1 %). Ce niveau élevé de confiance personnelle contraste clairement avec les attitudes à l'égard de contextes plus larges: L'optimisme quant à l'avenir du pays s'élève à 58 %, l'Union européenne à 59 % et le monde à seulement 38 %.

Pris ensemble, ces résultats confirment un gradient prononcé d'optimisme, qui diminue progressivement à mesure que la perspective passe du niveau personnel à des contextes plus larges et plus éloignés.

QA12.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Votre famille et vous-même (UE-27) (%)



Total « optimiste » =

Total « pessimiste » ▲ 1

Je ne sais pas ▼ 1

Δ (avril/mai 2026 — novembre 2025)

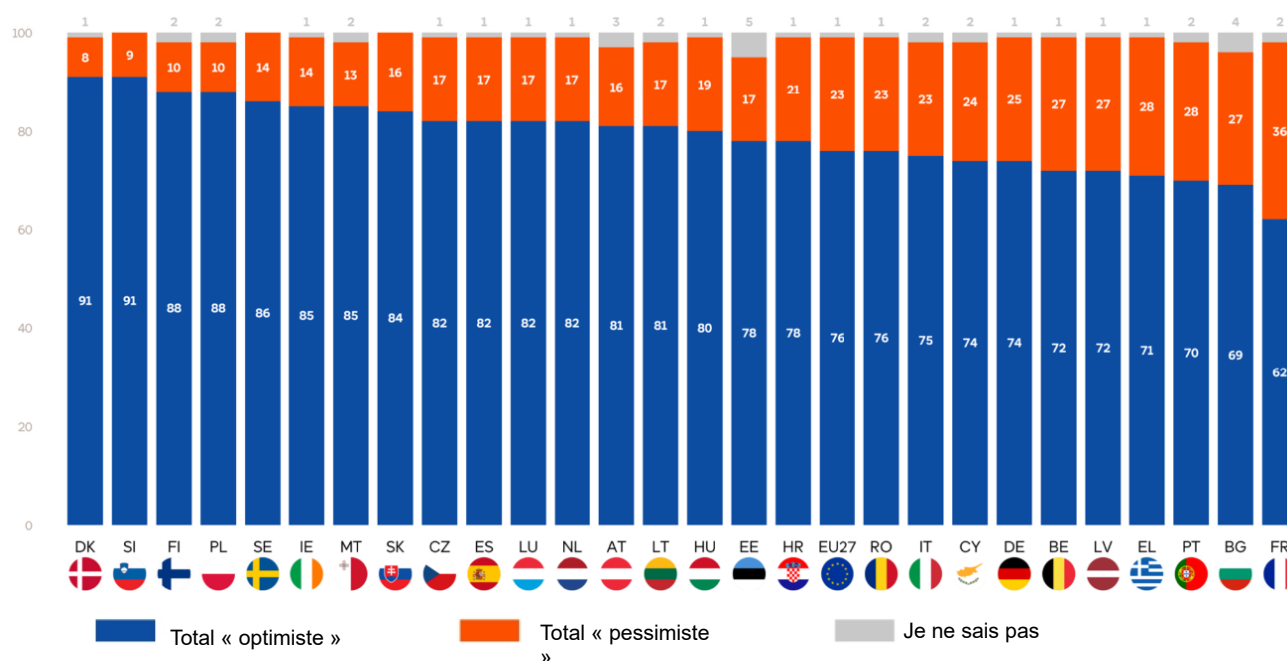
Dans tous les États membres, l'optimisme quant à son propre avenir et à celui de sa famille reste répandu et relativement constant. Dans tous les pays, une nette majorité de répondants expriment des perspectives positives, soulignant la forte prévalence de l'optimisme personnel dans l'ensemble de l'Union européenne. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont enregistrés au Danemark et en Slovénie (91 % chacun), suivis de la Finlande et de la Pologne (88 % chacun) et de la Suède (86 %), où près de neuf répondants sur dix déclarent avoir confiance dans leurs perspectives personnelles et familiales.

Bien que certaines variations persistent, les différences entre les pays sont plus limitées que lors de la vague précédente. En particulier, la France affiche désormais des niveaux d'optimisme plus proches de la moyenne de l'UE, 62 % des répondants exprimant de l'optimisme et 36 % du pessimisme (contre 55 % d'optimisme contre 43 % de pessimisme en novembre 2025).

Plus généralement, des niveaux d'optimisme plus faibles sont également enregistrés dans des pays tels que la Bulgarie (69 %), le Portugal (70 %) et la Grèce (71 %), bien que, dans tous les cas, une nette majorité des répondants restent optimistes.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment que l'optimisme au niveau personnel est non seulement élevé, mais également réparti de manière relativement uniforme entre les États membres.

QA12.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Votre famille et vous-même (%)



Les perceptions de l'avenir d'une personne et de sa famille varient selon les groupes socio-démographiques et les attitudes, bien que l'optimisme reste très élevé dans la quasi-totalité d'entre eux.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes d'exprimer de l'optimisme (77 % contre 75 %), tandis que les niveaux de pessimisme restent similaires (22 % et 23 % respectivement). Ces petites différences indiquent que le sexe ne joue qu'un rôle mineur dans l'élaboration des perspectives personnelles.

Des variations plus nettes apparaissent entre les groupes d'âge, l'optimisme étant le plus élevé chez les jeunes répondants. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 84 % expriment de l'optimisme, contre 15 % qui font état de pessimisme, ce qui représente les perspectives les plus positives pour tous les groupes. L'optimisme diminue progressivement avec l'âge, atteignant 78 % chez les 25-39 ans et 72 % chez les répondants âgés de 55 ans et plus, parmi lesquels le pessimisme est le plus élevé (26 %). Cette tendance suggère que les jeunes répondants ont tendance à être plus confiants quant à leur avenir personnel, tandis que les groupes plus âgés adoptent une vision un peu plus prudente.

Les différences selon le niveau d'éducation sont également évidentes. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont moins susceptibles d'exprimer de l'optimisme (69 %) et plus susceptibles de faire état de pessimisme (29 %) que ceux ayant un niveau d'éducation moyen et élevé. Parmi les répondants ayant un niveau d'éducation moyen et élevé, l'optimisme monte à 78 % et 79 % respectivement, tandis que le pessimisme diminue à environ 20 à 21 %, ce qui indique un sentiment plus fort de confiance personnelle parmi les groupes les plus instruits.

Une relation forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, l'optimisme chute considérablement à 50%, tandis que 49% expriment du pessimisme, ce qui entraîne une perspective presque équilibrée. En revanche, les répondants qui ne rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés financières sont nettement plus optimistes, 81 % exprimant leur optimisme et seulement 18 % leur pessimisme. Ceux qui éprouvent des difficultés occasionnelles se situent entre ces groupes (69% optimistes contre 29% pessimistes). Cela souligne à nouveau le lien étroit entre les conditions économiques et la confiance personnelle dans l'avenir.

Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont particulièrement optimistes quant à leur avenir personnel (87 % optimistes contre 12 % pessimistes), tandis que ceux qui ont une image négative de l'UE affichent des perspectives plus divisées (51 % optimistes contre 46 % pessimistes). Les répondants ayant une image neutre se situent entre ces groupes (73 % optimistes contre 25 % pessimistes), ce qui met en évidence le lien entre les attitudes plus larges et les attentes personnelles.

Dans l'ensemble, bien que l'optimisme soit constamment élevé dans tous les groupes sociodémographiques, l'âge, l'éducation, la situation financière et l'image de l'UE jouent un rôle clé dans la formation de son intensité. En particulier, la vulnérabilité économique est associée à des niveaux d'optimisme nettement plus faibles, tandis que des conditions plus favorables correspondent à des niveaux de confiance plus élevés à l'égard de l'avenir.

QA12.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? - Votre famille et vous-même (% - UE)

	Total «Optimiste»	Total « pessimiste »	Je ne sais pas
UE-27	76	23	1
Genre			
Homme	77	22	1
Femme	75	23	2
Âge			
15- 24	84	15	1
25—39	78	21	1
40-54	77	22	1
>=55	72	26	2
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	69	29	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	78	21	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	79	20	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	79	20	1
Gestionnaires	82	17	1
Autres colliers blancs	79	20	1
Travailleurs manuels	77	22	1
Personnes à domicile	74	25	1
Chômeurs	68	30	2
Retraité	70	28	2
Étudiants	83	16	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	50	49	1
De temps en temps	69	29	2
Presque jamais / Jamais	81	18	1
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	75	23	2
Petite ou moyenne ville	75	24	1
Grande ville	80	19	1
Image de l'UE			
Positif	87	12	1
Neutre	73	25	2
Négatif	51	46	3
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	82	17	1
Non satisfait(e)	48	50	2

2 FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX

2. FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX

Le présent chapitre examine le point de vue des Européens sur le rôle de l'Union européenne pour relever les défis mondiaux, protéger ses citoyens et renforcer sa position sur la scène mondiale. Une grande majorité d'Européens continuent de considérer l'Union européenne comme un lieu de stabilité dans un monde troublé, renforçant son rôle de source de réconfort dans un environnement mondial incertain. Il met en évidence une attente largement partagée d'un rôle plus important et affirmé de l'UE, dans un contexte marqué par l'instabilité géopolitique, les pressions économiques et l'évolution des risques pour la sécurité.

Les citoyens identifient également les principaux domaines prioritaires pour l'orientation stratégique de l'UE, notamment la défense et la sécurité, l'indépendance énergétique et la compétitivité économique. Dans l'ensemble, les résultats indiquent un soutien fort et constant en faveur d'une Union européenne plus unie, protectrice et stratégiquement ciblée. Bien qu'il existe un large consensus entre les pays et les groupes sociodémographiques, l'importance relative accordée à des priorités spécifiques et le degré de soutien au renforcement des capacités de l'UE demeurent variables.

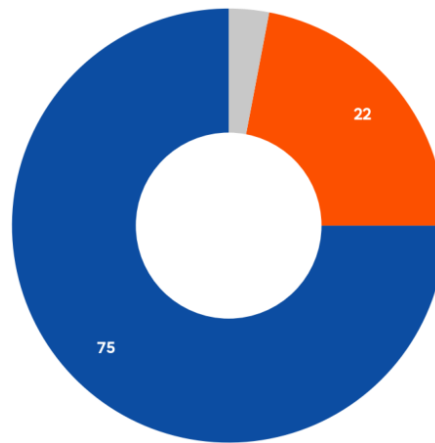
L'UE en tant que lieu de stabilité

Une grande majorité d'Européens s'accordent à dire que l'Union européenne représente un lieu de stabilité dans un monde troublé. Au niveau de l'UE, les trois quarts des répondants (75 %) sont d'accord avec cette déclaration. En revanche, 22 % des Européens sont en désaccord, tandis qu'une petite minorité reste indécise (3 %).

Par rapport aux résultats obtenus en octobre et novembre 2025, les perceptions se sont nettement améliorées, l'accord augmentant de huit points de pourcentage et le désaccord diminuant de la même marge. Cela représente un changement significatif dans l'opinion publique, suggérant un renforcement de la perception de l'Union européenne en tant que lieu de stabilité.

Ces résultats indiquent que, dans un contexte caractérisé par l'incertitude au niveau mondial, l'Union européenne est largement considérée comme apportant un certain degré de stabilité et de réconfort. Bien qu'elle ne soit pas universellement partagée, cette perception est partagée par une nette majorité d'Européens et reflète une évaluation relativement positive du rôle de l'UE dans l'environnement géopolitique actuel.

QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation suivante - L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé (UE27) (%)



Total «accord» ▲ 8

Total 'Désaccord' ▼ 8

Je ne sais pas =

Δ (avril/mai 2026 — novembre 2025)

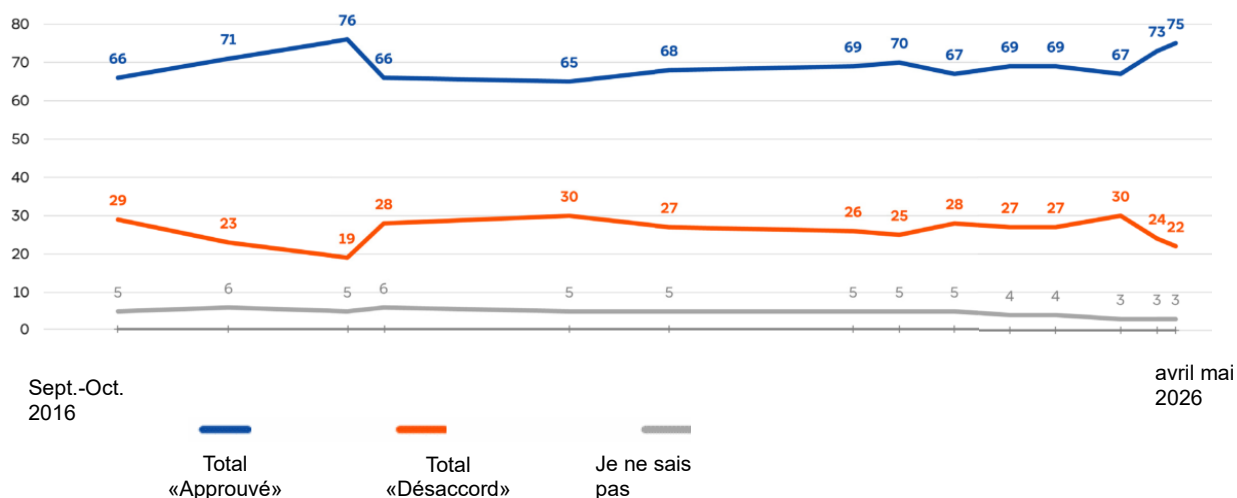
■ Total «Approuvé»

■ Total «Désaccord»

■ Je ne sais pas

Si l'on examine la tendance à plus long terme de 2016 à 2026, l'évolution récente de la perception de l'Union européenne en tant que source de stabilité s'inscrit dans une perspective plus large. Après des résultats relativement stables entre 2019 et 2025, les dernières vagues indiquent une nette augmentation de l'accord, qui atteint désormais 75% en avril-mai 2026. Cela représente une hausse substantielle par rapport à octobre-novembre 2025 (+8 points de pourcentage). Cela suggère un renforcement clair du point de vue selon lequel l'Union européenne représente un lieu de stabilité dans un monde troublé, dans un contexte fortement influencé par les tensions géopolitiques.

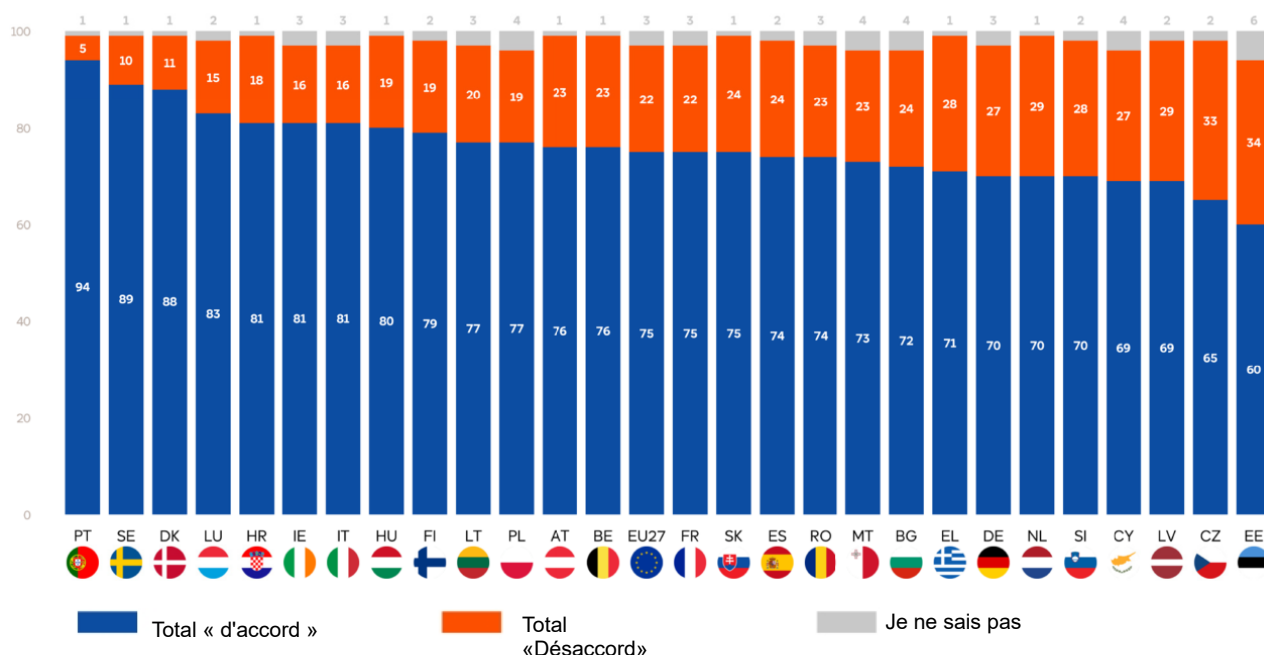
QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation suivante - L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé (% - UE)



Dans l'ensemble des États membres, une grande majorité des répondants conviennent que l'Union européenne représente un lieu de stabilité dans un monde troublé, bien que le niveau d'accord varie d'un pays à l'autre.

Les niveaux d'accord les plus élevés sont observés au Portugal (94 %), suivi de la Suède (89 %) et du Danemark (88 %), où près de neuf répondants sur dix approuvent la déclaration. L'accord est moins prononcé dans un plus petit nombre d'États membres. Les niveaux les plus faibles sont enregistrés en Estonie (60 % d'accord contre 34 % de désaccord), suivie de la Tchéquie (65 % contre 33 %), de la Lettonie et de Chypre (69 % contre 27-29 % dans les deux cas).

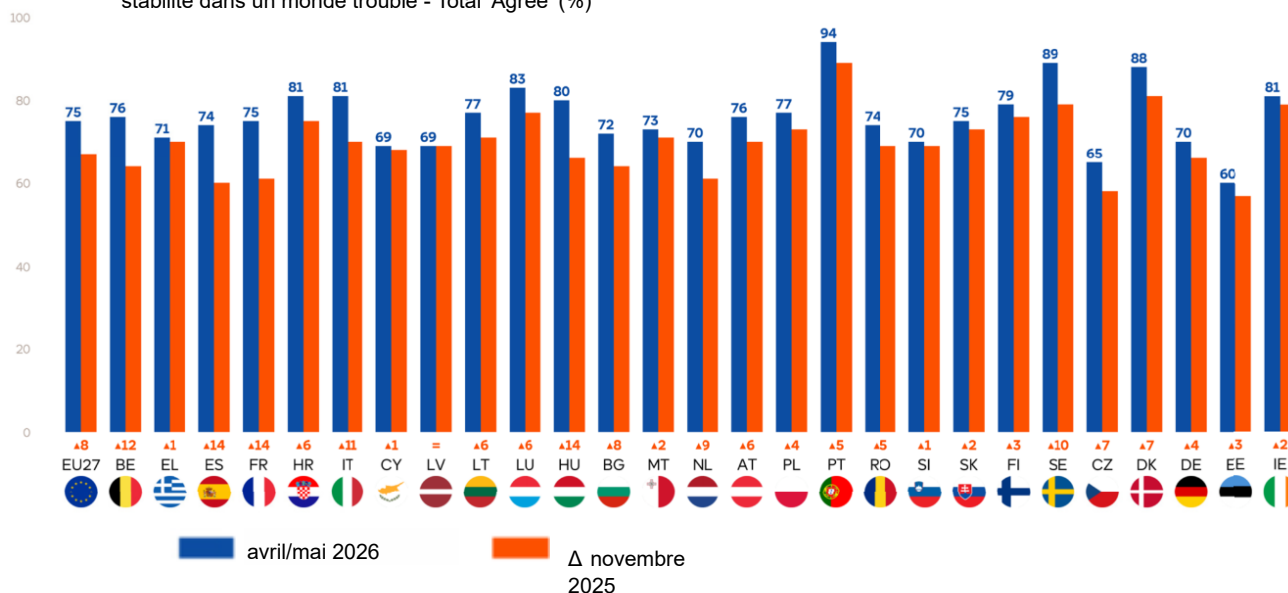
QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation suivante - L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé (%)



Les changements intervenus entre l'automne 2025 et le printemps 2026 montrent une amélioration générale de la perception de l'Union européenne en tant que lieu de stabilité, bien que l'ampleur de cette évolution varie d'un État membre à l'autre. Les augmentations les plus importantes de l'accord sont observées en Espagne, en France et en Hongrie (+14 points de pourcentage) et en Belgique (+12 pp), ce qui indique un renforcement des perceptions positives dans différentes parties de l'Union européenne.

Dans l'ensemble, ces évolutions indiquent que l'augmentation observée au niveau de l'UE est due à une augmentation généralisée et souvent substantielle de l'accord dans de nombreux États membres, plutôt qu'à des changements nationaux isolés. La cohérence de ce mouvement ascendant renforce encore l'interprétation d'un renforcement significatif de la perception de l'Union européenne en tant que lieu de stabilité dans le contexte actuel.

QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation suivante - L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé - Total 'Agree' (%)



Les perceptions de l'Union européenne en tant que lieu de stabilité dans un monde troublé varient selon les groupes sociodémographiques et comportementaux, bien que l'accord reste clairement prédominant dans toutes les catégories.

Les différences selon le sexe sont minimales. Les hommes et les femmes affichent des niveaux d'accord presque identiques (respectivement 75 % et 76 %) et des niveaux de désaccord similaires (23 % et 21 %), ce qui indique que le genre n'influence pas de manière significative les perceptions de l'UE en tant que lieu de stabilité.

Des différences plus marquées sont observées entre les groupes d'âge, les jeunes répondants exprimant un plus fort accord. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 81 % estiment que l'UE est un lieu de stabilité, contre 16 % qui ne sont pas d'accord, ce qui représente le niveau d'accord le plus élevé entre les groupes d'âge. L'accord diminue progressivement avec l'âge, atteignant 73 % chez les 55 ans et plus, parmi lesquels le désaccord est proportionnellement plus élevé (24 %). Cette tendance suggère que les jeunes Européens sont plus susceptibles de percevoir l'UE comme un lieu de stabilité.

Il existe également des différences selon le niveau d'éducation. L'accord augmente avec le niveau d'éducation, passant de 69 % chez les répondants ayant un faible niveau d'éducation à 81 % chez les personnes hautement instruites, tandis que le désaccord diminue de 26 % à 18 % respectivement. Cela indique que les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de considérer l'UE comme un facteur de stabilité.

Une relation claire est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, l'accord tombe à 63%, tandis que 33% ne sont pas d'accord. En revanche, parmi ceux qui ne connaissent presque jamais ou jamais de difficultés financières, 78 % sont d'accord et seulement 20 % sont en désaccord, les personnes confrontées à des difficultés occasionnelles se situant entre 73 % et 25 %. Cela met en évidence le lien entre les conditions économiques et la perception de l'UE en tant que lieu de stabilité.

Les facteurs comportementaux montrent les contrastes les plus forts. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont majoritairement d'accord (91% contre 8% en désaccord), tandis que ceux qui ont une image négative de l'UE sont beaucoup plus divisés, avec seulement 39% d'accord et 59% en désaccord. Les répondants ayant une image neutre se situent entre ces extrêmes (69 % vs 26 %). Cela met en évidence une forte association entre les perceptions générales de l'UE et les points de vue sur son rôle en tant que lieu de stabilité.

QASD S'il vous plaît dites-moi si vous êtes totalement d'accord, avez tendance à être d'accord, avez tendance à être en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation suivante - L'Union européenne est un lieu de stabilité dans un monde troublé (% - UE)

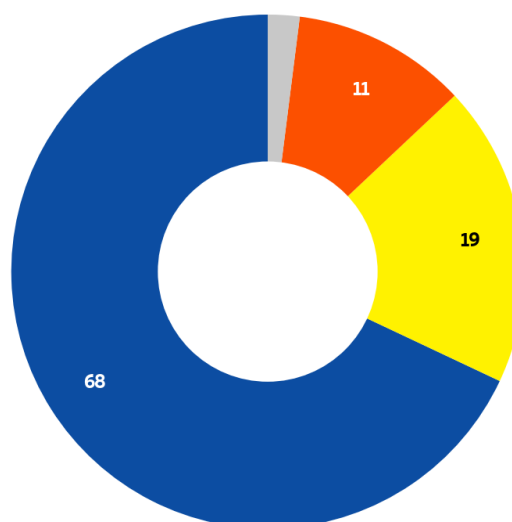
	Total «Approuvé»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	75	22	3
Genre			
Homme	75	23	2
Femme	76	21	3
Âge			
15- 24	81	16	3
25—39	77	21	2
40-54	74	24	2
>=55	73	24	3
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	69	26	5
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	76	22	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	81	18	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	74	25	1
Gestionnaires	81	18	1
Autres colliers blancs	79	19	2
Travailleurs manuels	74	24	2
Personnes à domicile	73	24	3
Chômeurs	70	27	3
Retraité	72	25	3
Étudiants	83	14	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	63	33	4
De temps en temps	73	25	2
Presque jamais / Jamais	78	20	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	71	26	3
Petite ou moyenne ville	76	22	2
Grande ville	80	18	2
Image de l'UE			
Positif	91	8	1
Neutre	69	26	5
Négatif	39	59	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	79	19	2
Non satisfait(e)	62	34	4

Rôle de l'UE dans la protection des citoyens de l'UE

Dans un contexte caractérisé par des tensions internationales accrues, l'incertitude géopolitique et l'évolution des risques pour la sécurité, les attentes concernant le rôle de l'Union européenne dans la protection de ses citoyens sont devenues de plus en plus importantes. Dans ce contexte, il a été demandé aux répondants s'ils considéraient que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important, rester le même ou devenir moins important à l'avenir.

Une nette majorité d'Européens estime que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important à l'avenir. Plus des deux tiers des répondants (68%) expriment ce point de vue, marquant une relative stabilité par rapport à la vague précédente (+2 points de pourcentage). Environ un cinquième (19%) disent que ce rôle devrait rester le même (-3 pp), tandis qu'un peu plus d'un sur dix (11%) pensent qu'il devrait devenir moins important (+1 pp). Ces résultats font état d'attentes toujours fortes en ce qui concerne le rôle protecteur de l'UE, avec seulement des changements limités depuis novembre 2025.

QA9 Diriez-vous que - À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (EU27) (%)



...devenir plus important ▲2

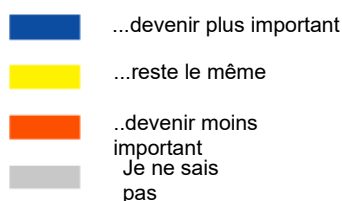
...reste le même ▼3

...devenir moins important ▲1

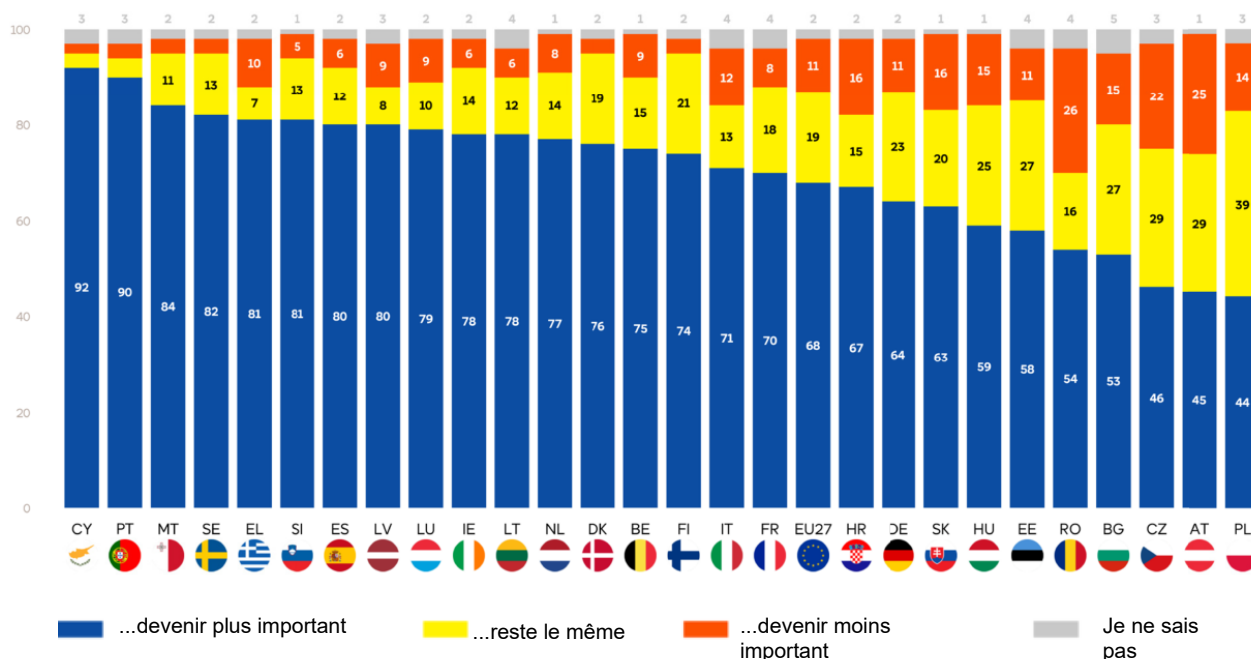
Je ne sais pas =

▲▼ (Avril/Mai 2026 - Nov 2025)

avril/ mai 2026



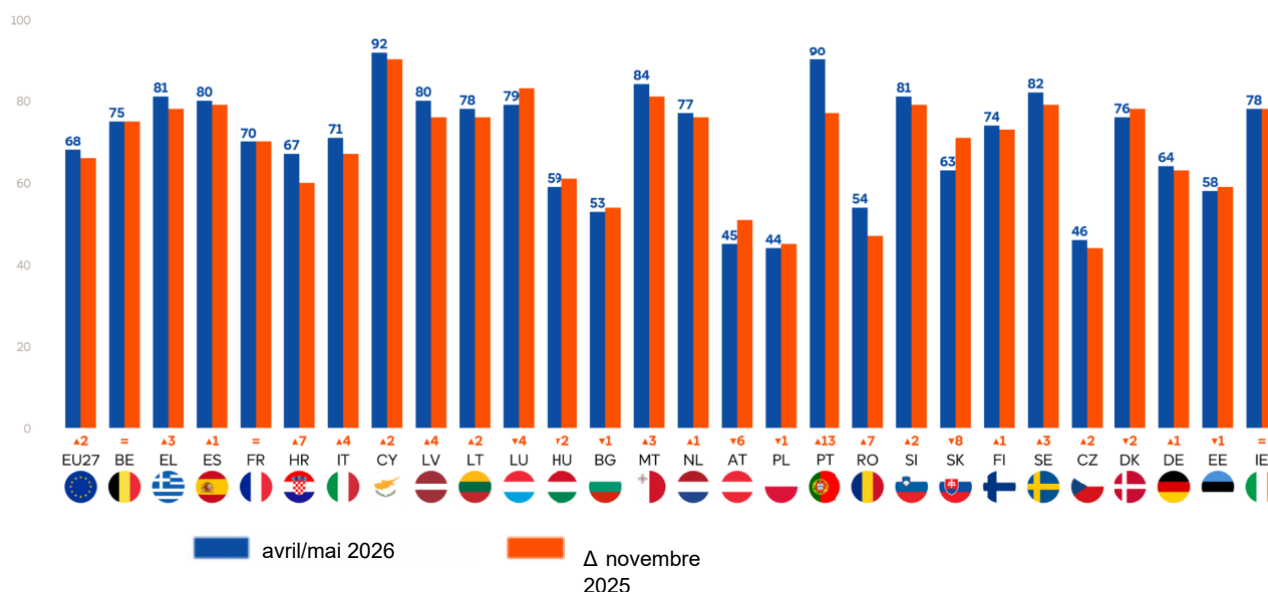
QA9 Diriez-vous que - À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (%)



Dans 24 États membres, une nette majorité de répondants estiment que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important à l'avenir. Les niveaux les plus élevés sont enregistrés à Chypre (92 %) et au Portugal (90 %), suivis de Malte (84 %), où une très grande majorité des répondants est favorable au renforcement du rôle de protection de l'UE. À l'autre extrémité de l'échelle, les niveaux les plus bas sont enregistrés en Pologne (44 %), en Autriche (45 %) et en Tchéquie (46 %). Dans ces pays, si le soutien en faveur d'un renforcement du rôle de l'UE est comparativement plus faible, il reste néanmoins le point de vue le plus fréquemment exprimé.

Dans la plupart des pays, la proportion de répondants qui estiment que le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens devrait devenir plus important à l'avenir n'a que légèrement changé depuis novembre 2025. L'État membre où cette proportion a augmenté de manière significative est le Portugal (90 %, + 13 points de pourcentage), suivi de la Croatie (67 %, + 7 points de pourcentage) et de la Roumanie (54 %, + 7 points de pourcentage). Inversement, des baisses significatives sont observées en Slovaquie (63 %, -8 pp) et en Autriche (45 %, -6 pp).

QA9 Diriez-vous que - à l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... - devenir plus important (%)



Les attentes concernant le rôle futur de l'Union européenne dans la protection des citoyens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité varient d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre, bien qu'une nette majorité dans presque toutes les catégories considère que ce rôle devrait devenir plus important.

Les différences selon le sexe sont négligeables. Les hommes et les femmes sont également susceptibles de dire que le rôle de l'UE devrait devenir plus important (68 % dans les deux groupes), tandis que des proportions similaires estiment qu'il devrait rester le même (18-19 %) ou devenir moins important (12 % chez les hommes et 10 % chez les femmes). Cela indique que le genre ne joue pas un rôle important dans l'élaboration des attentes concernant la fonction de protection de l'UE.

Une plus grande variation est observée entre les groupes d'âge, bien que les tendances demeurent relativement constantes. Les jeunes répondants sont légèrement plus susceptibles de soutenir un rôle plus important, 71 % des personnes âgées de 15 à 24 ans affirmant que ce rôle devrait devenir plus important, contre 66 % des personnes âgées de 55 ans et plus. Dans le même temps, les répondants plus âgés sont un peu plus susceptibles de favoriser le maintien ou la réduction du rôle, 12 % des personnes âgées de 40 ans et plus affirmant que celui-ci devrait devenir moins important, contre 8 à 9 % chez les groupes plus jeunes. Dans l'ensemble, bien que les différences soient modérées, les jeunes répondants ont tendance à être légèrement plus favorables au renforcement du rôle de l'UE.

Les différences par niveau d'éducation sont plus prononcées. Le soutien en faveur d'un renforcement du rôle de l'UE augmente avec le niveau d'éducation, passant de 63 % chez les répondants ayant un faible niveau d'éducation à 75 % chez ceux ayant un niveau d'éducation élevé. Dans le même temps, la proportion de répondants qui croient que le rôle devrait devenir moins important diminue de 12 % à 7 %. Cela donne à penser que les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus enclins à soutenir un rôle accru de l'UE dans ce domaine.

Aucune relation claire n'est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, 68 % affirment que le rôle de l'UE devrait devenir plus important, tandis que 69 % des répondants qui ne

rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés financières sont favorables au renforcement du rôle de l'UE.

Parmi les répondants ayant une image positive de l'UE, 79 % affirment que son rôle devrait devenir plus important, tandis que seulement 5 % estiment qu'il devrait devenir moins important. En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, le soutien chute à 48%, et près d'un tiers (29%) estiment que son rôle devrait devenir moins important. Les répondants ayant une image neutre se situent entre ces groupes (61 % vs 11 %). Cela met en évidence une forte association entre les perceptions générales de l'UE et les attentes concernant son rôle de protection des citoyens.

QA9 Diriez-vous que - À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (% - UE)

	« ... devient plus important »	... reste le même	« ... devient moins important »	Je ne sais pas
UE-27	68	19	11	2
Genre				
Homme	68	18	12	2
Femme	68	19	10	3
Âge				
15- 24	71	18	8	3
25—39	70	19	9	2
40-54	67	19	12	2
>=55	66	19	12	3
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	63	21	12	4
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	66	20	12	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	75	16	7	2
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	70	15	14	1
Gestionnaires	72	18	8	2
Autres colliers blancs	66	21	11	2
Travailleurs manuels	66	20	12	2
Personnes à domicile	67	19	11	3
Chômeurs	71	16	9	4
Retraité	65	20	11	4
Étudiants	73	17	7	3
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	68	14	13	5
De temps en temps	64	18	15	3
Presque jamais / Jamais	69	20	9	2
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	66	19	12	3
Petite ou moyenne ville	67	19	11	3
Grande ville	70	19	9	2
Image de l'UE				
Positif	79	15	5	1
Neutre	61	24	11	4
Négatif	48	18	29	5
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	69	19	10	2
Non satisfait(e)	60	18	17	5

Moyens de relever les défis mondiaux

L'Union européenne est confrontée à des défis qui dépassent les frontières nationales et européennes. Dans ce contexte, on a demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou en désaccord avec une série de déclarations relatives à la nécessité d'une plus grande unité entre les États membres, d'une capacité accrue de l'Union européenne à relever efficacement les défis mondiaux actuels et de la promotion du respect du droit international par tous les pays.

Au niveau de l'UE, les trois déclarations font l'objet d'un accord très fort, ce qui indique une opinion largement partagée selon laquelle une coopération plus étroite et des capacités renforcées au niveau de l'UE sont nécessaires pour relever les défis mondiaux actuels.

Une écrasante majorité des répondants conviennent que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels (90 %, + 1 point de pourcentage), tandis que seule une petite minorité exprime son désaccord (8 %, - 1 pp). Cette constatation met en évidence un consensus parmi les Européens sur la nécessité d'une plus grande unité.

De même, la même proportion est d'accord pour dire que l'Union européenne devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays (90 %), seuls 7 % d'entre eux exprimant leur désaccord. Ce niveau d'accord témoigne d'un fort soutien en faveur d'un rôle plus affirmé de l'UE dans le respect des normes et des valeurs internationales.

Le soutien est un peu plus faible, bien qu'il reste important, en ce qui concerne la capacité interne de l'UE: 73 % (inchangés) des répondants conviennent que l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels, tandis que 21 % sont en désaccord (-1 pp).

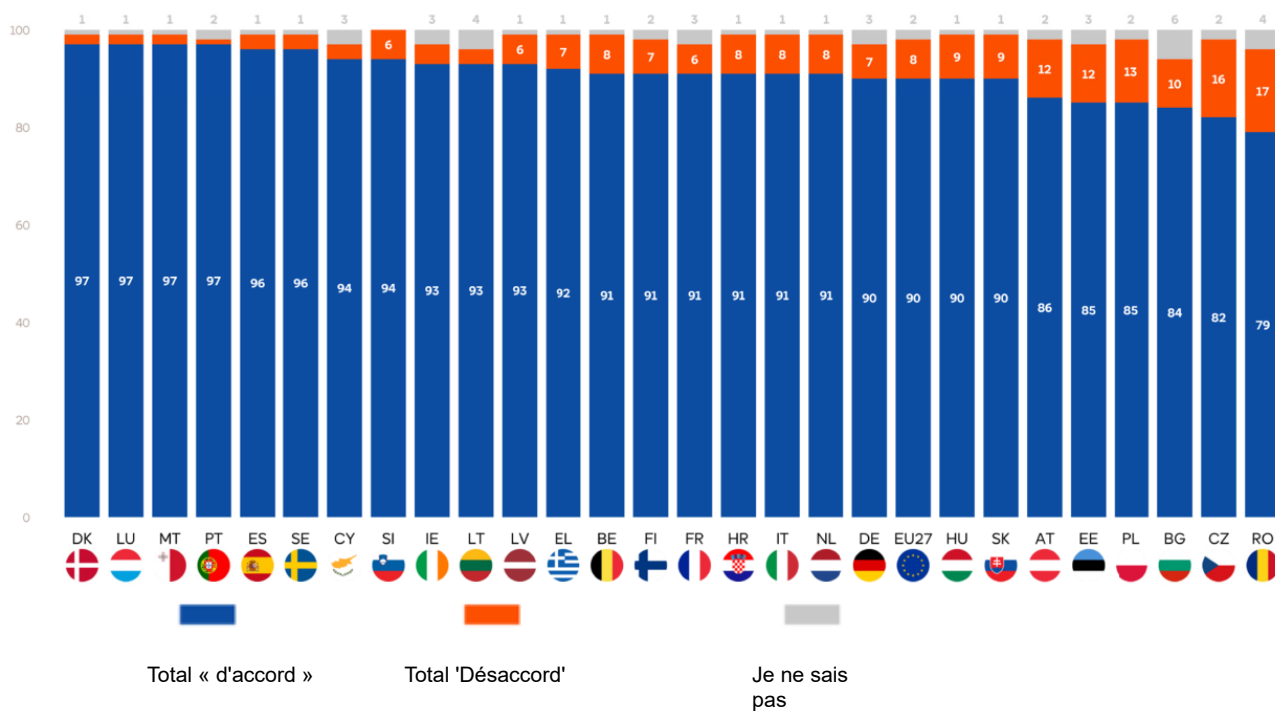
QA10 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? (UE-27) (%)



Dans l'ensemble des États membres, il existe un accord très fort et généralisé sur le fait que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels, avec un soutien supérieur à 80 % dans 26 pays.

Les niveaux d'accord les plus élevés sont observés au Danemark, au Luxembourg, à Malte et au Portugal (tous à 97 %). En revanche, l'accord est un peu plus faible, bien qu'il reste clairement dominant dans un plus petit nombre de pays. Les niveaux les plus faibles sont observés en Roumanie (79 %), suivie de la Tchéquie (82 %) et de la Bulgarie (84 %).

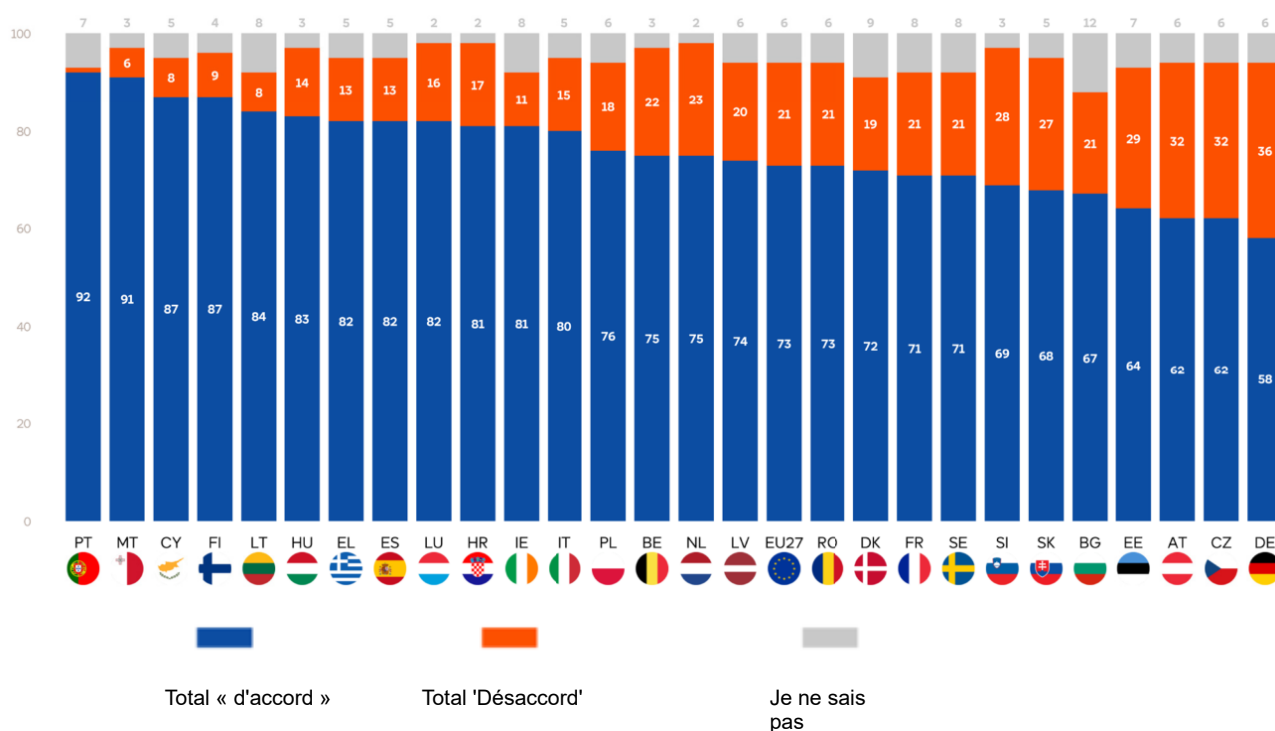
QA10.1 ? Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels (%)



Dans l'ensemble des États membres, une majorité de répondants convient que l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels, bien que les niveaux d'accord varient plus nettement que pour le point précédent.

Les niveaux d'accord les plus élevés sont enregistrés au Portugal (92 %), à Malte (91 %), suivis de Chypre et de la Finlande (87 % dans les deux cas), où une grande majorité des répondants sont favorables au renforcement des capacités de l'UE. À l'autre extrémité de l'échelle, le soutien est plus faible, bien qu'il représente toujours la plus grande part des réponses, en Allemagne (58 %), suivie de la Tchéquie et de l'Autriche (62 % dans les deux cas) et de l'Estonie (64 %).

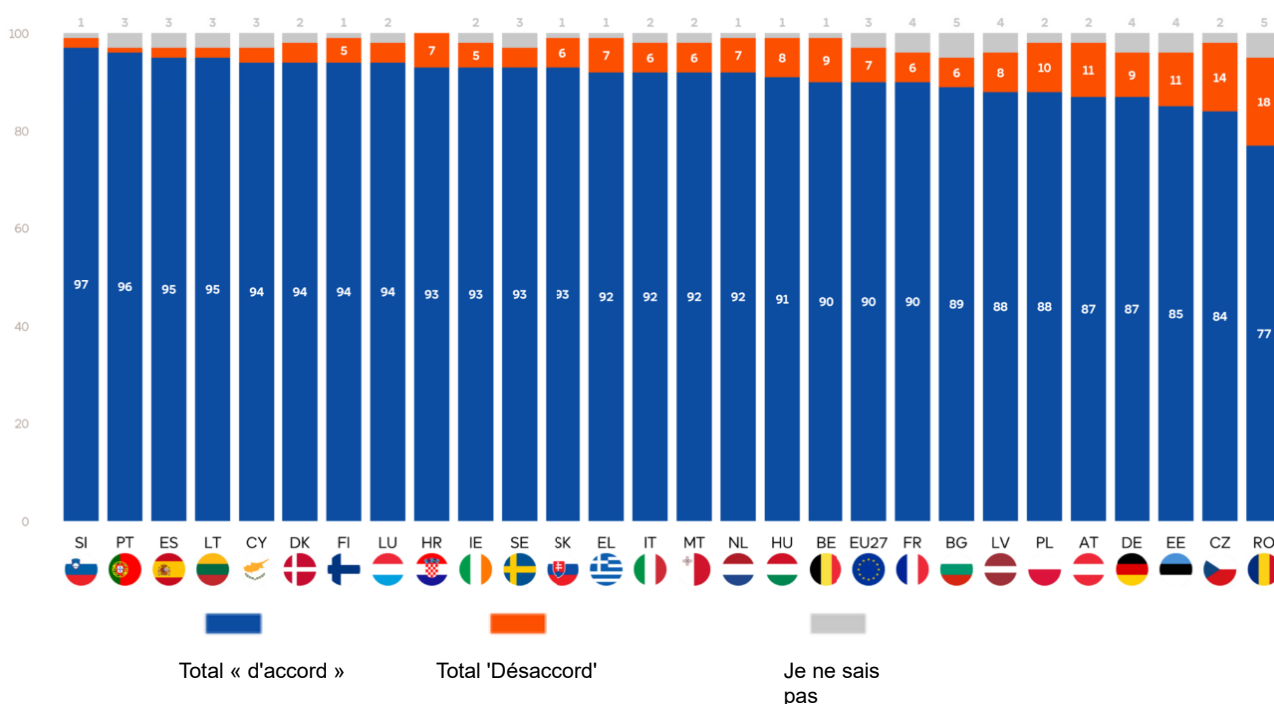
QA10.2, Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - L'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels (%)



Dans tous les États membres, il existe un accord très fort et cohérent sur le fait que l'Union européenne devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays, avec un soutien supérieur à 80 % dans 26 pays.

Les niveaux d'accord les plus élevés sont enregistrés en Slovaquie (97%), suivie par le Portugal (96%), et l'Espagne et la Lituanie (tous deux 95%), où le soutien à cette déclaration est presque universel. À l'autre extrémité de l'échelle, si l'accord reste clairement prédominant, les niveaux sont comparativement plus faibles en Roumanie (77 %), suivie de la Tchéquie (84 %) et de l'Allemagne (85 %).

QA10.3n Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - L'Union européenne devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays (%)



Les perceptions de la nécessité d'une plus grande unité, de moyens plus forts et d'un rôle plus actif de l'Union européenne dans la promotion du droit international varient selon les groupes sociodémographiques et les attitudes, bien que des niveaux élevés d'accord soient observés dans les trois déclarations.

Les différences par sexe sont limitées pour tous les éléments. Les hommes et les femmes sont tout aussi nombreux à s'accorder sur le fait que les États membres devraient être plus unis (89 % et 91 %) et que l'UE devrait promouvoir le respect du droit international (90 % et 91 %). En ce qui concerne la déclaration selon laquelle l'UE a besoin de plus de moyens, le soutien est légèrement plus élevé chez les femmes (74% contre 71%), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles d'exprimer leur désaccord (24% contre 19%). Dans l'ensemble, le genre ne joue qu'un rôle mineur dans l'élaboration de ces points de vue.

Davantage de variations apparaissent d'un groupe d'âge à l'autre. Les répondants plus jeunes sont systématiquement plus favorables dans les trois dimensions. Parmi les personnes âgées de 15 à 39 ans, 92 % conviennent que les États membres devraient être plus unis, et la même proportion que l'UE devrait promouvoir le respect du droit international, tandis que 77 à 79 % sont favorables à ce que l'UE dispose de davantage de moyens. En revanche, l'accord diminue légèrement chez les répondants plus âgés, en particulier pour la question des ressources, où l'accord tombe à 69 % chez les 55 ans et plus, avec des niveaux de désaccord plus élevés (24 %). Cela indique que si l'unité et les principes fondamentaux bénéficient d'un soutien quasi universel à tous les âges, les points de vue sont plus partagés en ce qui concerne le renforcement des capacités de l'UE.

Des différences selon le niveau d'éducation apparaissent notamment pour la question des ressources. L'accord selon lequel les États membres devraient être plus unis et l'UE devrait promouvoir le droit international reste très élevé dans tous les groupes éducatifs, allant de 88 % à 93 % et de 86 % à 93 % respectivement. Toutefois, le soutien à l'idée selon laquelle l'UE a besoin de plus de moyens augmente considérablement avec le niveau d'éducation, passant de 68 % chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation à 75 % chez les personnes ayant un niveau d'éducation moyen et élevé, tandis que les désaccords diminuent en conséquence. Cela donne à penser que les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus favorables au renforcement de la capacité opérationnelle de l'UE.

Un schéma différent se dessine en ce qui concerne la situation financière. Si les divergences d'accord sur la nécessité de fournir à l'UE davantage de moyens pour faire face aux défis et de promouvoir le droit international restent limitées dans tous les groupes (respectivement 71 à 74 % et 87 à 91 %), l'accord selon lequel les États membres devraient être plus unis est plus faible chez ceux qui rencontrent des difficultés financières la plupart du temps (83 %, contre 92 % chez ceux qui ne rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés).

Les facteurs comportementaux affichent les contrastes les plus forts entre les trois éléments. Les répondants qui ont une image positive de l'UE affichent des niveaux d'accord extrêmement élevés, atteignant 97 % pour l'unité, 96 % pour la promotion du droit international et 84 % pour l'augmentation des moyens. En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, l'accord reste élevé pour l'unité (73%) et le droit international (77%), mais baisse considérablement pour la question des moyens (48%), où le désaccord augmente fortement (45%). Cela souligne que si des principes généraux tels que l'unité et le droit international recueillent un large soutien indépendamment des attitudes, des mesures plus concrètes telles que l'augmentation des ressources de l'UE sont plus étroitement liées à la perception globale de l'Union européenne.

QA10.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels (% - UE)

	Total «Approuvé»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	90	8	2
Genre			
Homme	89	9	2
Femme	91	6	3
Âge			
15- 24	92	7	1
25—39	92	7	1
40-54	90	8	2
>=55	89	8	3
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	88	8	4
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	90	9	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	93	6	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	88	11	1
Gestionnaires	92	6	2
Autres colliers blancs	91	7	2
Travailleurs manuels	90	8	2
Personnes à domicile	88	8	4
Chômeurs	92	6	2
Retraité	89	8	3
Étudiants	93	6	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	83	14	3
De temps en temps	87	11	2
Presque jamais / Jamais	92	6	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	89	8	3
Petite ou moyenne ville	90	8	2
Grande ville	92	6	2
Image de l'UE			
Positif	97	3	0
Neutre	90	8	2
Négatif	73	22	5
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	92	6	2
Non satisfait(e)	84	13	3

QA10.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - L'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels (% - UE)

	Total «Approuvé»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	73	21	6
Genre			
Homme	71	24	5
Femme	74	19	7
Âge			
15- 24	79	14	7
25—39	77	18	5
40-54	74	22	4
>=55	69	24	7
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	68	24	8
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	75	21	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	75	20	5
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	72	24	4
Gestionnaires	76	20	4
Autres colliers blancs	74	22	4
Travailleurs manuels	75	21	4
Personnes à domicile	75	16	9
Chômeurs	73	20	7
Retraité	67	25	8
Étudiants	78	13	9
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	71	22	7
De temps en temps	72	22	6
Presque jamais / Jamais	74	20	6
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	71	22	7
Petite ou moyenne ville	72	22	6
Grande ville	76	19	5
Image de l'UE			
Positif	84	12	4
Neutre	69	24	7
Négatif	48	45	7
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	75	20	5
Non satisfait(e)	65	27	8

QA10.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? - L'Union européenne devrait promouvoir le respect du droit international par tous les pays (% - UE)

	Total «Approuvé»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	90	7	3
Genre			
Homme	90	8	2
Femme	91	6	3
Âge			
15- 24	92	6	2
25—39	92	6	2
40-54	90	8	2
>=55	89	7	4
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	86	8	6
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	90	8	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	93	5	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	90	8	2
Gestionnaires	92	6	2
Autres colliers blancs	91	7	2
Travailleurs manuels	89	8	3
Personnes à domicile	86	9	5
Chômeurs	92	5	3
Retraité	89	7	4
Étudiants	93	5	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	87	9	4
De temps en temps	87	10	3
Presque jamais / Jamais	91	6	3
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	88	8	4
Petite ou moyenne ville	90	7	3
Grande ville	93	5	2
Image de l'UE			
Positif	96	3	1
Neutre	89	7	4
Négatif	77	17	6
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	91	6	3
Non satisfait(e)	84	12	4

Domaines sur lesquels l'UE devrait se concentrer pour renforcer sa position dans le monde

Pour l'avenir, les répondants ont été invités à identifier les domaines dans lesquels l'Union européenne devrait donner la priorité à ses efforts afin de renforcer sa position sur la scène mondiale. Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques actuelles, l'incertitude économique, la transformation technologique et les défis sociétaux à long terme, cette question fournit un aperçu précieux des attentes des citoyens concernant l'orientation stratégique future de l'Union européenne.

Lorsqu'on leur demande d'identifier les priorités clés, les Européens font le plus souvent référence à la défense et à la sécurité (39 %), ce qui en fait la principale question au niveau de l'UE. Par rapport à novembre 2025, cette part est stable (– 1 point de pourcentage), ce qui indique que les points de vue sur cette question sont restés stables au fil du temps. Ces résultats confirment que la défense et la sécurité restent fermement établies en tant que principal domaine prioritaire pour renforcer la position mondiale de l'UE.

La deuxième priorité la plus fréquemment mentionnée est l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (35%), qui a connu une augmentation notable (+6 pp) par rapport à novembre 2025. Cette forte hausse met en évidence les préoccupations croissantes concernant la sécurité énergétique et l'autonomie stratégique dans le contexte actuel. Ensuite, la compétitivité, l'économie et l'industrie sont citées par 32 % des répondants, qui restent stables depuis l'enquête précédente et indiquent que l'accent continue d'être mis sur le renforcement de la base économique de l'UE.

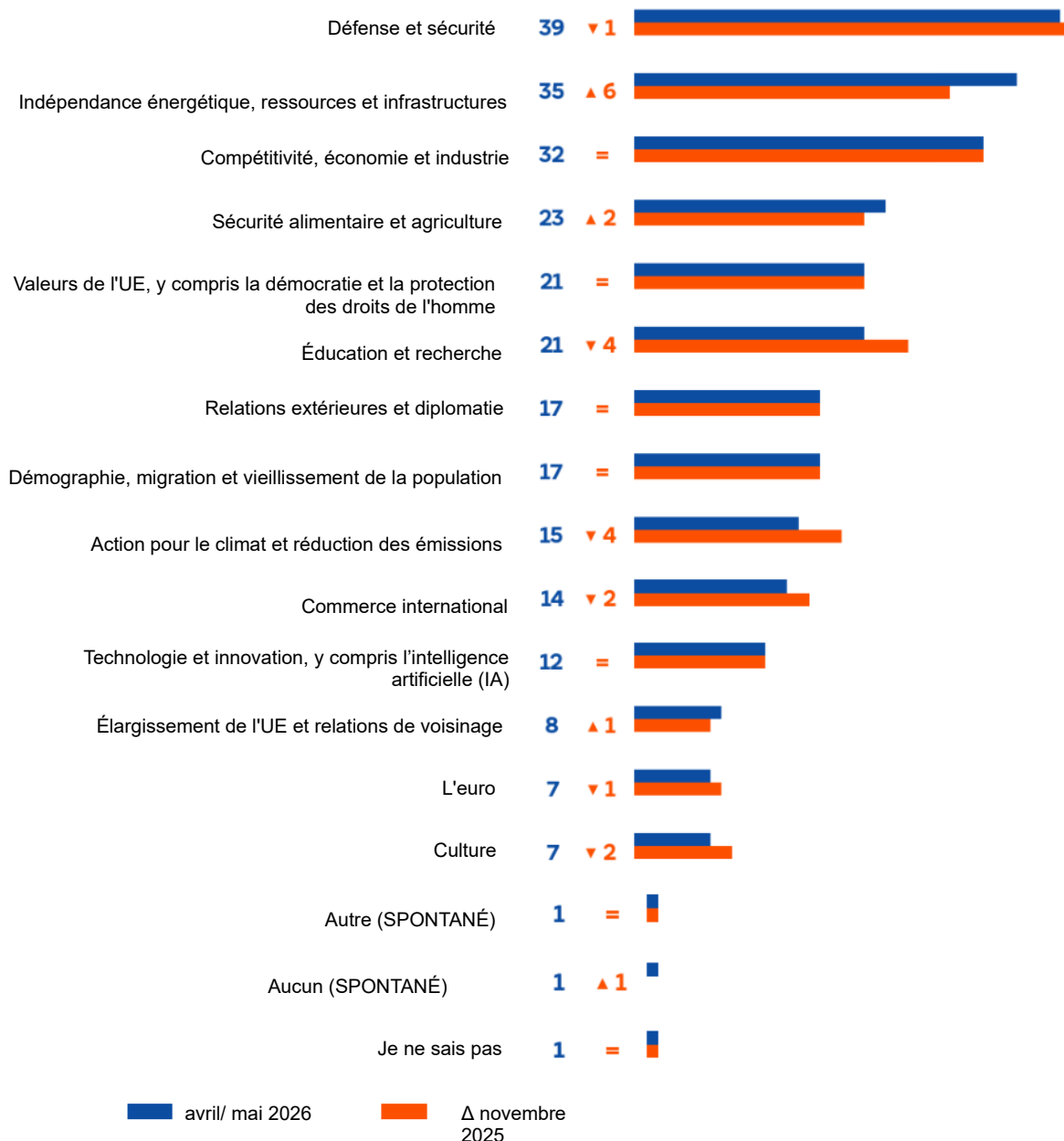
Un deuxième groupe de priorités est mentionné par environ un quart des répondants. La sécurité alimentaire et l'agriculture (23%) enregistrent une relative stabilité (+2 pp), reflétant une attention soutenue. Les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme (21 %), restent inchangées, ce qui confirme son importance continue. L'éducation et la recherche (21 %) enregistrent toutefois une baisse (– 4 pp), ce qui suggère un changement relatif des priorités par rapport aux investissements structurels à plus long terme.

À un niveau inférieur, environ un répondant sur six mentionne les relations extérieures et la diplomatie (17 %) et la démographie, la migration et le vieillissement de la population (17 %), tous deux inchangés depuis la vague précédente. L'action pour le climat et la réduction des émissions (15 %) ont diminué de 4 points de pourcentage, ce qui indique une moindre importance par rapport à d'autres questions, tandis que le commerce international (14 %) est relativement stable (– 2 points de pourcentage).

D'autres domaines sont moins fréquemment mentionnés, notamment la technologie et l'innovation, y compris l'intelligence artificielle (IA) (12 %, inchangée), l'élargissement de l'UE et les relations de voisinage (8 %, + 1 pp), ainsi que l'euro (7 %, – 1 pp) et la culture (7 %, – 2 pp).

Dans l'ensemble, ces conclusions indiquent que si la défense et la sécurité continuent de dominer, l'indépendance énergétique a gagné en importance, tandis que la compétitivité économique reste une priorité stable. Dans le même temps, certaines questions structurelles ou à plus long terme, telles que l'éducation et l'action pour le climat, affichent un déclin relatif, ce qui suggère une réorientation des priorités publiques vers des préoccupations plus immédiates et stratégiques dans un environnement mondial complexe.

QA11ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)

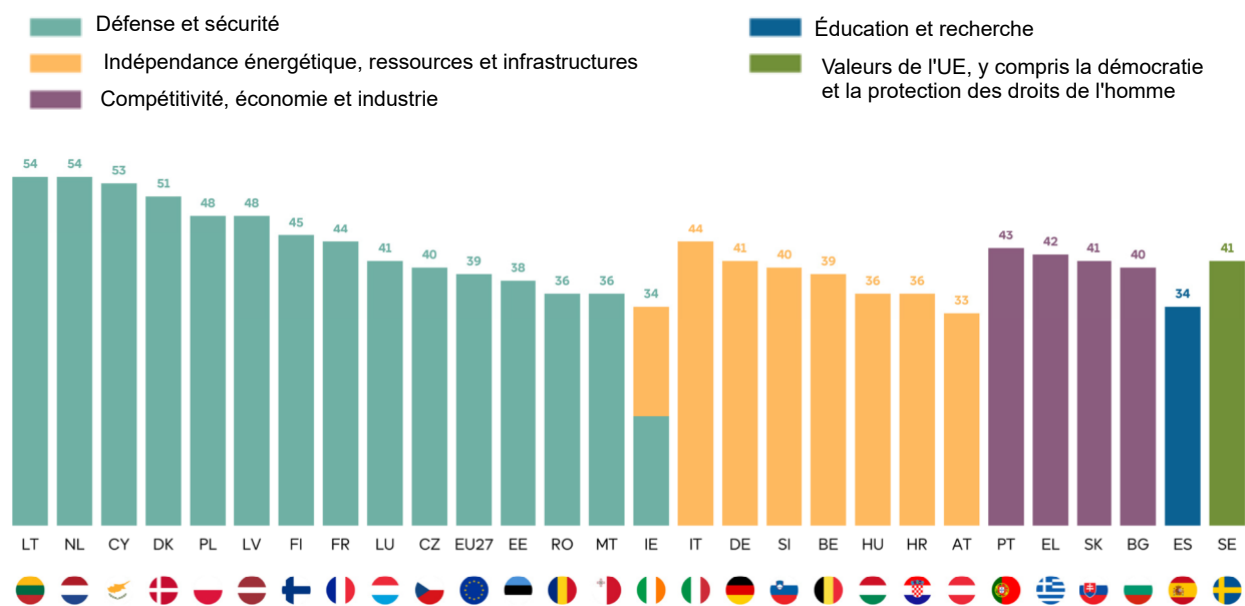


Au niveau national, la défense et la sécurité apparaissent comme la priorité absolue dans 14 États membres, reflétant les préoccupations généralisées concernant la stabilité géopolitique et la protection des intérêts européens. En outre, cette question est mentionnée par au moins trois répondants sur dix dans 24 États membres, ce qui souligne son importance générale dans l'ensemble de l'Union européenne. Les pourcentages les plus élevés de répondants choisissant la défense et la sécurité parmi leurs principales priorités sont observés en Lituanie et aux Pays-Bas (54 %), suivis de Chypre (53 %) et du Danemark (51 %), où plus de la moitié des répondants soulignent cette question.

L'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures constituent la principale priorité dans huit États membres, marquant une expansion notable par rapport à la vague précédente, où elle n'était classée au premier rang que dans trois pays. Les parts les plus élevées sont observées en Italie (44 %), aux Pays-Bas (42 %) et en Allemagne (41 %).

En outre, en Irlande, l'indépendance énergétique atteint un niveau égal à celui de la défense et de la sécurité (34 %), ce qui indique une importance partagée de ces deux priorités dans la définition des attentes des citoyens.

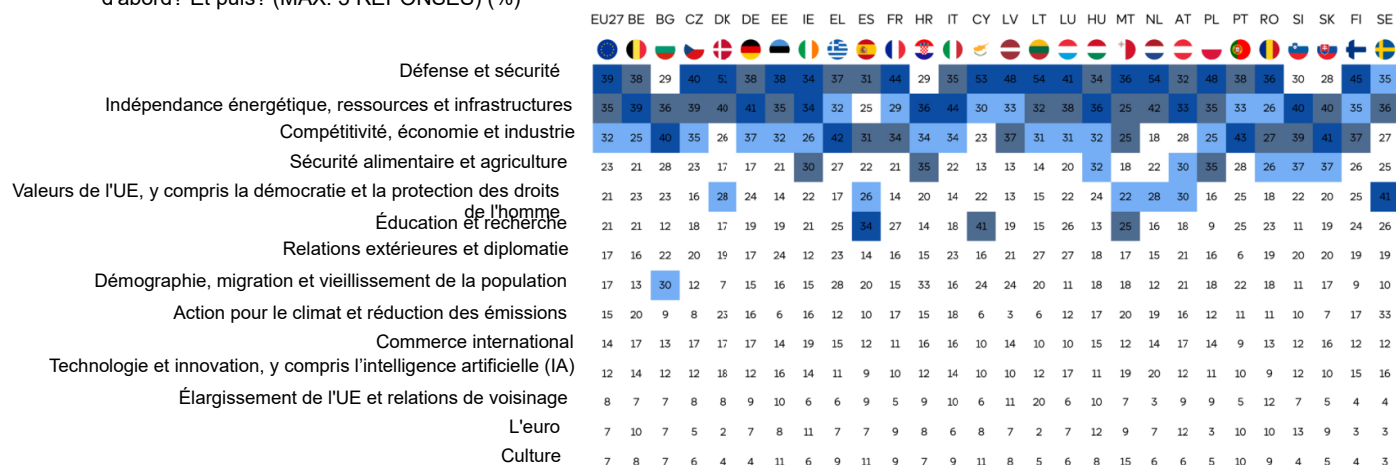
QA11ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



La compétitivité, l'économie et l'industrie figurent au premier rang des priorités dans quatre États membres: le Portugal, la Grèce, la Slovaquie et la Bulgarie, avec les parts les plus élevées enregistrées au Portugal (43 %) et en Grèce (42 %).

L'éducation et la recherche restent la première priorité en Espagne, où 34 % des répondants l'identifient comme l'un des domaines les plus importants pour renforcer la position mondiale de l'UE. Si les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme, restent l'aspect le plus fréquemment mentionné en Suède (41 %).

QA11ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Des différences de priorités pour renforcer la position mondiale de l'Union européenne sont observées entre plusieurs groupes sociodémographiques.

Les variations selon le sexe restent relativement limitées, bien que certaines différences puissent être notées. Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes de donner la priorité à la compétitivité, à l'économie et à l'industrie (35 % contre 30 %), ainsi qu'à la technologie et à l'innovation, y compris l'intelligence artificielle (14 % contre 10 %). En revanche, les femmes sont un peu plus susceptibles de mettre l'accent sur les valeurs de l'UE, notamment la démocratie et la protection des droits de l'homme (23 % contre 18 %) et l'éducation et la recherche (23 % contre 20 %).

Des différences plus prononcées apparaissent entre les groupes d'âge. L'importance accordée à la défense et à la sécurité augmente avec l'âge, passant de 33 % chez les répondants âgés de 15 à 24 ans à 41 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus. Une tendance similaire est observée pour la sécurité alimentaire et l'agriculture, qui passe de 17 % à 26 % dans les mêmes groupes d'âge. À l'inverse, les jeunes répondants mettent davantage l'accent sur les priorités à plus long terme et axées sur l'innovation. L'éducation et la recherche sont mentionnées par 31 % des personnes âgées de 15 à 24 ans, contre 19 % des personnes âgées de 55 ans et plus, tandis que la technologie et l'innovation diminuent de 19 % à 9 % et la culture de 11 % à 6 %. Finalement, les répondants âgés de 40 à 54 ans sont relativement plus susceptibles de donner la priorité à la compétitivité, à l'économie et à l'industrie (34 % contre 29 % pour le groupe le plus jeune), tandis que l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures sont plus fréquemment citées parmi les personnes âgées de 25 ans et plus (36 % contre 28 %), ce qui reflète des préoccupations plus fortes liées à la stabilité économique, à la sécurité d'approvisionnement et à l'autonomie stratégique des populations âgées et économiquement actives.

Le niveau d'éducation est également associé à plusieurs différences de priorités. Les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont un peu plus susceptibles de mentionner des domaines stratégiques et à long terme, tels que l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (38 % contre 33 % parmi ceux ayant un faible niveau d'éducation), les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme (25 % contre 17 %), les relations extérieures et la diplomatie (20 % contre 14 %), ainsi que la technologie et l'innovation, y compris l'intelligence artificielle (16 % contre 8 %), et l'action pour le climat (18 % contre 13 %). En revanche, les répondants ayant un niveau d'éducation plus faible sont plus susceptibles de donner la priorité à la sécurité alimentaire et à l'agriculture (26 % contre 19 % chez les répondants

hautement qualifiés), ce qui indique qu'ils mettent davantage l'accent sur des préoccupations plus immédiates et plus tangibles.

la situation financière semble avoir une influence limitée sur les priorités mentionnées par les répondants. Les différences sont généralement modestes dans la plupart des domaines, à une exception notable près. Les répondants qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles d'identifier la défense et la sécurité comme une priorité (40 %, comparativement à 34 % chez ceux qui rencontrent des difficultés la plupart du temps).

L'image que les répondants ont de l'Union européenne est également liée à leurs priorités. Ceux qui ont une vision positive de l'UE sont légèrement plus susceptibles de mettre l'accent sur l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (37 % contre 34 % parmi ceux qui ont une image négative), les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme (23 % contre 15 %), l'action pour le climat et la réduction des émissions (18 % contre 9 %), ainsi que la technologie et l'innovation, y compris l'intelligence artificielle (14 % contre 8 %). En revanche, les répondants ayant une image négative de l'UE accordent relativement plus d'importance à la sécurité alimentaire et à l'agriculture (27 % contre 22 %).

QA11ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (% - UE)

	Défense et sécurité	Indépendance énergétique, ressources et infrastructures	Compétitivité, économie et industrie	Sécurité alimentaire et agriculture	Valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme	Éducation et recherche	Relations extérieures et diplomatie	Démographie, migration et vieillissement de la population	Action pour le climat et réduction des émissions	Commerce international	Technologie et innovation, y compris l'intelligence artificielle (IA)	Élargissement de l'UE et relations de voisinage	L'euro	Culture	Autre (SPONTANÉ)	Aucun (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	39	35	32	23	21	21	17	17	15	14	12	8	7	7	1	1	1
Genre																	
Homme	40	36	35	22	20	18	16	18	14	16	14	8	8	7	1	1	1
Femme	38	34	30	25	23	23	18	17	16	13	10	8	7	8	1	0	2
Âge																	
15- 24	33	28	29	17	31	19	14	18	18	17	19	9	8	11	0	1	0
25—39	38	36	33	22	22	22	17	17	14	15	13	9	7	8	0	0	1
40-54	39	36	34	23	20	20	16	20	14	15	13	8	7	7	1	1	1
>=55	41	36	32	26	19	21	17	17	15	13	9	7	7	6	1	1	2
Niveau d'éducation																	
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	39	33	33	26	21	17	17	14	13	15	8	7	9	7	1	1	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	40	35	32	24	20	20	18	18	14	15	11	9	7	7	1	0	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	37	38	32	19	23	25	15	20	18	12	16	8	6	7	1	0	0
Catégorie socioprofessionnelle																	
Travailleurs indépendants	37	37	33	26	21	18	17	16	13	15	14	8	9	8	0	1	1
Gestionnaires	39	39	35	18	22	23	15	20	15	15	17	8	6	6	1	0	0
Autres colliers blancs	38	39	35	23	19	19	17	18	16	16	13	7	7	8	1	0	1
Travailleurs manuels	40	35	34	24	19	20	16	17	13	15	11	9	7	7	0	0	1
Personnes à domicile	37	30	29	28	26	21	20	15	13	15	6	10	10	7	2	0	2
Chômeurs	40	29	32	21	21	23	16	16	15	14	11	6	8	10	1	1	2
Retraité	42	35	30	27	19	21	18	16	16	12	7	7	7	6	1	1	2
Étudiants	30	31	27	15	33	21	14	20	19	15	19	10	7	10	0	0	0
Difficultés à payer les factures																	
La plupart du temps	34	34	33	26	23	21	18	15	12	12	8	7	9	10	2	0	2
De temps en temps	38	33	34	24	21	18	19	18	13	15	12	8	9	9	1	1	1
Presque jamais / Jamais	40	36	31	23	21	22	16	18	16	14	13	8	6	6	1	1	1
Urbanisation subjective																	
Zone rurale ou village	40	32	30	26	22	20	17	16	13	15	11	7	8	7	1	1	2
Petite ou moyenne ville	39	39	34	23	20	19	15	18	15	14	12	8	7	7	0	0	1
Grande ville	37	35	32	20	22	25	18	17	17	13	13	9	7	8	1	0	1
Image de l'UE																	
Positif	38	37	32	22	21	23	17	19	18	13	14	9	7	7	1	0	0
Neutre	41	34	32	24	22	20	16	16	13	16	11	8	7	8	1	0	2
Négatif	38	34	35	27	20	15	18	16	9	14	8	5	8	8	1	2	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie																	
Satisfait	39	35	32	23	22	21	16	18	16	14	13	8	7	7	1	0	1
Non satisfait(e)	38	36	35	27	19	19	20	16	12	14	8	7	8	8	1	1	2

3 QUALITÉ DE VIE

3. QUALITÉ DE LA VIE

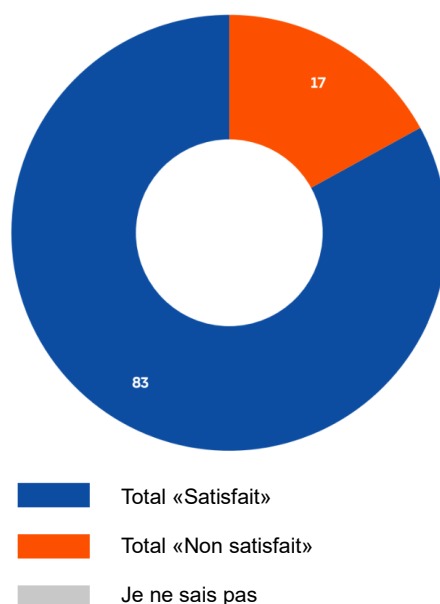
Ce chapitre examine la perception qu'ont les Européens de leur qualité de vie, en combinant des évaluations de la satisfaction actuelle, des changements récents et des attentes futures avec une exploration plus approfondie des facteurs qui façonnent le bien-être. Il examine d'abord la satisfaction globale à l'égard de la qualité de vie, avant d'analyser comment les répondants perçoivent son évolution au cours de l'année écoulée et leurs attentes quant à l'évolution future de leur niveau de vie. Le chapitre passe ensuite à un examen plus détaillé de ce qui sous-tend ces perceptions, en explorant à la fois les éléments clés que les Européens associent à une bonne qualité de vie et les domaines dans lesquels les changements l'amélioreraient le plus. En fin de compte, il replace ces points de vue dans un contexte international plus large, en comparant les perceptions de la qualité de vie dans l'Union européenne avec celles d'autres grands acteurs mondiaux.

Pris ensemble, ces résultats fournissent une image complète de la manière dont les Européens évaluent leurs conditions de vie, en mettant en évidence à la fois les principaux moteurs du bien-être et les domaines dans lesquels des améliorations sont les plus nécessaires, tout en situant ces perceptions dans une perspective comparative mondiale.

Satisfaction à l'égard de la qualité de vie

Au niveau de l'UE, une très grande majorité d'Européens expriment leur satisfaction quant à leur qualité de vie. Dans l'ensemble, 83 % des répondants se disent satisfaits, tandis que 17 % déclarent ne pas être satisfaits, et seule une part négligeable est incapable de donner une opinion. Cette forte prédominance d'évaluations positives indique que la plupart des Européens perçoivent favorablement leurs conditions de vie personnelles.

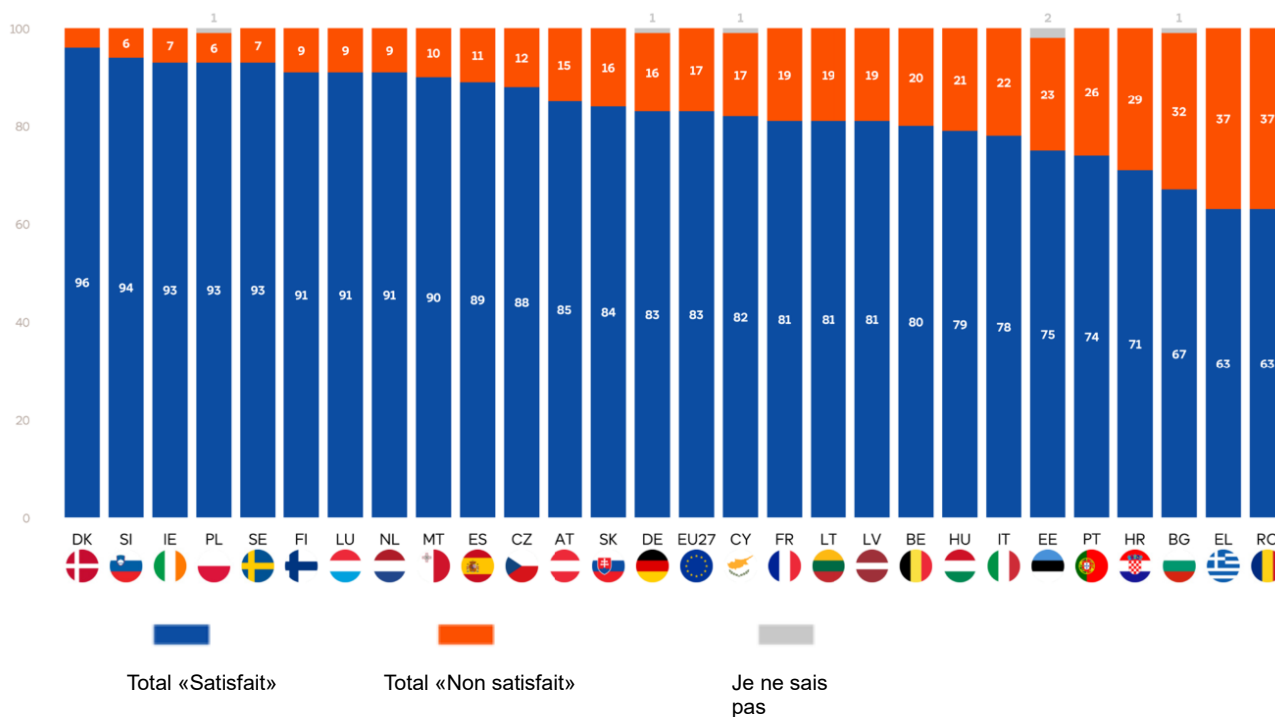
D790b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de votre qualité de vie? (%)



Dans tous les États membres, la satisfaction à l'égard de la qualité de vie est élevée dans tous les pays, bien que le niveau de satisfaction varie considérablement. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont observés au Danemark (96 %), suivi de la Slovénie (94 %) et de l'Irlande, de la Pologne et de la Suède (93 %), où une très grande majorité des répondants se disent satisfaits de leur qualité de vie. À l'autre extrémité de l'échelle, la satisfaction reste le point de vue majoritaire, mais à des niveaux nettement inférieurs. Les parts les plus faibles sont observées en Grèce et en Roumanie (63 % chacune), suivies par la Bulgarie (67 %), où le mécontentement est proportionnellement plus répandu, atteignant 37 % en Grèce et en Roumanie.

Dans l'ensemble, ces constatations font apparaître des niveaux de satisfaction constamment élevés dans tous les États membres, aucun pays ne déclarant moins qu'une nette majorité de répondants satisfaits. Toutefois, la variation observée souligne certaines différences dans la qualité de vie perçue entre les pays, reflétant la diversité des contextes sociaux et économiques dans l'ensemble de l'Union européenne.

D70b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de votre qualité de vie? (%)



La satisfaction à l'égard de la qualité de vie varie d'un groupe sociodémographique à l'autre, bien que les évaluations positives prédominent clairement dans toutes les catégories.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes de déclarer être satisfaits (84 % contre 82 %). Ces différences restent faibles, ce qui indique que le sexe ne joue qu'un rôle mineur dans l'élaboration des perceptions de la qualité de vie.

Des variations plus prononcées sont observées entre les groupes d'âge, les jeunes répondants affichant des niveaux de satisfaction plus élevés. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 92 % déclarent être satisfaites de leur qualité de vie, contre 80 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus, le niveau le plus bas dans tous les groupes d'âge. L'insatisfaction augmente régulièrement avec l'âge, passant de 8 % chez les plus jeunes répondants à 20 % chez les plus âgés, ce qui suggère un déclin progressif de la qualité de vie perçue au cours de la vie.

Les différences selon le niveau d'éducation sont particulièrement marquées. La satisfaction augmente considérablement avec le niveau d'instruction, passant de 74 % chez les répondants ayant un faible niveau d'instruction à 83 % chez ceux ayant un niveau moyen et à 91 % chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Inversement, l'insatisfaction est nettement plus élevée chez les répondants moins scolarisés (26 % contre 9 % chez les personnes hautement scolarisées), ce qui met en évidence de fortes inégalités dans la qualité de vie perçue liée à l'éducation.

Une relation particulièrement forte est évidente lorsque l'on considère la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, la satisfaction chute fortement à 40%, tandis qu'une majorité (59%) fait état d'insatisfaction. En revanche, parmi les répondants qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, 92 % sont satisfaits et seulement 8 % insatisfaits, ceux qui éprouvent des difficultés occasionnelles se situant entre 69 % et 31 %. Cela met en évidence le lien très étroit entre la sécurité économique et la qualité de vie perçue.

Les variables comportementales montrent des contrastes évidents. Les répondants ayant une image positive de l'Union européenne font état de niveaux de satisfaction plus élevés (89 %), contre 68 % chez ceux ayant une image négative, où l'insatisfaction atteint 32 %.

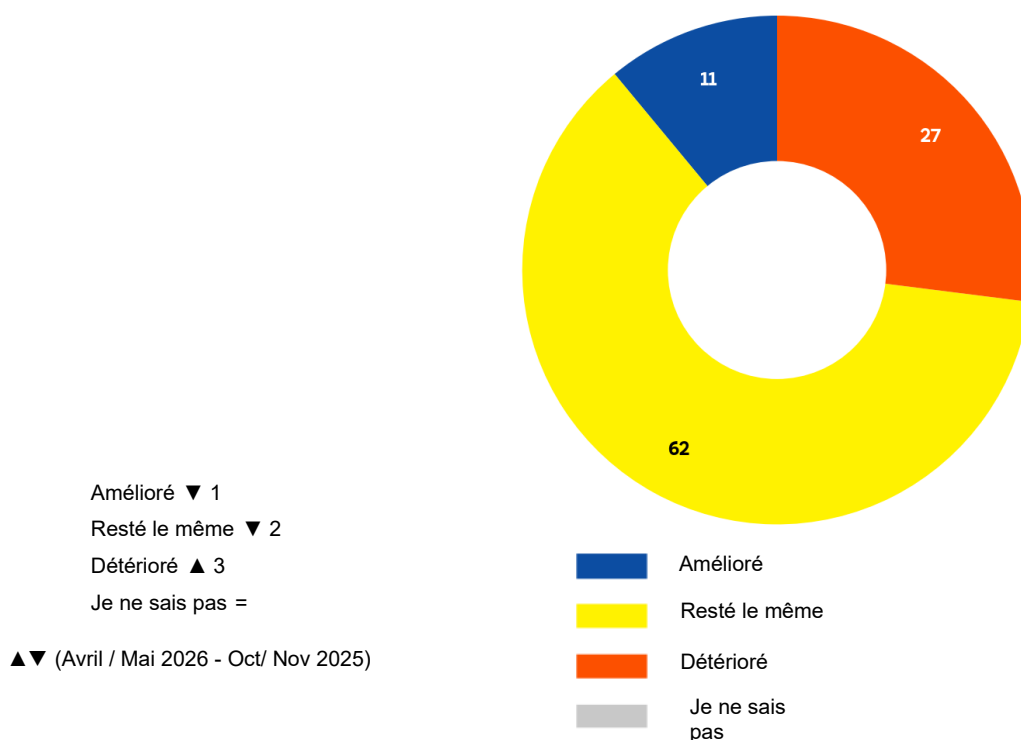
D70b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de votre qualité de vie? (% - UE)

	Total «Approuvé»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	83	17	0
Genre			
Homme	84	16	0
Femme	82	18	0
Âge			
15- 24	92	5	0
25—39	84	16	0
40-54	83	17	0
>=55	80	20	0
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	74	26	0
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	83	17	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	91	9	0
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	87	13	0
Gestionnaires	93	7	0
Autres colliers blancs	87	13	0
Travailleurs manuels	80	20	0
Personnes à domicile	73	27	0
Chômeurs	57	42	1
Retraité	79	21	0
Étudiants	92	7	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	40	59	1
De temps en temps	69	31	0
Presque jamais / Jamais	92	8	0
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	83	17	0
Petite ou moyenne ville	84	16	0
Grande ville	82	18	0
Image de l'UE			
Positif	89	11	0
Neutre	79	20	1
Négatif	68	32	0

Évolution de la qualité de vie

Au niveau de l'UE, les perceptions de l'évolution de la qualité de vie au cours des douze derniers mois se caractérisent principalement par la stabilité, bien qu'une part importante des répondants signalent une détérioration. Dans l'ensemble, 62 % des Européens affirment que leur qualité de vie est restée la même, ce qui indique que, pour une majorité d'entre eux, les conditions de vie sont restées globalement stables. Dans le même temps, plus d'un quart des répondants (27 %) déclarent que leur qualité de vie s'est détériorée, tandis que seule une proportion relativement faible (11 %) affirme qu'elle s'est améliorée. Le solde des réponses reste donc clairement négatif, ceux qui signalent une détérioration étant plus nombreux que ceux qui perçoivent une amélioration. Par rapport à la vague précédente d'octobre/novembre 2025, ces résultats restent globalement relativement stables.

QA16 Quelle déclaration se rapproche le plus de votre point de vue? Au cours des 12 derniers mois, votre qualité de vie (confort ou budget) a ... (EU27) (%)



Les perceptions de l'évolution de la qualité de vie au cours des douze derniers mois varient d'un État membre à l'autre, même si, dans tous les pays, l'opinion la plus répandue reste qu'elle est restée la même.

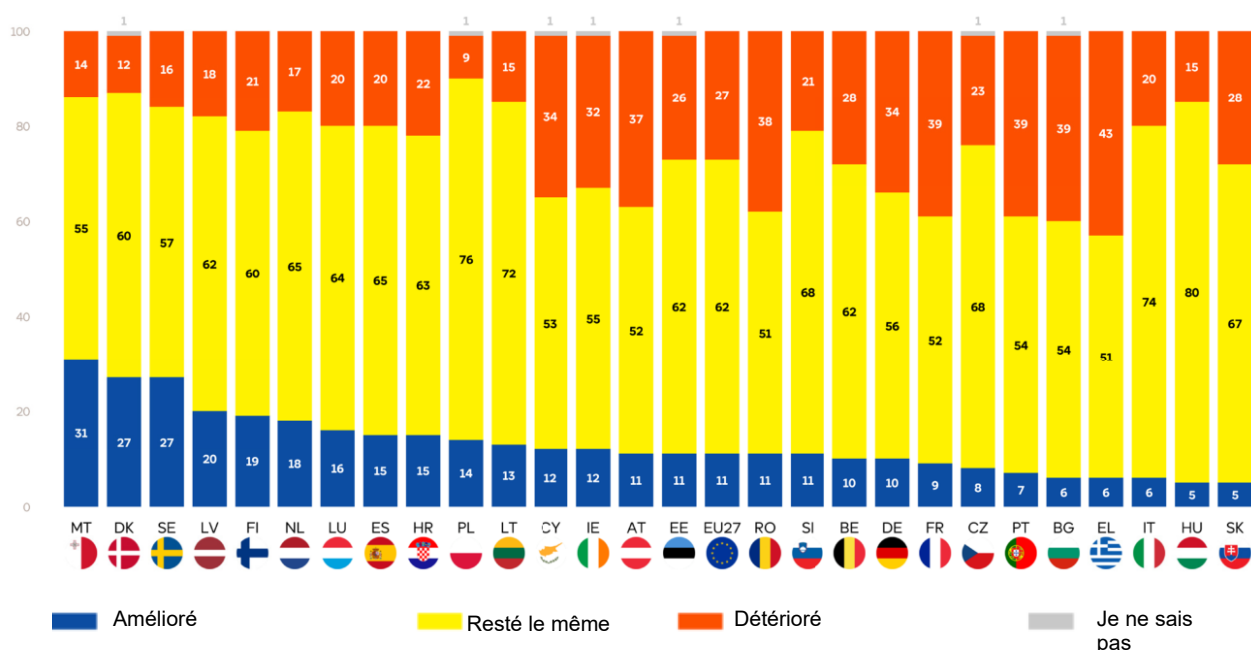
Les proportions les plus élevées de répondants déclarant que leur qualité de vie s'est améliorée sont observées à Malte (31 %), suivies du Danemark et de la Suède (27 % dans les deux cas) et de la Lettonie (20 %), ce qui indique des évolutions plus positives dans ces pays. En revanche, les niveaux les plus faibles d'amélioration perçue sont enregistrés en Hongrie et en Slovaquie (5 % chacun), ainsi qu'en Italie, en Grèce et en Bulgarie (6 % chacun), ce qui suggère que les améliorations sont beaucoup moins ressenties dans ces contextes.

Dans la plupart des États membres, une nette majorité indique que leur qualité de vie est restée stable, avec des proportions particulièrement élevées en Hongrie (80 %), en Pologne (76 %) et en Italie (74 %).

Dans le même temps, une proportion importante de répondants font état d'une détérioration de leur qualité de vie, avec des différences marquées entre les pays. Les niveaux les plus élevés sont observés en Grèce (43%), suivie par la France, le Portugal et la Bulgarie (tous 39%), ainsi que la Roumanie (38%), indiquant une perception généralisée de la baisse des conditions de vie dans ces pays.

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une situation diverse dans l'ensemble de l'Union européenne: si la stabilité reste la perception dominante dans la plupart des États membres, l'équilibre entre l'amélioration et la détérioration varie considérablement.

QA16 Quelle déclaration se rapproche le plus de votre point de vue? Au cours des 12 derniers mois, votre qualité de vie (confort ou budget) a... (%)

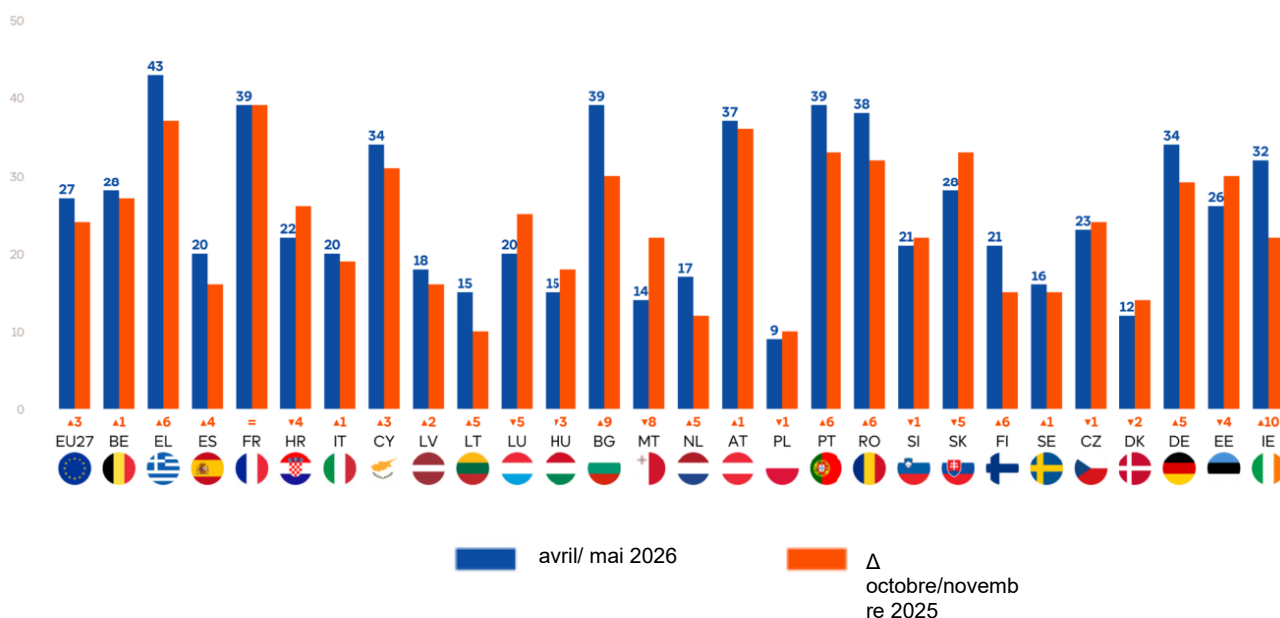


Les changements intervenus entre l'automne 2025 et le printemps 2026 révèlent une détérioration de la qualité de vie perçue dans un certain nombre d'États membres, bien que l'ampleur varie d'un pays à l'autre.

Les augmentations les plus notables de la part des répondants signalant une détérioration sont observées en Irlande (+10 points de pourcentage) et en Bulgarie (+9 pp), suivies par la Grèce, le Portugal, la Roumanie et la Finlande (tous +6 pp). Ces évolutions indiquent une nette détérioration des perceptions dans plusieurs États membres. Cependant, alors que dans la plupart de ces pays la détérioration était déjà relativement répandue, la Finlande se distingue par une exception, car l'augmentation se produit à partir d'un niveau initial relativement faible.

Inversement, certains États membres affichent une relative stabilité ou une amélioration des perceptions. La proportion de répondants faisant état d'une détérioration a diminué à Malte (– 8 pp) et au Luxembourg (– 5 pp), ce qui indique une évolution plus positive dans ces pays.

QA16 Quelle déclaration se rapproche le plus de votre point de vue? Au cours des 12 derniers mois, votre qualité de vie (confort ou budget) s'est détériorée (%)



Les perceptions de l'évolution de la qualité de vie au cours des 12 derniers mois varient selon les groupes socio-démographiques et comportementaux, bien que la stabilité reste l'évaluation la plus fréquemment rapportée dans toutes les catégories.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes de signaler une amélioration (12 % contre 10 %), tandis que les femmes sont légèrement plus susceptibles de dire que leur qualité de vie s'est détériorée (28 % contre 26 %). La proportion de personnes déclarant que leur situation est restée la même est identique (62 %), ce qui indique des expériences globalement similaires entre les hommes et les femmes.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les jeunes répondants font état d'évolutions plus positives, 18 % des personnes âgées de 15 à 24 ans déclarant que leur qualité de vie s'est améliorée, contre seulement 7 % des personnes âgées de 55 ans et plus. Dans le même temps, la part faisant état d'une détérioration augmente avec l'âge, passant de 17 % chez les groupes les plus jeunes à 29 % chez les personnes âgées de 40 ans et plus.

Les différences sont également évidentes selon le niveau d'éducation. Les répondants ayant un niveau de scolarité plus élevé sont plus susceptibles de signaler des améliorations (15 % vs 7 %) et moins susceptibles de signaler une détérioration (23 % vs 34 %) que ceux ayant un faible niveau de scolarité. Les personnes ayant un niveau d'éducation moyen sont plus susceptibles de déclarer une stabilité (64 % contre 59 % de celles ayant un faible niveau d'éducation). Ces résultats mettent en évidence une association claire entre le niveau d'instruction et la perception de l'évolution de la qualité de vie.

Une relation particulièrement forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, 64 % signalent une détérioration de leur qualité de vie, tandis que seulement 7 % signalent une amélioration. En revanche, parmi ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, la part déclarant une détérioration tombe à 20%, tandis que 13% font état d'améliorations et de stabilité à 67%. Les répondants qui éprouvent des difficultés de temps à autre occupent une position intermédiaire (38 % se sont détériorés contre 7 % se sont améliorés). Cela souligne le lien étroit entre la vulnérabilité économique et les perceptions de conditions de vie en déclin.

Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles de signaler des améliorations (14 %) et moins susceptibles de signaler une détérioration (20 %) que ceux qui ont une image négative, parmi lesquels seulement 7 % font état d'améliorations et près de la moitié (48 %) font état d'une détérioration. En outre, 66 % de ceux qui ont une image positive font état d'une stabilité, contre 44 % de ceux qui ont une image négative de l'UE.

enfin, la satisfaction à l'égard de la qualité de vie est fortement associée aux perceptions de l'évolution de la qualité de vie au cours des 12 derniers mois. Parmi les répondants qui sont satisfaits de la qualité de vie, seulement 21 % ont estimé qu'elle s'était détériorée, alors que ce point de vue négatif domine clairement parmi ceux qui ne sont pas satisfaits (55 %).

QA16 Quelle déclaration se rapproche le plus de votre point de vue? Au cours des 12 derniers mois, votre qualité de vie (confort ou budget) a ... (% - UE)

	Amélioré	Resté le même	Détérioré	Je ne sais pas
UE-27	11	62	27	0
Genre				
Homme	12	62	26	0
Femme	10	62	28	0
Âge				
15- 24	18	64	17	1
25—39	16	57	27	0
40-54	11	60	29	0
>=55	7	64	29	0
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	7	59	34	0
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	11	64	25	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	15	62	23	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	11	62	27	0
Gestionnaires	17	61	22	0
Autres colliers blancs	12	62	26	0
Travailleurs manuels	13	59	28	0
Personnes à domicile	7	61	32	0
Chômeurs	9	51	39	1
Retraité	6	64	30	0
Étudiants	16	65	18	1
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	7	29	64	0
De temps en temps	7	55	38	0
Presque jamais / Jamais	13	67	20	0
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	11	61	28	0
Petite ou moyenne ville	10	63	27	0
Grande ville	13	61	26	0
Image de l'UE				
Positif	14	66	20	0
Neutre	8	64	28	0
Négatif	7	44	48	1
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	13	66	21	0
Non satisfait(e)	4	41	55	0

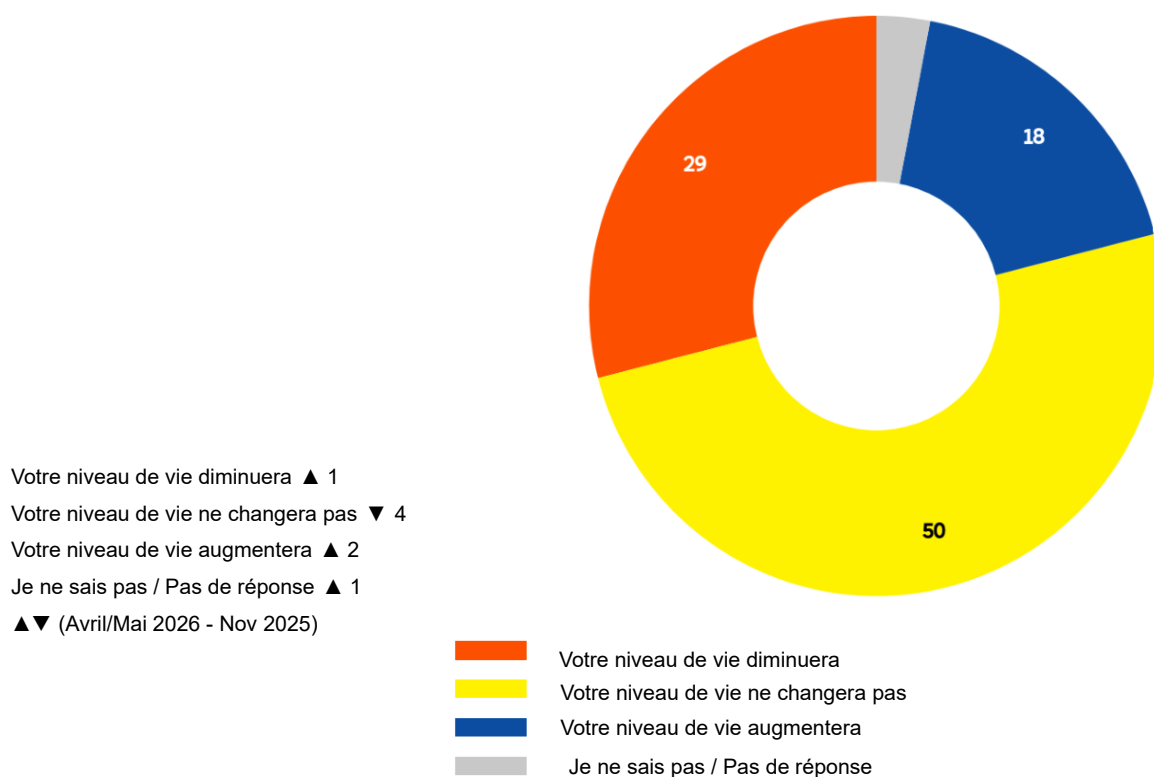
Évolution du niveau de vie

Pour ce qui est de l'avenir, on a demandé aux répondants d'évaluer comment ils s'attendaient à ce que leur niveau de vie personnel évolue au cours des cinq prochaines années. Dans un contexte marqué par l'incertitude économique, l'augmentation du coût de la vie et les défis structurels à plus long terme, cette question donne un aperçu des attentes des Européens quant à leur bien-être matériel futur.

Au niveau de l'UE, les attentes concernant le niveau de vie futur se caractérisent principalement par la stabilité, bien qu'une part importante des répondants anticipent une détérioration. Dans l'ensemble, la moitié des Européens (50 %) s'attendent à ce que leur niveau de vie reste inchangé au cours des cinq prochaines années, ce qui en fait la réponse la plus courante. Cela donne à penser que, pour de nombreux répondants, les perspectives d'avenir sont perçues comme relativement stables, mais sans amélioration significative.

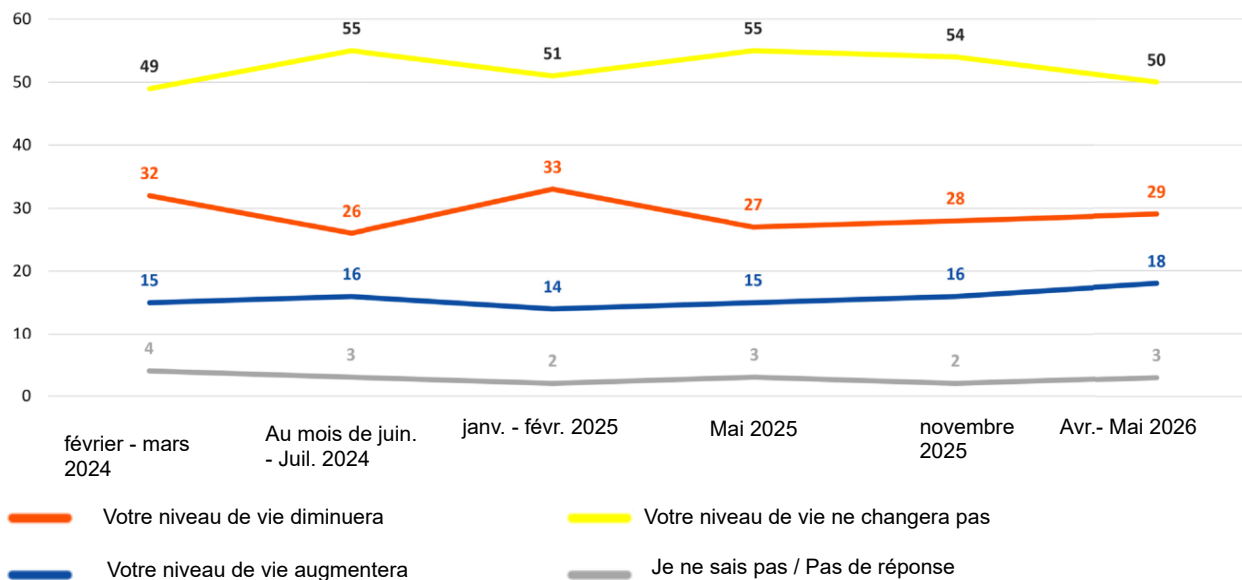
Dans le même temps, près de trois répondants sur dix (29 %) estiment que leur niveau de vie diminuera, ce qui indique un niveau considérable de préoccupation quant aux conditions économiques futures. En revanche, moins de deux personnes sur dix (18 %) s'attendent à une amélioration de leur situation, ce qui témoigne d'un optimisme plus limité en ce qui concerne les perspectives économiques personnelles.

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que si la stabilité reste l'attente dominante, une proportion significative d'Européens prévoient une détérioration de leurs conditions de vie et, comparativement, peu d'entre eux anticipent une amélioration. Cette tendance reflète une vision prudente et quelque peu pessimiste des perspectives économiques personnelles futures dans l'ensemble de l'Union européenne.



Depuis novembre 2025, l'évolution est principalement une légère baisse de la part des répondants s'attendant à ce que leur situation reste inchangée, tandis que la proportion anticipant une baisse ou une augmentation a continué d'augmenter légèrement.

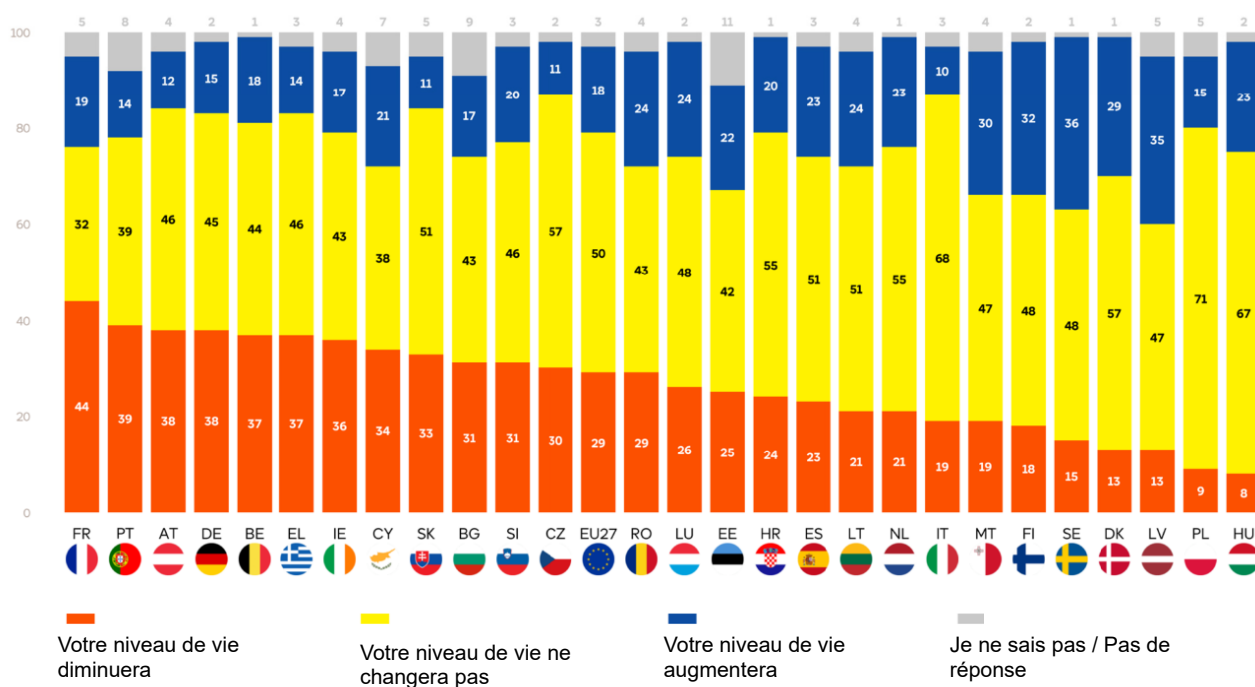
SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (% - UE)



D'un État membre à l'autre, les attentes concernant l'évolution future du niveau de vie personnel varient considérablement, bien que dans la plupart des pays, l'opinion la plus répandue reste que le niveau de vie restera le même.

Dans la plupart des États membres, la majorité des répondants s'attendent à ce que leur niveau de vie reste inchangé, avec des proportions particulièrement élevées en Pologne (71 %), en Italie (68 %) et en Hongrie (67 %). Les pourcentages les plus élevés de répondants s'attendant à une augmentation de leur niveau de vie sont observés en Suède (36 %), en Lettonie (35 %) et en Finlande (32 %), ce qui témoigne d'un optimisme relativement plus fort dans ces pays.

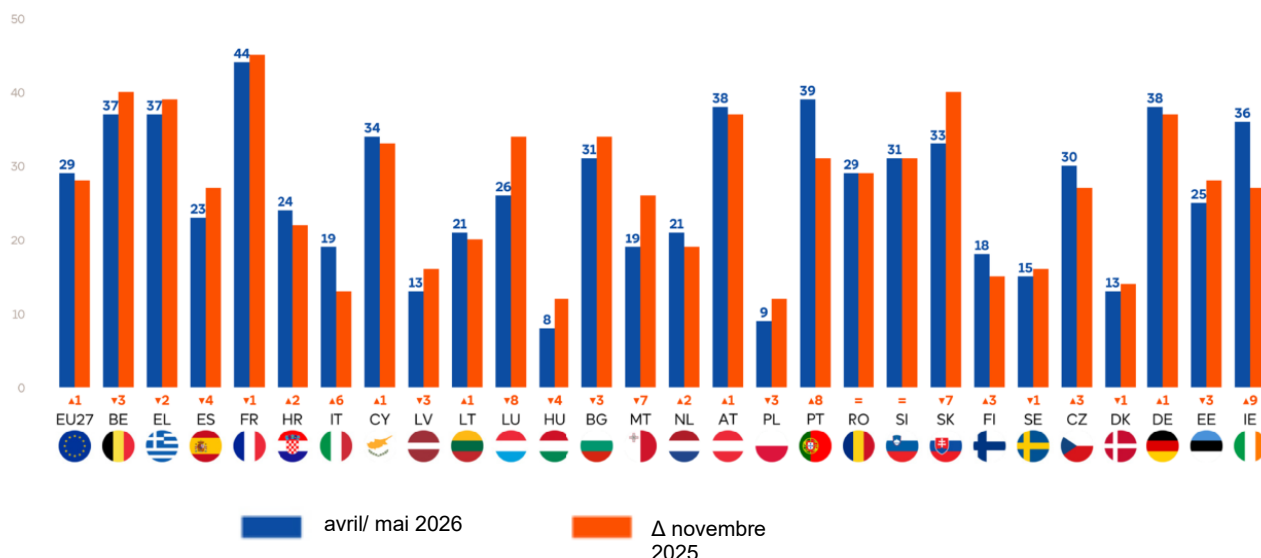
SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (%)



Dans le même temps, les anticipations d'une baisse du niveau de vie sont relativement répandues dans plusieurs États membres. Les parts les plus élevées sont enregistrées en France (44 %), suivie du Portugal (39 %), de l'Autriche et de l'Allemagne (38 % dans les deux cas), ce qui indique des perspectives plus pessimistes dans ces pays.

Depuis novembre 2025, les plus fortes augmentations de la part des répondants s'attendant à une baisse de leur niveau de vie sont observées en Irlande (+9 points de pourcentage), au Portugal (+8 pp) et en Italie (+6 pp). En revanche, les baisses les plus importantes sont observées au Luxembourg (– 8 pp), suivi de Malte et de la Slovaquie (– 7 pp dans les deux cas).

SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? - Votre niveau de vie diminuera (%)



Les perceptions de la façon dont le niveau de vie personnel devrait évoluer au cours des cinq prochaines années varient selon les groupes sociodémographiques, bien que dans presque tous les groupes, l'opinion la plus courante reste que le niveau de vie restera le même.

Les différences par sexe sont relativement limitées. Les hommes sont légèrement moins susceptibles que les femmes de s'attendre à une détérioration (27 % contre 31 %) et plus susceptibles d'anticiper une amélioration (19 % contre 16 %), tandis que des parts similaires dans les deux groupes ne s'attendent à aucun changement (environ 50 à 51 %). Cela suggère que les femmes affichent une attitude un peu plus prudente que les hommes.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les jeunes répondants sont beaucoup plus optimistes, 38 % des 15-24 ans s'attendant à ce que leur niveau de vie augmente, contre seulement 7 % des 55 ans et plus. À l'inverse, les attentes d'un déclin augmentent régulièrement avec l'âge, passant de 17 % chez les plus jeunes répondants à 34 % chez les 55 ans et plus. Dans le même temps, les répondants plus âgés sont plus susceptibles de s'attendre à une stabilité (56 % chez les 55 ans et plus), ce qui indique une évolution vers des perspectives plus prudentes et moins optimistes avec l'âge.

Les différences par niveau d'éducation sont également évidentes. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont les plus pessimistes, 36 % s'attendant à une baisse et seulement 11 % anticipant une amélioration. En revanche, ceux qui ont un niveau d'éducation élevé sont plus optimistes: 24% s'attendent à une augmentation, tandis que seulement 26% anticipent une baisse. Les répondants ayant un niveau de scolarité moyen se situent entre ces groupes et sont plus susceptibles de s'attendre à une stabilité (54 %). Ces résultats indiquent une association claire entre le niveau d'instruction et la confiance dans le niveau de vie futur.

Une relation particulièrement forte est observée pour la situation financière des répondants. Parmi ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, une majorité (55%) s'attend à ce que leur niveau de vie diminue, alors que seulement 14% anticipent une amélioration. Cela contraste fortement avec les répondants qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, parmi lesquels 24 % s'attendent à une baisse et 18 % s'attendent à une amélioration, tandis qu'une majorité (55 %) prévoit une stabilité. Cela met en évidence un lien très fort entre la vulnérabilité financière et les attentes pessimistes quant au niveau de vie futur.

Parmi les répondants ayant une image positive de l'UE, les attentes sont plus favorables: 21 % s'attendent à une amélioration et 22 % s'attendent à une baisse, contre 49 % de ceux ayant une image négative de l'UE qui s'attendent à une détérioration, et seulement 13 % s'attendent à une amélioration. F inally, la satisfaction à l'égard de la qualité de vie est fortement associée aux attentes concernant l'évolution du niveau de vie. Parmi les répondants qui sont satisfaits de la qualité de vie, seulement 24 % s'attendent à une baisse, tandis que le pessimisme domine clairement parmi ceux qui ne sont pas satisfaits (49 %).

SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (% - UE)

	Votre niveau de vie diminuera	Votre niveau de vie ne changera pas	Votre niveau de vie augmentera	Je ne sais pas / Pas de réponse
UE-27	29	50	18	3
Genre				
Homme	27	51	19	3
Femme	31	50	16	3
Âge				
15- 24	17	41	38	4
25—39	24	45	28	3
40-54	30	51	16	3
>=55	34	56	7	3
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	36	49	11	4
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	26	54	17	3
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	26	47	24	3
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	25	51	22	2
Gestionnaires	25	49	24	2
Autres colliers blancs	29	52	16	3
Travailleurs manuels	29	51	18	2
Personnes à domicile	30	57	10	3
Chômeurs	31	36	26	7
Retraité	36	56	5	3
Étudiants	18	39	40	3
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	55	27	14	4
De temps en temps	35	45	17	3
Presque jamais / Jamais	24	55	18	3
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	29	51	16	4
Petite ou moyenne ville	29	52	16	3
Grande ville	27	48	22	3
Image de l'UE				
Positif	22	55	21	2
Neutre	29	53	14	4
Négatif	49	34	13	4
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	24	54	19	3
Non satisfait(e)	49	35	12	4

Composantes de la qualité de vie

S'appuyant sur l'analyse de la manière dont les Européens perçoivent l'évolution de leur qualité de vie au cours des douze derniers mois et leurs attentes pour l'avenir, cette section explore ce que les citoyens eux-mêmes considèrent comme les éléments clés d'une bonne qualité de vie. Cette nouvelle question apporte une perspective complémentaire en identifiant les aspects auxquels les Européens accordent la priorité lorsqu'ils évaluent leur bien-être. En liant ces priorités à des conclusions antérieures sur les changements perçus et les attentes futures, il offre un aperçu précieux des facteurs qui façonnent l'évaluation globale par les citoyens de leurs conditions de vie.

Au niveau de l'UE, les Européens associent le plus souvent une bonne qualité de vie à la santé et à la sécurité financière, parallèlement à un ensemble plus large de facteurs sociaux et structurels.

La composante la plus fréquemment citée est la santé physique et mentale (51 %), ce qui souligne son importance centrale pour le bien-être dans l'ensemble de l'Union européenne. Cette situation est suivie de près par la situation financière et la capacité de se payer la vie quotidienne (49 %), ce qui souligne le rôle clé de la stabilité économique. La qualité et l'accessibilité des soins de santé (46 %) sont mentionnées par près de la moitié des répondants, ce qui renforce l'accent mis sur les facteurs liés à la santé.

Les aspects sociaux sont également très bien classés. La vie sociale, y compris la famille, les amis et les relations (45%), est identifiée comme une composante essentielle de la qualité de vie, reflétant l'importance des liens personnels. De plus, quatre répondants sur dix mentionnent la salubrité et la qualité des aliments (40 %) et la sécurité publique et personnelle (40 %), ce qui indique que les besoins de base et le sentiment de sécurité sont des considérations importantes.

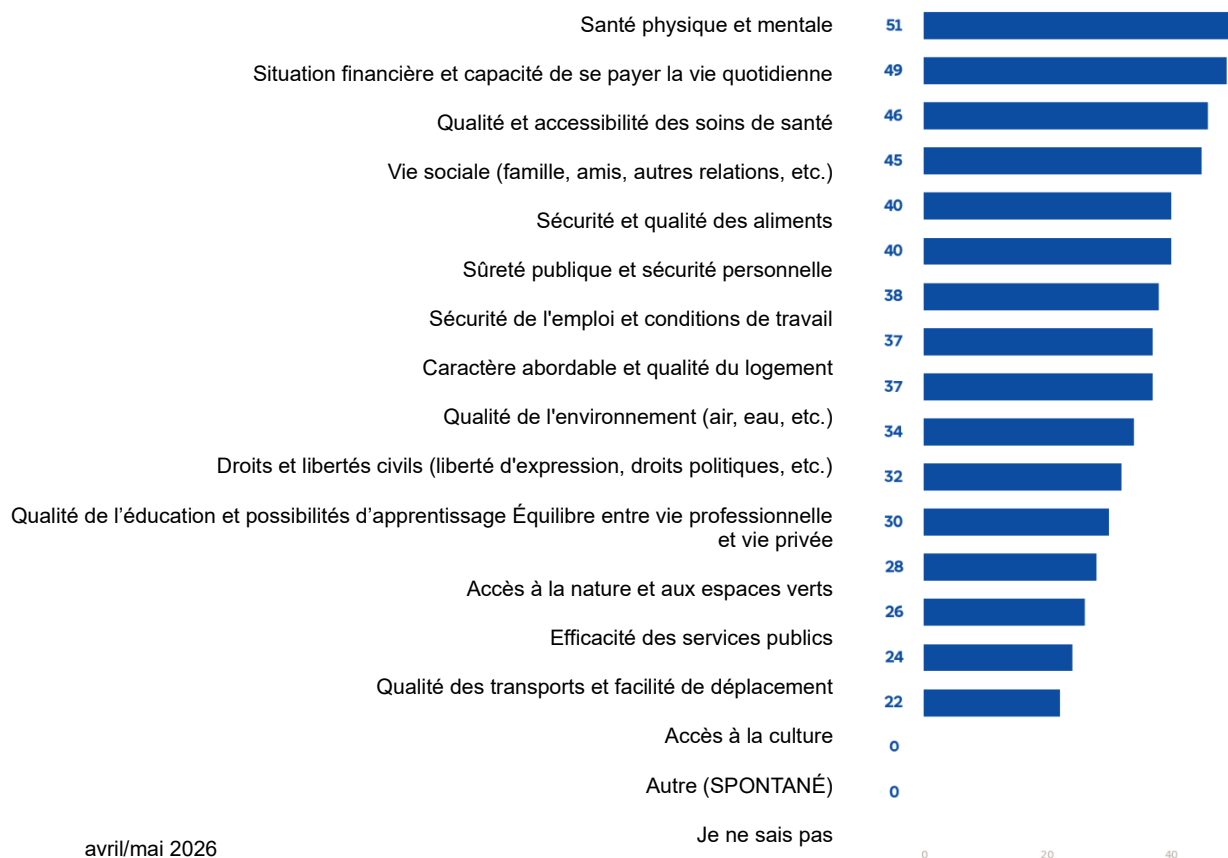
Les conditions économiques et matérielles occupent également une place importante. La sécurité de l'emploi et les conditions de travail (38 %), ainsi que le caractère abordable et la qualité du logement (37 %), sont mis en évidence par une part importante des répondants. Une proportion similaire met l'accent sur la qualité de l'environnement (37 %), soulignant l'importance des facteurs environnementaux dans la formation du bien-être.

Un groupe de facteurs est mentionné par environ un tiers des répondants. Il s'agit notamment des droits et libertés civils (34 %), de la qualité de l'éducation et des possibilités d'apprentissage (32 %) et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (30 %), ce qui indique l'importance attribuée non seulement aux conditions matérielles, mais aussi à des dimensions sociétales et personnelles plus larges.

D'autres aspects sont cités moins fréquemment mais restent pertinents. Environ un quart des répondants mentionnent l'accès à la nature et aux espaces verts (28 %), l'efficacité des services publics (26 %), la qualité des transports et la facilité de mobilité (24 %), tandis que des parts plus faibles indiquent un accès à la culture (22 %).

Globalement, ces résultats suggèrent que les Européens considèrent la qualité de vie comme un concept multidimensionnel, combinant santé, sécurité économique, sûreté, relations sociales et conditions sociétales plus larges. Si les facteurs sanitaires et financiers sont les plus importants, un large éventail d'éléments contribue à la perception globale du bien-être par les citoyens.

QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (%)



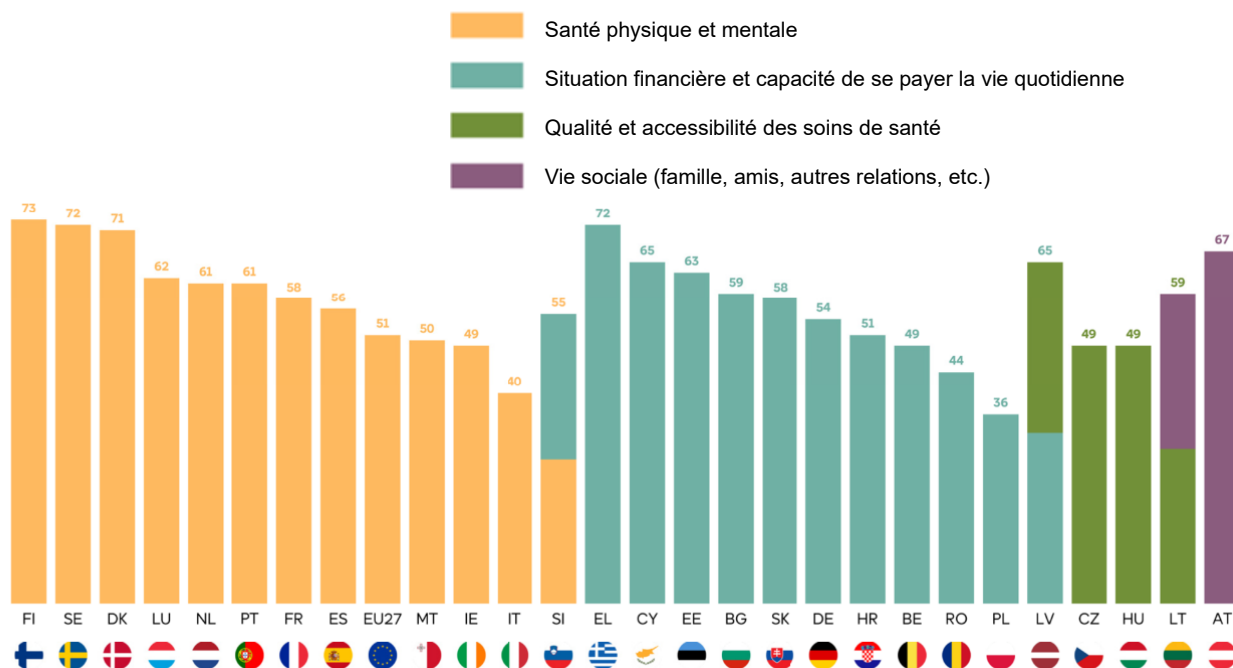
Au niveau national, la santé physique et mentale est la composante la plus fréquemment mentionnée dans 12 États membres. Dans l'ensemble de l'UE, au moins 40 % des répondants citent la santé physique et mentale dans 25 États membres, ce qui reflète l'importance largement accordée à la santé dans l'élaboration de la qualité de vie. Les parts les plus élevées sont observées en Finlande (73 %), en Suède (72 %) et au Danemark (71 %).

la situation financière et la capacité à se payer la vie quotidienne constituent la principale composante dans douze États membres, en particulier en Grèce (72 %), suivie de Chypre et de la Lettonie (65 % dans les deux cas) et de l'Estonie (63 %), ce qui montre que la sécurité économique est fortement mise en avant dans ces pays. En Slovaquie, la santé physique et mentale et la situation financière sont également les priorités les plus fréquemment mentionnées (55 %), ce qui indique une importance équilibrée accordée à la fois à la santé et à la situation économique.

Dans quatre États membres, la qualité et l'accessibilité des soins de santé constituent la composante la plus importante. Les parts les plus élevées sont observées en Suède (69 %), en Grèce (68 %) et en Lettonie, où cette composante ainsi que la situation financière sont également les plus fréquemment citées (65 %).

enfin, la vie sociale (famille, amis et relations) se distingue comme la priorité absolue en Autriche (67 %), tandis qu'en Lituanie, elle est partagée à parts égales avec la qualité et l'accessibilité des soins de santé (59 %).

QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (%)



QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Santé physique et mentale	53	44	47	45	72	53	56	49	65	56	56	56	41	40	62	61	58	62	40	50	61	62	53	61	59	50	73
Situation financière et capacité de se payer la vie quotidienne	49	49	59	48	59	54	63	48	72	47	51	51	38	65	65	55	52	46	39	58	65	36	48	44	55	58	63
Qualité et accessibilité des soins de santé	46	44	45	49	61	43	52	42	68	49	51	40	35	49	65	59	49	49	36	55	58	31	50	37	53	55	62
Vie sociale (famille, amis, autres relations, etc.)	45	41	46	36	68	53	51	40	58	43	54	42	37	51	47	59	52	29	41	55	67	18	40	33	46	48	66
Sécurité et qualité des aliments	40	35	44	41	43	35	41	36	64	34	49	46	37	49	40	47	42	38	31	39	59	30	43	37	51	48	44
Sûreté publique et sécurité personnelle	40	29	38	40	47	43	44	36	59	38	38	35	38	49	51	49	37	34	30	41	56	31	40	33	45	45	55
Sécurité de l'emploi et conditions de travail	38	32	36	37	42	34	42	38	60	47	43	39	38	51	38	39	43	34	31	30	51	28	43	36	38	47	29
Caractère abordable et qualité du logement	37	36	21	44	36	36	39	46	58	43	44	30	23	61	37	37	52	37	32	43	54	21	40	31	33	48	43
Qualité de l'environnement (air, eau, etc.)	37	35	34	35	51	36	42	32	56	28	47	31	37	46	35	38	39	32	37	41	60	19	34	29	52	45	50
Droits et libertés civils (liberté d'expression, droits politiques, etc.)	34	27	28	31	53	40	33	27	50	32	33	32	31	43	36	33	33	28	30	43	52	16	26	28	38	41	42
Qualité de l'éducation et possibilités d'apprentissage	32	32	25	30	44	28	37	31	55	39	34	25	28	52	40	35	42	27	35	40	43	13	33	30	36	40	39
Équilibre entre vie professionnelle et vie privée	30	33	27	32	52	17	34	38	47	36	36	32	33	46	40	43	38	33	37	35	29	17	42	27	31	39	37
Accès à la nature et aux espaces verts	28	21	22	28	49	29	36	31	46	24	28	24	26	38	29	31	31	25	32	33	56	16	26	24	43	34	42
Efficacité des services publics	26	17	23	19	34	19	32	30	53	34	30	23	30	37	28	35	21	27	25	17	37	13	29	26	33	32	31
Qualité des transports et facilité de déplacement	24	18	22	26	29	24	30	27	48	24	25	26	24	34	32	33	28	21	26	21	41	15	24	26	26	33	20
	22	19	18	18	22	21	32	20	37	23	27	13	21	35	26	26	23	19	16	20	32	7	21	21	21	26	23

Les perceptions de ce qui constitue une bonne qualité de vie varient selon les groupes sociodémographiques, bien que plusieurs dimensions clés, en particulier la santé, la sécurité financière et les soins de santé, soient systématiquement prioritaires.

Les différences selon le sexe sont relativement limitées, bien que certaines variations puissent être observées. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de donner la priorité à la situation financière (51% contre 48%), à la qualité et à l'accessibilité des soins de santé (48% contre 44%), ainsi qu'à la sécurité et à la qualité des aliments (41% contre 38%). Dans l'ensemble, les différences entre les sexes restent modérées.

Des différences plus marquées sont observées entre les groupes d'âge, reflétant des priorités de vie variables. Les répondants plus jeunes mettent davantage l'accent sur la vie sociale (46-48 % chez les 15-39 ans contre 44 % chez les 55 ans et plus), la sécurité de l'emploi (45 % chez les 25-39 ans contre 32 %), le caractère abordable et la qualité du logement (41 % chez les 25-39 ans contre 33 %), l'éducation et les possibilités d'apprentissage (36-38 % contre 28 %), l'accès à la culture (24-25 % contre 20 %) et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (40 % chez les 25-39 ans contre 28 %). En revanche, les répondants plus âgés sont plus susceptibles de donner la priorité à la santé physique et mentale (53 % chez les 55 ans et plus contre 48 % chez les plus jeunes), à la situation financière (51 % contre 43 %) et à l'accessibilité des soins de santé (50 % contre 38 %), ce qui reflète une plus grande attention portée aux aspects sanitaires et financiers.

Les différences par niveau d'éducation révèlent également des schémas clairs. Les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de mettre l'accent sur un éventail plus large de dimensions, notamment la vie sociale (49 % contre 44 % chez ceux ayant un faible niveau), la qualité de l'environnement (43 % contre 34 %), les droits et libertés civils (42 % contre 29 %), l'éducation (39 % contre 26 %), l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (37 % contre 24 %) et l'accès à la nature et aux espaces verts (32 % contre 25 %). Pour le reste des composantes, il n'y a pas de différences significatives en fonction du niveau d'éducation.

Une relation forte est observée avec la situation financière des répondants. Les personnes qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont plus susceptibles de donner la priorité à la santé (55 % contre 51 % de celles qui ne rencontrent pas de difficultés), à la situation financière (55 % contre 49 %), à la sécurité de l'emploi (43 % contre 37 %), tout en accordant une importance relativement élevée à l'abordabilité et à la qualité du logement (46 % contre 35 %) et à l'efficacité des services publics (31 % contre 25 %). En revanche, les répondants qui ne rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés financières sont plus susceptibles de mentionner des aspects tels que la sécurité publique (40 % contre 37 %) et la qualité de l'environnement (38 % contre 33 %), ce qui indique une évolution vers des préoccupations moins immédiates lorsque les pressions économiques sont plus faibles.

enfin, il y a de légères différences entre ceux qui sont satisfaits de leur qualité de vie et ceux qui ne le sont pas. Les répondants qui ne sont pas satisfaits de leur qualité de vie sont un peu plus susceptibles de mentionner leur situation financière comme une composante importante (54 % contre 49 % pour ceux qui sont satisfaits). Inversement, les répondants satisfaits de leur qualité de vie sont plus susceptibles de mentionner la vie sociale (46 % vs 42 % pour ceux qui ne sont pas satisfaits), les droits civils (35 % vs 31 %), l'éducation (33 % vs 26 %) et l'accès à la nature (29 % vs 25 %).

QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (% - UE)

	Santé physique et mentale	situation financière et capacité de se payer la vie quotidienne	Qualité et accessibilité des soins de santé	Vie sociale (famille, amis, autres relations, etc.)	Sûreté publique et sécurité personnelle	Sécurité et qualité des aliments	Sécurité de l'emploi et conditions de travail
UE-27	51	49	46	45	40	40	38
Genre							
Homme	51	48	44	45	39	38	39
Femme	52	51	48	46	40	41	38
Âge							
15- 24	48	43	38	46	36	36	37
25—39	51	50	44	48	41	41	45
40-54	50	50	44	45	40	39	44
>=55	53	51	50	44	40	40	32
Niveau d'éducation							
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	52	50	46	44	39	40	36
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	48	49	44	44	40	40	39
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	55	50	48	49	41	39	39
Catégorie socioprofessionnelle							
Travailleurs indépendants	46	50	43	44	39	38	39
Gestionnaires	54	51	45	50	43	39	41
Autres colliers blancs	50	50	44	47	40	42	45
Travailleurs manuels	49	50	45	44	39	38	47
Personnes à domicile	53	53	47	44	37	43	39
Chômeurs	56	53	46	47	38	43	49
Retraité	54	50	51	43	4	42	26
Étudiants	49	43	37	48	37	35	35
Difficultés à payer les factures							
La plupart du temps	55	55	48	46	37	42	43
De temps en temps	49	49	45	43	40	40	40
Presque jamais / Jamais	51	49	46	46	40	39	37
Urbanisation subjective							
Zone rurale ou village	50	48	45	44	39	39	37
Petite ou moyenne ville	51	50	45	45	40	39	37
Grande ville	53	51	48	47	42	42	42
Image de l'UE							
Positif	49	48	46	46	40	40	38
Neutre	52	49	45	45	39	39	39
Négatif	53	54	48	46	43	i	40
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie							
Satisfait	51	49	45	46	40	39	38
Non satisfait(e)	53	54	48	42	39	42	40

QA13 Les gens peuvent avoir des points de vue différents sur la «qualité de vie». Pour vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour une bonne qualité de vie? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (% - UE)

	Santé physique et mentale	situation financière et capacité de payer la vie quotidienne	Qualité et accessibilité des soins de santé	Vie sociale (famille, amis, autres relations, etc.)	Sûreté publique et sécurité personnelle	Sécurité et qualité des aliments	Sécurité de l'emploi et conditions de travail	Caractère abordable et qualité du logement	Qualité de l'environnement (air, eau, etc.)	Droits et libertés civils (liberté d'expression, droits politiques, etc.)	Qualité de l'éducation et possibilités d'apprentissage	Équilibre entre vie professionnelle et vie privée	Accès à la nature et aux espaces verts	Efficacité des services publics	Qualité des transports et facilité de déplacement	Accès à la culture
UE-27	51	49	46	45	40	40	38	37	37	34	32	30	28	26	24	22
Genre																
Homme	51	48	44	45	39	38	39	36	36	35	32	31	28	27	24	21
Femme	52	51	48	46	40	41	38	37	38	34	32	30	29	25	24	22
Âge																
15- 24	48	43	38	46	36	36	37	38	36	36	38	31	27	22	25	24
25—39	51	50	44	48	41	41	45	41	39	38	36	40	29	25	26	26
40-54	50	50	44	45	40	39	44	38	37	34	34	36	29	26	25	22
>=55	53	51	50	44	40	40	32	33	37	32	26	22	27	28	24	20
Niveau d'éducation																
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	52	50	46	44	39	40	36	36	34	29	26	24	25	26	25	18
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	48	49	44	44	40	40	39	36	36	33	30	30	28	26	24	21
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	55	50	48	49	41	39	39	38	43	42	39	37	32	27	24	27
Catégorie socioprofessionnelle																
Travailleurs indépendants	46	50	43	44	39	38	39	36	37	36	33	35	27	28	25	23
Gestionnaires	54	51	45	50	43	39	41	38	41	39	39	39	31	27	23	26
Autres colliers blancs	50	50	44	47	40	42	45	40	39	35	33	39	30	27	26	23
Travailleurs manuels	49	50	45	44	39	38	47	39	34	32	30	35	29	24	24	20
Personnes à domicile	53	53	47	44	37	43	39	36	36	32	30	25	26	27	27	19
Chômeurs	56	53	46	47	38	43	49	46	36	36	32	32	26	27	25	24
Retraité	54	50	51	43	4	42	26	32	37	32	25	17	27	28	23	19
Étudiants	49	43	37	48	37	35	35	36	38	38	42	31	29	23	26	28
Difficultés à payer les factures																
La plupart du temps	55	55	48	46	37	42	43	46	33	34	30	30	27	31	27	23
De temps en temps	49	49	45	43	40	40	40	38	36	32	30	32	28	28	27	22
Presque jamais / Jamais	51	49	46	46	40	39	37	35	38	36	32	30	29	25	23	22
Urbanisation subjective																
Zone rurale ou village	50	48	45	44	39	39	37	34	34	32	30	30	26	25	23	19
Petite ou moyenne ville	51	50	45	45	40	39	37	36	37	34	30	29	28	26	24	22
Grande ville	53	51	48	47	42	42	42	42	40	38	36	34	32	28	27	26
Image de l'UE																
Positif	49	48	46	46	40	40	38	36	39	37	35	32	30	26	2	24
Neutre	52	49	45	45	39	39	39	36	36	30	29	29	27	26	24	20
Négatif	53	54	48	46	43	i	40	39	36	34	28	29	27	28	26	21
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie																
Satisfait	51	49	45	46	40	39	38	36	38	35	33	3	29	26	24	22
Non satisfait(e)	53	54	48	42	39	42	40	39	35	31	26	28	25	27	25	20

Améliorer la qualité de vie

S'appuyant sur la section précédente, qui examinait les éléments clés que les Européens associent à une bonne qualité de vie, ce chapitre examine les domaines dans lesquels les répondants estiment que les changements amélioreraient le plus leur qualité de vie. Bien que l'analyse précédente identifie ce que les gens apprécient le plus, cette question donne un aperçu de l'endroit où les besoins ou les pressions non satisfaits sont les plus fortement ressentis. Ensemble, ces perspectives offrent une compréhension plus complète à la fois des fondements du bien-être et des domaines où des améliorations sont les plus nécessaires.

Au niveau de l'UE, les résultats indiquent que les facteurs économiques et sanitaires sont considérés comme les domaines dans lesquels le changement améliorerait le plus la qualité de vie, ce qui confirme l'importance de ces dimensions identifiées dans la section précédente.

Le domaine le plus fréquemment cité est la situation financière et la capacité de se payer la vie quotidienne (42%), se classant clairement en premier. Cela met en évidence le rôle central des conditions économiques dans la formation du bien-être perçu et suggère que les pressions financières restent une préoccupation majeure pour une grande partie des Européens.

Viennent ensuite la qualité et l'accessibilité des soins de santé (37 %) et la santé physique et mentale (35 %), toutes deux mentionnées par plus d'un tiers des répondants. Pris ensemble, ces résultats soulignent l'importance non seulement de la santé individuelle, mais aussi de l'accès à des systèmes de soins de santé efficaces en tant que moteurs clés de la qualité de vie.

Un deuxième groupe de facteurs est cité par environ un quart à un tiers des répondants. Il s'agit notamment de la salubrité et de la qualité des aliments (28 %), de la sécurité publique et de la sécurité personnelle (28 %) et de la vie sociale (28 %), ce qui indique que les besoins fondamentaux, la sécurité et les relations sociales demeurent des domaines importants où les améliorations sont perçues comme bénéfiques. De même, la sécurité de l'emploi et les conditions de travail (27 %) ainsi que le caractère abordable et la qualité du logement (26 %) sont fréquemment mentionnés, ce qui souligne les préoccupations persistantes liées aux conditions d'emploi et de logement.

D'autres aspects sont considérés comme moins fréquents mais toujours pertinents. Environ un cinquième des répondants mentionnent la qualité de l'environnement (23 %) et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (21 %), tandis que des proportions plus faibles citent l'efficacité des services publics (18 %), les droits et libertés civils (16 %), ainsi que la qualité de l'éducation et les possibilités d'apprentissage (16 %). Des aspects plus spécifiques, tels que les transports (14 %), l'accès à la nature (12 %) et l'accès à la culture (9 %), sont mentionnés par relativement moins de répondants.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que les Européens considèrent une combinaison de sécurité économique, de santé et de conditions de vie essentielles comme les domaines dans lesquels les améliorations auraient le plus d'impact sur leur qualité de vie. Si ces priorités reflètent largement les composantes mises en évidence dans la question précédente, elles soulignent également les domaines dans lesquels les écarts entre les attentes et la réalité sont le plus fortement perçus, en particulier en ce qui concerne les conditions financières et l'accès aux soins de santé.

QA14ab Dans lequel des domaines suivants les changements pourraient-ils le plus améliorer votre qualité de vie? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 5 RÉPONSES) (%)



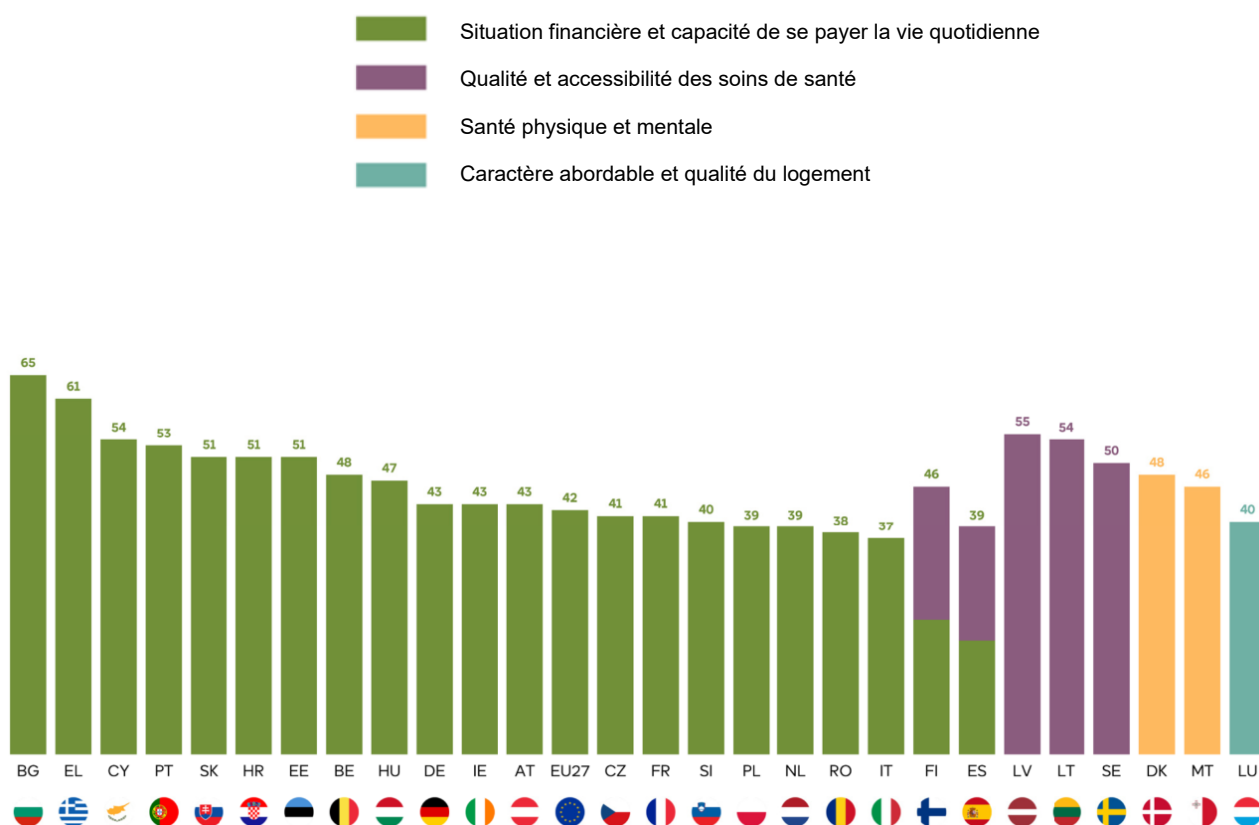
Au niveau national, la situation financière et la capacité de se payer la vie quotidienne apparaissent comme le domaine le plus fréquemment mentionné dans 21 États membres, soulignant l'importance centrale des conditions économiques pour l'amélioration de la qualité de vie. Les parts les plus élevées sont observées en Bulgarie (65 %), suivie de la Grèce (61 %), ainsi que de Chypre et de la Lettonie (54 % dans les deux cas). Dans l'ensemble de l'UE, la situation financière est mentionnée par au moins un tiers des répondants dans tous les États membres, ce qui confirme sa pertinence généralisée. En Finlande et en Espagne, la situation financière est mentionnée au même niveau que la qualité et l'accessibilité des soins de santé, ce qui indique une priorité partagée entre les conditions économiques et la fourniture de soins de santé.

La qualité et l'accessibilité des soins de santé figurent au premier rang des priorités dans cinq pays. Il est le plus souvent cité en Lettonie (55 %), en Lituanie (54 %) et au Portugal (51 %), ce qui souligne l'importance accordée aux systèmes de soins de santé dans ces pays.

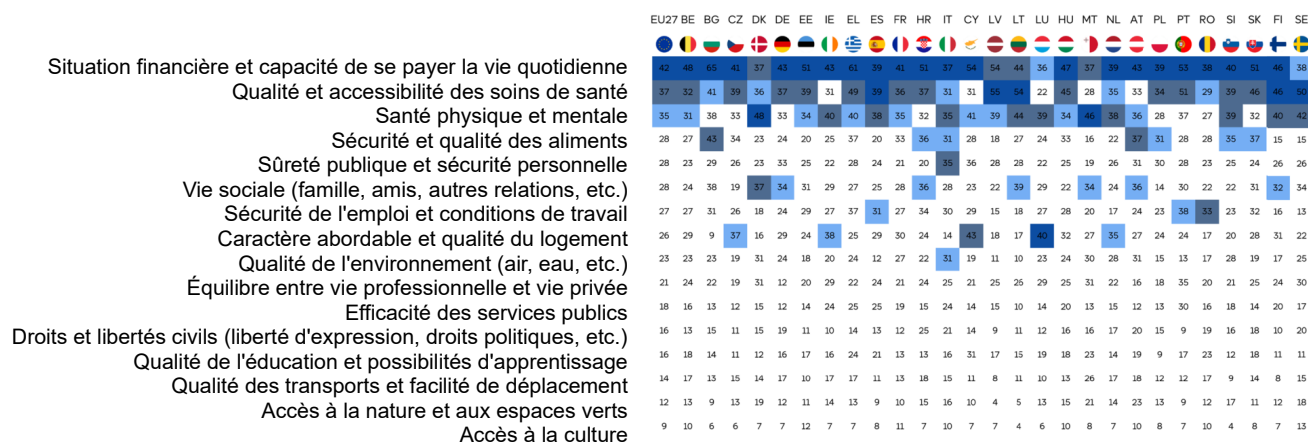
Dans deux pays, la santé physique et mentale apparaît comme la principale priorité: au Danemark (48 %) et à Malte (46 %), tandis que le caractère abordable et la qualité du logement occupent la première place au Luxembourg (40 %), reflétant les pressions nationales spécifiques liées au logement.

Dans l'ensemble, ces conclusions indiquent une nette prédominance des préoccupations financières dans les États membres, tandis que les facteurs liés à la santé, en particulier l'accès aux soins de santé, apparaissent comme tout aussi importants dans plusieurs pays. Cette répartition met en évidence à la fois les défis communs à l'ensemble de l'Union européenne et les différences façonnées par les contextes nationaux.

QA14ab Dans lequel des domaines suivants les changements pourraient-ils le plus améliorer votre qualité de vie? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 5 RÉPONSES) (%)



QA14ab Dans lequel des domaines suivants les changements pourraient-ils le plus améliorer votre qualité de vie? Tout d'abord?
Et puis? (MAX. 5 RÉPONSES) (%)



Les perceptions des domaines dans lesquels les changements amélioreraient le plus la qualité de vie varient selon les groupes sociodémographiques.

Les différences selon le sexe sont limitées, mais certaines variations peuvent être observées. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de donner la priorité à la qualité et à l'accessibilité des soins de santé (40 % contre 34 %). Pour le reste des composantes, la variation n'est que marginale.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge, reflétant des préoccupations distinctes au stade de la vie. Les jeunes répondants accordent une plus grande importance à la sécurité de l'emploi et aux conditions de travail (30 % chez les 15-24 ans contre 17 % chez les 55 ans et plus), au caractère abordable et à la qualité du logement (35 % contre 20 %), à l'éducation et aux possibilités d'apprentissage (29 % contre 10 %), ainsi qu'à l'accès à la culture (14 % contre 7 %). En revanche, les répondants plus âgés sont plus susceptibles de donner la priorité à la qualité et à l'accessibilité des soins de santé (46 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus contre 20 % chez les personnes âgées de 15 à 24 ans), à la santé physique et mentale (40 % contre 30 %), à la sécurité publique (31 % contre 24 %), à la sécurité et à la qualité des aliments (31 % contre 21 %), à la qualité de l'environnement (26 % contre 21 %) et à l'efficacité des services publics (21 % contre 14 %), ce qui indique que l'accent est davantage mis sur les préoccupations liées à la sécurité et à la santé. la situation financière est plus prononcée chez les 25-54 ans (44% contre 37% chez les plus jeunes).

Les différences par niveau d'éducation montrent moins de contrastes. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles de donner la priorité à la qualité et à l'accessibilité des soins de santé (41 % contre 35 %), à la santé physique et mentale (38 % contre 35 %) et à la vie sociale (30 % contre 26 %), ce qui montre que l'accent est davantage mis sur les besoins essentiels. En revanche, les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont relativement plus susceptibles de citer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (27 % contre 14 %), la qualité de l'environnement (26 % contre 21 %) et les droits et libertés civils (18 % contre 12 %), ce qui reflète une perspective plus large et à plus long terme sur l'amélioration de la qualité de vie.

Une relation particulièrement forte est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, une majorité cite la situation financière (57 % contre 39 % chez ceux qui ne rencontrent pas de difficultés) comme le principal domaine où le changement améliorerait leur qualité de vie. Ce groupe met également davantage l'accent sur le logement (36 % vs 24 %) et la sécurité de l'emploi (31 % vs 25 %), tandis que ceux qui se trouvent dans des situations plus sûres sont relativement plus susceptibles de mentionner des éléments plus larges tels que la vie sociale (28 % vs 24 %), la salubrité des

aliments (29 % vs 24 %) et la qualité de l'environnement (24 % vs 17 %). Cela met en évidence le rôle central de la vulnérabilité économique dans la définition des priorités perçues.

enfin, il y a des différences entre ceux qui sont satisfaits de leur qualité de vie et ceux qui ne le sont pas. Les répondants qui ne sont pas satisfaits de leur qualité de vie sont plus susceptibles de mentionner la situation financière (52 % contre 40 % chez ceux qui sont satisfaits), les soins de santé (42 % contre 36 %), la santé (38 % contre 34 %), la sécurité de l'emploi (30 % contre 26 %) et le logement (30 % contre 25 %).

2026 | EB 105.3 3 QUALITÉ DE VIE

QA14ab Dans lequel des domaines suivants les changements pourraient-ils le plus améliorer votre qualité de vie? premièrement? Et puis? (MAX. 5 RÉPONSES) (% - UE)

	situatio n financiè re et capacit é de se payer la vie quotidie nne	Qualité et accessi bilité des soins de santé	Santé physiqu e et mentale	Vie sociale (famille, amis, autres relation s, etc.)	Sûreté publiqu e et sécurité person nelle	Sécurit é et qualité des aliment s	Sécurit é de l'emploi et conditio ns de travail	Caractè re aborda ble et qualité du logeme nt	Qualité de l'enviro nneme nt (air, eau, etc.)	Équilib re entre vie professi onnaire et vie privée	Efficacit é des service s publics	Droits et libertés civils (liberté d'expres sion, droits politiqu es, etc.)	Qualité de l'éducat ion et possibili tés d'appren tissage	Qualité des transpo rts et facilité de déplace ment	Accès à la nature et aux espace s verts	Accès à la culture	Autre (SPON TANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	42	37	35	28	28	28	27	26	23	21	18	16	16	14	12	9	1	1
Genre																		
Homme	42	34	34	27	28	28	28	26	23	21	18	17	16	14	13	9	1	1
Femme	42	40	36	28	28	28	25	25	23	21	18	15	16	15	12	8	1	1
Âge																		
15- 24	37	20	30	28	24	21	30	35	21	21	14	18	29	17	13	14	1	1
25—39	44	31	31	27	26	26	35	32	19	31	15	16	18	13	12	9	1	1
40-54	44	36	32	27	26	28	34	25	21	27	18	16	17	14	13	7	1	1
>=55	42	46	40	28	31	31	17	20	26	11	21	15	10	14	12	7	2	2
Niveau d'éducation																		
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	43	41	38	30	27	29	24	26	14	14	18	12	14	16	11	7	1	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	43	36	33	27	29	29	29	26	21	21	17	17	16	13	12	9	1	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5- 8)	40	35	35	26	27	26	26	25	27	27	19	18	17	14	14	10	2	1
Catégorie socioprofessionnelle																		
Travailleurs indépendants	42	37	32	27	25	27	29	22	23	27	19	17	15	13	14	10	2	1
Gestionnaires	40	32	32	26	29	27	32	24	26	32	19	17	18	13	14	9	2	1
Autres colliers blancs	44	36	31	28	27	26	33	29	22	28	16	17	16	15	13	8	1	1
Travailleurs manuels	44	36	31	28	27	28	35	29	17	25	16	15	16	13	11	7	0	1
Personnes à domicile	45	41	32	26	28	30	22	22	20	17	24	13	16	18	9	7	1	1
Chômeurs	47	32	38	27	25	22	40	39	15	23	14	16	14	13	12	7	1	2
Retraité	41	48	44	28	31	33	11	19	28	7	21	16	9	14	12	7	2	2
Étudiants	37	19	30	28	24	23	28	31	23	20	14	18	33	18	15	15	0	1
Difficultés à payer les factures																		
La plupart du temps	57	38	34	28	24	24	31	36	17	24	17	12	15	17	9	6	1	0
De temps en temps	48	35	34	27	28	27	31	28	20	22	18	17	16	15	12	9	0	1
Presque jamais / Jamais	39	38	35	28	28	29	25	24	24	20	18	16	16	14	13	8	2	1
Urbanisation subjective																		
Zone rurale ou village	41	38	35	27	26	29	28	22	20	21	19	15	16	14	11	8	1	2
Petite ou moyenne ville	42	38	34	28	28	28	26	25	24	19	18	16	15	13	13	8	1	1
Grande ville	43	35	36	27	29	27	27	30	24	23	17	17	17	16	14	10	1	1
Image de l'UE																		
Positif	40	36	34	28	27	28	26	25	25	23	18	17	17	15	14	10	1	1
Neutre	43	37	36	28	28	28	28	26	21	19	17	14	15	13	12	8	1	1
Négatif	46	39	35	26	30	29	26	28	20	19	18	16	14	14	10	7	2	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie																		
Satisfait	40	36	34	28	28	28	26	25	24	21	17	16	16	14	13	9	1	1
Non satisfait(e)	52	42	38	27	27	29	30	30	18	20	20	14	13	16	10	7	0	1

Qualité de vie dans l'UE et dans d'autres pays

S'appuyant sur les sections précédentes sur la qualité de vie au sein de l'Union européenne, y compris son évolution, ses composantes clés et ses domaines d'amélioration, cette section place les perceptions dans un contexte international plus large. Il examine comment les Européens évaluent la qualité de vie dans l'Union européenne par rapport à celle des principaux acteurs mondiaux. Cette comparaison donne un aperçu de la manière dont les citoyens positionnent l'UE à l'échelle mondiale et évaluent sa qualité de vie par rapport à d'autres systèmes mondiaux.

Au niveau de l'UE, une majorité d'Européens ont tendance à considérer la qualité de vie dans l'Union européenne comme meilleure qu'aux États-Unis et en Chine. Par rapport aux États-Unis, une nette majorité de répondants estiment que la qualité de vie dans l'UE est meilleure. Au total, 62% des Européens déclarent que la qualité de vie dans l'UE est meilleure qu'aux États-Unis, dont 24% qui disent qu'elle est bien meilleure et 38% qui disent qu'elle est un peu meilleure. En revanche, 28% considèrent que la qualité de vie dans l'UE est pire, dont 20% qui disent un peu pire et 8% qui disent définitivement pire. Une faible proportion considère qu'il s'agit de la même chose (3 %) ou n'est pas en mesure de donner un avis (7 %).

L'écart est encore plus prononcé par rapport à la Chine. Plus des deux tiers des répondants (67 %) estiment que la qualité de vie dans l'UE est meilleure, dont 31 % disent beaucoup mieux et 36 % un peu mieux. En revanche, seulement 23% pensent que c'est pire, dont 16% un peu pire et 7% nettement pire, tandis que 9% ne le savent pas.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les Européens ont une vision positive de la qualité de vie de l'UE dans une comparaison mondiale, en particulier par rapport à la Chine. Bien que les perceptions soient un peu plus équilibrées lorsque l'on compare l'UE aux États-Unis, une nette majorité considère toujours que l'UE offre de meilleures conditions de vie, ce qui renforce le positionnement de l'UE en tant qu'environnement relativement favorable en termes de qualité de vie.

QA15 En général, diriez-vous que la qualité de vie dans l'UE est actuellement meilleure ou pire que dans chacun de ces pays? (UE-27) (%)

Les États-Unis



Chine

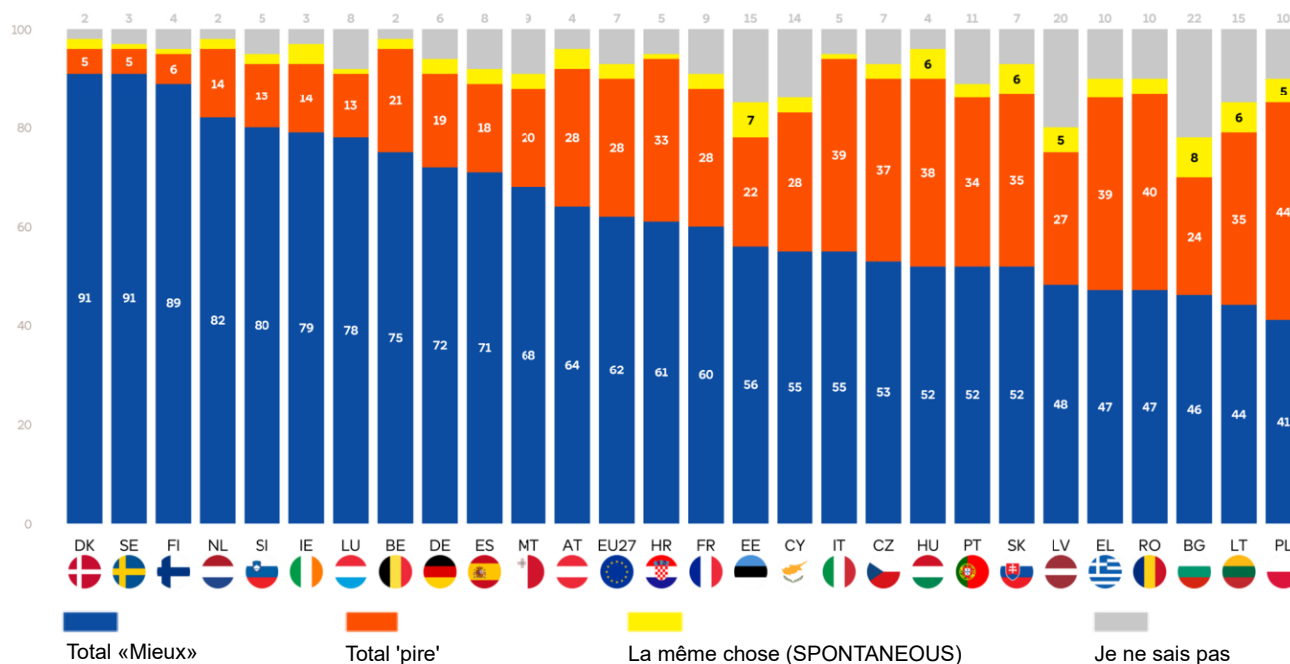


Dans tous les États membres sauf un, la majorité des répondants estiment que la qualité de vie dans l'Union européenne est meilleure qu'aux États-Unis, bien que la force de cette perception varie considérablement d'un pays à l'autre.

Les pourcentages les plus élevés de répondants qui affirment que la qualité de vie dans l'UE est meilleure sont observés au Danemark et en Suède (91 % dans les deux cas), en Finlande (89 %), suivis des Pays-Bas (82 %). À l'autre extrémité de la distribution, les pourcentages les plus faibles de répondants estimant que l'UE offre une meilleure qualité de vie sont observés en Pologne (41 %), suivie de la Lituanie (44 %), de la Bulgarie (46 %) et de la Roumanie (47 %). Dans ces pays, les perceptions sont plus partagées et une proportion importante de répondants considèrent que les États-Unis offrent de meilleures conditions de vie.

Si l'on examine les évaluations négatives, les pourcentages les plus élevés de répondants qui affirment que la qualité de vie dans l'UE est pire qu'aux États-Unis sont enregistrés en Pologne (44 %), en Roumanie (40 %), en Grèce et en Italie (39 % dans les deux cas), ce qui indique des opinions plus critiques dans ces pays. La Pologne est le seul État membre où une majorité relative affirme que la qualité de vie est pire dans l'UE que dans les États-Unis.

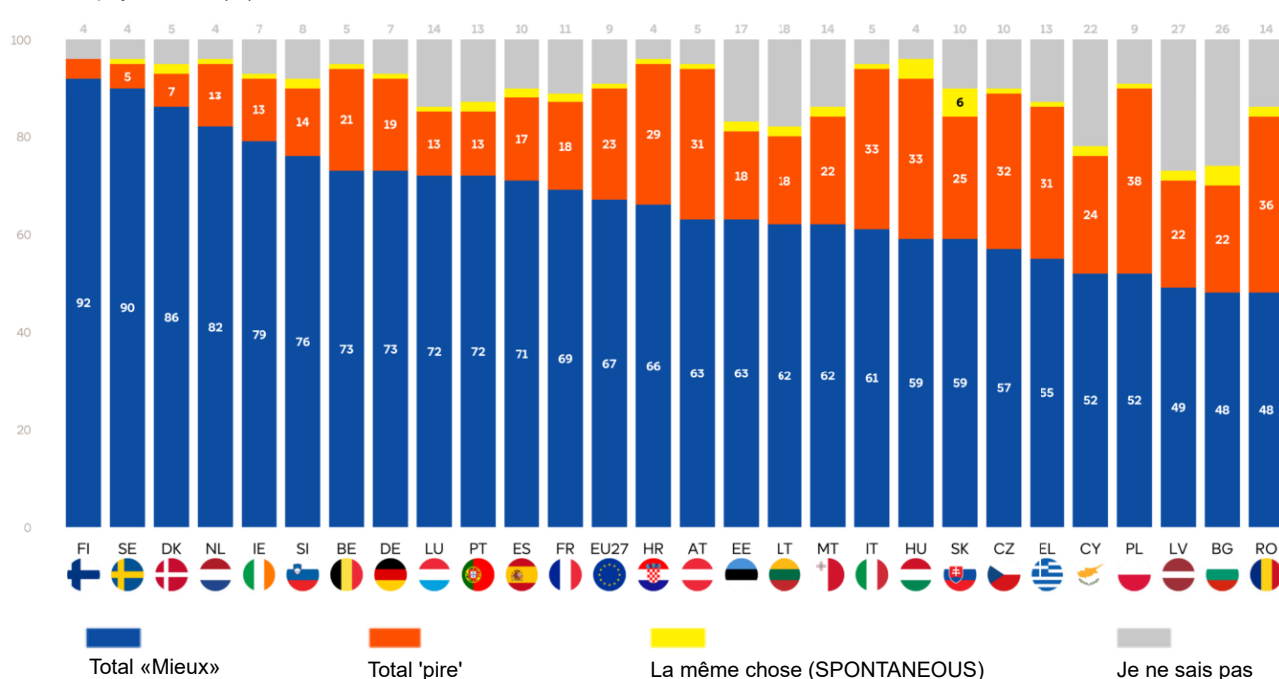
QA15.1 D'une manière générale, diriez-vous que la qualité de vie dans l'UE est actuellement meilleure ou pire que dans chacun de ces pays? - États-Unis (%)



Dans tous les États membres, au moins une majorité relative des personnes interrogées estiment que la qualité de vie dans l'Union européenne est meilleure qu'en Chine, ce point de vue étant particulièrement fort et répandu, bien que son intensité varie d'un pays à l'autre.

Les pourcentages les plus élevés de répondants qui estiment que la qualité de vie dans l'UE est meilleure qu'en Chine sont enregistrés en Finlande (92 %), suivie de la Suède (90 %), du Danemark (86 %) et des Pays-Bas (82 %). À l'autre extrémité de l'échelle, les parts les plus faibles sont enregistrées en Bulgarie et en Roumanie (48 % dans les deux cas), en Lettonie (49 %), en Pologne et à Chypre (52 % dans les deux cas), où la proportion de répondants qui considèrent que l'UE offre une meilleure qualité de vie est plus faible et les opinions sont plus partagées. Si l'on examine les évaluations négatives, les pourcentages les plus élevés de répondants qui affirment que la qualité de vie dans l'UE est pire qu'en Chine sont observés en Pologne (38 %), en Roumanie (36 %), en Hongrie et en Italie (33 % dans les deux cas), ainsi qu'en Tchéquie (32 %).

QA15.2 D'une manière générale, diriez-vous que la qualité de vie dans l'UE est actuellement meilleure ou pire que dans chacun de ces pays? Chine (%)



Les perceptions de la comparaison de la qualité de vie dans l'Union européenne avec celle des États-Unis montrent des variations limitées entre les groupes sociodémographiques, une majorité dans toutes les catégories considérant que l'UE offre une meilleure qualité de vie. Cependant, au sein des groupes d'attitudes, les différences sont plus claires.

Les différences selon le sexe sont négligeables. Les hommes et les femmes font état de parts identiques si l'on considère que l'UE offre une meilleure qualité de vie que les États-Unis (62 % dans les deux groupes), tandis que les niveaux d'évaluations négatives sont également très similaires (29 % chez les hommes et 27 % chez les femmes).

Les différences restent également relativement modérées d'un groupe d'âge à l'autre. Les jeunes répondants sont légèrement plus positifs, 64 % des personnes âgées de 15 à 24 ans affirmant que l'UE offre une meilleure qualité de vie, contre 62 % des personnes âgées de 40 ans et plus.

Les différences sont plus prononcées selon le niveau d'éducation. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont nettement plus susceptibles de considérer que l'UE offre une meilleure qualité de vie (71 %) que ceux ayant un niveau d'éducation moyen (61 %) et en particulier ceux ayant un faible niveau d'éducation (56 %). À l'inverse, les opinions négatives sont plus répandues chez les répondants moins scolarisés (29 à 30 % contre 22 % chez les personnes hautement scolarisées), tandis que l'incertitude est également plus élevée dans ce groupe (12 % contre 4 %). Cela met en évidence une relation claire entre le niveau d'éducation et les perceptions positives de l'UE par rapport aux États-Unis.

Une relation forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures, 65 % considèrent que l'UE offre une meilleure qualité de vie que les États-Unis, contre 55 % parmi ceux qui éprouvent des difficultés, qui sont également plus susceptibles d'exprimer des opinions négatives (34-35 % contre 25 %). Cette tendance indique que la vulnérabilité financière est associée à une évaluation plus critique.

Les facteurs comportementaux montrent les contrastes les plus forts. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles de considérer que l'UE offre une meilleure qualité de vie (71 % contre 22 % de moins), tandis que cette part tombe à 57 % chez ceux qui ont une image neutre et à 49 % chez ceux qui ont une image négative, où 39 % considèrent que l'UE offre une qualité de vie moins bonne.

Une tendance tout aussi marquée est observée en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la qualité de vie. Parmi les répondants satisfaits, 65 % considèrent que l'UE offre une meilleure qualité de vie, contre seulement 50 % parmi ceux qui ne sont pas satisfaits, qui sont également plus susceptibles de déclarer que l'UE affiche de moins bons résultats (37 %).

De même, les perceptions de la manière dont la qualité de vie dans l'Union européenne se compare à celle de la Chine ne montrent pas beaucoup de variations entre les groupes sociodémographiques comme dans les groupes d'attitudes, avec des majorités claires dans toutes les catégories étant donné que l'UE offre de meilleures conditions de vie.

Les différences selon le sexe sont minimales. Les hommes et les femmes affichent des opinions presque identiques, 67 % des hommes et 66 % des femmes estimant que l'UE offre une meilleure qualité de vie que la Chine. Les évaluations négatives sont également proches (24 % vs 23 %), tandis que les femmes sont légèrement plus susceptibles de déclarer de l'incertitude (10 % vs 7 %).

Dans tous les groupes d'âge, les variations sont également relativement limitées. La proportion de personnes estimant que l'UE offre une meilleure qualité de vie se situe entre 66 % et 68 %, toutes catégories d'âge confondues. Les différences par niveau d'éducation sont plus prononcées. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont clairement les plus positifs, 75 % estimant que l'UE offre une meilleure qualité de vie, contre 62 % parmi ceux ayant un faible niveau d'éducation. Inversement, les opinions négatives sont plus répandues chez les répondants moins instruits (23 à 27 % contre 18 % chez les personnes hautement instruites), tandis que l'incertitude est également plus élevée (13 % contre 6 %). Cela met en évidence un lien étroit entre le niveau d'éducation atteint et une perception plus favorable de l'UE dans une comparaison mondiale.

Une relation claire est également observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures, 70 % considèrent que l'UE offre une meilleure qualité de vie, contre 59 à 60 % parmi ceux qui connaissent des difficultés financières, qui sont également plus susceptibles d'exprimer des opinions négatives (29 à 30 % contre 20 %). Cela indique que la vulnérabilité financière est associée à une perspective plus critique.

Les facteurs comportementaux montrent les contrastes les plus forts. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles de dire que la qualité de vie dans l'UE est meilleure (75 % contre 18 % de moins), contre 56 % parmi ceux qui ont une image négative, où les évaluations négatives atteignent 32 %.

Une tendance tout aussi prononcée est observée en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la qualité de vie. Parmi les répondants satisfaits, 70 % considèrent que l'UE offre une meilleure qualité de vie, contre 56 % parmi ceux qui ne sont pas satisfaits, qui sont également plus susceptibles d'exprimer des opinions négatives (30 %).

QA15.1 D'une manière générale, diriez-vous que la qualité de vie dans l'UE est actuellement meilleure ou pire que dans chacun de ces pays? - États-Unis (% - UE)

	Total «mieux» 62	Total «pire» 28	La même chose (SPONTANEOUS) 3	Je ne sais pas 7
Genre				
Homme	62	29	3	6
Femme	62	27	3	8
Âge				
15- 24	64	28	3	5
25—39	63	28	3	6
40-54	62	29	3	6
>=55	62	26	3	9
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	56	29	3	12
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	61	30	3	6
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	71	22	3	4
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	60	30	5	5
Gestionnaires	70	24	3	3
Autres colliers blancs	63	27	3	7
Travailleurs manuels	58	32	3	7
Personnes à domicile	56	32	3	9
Chômeurs	64	24	2	10
Retraité	61	26	3	10
Étudiants	68	25	2	5
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	55	34	2	9
De temps en temps	55	35	2	8
Presque jamais / Jamais	65	25	3	7
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	60	29	3	8
Petite ou moyenne ville	63	27	3	7
Grande ville	66	26	2	6
Image de l'UE				
Positif	71	22	2	5
Neutre	57	30	4	9
Négatif	49	39	3	9
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	65	25	3	7
Non satisfait(e)	50	37	3	10

QA15.2 D'une manière générale, diriez-vous que la qualité de vie dans l'UE est actuellement meilleure ou pire que dans chacun de ces pays? Chine (% - UE)

	Total «mieux» 67	Total «pire» 23	La même chose (SPONTANEOUS) 1	Je ne sais pas 9
Genre				
Homme	67	24	2	7
Femme	66	23	1	10
Âge				
15- 24	68	24	2	6
25—39	66	25	2	7
40-54	67	24	1	8
>=55	67	21	1	1
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	62	23	2	13
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	64	27	1	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	75	18	1	6
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	68	24	2	6
Gestionnaires	76	18	1	5
Autres colliers blancs	66	25	2	7
Travailleurs manuels	63	26	2	9
Personnes à domicile	57	30	2	11
Chômeurs	66	18	2	14
Retraité	67	20	1	12
Étudiants	70	23	1	6
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	59	29	1	11
De temps en temps	60	30	1	9
Presque jamais / Jamais	70	20	2	8
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	64	24	2	10
Petite ou moyenne ville	68	22	1	9
Grande ville	69	23	1	7
Image de l'UE				
Positif	75	18	1	6
Neutre	62	25	2	11
Négatif	56	32	2	10
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	70	21	1	8
Non satisfait(e)	56	30	1	13

4 PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

4. PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le présent chapitre examine les attentes des Européens à l'égard du Parlement européen en explorant trois dimensions: les domaines d'action que les citoyens souhaitent que le Parlement donne la priorité, les valeurs qu'ils estiment que le Parlement devrait défendre et leur niveau de satisfaction à l'égard de la démocratie tant au niveau national qu'au niveau de l'Union.

Dans l'ensemble, les conclusions montrent que les préoccupations économiques sont au cœur des attentes des citoyens, les pressions sur le coût de la vie et les questions liées à l'emploi façonnant les priorités politiques. Au-delà de ces considérations matérielles, les Européens expriment de fortes attentes à l'égard du Parlement européen en tant que gardien des valeurs fondamentales, notamment la paix et la démocratie. Finalement, bien qu'une majorité de citoyens se déclarent satisfaits du fonctionnement de la démocratie, les niveaux de satisfaction varient considérablement d'un État membre à l'autre, ce qui indique des perceptions inégales des performances démocratiques.

Priorités des citoyens pour le Parlement européen

On a demandé aux répondants quels domaines d'action ils aimeraient que le Parlement européen donne la priorité. Cette question reflète les attentes des citoyens en ce qui concerne l'agenda législatif et politique du Parlement, reflétant à la fois les questions qu'ils jugent les plus urgentes dans leur vie quotidienne et celles qui façonnent l'orientation à moyen et à long terme de l'Union européenne.

Au niveau de l'UE, l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie restent le problème le plus fréquemment mentionné, 47 % des répondants l'inscrivant parmi leurs principales priorités. Cette part a augmenté de 6 points de pourcentage depuis novembre 2025, le changement le plus notable de la vague actuelle, indiquant que les pressions sur le pouvoir d'achat et les budgets des ménages se sont intensifiées, renforçant ainsi sa position de principale préoccupation dans l'ensemble de l'Union européenne.

L'économie et la création d'emplois se classent au deuxième rang, cités par 35 % des répondants. Cette part est inchangée depuis novembre 2025, ce qui laisse penser que les attentes relatives à l'action de l'UE en faveur de l'activité économique et de l'emploi persistent. Pris ensemble, ces deux éléments confirment que les préoccupations économiques dominent clairement les priorités des citoyens au niveau de l'UE.

La défense et la sécurité de l'UE suivent de près, mentionnées par 34 % des répondants, avec des niveaux inchangés par rapport à la vague précédente. Dans le contexte des tensions géopolitiques actuelles et des défis en matière de sécurité, son importance soutenue souligne l'importance constante accordée au rôle de l'UE dans la garantie de la stabilité et de la protection.

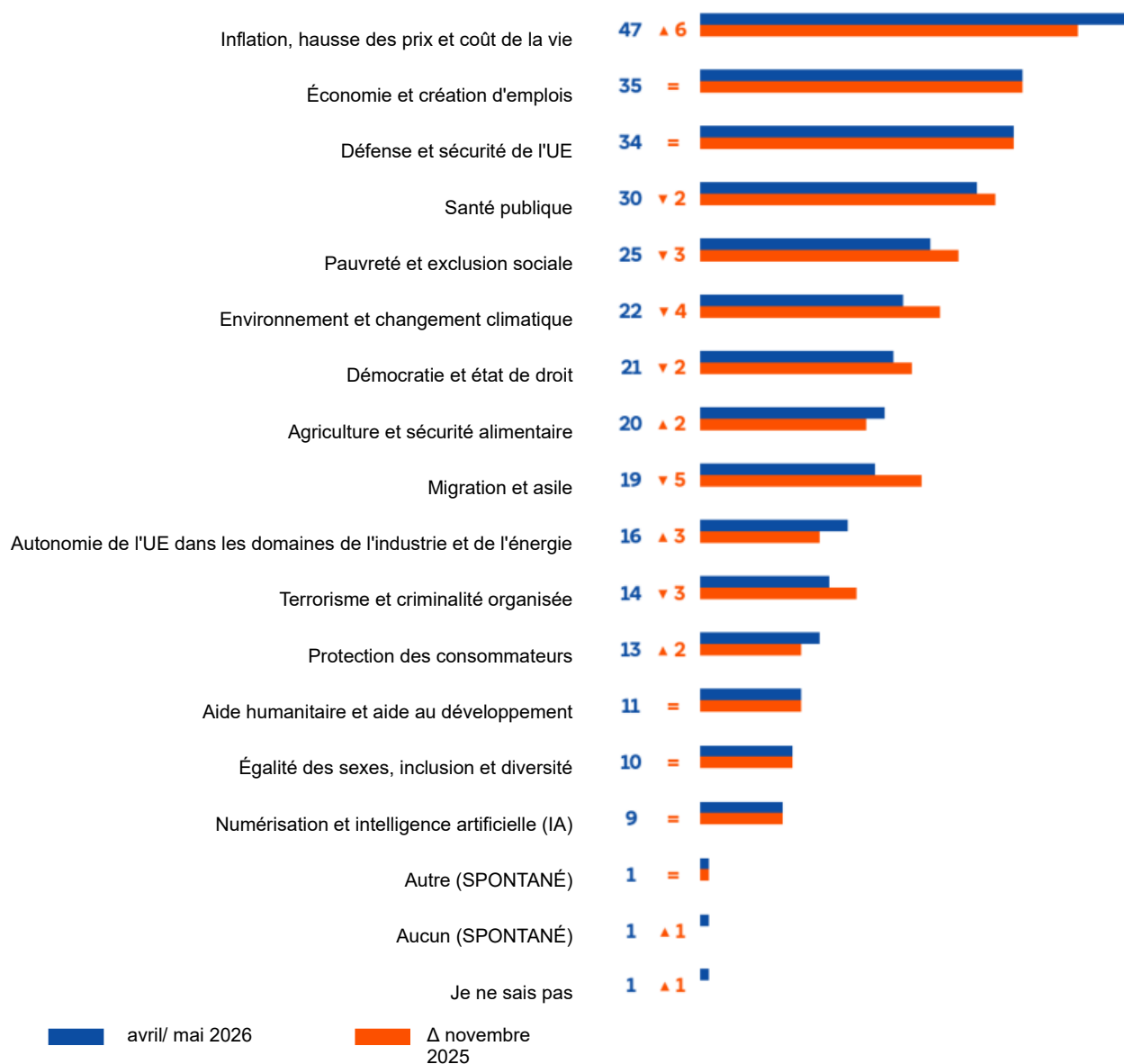
La santé publique est également mentionnée par trois répondants sur dix (30 %, - 2 pp), suivie de la pauvreté et de l'exclusion sociale (25 %, - 3 pp). Ces deux domaines demeurent des sujets de préoccupation importants et stables pour les citoyens, en particulier à la lumière des pressions économiques actuelles.

En revanche, certains problèmes montrent une diminution de la saillance. L'environnement et le changement climatique (22 %, - 4 pp) ainsi que la migration et l'asile (19 %, - 5 pp) diminuent sensiblement, ce qui suggère que l'attention s'est détournée de ces sujets dans le contexte actuel.

La démocratie et l'état de droit (21 %, - 2 pp) ainsi que l'agriculture et la sécurité alimentaire (20 %, + 2 pp) restent relativement stables avec environ un cinquième des répondants.

Ensuite, l'autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie (16 %, + 3 points de pourcentage), du terrorisme et de la criminalité organisée (14 %, - 3 points de pourcentage), de la protection des consommateurs (13 %, + 2 points de pourcentage), de l'aide humanitaire (11 %, inchangé), de l'égalité entre les hommes et les femmes (10 %, inchangé) et de la numérisation et de l'intelligence artificielle²² (9 %, inchangé) sont mentionnées par de plus petites proportions de répondants.

QA7ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



²² Ce poste a été modifié par rapport à la précédente vague de l'automne 2025, à savoir «Numérisation de l'économie et de la société européennes».

Au niveau national, l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont les priorités les plus fréquemment mentionnées dans 17 États membres. Dans l'ensemble de l'UE, au moins 40 % des répondants citent l'inflation comme une priorité dans 23 États membres, ce qui reflète les préoccupations généralisées dans l'ensemble de l'UE concernant les pressions sur les budgets des ménages. Les parts les plus élevées sont observées au Portugal (65 %), en Bulgarie (63 %) et en Croatie (61 %).

La défense et la sécurité de l'UE sont les priorités les plus fréquemment mentionnées dans six États membres, principalement au Danemark (57 %), aux Pays-Bas (54 %), en Lituanie et en Finlande (48 % dans les deux cas), ce qui montre l'importance des questions de défense et de sécurité communes dans ces pays.

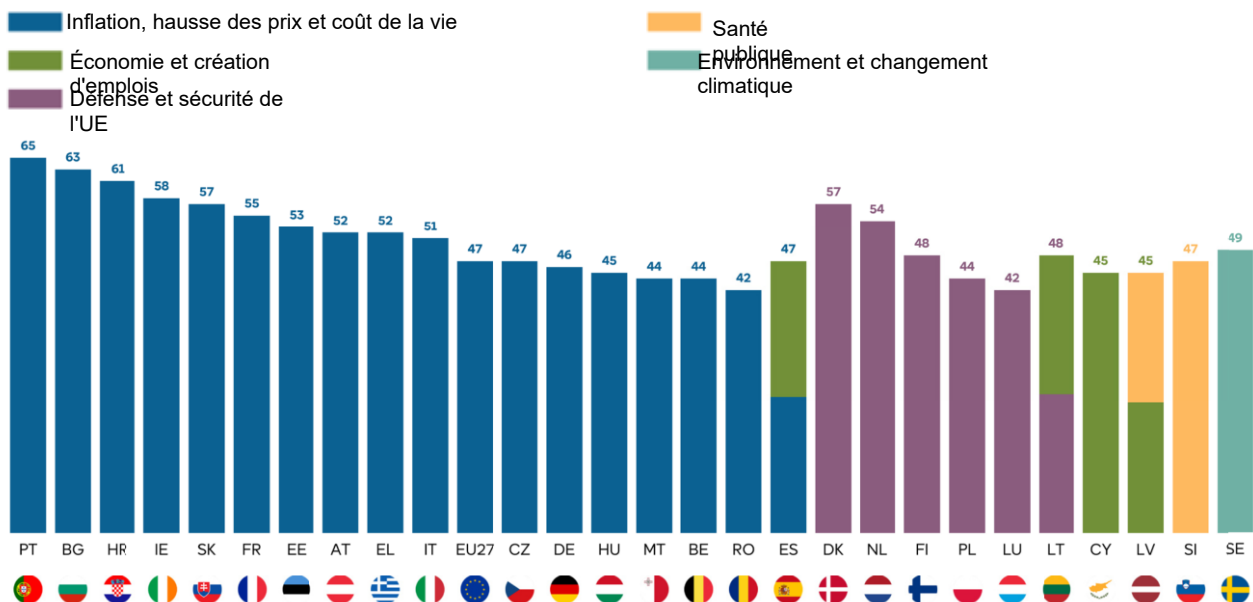
L'économie et la création d'emplois apparaissent comme la principale priorité à Chypre (45%). En Lituanie (48 %), elle partage la première position avec l'UE en matière de défense et de sécurité, en Espagne (47 %), elle partage la première position avec l'inflation, tandis qu'en Lettonie (45 %), elle est également citée aux côtés de la santé publique. Elle est également mentionnée par au moins la moitié des répondants en Grèce (51 %) et en Bulgarie (50 %).

La santé publique est également la première priorité en Slovaquie (47 %) et est particulièrement importante au Portugal (62 %), suivi de l'Irlande, de l'Espagne et de la Lettonie (45 %).

L'environnement et le changement climatique sont le premier sujet en Suède (49 %) et sont également très fréquemment mentionnés au Danemark (45 %).

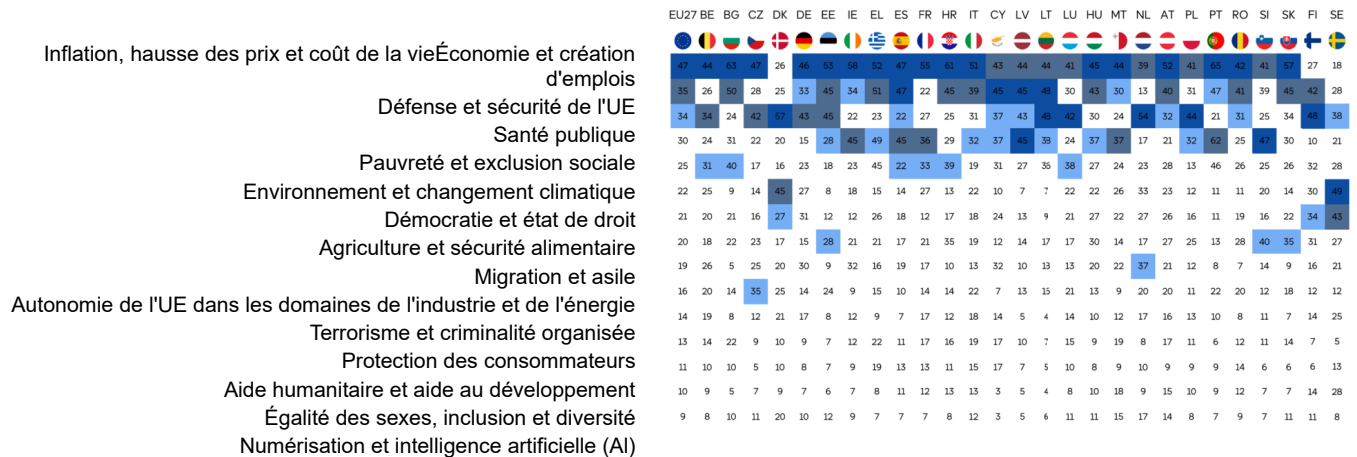
La pauvreté et l'exclusion sociale ne viennent en premier dans aucun pays, mais restent un problème important au Portugal (46%) et en Grèce (45%).

QA7ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une forte convergence autour des préoccupations en matière de coût de la vie entre les États membres, combinée à des différences nationales notables en ce qui concerne les priorités secondaires, reflétant des conditions économiques, des contextes géopolitiques et des préoccupations politiques variables dans l'ensemble de l'Union européenne.

QA7ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



Des différences dans les priorités des citoyens pour le Parlement européen sont observées entre plusieurs groupes sociodémographiques, ce qui montre que les expériences vécues, les circonstances personnelles et les attitudes façonnent les attentes en matière d'action au niveau de l'Union.

Les différences par sexe sont relativement limitées. Les femmes sont légèrement plus susceptibles de mettre l'accent sur l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie (49 % contre 46 %), la santé publique (33 % contre 27 %) et la pauvreté et l'exclusion sociale (27 % contre 23 %), ce qui suggère que l'accent est un peu plus mis sur les questions sociales et de santé. En revanche, les hommes sont légèrement plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (36 % contre 32 %), à la migration (21 % contre 18 %), à l'économie et à la création d'emplois (36 % contre 33 %), ainsi qu'à l'autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie (18 % contre 14 %), ce qui reflète l'importance légèrement plus grande accordée aux performances économiques et à la sécurité.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les répondants plus jeunes (âgés de 15 à 24 ans) accordent relativement plus d'importance à l'environnement et au changement climatique (28 % contre 20 à 22 % chez les groupes d'âge plus âgés), à l'aide humanitaire (15 % contre 9 à 13 %), à l'égalité entre les hommes et les femmes (16 % contre 8 % chez les 55 ans et plus) et à la numérisation et à l'intelligence artificielle (15 % contre 7 % chez les 55 ans et plus), tout en étant moins susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (28 % contre 38 % chez les 55 ans et plus) ou à la santé publique (26 % contre 33 % chez les 55 ans et plus), ce qui indique que les répondants plus âgés accordent davantage d'importance à la défense et à la santé.

Les différences par niveau d'éducation révèlent des schémas distincts. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles de donner la priorité à l'inflation et au coût de la vie (53 % contre 43 % chez les personnes ayant un niveau d'éducation élevé), à la santé publique (35 % contre 24 %), ainsi qu'à la pauvreté et à l'exclusion sociale (28 % contre 23 %), ce qui montre que l'accent est davantage mis sur les pressions économiques et sociales immédiates. En revanche, les personnes ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles de citer la défense et la sécurité de l'UE (37 % contre 31 %), l'environnement et le changement climatique (30 % contre 15 %), ainsi que l'autonomie de l'UE dans l'industrie et l'énergie (21 % contre 11 %).

Une relation très forte est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, l'inflation et le coût de la vie s'élèvent à 58 %, contre 45 % chez ceux qui n'éprouvent presque jamais ou jamais de difficultés. Ce groupe est également plus susceptible de donner la priorité à la pauvreté et à l'exclusion sociale (40 % contre 22 %) et à la santé publique (38 % contre 29 %), ce qui met en évidence l'influence directe de la vulnérabilité économique sur les priorités politiques. En revanche, les personnes interrogées dans des situations financières plus sûres répartissent leurs priorités de manière plus uniforme, en mettant relativement davantage l'accent sur la défense et la sécurité de l'UE (37 % contre 22 %), les questions environnementales (24 % contre 14 %) et la démocratie et l'état de droit (23 % contre 16 %).

Les facteurs comportementaux montrent de forts contrastes. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (37 % contre 28 % parmi ceux qui ont une vision négative), à l'environnement et au changement climatique (28 % contre 12 %), à la démocratie et à l'état de droit (25 % contre 15 %), ainsi qu'à l'autonomie de l'UE dans l'industrie et l'énergie (19 % contre 13 %). En revanche, ceux qui ont une image négative mettent nettement plus l'accent sur l'inflation et le coût de la vie (53 % contre 44 %), la pauvreté et l'exclusion sociale (28 % contre 23 %), la migration (27 % contre 17 %), le terrorisme (19 % contre 12 %), ce qui indique que l'accent est davantage mis sur les préoccupations économiques immédiates et la sécurité.

Une tendance similaire est observée en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la qualité de vie, les répondants insatisfaits étant plus susceptibles de donner la priorité aux problèmes liés au coût de la vie (56 %) que ceux qui sont satisfaits (46 %), ainsi qu'à la pauvreté et à l'exclusion sociale (36 % contre 23 %). Les répondants satisfaits sont plus susceptibles de choisir la défense et la sécurité de l'UE (36 % contre 27 %), l'environnement et le changement climatique (23 % contre 15 %), ainsi que la démocratie et l'état de droit (22 % contre 17 %).

QA7ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (% - UE)

	Inflati on, haus se des prix et coût de la vie	Écono mie et créati on d'empl ois	Défen se et sécuri té de l'UE	Santé publi que	Pauv reté et exclus ion socia le	Envi ronne ment et chang ement climati que	Démo cratie et état de droit	Agricu lture et sécu rité ali menta ire	Migrat ion et asile	Auton omie de l'UE dans les domai nes de l'indus trie et de l'éner gie	Terrori sme et crimin alité organi sée	Protec tion des consom mateurs	Aide humai nitaire et aide au déve loppe ment	Égalit é des sexes, inclusi on et diversi té	Numé risatio n et intellig ence artifici elle (AI)	Autre (SPO NTAN É)	Aucun (SPO NTAN É)	Je ne sais pas
UE-27	47	35	34	30	25	22	21	20	19	16	14	13	11	10	9	1	1	1
Genre																		
Homme	46	36	36	27	23	21	21	20	21	18	14	14	10	9	11	1	1	1
Femme	49	33	32	33	27	23	21	20	18	14	15	12	12	12	8	1	0	1
Âge																		
15- 24	44	34	28	26	26	28	19	16	18	14	13	10	15	16	15	1	0	1
25—39	49	36	31	27	25	22	22	18	19	17	14	12	13	14	12	0	0	0
40-54	49	38	33	30	25	21	20	20	21	17	14	14	9	10	9	1	1	1
>=55	47	32	38	33	25	20	22	23	19	15	16	14	10	8	7	1	1	1
Niveau d'éducation																		
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	53	33	31	35	28	15	18	21	20	11	16	14	10	9	6	1	1	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	47	37	34	31	25	20	20	20	19	15	15	14	11	11	9	1	1	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	43	33	37	24	23	30	25	19	20	21	13	11	12	11	13	2	1	0
Catégorie socioprofessionnelle																		
Travailleurs indépendants	49	39	36	29	22	18	19	20	16	22	15	13	12	9	12	1	1	0
Gestionnaires	47	35	37	22	21	28	27	20	21	21	12	10	10	11	14	2	1	0
Autres colliers blancs	50	33	34	28	22	23	22	20	21	19	15	14	10	10	11	1	0	1
Travailleurs manuels	48	38	32	31	27	17	20	21	20	14	15	14	11	11	7	0	1	0
Personnes à domicile	52	37	27	40	27	19	16	25	14	11	15	14	11	13	5	1	0	1
Chômeurs	47	37	28	33	39	20	16	17	18	12	11	15	9	14	8	1	1	1
Retraité	47	30	38	35	25	20	21	23	19	14	16	13	10	7	6	2	1	1
Étudiants	42	33	28	23	28	31	21	13	19	15	13	10	17	16	16	1	0	1
Difficultés à payer les factures																		
La plupart du temps	58	36	22	38	40	14	16	19	18	14	14	11	13	11	6	1	1	1
De temps en temps	50	36	29	32	31	16	17	21	18	15	16	15	13	11	9	0	0	1
Presque jamais / Jamais	45	34	37	29	22	24	23	20	20	16	14	12	10	10	10	1	1	1
Urbanisation subjective																		
Zone rurale ou village	48	34	35	31	24	19	20	24	18	15	13	13	9	10	9	1	1	1
Petite ou moyenne ville	48	34	36	30	25	22	19	20	19	16	17	12	12	10	9	1	1	1
Grande ville	46	35	31	29	29	25	26	17	20	16	13	13	12	11	11	1	0	1
Image de l'UE																		
Positif	44	35	37	28	23	28	25	20	17	19	12	11	13	13	12	1	0	0
Neutre	50	35	32	33	27	18	18	20	19	13	16	14	10	9	7	1	0	1
Négatif	53	34	28	29	28	12	15	22	27	13	19	15	8	7	6	1	3	1
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie																		
Satisfait	46	34	36	29	23	23	22	20	19	16	14	12	11	11	10	1	1	1
Non satisfait(e)	56	35	27	33	36	15	17	22	20	14	15	16	10	9	6	1	1	1

Valeurs que le Parlement européen devrait défendre en priorité

Les attentes des citoyens en ce qui concerne les valeurs que le Parlement européen devrait défendre fournissent un aperçu important de la manière dont les Européens perçoivent la mission fondamentale de l'Union européenne et les fondements démocratiques. Au-delà des priorités politiques concrètes, ces points de vue mettent en évidence les principes fondamentaux qui, selon les citoyens, devraient guider les travaux du Parlement et façonner l'orientation future de l'Union européenne.

Au niveau de l'UE, la paix se distingue clairement comme la valeur la plus importante que les Européens estiment que le Parlement européen devrait défendre, citée par un peu plus de la moitié des répondants (51 %, – 1 point de pourcentage), restant la pierre angulaire des attentes des citoyens en ce qui concerne la mission principale de l'UE. La démocratie se classe au deuxième rang des valeurs les plus fréquemment mentionnées, sélectionnée par 32 % des répondants, et reste relativement stable depuis novembre 2025 (-3 pp).

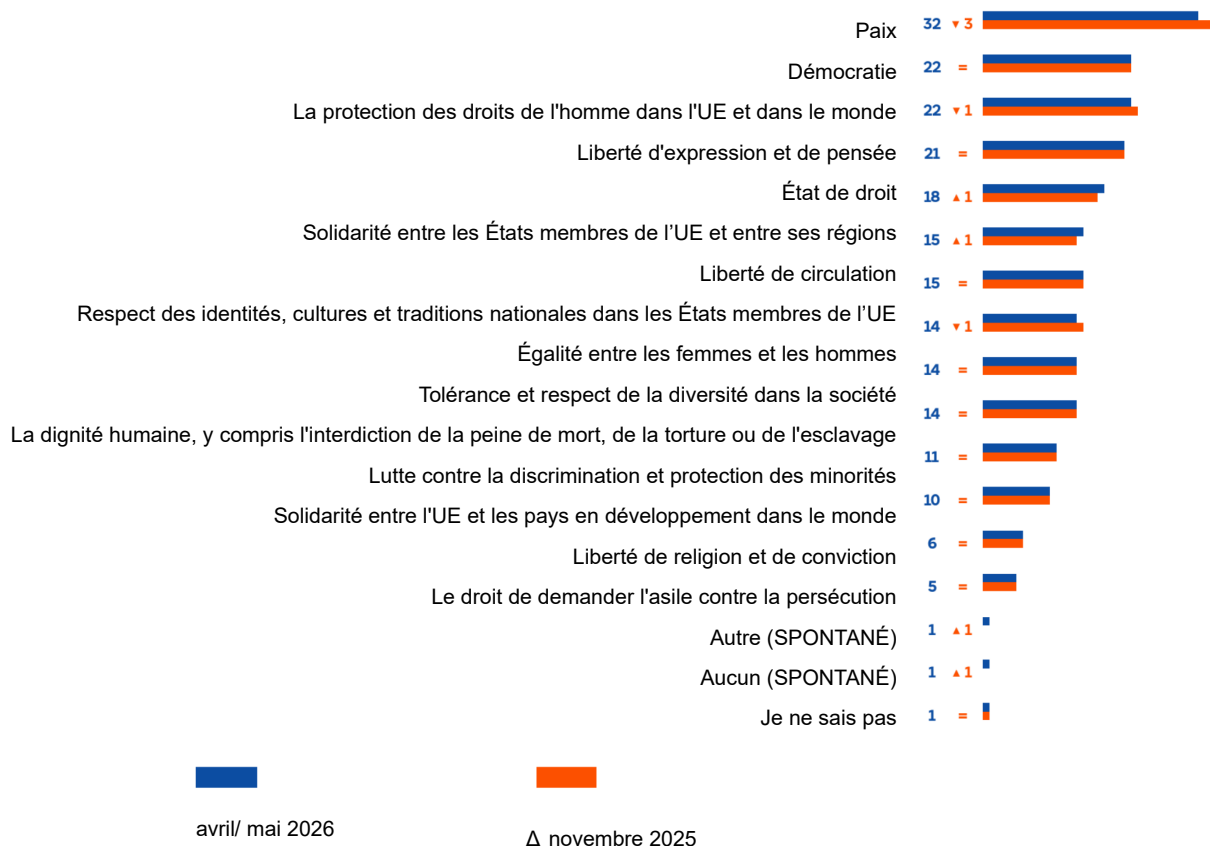
La paix et la démocratie sont suivies de la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde (22%, inchangé), de la liberté d'expression et de pensée (22%, -1 pp) et de l'état de droit (21%, inchangé). Ensemble, ces résultats soulignent l'importance constante accordée au rôle de l'UE dans la sauvegarde des principes démocratiques et juridiques fondamentaux.

D'autres valeurs sont mentionnées par des proportions plus faibles mais néanmoins significatives de répondants. La solidarité entre les États membres (18 %, + 1 pp) et la libre circulation (15 %, + 1 pp) reflètent les attentes liées à l'intégration européenne.

Plus bas dans le classement, des valeurs telles que le respect des identités nationales (15 %, inchangé), l'égalité entre les femmes et les hommes (14 %, – 1 pp), la tolérance et le respect de la diversité (14 %, inchangé), la dignité humaine (14 %, inchangé) et la lutte contre la discrimination (11 %, inchangé) restent pertinentes, bien qu'elles soient mentionnées dans des proportions plus faibles. La solidarité internationale se reflète dans la proportion de répondants qui citent la solidarité avec les pays en développement (10 %, inchangée), tandis que la liberté de religion (6 %, inchangée) et le droit de demander l'asile (5 %, inchangé) sont moins fréquemment mentionnés.

Dans l'ensemble, ces conclusions indiquent que les attentes des Européens sont fortement centrées sur la paix et les principes démocratiques, complétées par un large éventail de valeurs et de droits fondamentaux. La tendance générale reste stable, confirmant que les citoyens attendent du Parlement européen qu'il agisse en tant que gardien des valeurs fondamentales dans un contexte marqué par l'incertitude mondiale et les défis géopolitiques.

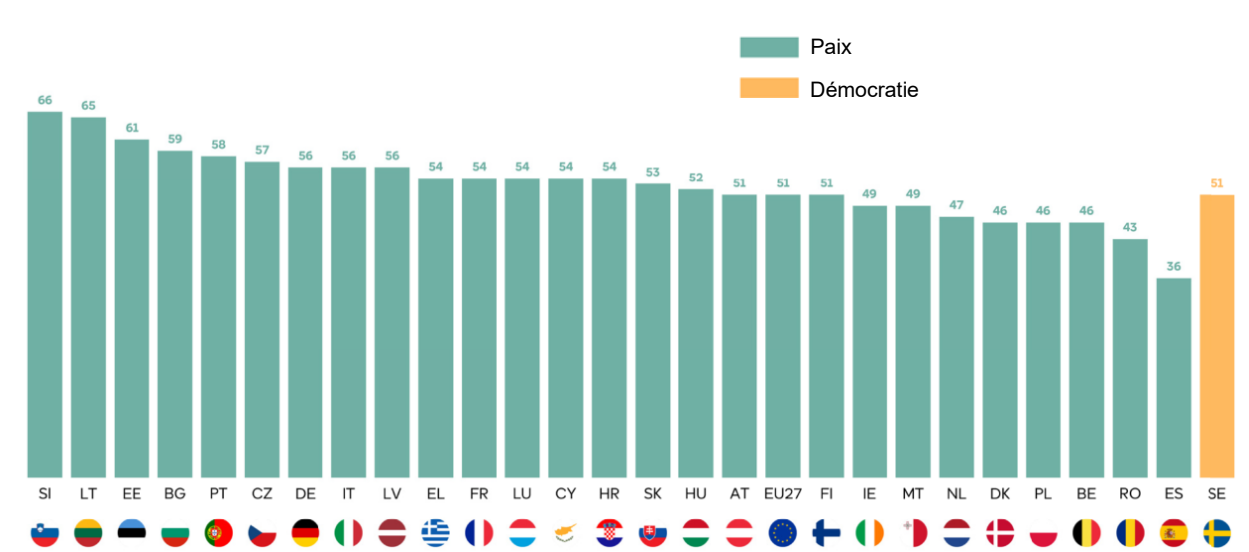
QA8ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Au niveau national, la paix est la priorité la plus fréquemment mentionnée dans 26 pays, ce qui confirme sa large résonance dans l'ensemble de l'Union européenne. Il est le plus souvent cité en Slovaquie (66 %), en Lituanie (65 %) et en Estonie (61 %).

Ce n'est qu'en Suède que la démocratie apparaît comme la valeur la plus fréquente (51%), mais la paix reste la deuxième valeur la plus mentionnée. La démocratie se distingue également comme une priorité importante dans l'ensemble de l'Union européenne. Il figure parmi les trois valeurs les plus fréquemment mentionnées dans 20 États membres, ce qui confirme sa grande pertinence même lorsqu'il ne s'agit pas de la valeur la plus fréquente.

QA8ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



QA8ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Paix	51	46	59	57	46	56	61	49	54	36	54	54	56	54	56	65	54	52	49	47	51	46	58	43	66	53	51	39
Démocratie	32	32	22	24	44	47	17	28	30	28	28	16	30	32	23	18	35	35	26	34	29	18	32	25	22	22	40	51
La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde	22	23	20	22	29	20	20	24	25	24	19	20	19	29	30	27	24	23	22	27	27	16	30	22	25	26	24	39
Liberté d'expression et de pensée	22	21	14	27	27	26	22	22	14	18	23	21	21	22	28	28	23	18	16	24	30	15	11	22	21	21	36	
État de droit	21	18	26	14	24	27	18	22	36	21	16	22	16	37	22	12	17	20	32	28	21	18	15	19	22	26	33	23
Solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions	18	19	19	18	18	16	12	16	25	17	15	25	24	17	14	17	16	15	14	17	17	23	17	19	17	24	12	12
Liberté de circulation	15	12	31	23	11	10	26	22	8	12	11	24	20	9	15	22	17	21	14	8	12	28	7	22	16	21	14	10
Respect des identités, cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE	15	14	27	20	19	9	27	11	16	17	15	18	15	13	17	16	16	18	15	14	18	18	22	19	15	20	11	9
Égalité entre les femmes et les hommes	14	23	5	11	12	10	8	17	9	20	20	10	14	9	8	8	14	10	14	17	19	9	16	10	10	8	13	15
Tolérance et respect de la diversité dans la société	14	14	15	9	14	13	11	10	11	18	16	16	13	4	8	14	15	12	17	18	15	11	10	11	20	13	15	17
La dignité humaine, y compris l'interdiction de la peine de mort, de la torture ou de l'esclavage	14	16	12	11	15	13	10	13	23	15	14	19	16	22	8	8	12	12	8	14	13	14	14	10	14	18	18	19
Lutte contre la discrimination et protection des minorités	11	12	7	6	7	9	8	9	14	10	14	10	13	8	7	7	13	12	13	10	13	9	13	9	7	8	12	10
Solidarité entre l'UE et les pays en développement dans le monde	10	11	7	8	8	7	5	10	19	11	10	14	12	12	6	9	12	13	9	7	9	14	10	12	13	7	5	5
Liberté de religion et de conviction	6	6	6	2	5	3	12	8	6	5	6	10	6	8	4	3	7	6	14	6	8	8	3	13	5	7	5	4
Le droit de demander l'asile contre la persécution	5	4	4	3	3	5	4	7	5	5	4	4	8	2	3	2	1	10	6	3	6	8	3	7	3	3	1	4

Les perceptions des valeurs que le Parlement européen devrait défendre en priorité varient selon les groupes sociodémographiques et comportementaux, bien que la paix et la démocratie apparaissent systématiquement comme les principales priorités dans toutes les catégories.

Les différences selon le sexe sont relativement limitées, bien que certaines variations puissent être observées. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de donner la priorité à la paix (53 % contre 49 %) et à la protection des droits de l'homme (24 % contre 20 %), ainsi qu'à l'égalité entre les femmes et les hommes (17 % contre 11 %), ce qui indique que l'accent est un peu plus mis sur les valeurs sociales et normatives. Les hommes, en revanche, sont légèrement plus susceptibles de mettre en évidence l'état de droit (24 % contre 18 %) et la liberté de circulation (17 % contre 14 %), bien que les tendances globales restent globalement similaires.

Certaines différences sont observées entre les groupes d'âge. Les répondants plus jeunes (âgés de 15 à 24 ans) accordent relativement plus d'importance à la liberté d'expression (24 % contre 21 à 22 % chez les répondants plus âgés) et à l'égalité entre les femmes et les hommes (18 % contre 13 à 15 %), ainsi qu'à la tolérance et au respect de la diversité (17 % contre 13 à 15 %). En revanche, les répondants plus âgés, en particulier ceux âgés de 55 ans et plus, sont plus susceptibles de donner la priorité à la paix (55 % contre 47 % chez les plus jeunes), à la démocratie (34 % contre 27 %) et à l'état de droit (22 % contre 15 %), ce qui reflète une plus grande attention portée à la paix et aux valeurs institutionnelles.

Les différences par niveau d'éducation sont également évidentes. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles de donner la priorité à la paix (57 %), contre 45 % parmi ceux ayant un niveau d'éducation élevé, ce qui indique que les groupes moins instruits mettent davantage l'accent sur la paix. En revanche, les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles de donner la priorité à la protection des droits de l'homme (26 % contre 19 %), à l'état de droit (23 % contre 19 %) et au respect des identités nationales (16 % contre 12 %).

Une relation claire est également observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Les répondants qui ne rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés financières sont plus susceptibles de donner la priorité à la démocratie (34 % contre 28 %), à l'état de droit (22 % contre 17 %) et à la liberté de circulation (15 % contre 11 %), ce qui suggère que les groupes plus sûrs sur le plan financier accordent relativement plus d'importance aux valeurs institutionnelles et normatives.

enfin, les répondants qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles de donner la priorité à la démocratie (34 % contre 29 %), aux droits de l'homme (25 % contre 17 %), à la solidarité entre les États membres de l'UE (20 % contre 15 %) et au respect de la diversité (16 % contre 11 %), tandis que ceux qui ont une image négative de l'UE mettent relativement davantage l'accent sur la paix (53 % contre 48 %) et la liberté d'expression (25 % contre 21 %).

QA8ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (% - UE)

	Paix	Démocratie	La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde	Liberté d'expression et de pensée	État de droit	Solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions	Liberté de circulation	Respect des identités, cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE	Égalité entre les femmes et les hommes	Tolérance et respect de la diversité dans la société	La dignité humaine, y compris l'interdiction de la peine de mort, de la torture ou de l'esclavage	la lutte contre la discrimination et la protection des minorités	Solidarité entre l'UE et les pays en développement dans le monde	Liberté de religion et de conviction	Le droit de demander l'asile contre la persécution	Autre (SPO NTAN É)	Aucun (SPO NTAN É)	Je ne sais pas
UE-27	51	32	22	22	21	18	15	15	14	14	14	11	10	6	5	1	1	1
Genre																		
Homme	49	32	20	23	24	19	17	16	11	13	14	10	10	6	5	1	1	1
Femme	53	32	24	21	18	18	14	14	17	15	15	11	10	6	6	1	1	1
Âge																		
15- 24	47	27	23	24	15	18	16	14	18	17	16	13	10	6	5	0	0	1
25—39	48	29	25	22	21	17	17	14	15	15	14	13	11	5	6	0	1	1
40-54	49	32	21	21	21	21	16	15	14	13	13	10	10	6	6	1	1	1
>=55	55	34	21	21	22	17	13	15	13	13	14	9	9	6	5	1	1	1
Niveau d'éducation																		
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	57	32	19	20	19	16	13	12	16	13	15	11	9	6	5	1	1	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	51	30	21	23	20	19	17	16	14	13	13	11	11	6	5	0	1	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	45	34	26	21	23	19	14	16	12	16	15	11	10	5	6	1	1	1
Catégorie socioprofessionnelle																		
Travailleurs indépendants	49	31	22	23	23	16	18	17	12	15	16	9	10	5	5	0	1	0
Gestionnaires	49	35	25	20	24	20	15	15	12	16	14	10	10	4	6	1	1	0
Autres colliers blancs	48	35	21	23	22	20	17	16	13	13	12	11	10	5	7	1	0	1
Travailleurs manuels	50	29	21	21	20	19	16	15	15	14	13	12	11	6	6	0	1	1
Personnes à domicile	53	29	22	19	16	19	14	13	17	14	12	9	11	8	7	1	1	1
Chômeurs	52	30	23	22	18	13	13	16	15	12	17	15	6	8	6	0	1	3
Retraité	55	33	20	21	22	18	13	15	13	13	15	9	9	7	4	1	1	1
Étudiants	47	29	27	25	15	16	15	13	18	16	17	14	11	5	5	0	0	1
Difficultés à payer les factures																		
La plupart du temps	52	28	21	20	17	17	11	16	15	13	17	12	10	8	5	1	1	1
De temps en temps	51	29	20	21	18	20	16	16	15	14	14	12	10	6	7	0	1	1
Presque jamais / Jamais	51	34	23	22	22	18	15	14	14	14	14	10	10	5	5	1	1	1
Urbanisation subjective																		
Zone rurale ou village	52	31	22	22	20	17	16	15	14	13	14	9	9	7	4	1	1	1
Petite ou moyenne ville	52	32	21	22	20	19	15	14	14	14	14	11	11	5	5	0	1	1
Grande ville	48	33	24	21	23	18	13	15	14	15	14	12	10	6	7	0	0	1
Image de l'UE																		
Positif	48	34	25	21	22	20	15	15	14	16	15	11	11	5	6	0	0	0
Neutre	54	31	21	21	19	18	15	14	15	13	14	11	9	6	5	1	0	1
Négatif	53	29	17	25	20	15	14	17	13	11	13	9	8	6	4	1	3	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie																		
Satisfait	50	32	22	22	21	18	15	14	14	14	14	10	10	6	5	0	1	1
Non satisfait(e)	54	31	20	19	19	19	13	16	14	13	15	12	10	7	5	1	1	1

Satisfaction à l'égard de la démocratie

L'accent mis sur la démocratie en tant que valeur fondamentale pour le Parlement européen soulève également d'importantes questions sur la manière dont les Européens perçoivent le fonctionnement des systèmes démocratiques dans la pratique. Dans ce contexte, la section suivante examine les niveaux de satisfaction à l'égard de la démocratie, tant au niveau national qu'europpéen.

Au niveau de l'UE, une majorité d'Européens expriment leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie, tant dans leur propre pays que dans l'Union européenne, bien que les perceptions restent un peu plus positives au niveau national.

Globalement, 62 % des personnes interrogées sont satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, contre 59 % au niveau de l'UE. Dans les deux cas, la satisfaction est principalement motivée par des évaluations modérées, les répondants assez satisfaits représentant 54 % dans chaque contexte, tandis que moins de répondants déclarent être très satisfaits (8 % au niveau national et 5 % au niveau de l'UE).

Dans le même temps, les niveaux d'insatisfaction sont identiques pour la démocratie nationale et européenne (36 %), ce qui montre que plus d'un tiers des Européens expriment des points de vue critiques dans les deux contextes. Cela donne à penser que les préoccupations relatives au fonctionnement démocratique sont présentes tant au niveau national qu'au niveau de l'UE.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



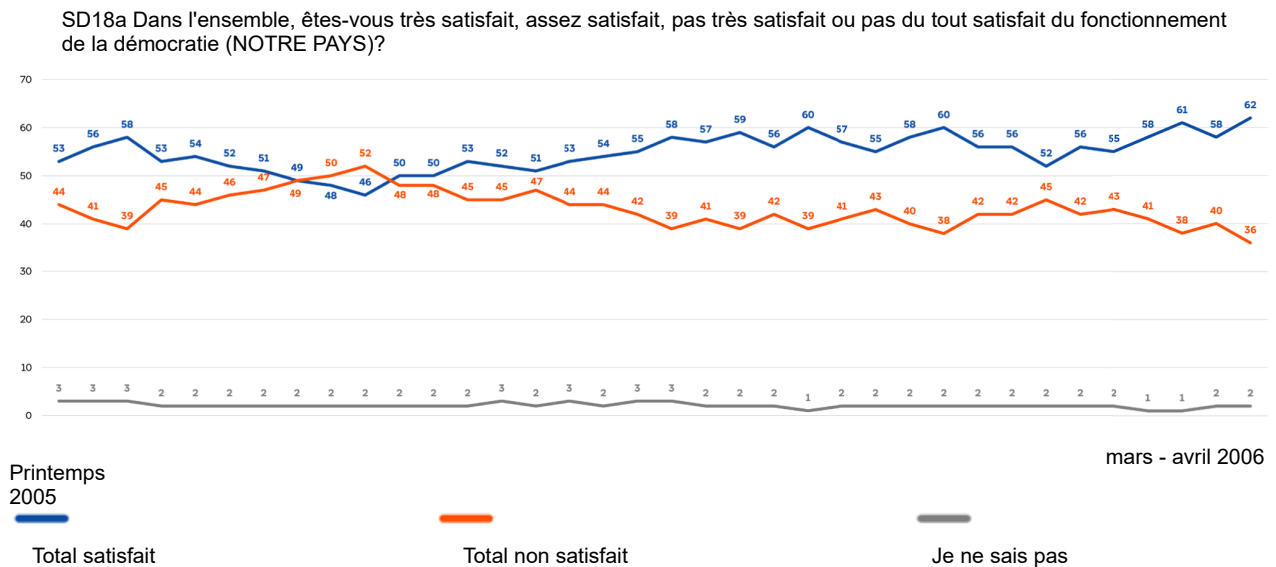
SD18b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (UE-27) (%)



Très satisfait
 Assez satisfait
 Pas très satisfait
 Pas du tout satisfait
 Je ne sais pas

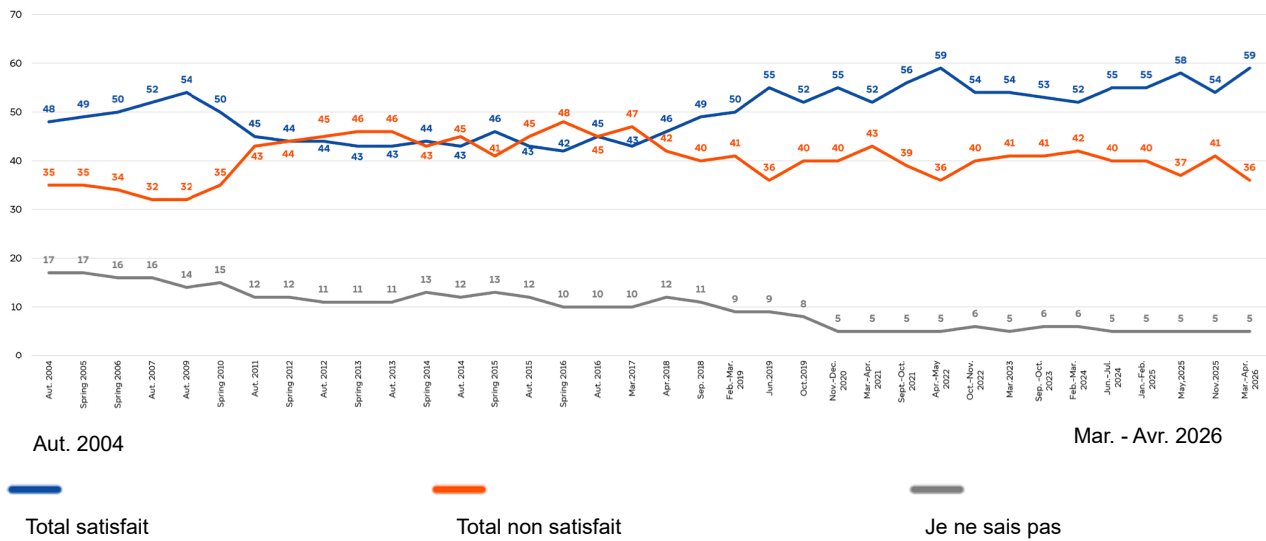
Par rapport à l'enquête précédente de novembre 2025, la satisfaction à l'égard de la démocratie a augmenté. La satisfaction à l'égard de la démocratie nationale a augmenté de 4 points de pourcentage, tandis que la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'UE a augmenté de 5 points de pourcentage.

Depuis 2014, au moins la moitié des personnes interrogées dans l'UE ont toujours exprimé leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Cette stabilité à long terme met en évidence une base durable de satisfaction à l'égard des institutions démocratiques nationales. De plus, le niveau actuel de satisfaction est le plus élevé jamais enregistré depuis 2005, avec 62 %.



En ce qui concerne le niveau de l'Union européenne, depuis 2019, au moins la moitié des personnes interrogées ont constamment déclaré être satisfaites de la démocratie au niveau de l'UE. Cela indique que, bien que des fluctuations à court terme se produisent, une majorité relativement stable d'Européens maintient la confiance dans le fonctionnement des processus démocratiques au sein de l'UE. De plus, le niveau actuel de satisfaction est le plus élevé jamais enregistré depuis 2004, avec 59%.

SD18b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'UE?



Aut. 2004

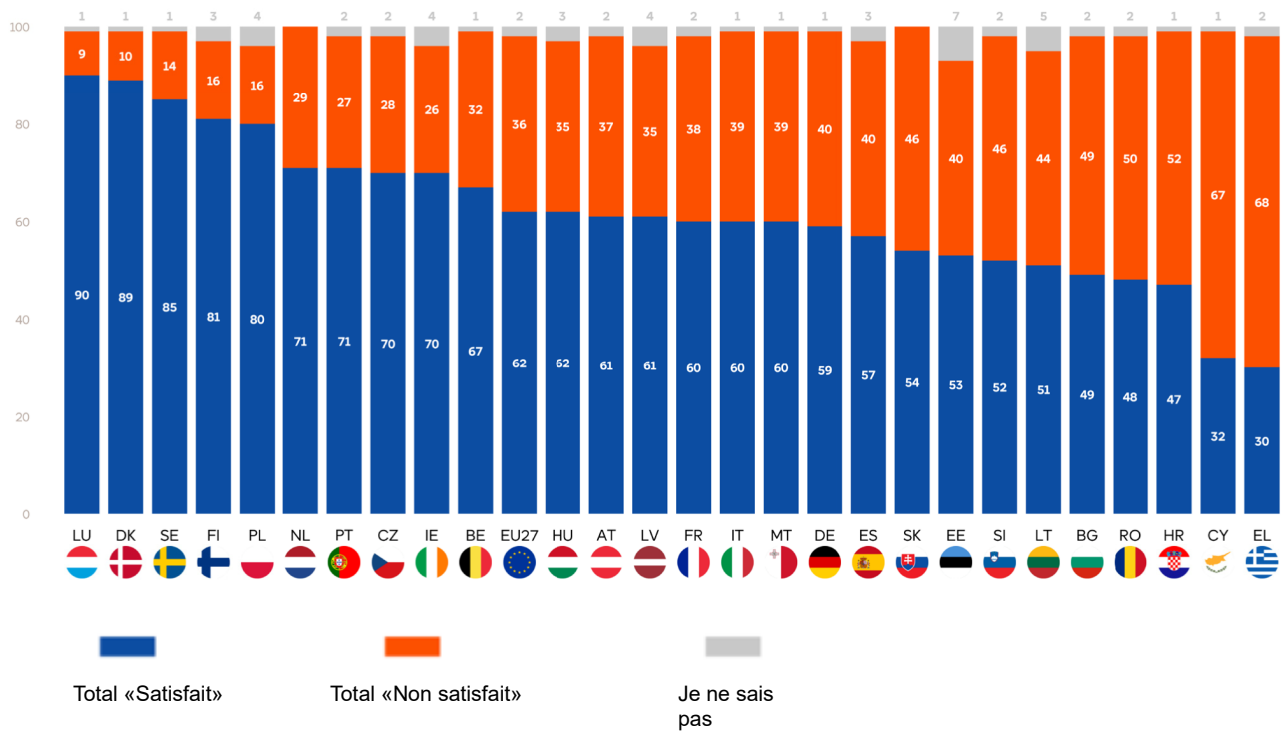
Mar. - Avr. 2026

Total satisfait

Total non satisfait

Je ne sais pas

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (%)



Total «Satisfait»

Total «Non satisfait»

Je ne sais pas

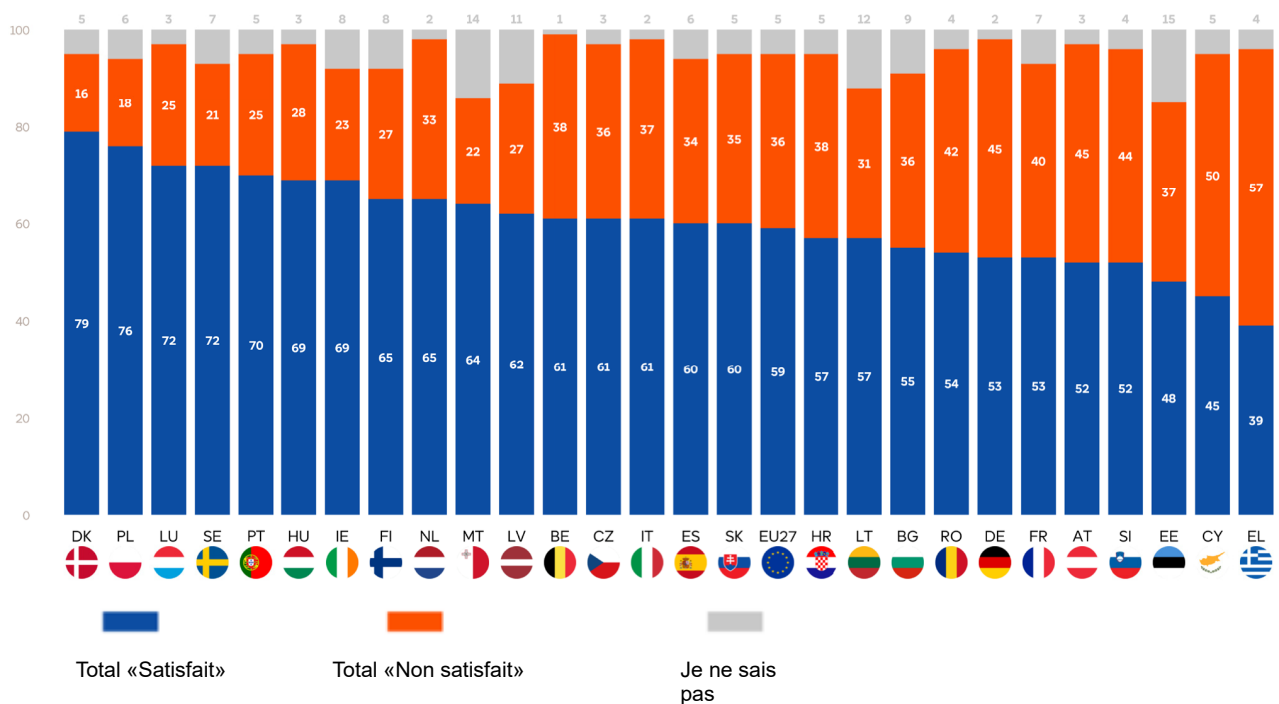
Au niveau national, la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans leur pays varie considérablement d'un État membre à l'autre. Au moins la moitié des personnes interrogées se disent satisfaites dans 22 États membres, ce qui indique que la majorité des citoyens de la plupart des pays expriment leur confiance dans le fonctionnement de leurs systèmes démocratiques nationaux. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont observés au Luxembourg (90 %), au Danemark (89 %) et en Suède (85 %). En revanche, la satisfaction est

considérablement plus faible dans un petit nombre d'États membres. Le niveau le plus bas est enregistré en Grèce, où seulement 30 % des personnes interrogées se disent satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, suivies de Chypre (32 %).

Les perceptions du fonctionnement de la démocratie au niveau de l'Union européenne varient également d'un État membre à l'autre, bien que la satisfaction soit relativement répandue. Au moins la moitié des répondants se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE dans 24 États membres, ce qui indique une approbation majoritaire dans la plupart des pays. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont enregistrés au Danemark (79 %), en Pologne (76 %), au Luxembourg et en Suède (72 % dans les deux cas). À l'inverse, la satisfaction à l'égard de la démocratie de l'UE est plus faible dans certains États membres, à savoir en Grèce (39 %), suivie de Chypre (45 %).

Ces conclusions mettent en évidence une relation claire entre la satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie au niveau national et au niveau de l'UE. Dans les pays où la satisfaction à l'égard de la démocratie nationale est élevée, les répondants ont tendance à faire état d'une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne. À l'inverse, dans les pays où la démocratie nationale est perçue de manière moins positive, les perceptions du fonctionnement démocratique au niveau de l'UE sont également généralement plus critiques.

SD18b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (%)



Ces conclusions mettent en évidence une relation claire entre la satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie au niveau national et au niveau de l'UE. Dans les pays où la satisfaction à l'égard de la démocratie nationale est élevée, les répondants ont tendance à faire état d'une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne. À l'inverse, dans les pays où la démocratie nationale est perçue de manière moins positive, les perceptions du fonctionnement démocratique au niveau de l'UE sont également généralement plus critiques. La satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie montre des schémas globalement cohérents entre les groupes sociodémographiques, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE.

Les différences selon le sexe sont minimales dans les deux contextes. Les hommes et les femmes font état de niveaux de satisfaction presque identiques au niveau national (62 % pour les deux), et de niveaux similaires proches au niveau de l'UE (59 % chez les hommes et 60 % chez les femmes).

Des différences plus nettes apparaissent entre les groupes d'âge, où une tendance cohérente est observée tant pour la démocratie nationale que pour la démocratie de l'UE. Les répondants plus jeunes (15-24 ans) sont les plus satisfaits (69 % au niveau national et 70 % au niveau de l'UE), tandis que la satisfaction diminue régulièrement avec l'âge, atteignant 59 % au niveau national et 54 % au niveau de l'UE chez les personnes âgées de 55 ans et plus. Inversement, le mécontentement augmente avec l'âge dans les deux cas, ce qui indique que les répondants plus âgés sont systématiquement plus critiques à l'égard du fonctionnement démocratique, en particulier au niveau de l'UE.

Les différences par niveau d'éducation sont particulièrement prononcées et suivent une tendance similaire pour les deux niveaux de gouvernance. La satisfaction augmente fortement avec le niveau d'instruction, passant de 51 % (national) et 47 % (UE) chez les répondants ayant un faible niveau d'instruction, à 71 % et 68 % respectivement chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Dans le même temps, le mécontentement est le plus élevé parmi les moins instruits (46 % aux deux niveaux), ce qui met en évidence une relation forte et cohérente entre l'éducation et la confiance dans les systèmes démocratiques.

Une tendance particulièrement forte et cohérente se dégage en ce qui concerne la situation financière. Parmi les répondants qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, la satisfaction est nettement inférieure (36 % au niveau national et 37 % au niveau de l'UE), tandis que l'insatisfaction atteint respectivement 62 % et 56 %. En revanche, parmi ceux qui ne connaissent presque jamais ou jamais de telles difficultés, la satisfaction s'élève à 68 % au niveau national et à 63 % au niveau de l'UE. Cela souligne un lien très fort entre les difficultés économiques et le mécontentement à l'égard de la démocratie, quel que soit le niveau considéré.

Parmi les répondants qui ont une image positive de l'UE, la satisfaction est très élevée (78 % aux deux niveaux), tandis qu'elle diminue fortement chez ceux qui ont une image négative de l'UE (29 % au niveau national et 20 % au niveau de l'UE), l'insatisfaction atteignant respectivement 69 % et 76 %. Cela met en évidence une association très forte entre les attitudes générales à l'égard de l'UE et les perceptions du fonctionnement démocratique, en particulier au niveau de l'UE.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent un fort alignement entre la satisfaction à l'égard de la démocratie aux niveaux national et européen. Parmi les pays, les groupes sociodémographiques et les profils comportementaux, les répondants qui expriment une plus grande satisfaction à l'égard de la démocratie dans leur pays ont également tendance à faire état d'une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (% - UE)

	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Je ne sais pas
UE-27	62	36	2
Genre			
Homme	62	37	1
Femme	62	36	2
Âge			
15- 24	69	28	3
25—39	64	34	2
40-54	62	36	2
>=55	59	39	2
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	51	46	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	63	36	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	71	28	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	60	39	1
Gestionnaires	73	26	1
Autres colliers blancs	64	35	1
Travailleurs manuels	58	40	2
Personnes à domicile	54	42	4
Chômeurs	52	46	2
Retraité	58	40	2
Étudiants	72	25	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	36	62	2
De temps en temps	52	46	2
Presque jamais / Jamais	68	30	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	58	40	2
Petite ou moyenne ville	62	36	2
Grande ville	67	32	1
Image de l'UE			
Positif	78	21	1
Neutre	56	42	2
Négatif	29	69	2
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	68	30	2
Non satisfait(e)	66	32	2

SD18b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (% - UE)

	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Je ne sais pas
UE-27	59	36	5
Genre			
Homme	59	38	3
Femme	60	34	6
Âge			
15- 24	70	23	7
25—39	62	34	4
40-54	60	37	3
>=55	54	41	5
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	47	46	7
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	61	35	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	68	29	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	58	39	3
Gestionnaires	68	30	2
Autres colliers blancs	63	34	3
Travailleurs manuels	57	39	4
Personnes à domicile	53	38	9
Chômeurs	50	44	6
Retraité	54	40	6
Étudiants	72	22	6
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	37	56	7
De temps en temps	52	44	4
Presque jamais / Jamais	63	32	5
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	55	40	5
Petite ou moyenne ville	59	36	5
Grande ville	64	33	3
Image de l'UE			
Positif	78	19	3
Neutre	51	42	7
Négatif	20	76	4
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	65	30	5
Non satisfait(e)	64	31	5

5 ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PARLEMENT EUROPÉEN

5. LES ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PE

Le présent chapitre examine les attitudes des citoyens à l'égard de l'Union européenne et du Parlement européen, en abordant les niveaux de sensibilisation au Parlement, son image publique et son rôle perçu, ainsi que les points de vue plus larges sur l'Union européenne, y compris le soutien à l'adhésion à l'Union et la perception de ses principaux avantages. Il donne donc un aperçu complet de la manière dont les Européens évaluent à la fois les institutions et la valeur ajoutée du projet européen.

Sensibilisation du Parlement européen

Afin d'évaluer la visibilité et la portée du Parlement européen, il a été demandé aux répondants s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des informations sur l'institution sur différents canaux médiatiques. Cette question fournit une mesure de la sensibilisation et de l'exposition du public au Parlement européen, en donnant un aperçu de la manière dont l'institution est présente dans l'environnement d'information quotidien des citoyens.

Au niveau de l'UE, une nette majorité d'Européens déclarent avoir récemment rencontré des informations sur le Parlement européen, ce qui indique un niveau relativement élevé de visibilité publique. Dans l'ensemble, 66 % des personnes interrogées déclarent avoir récemment vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen, tandis que 34 % déclarent ne pas l'avoir vu.

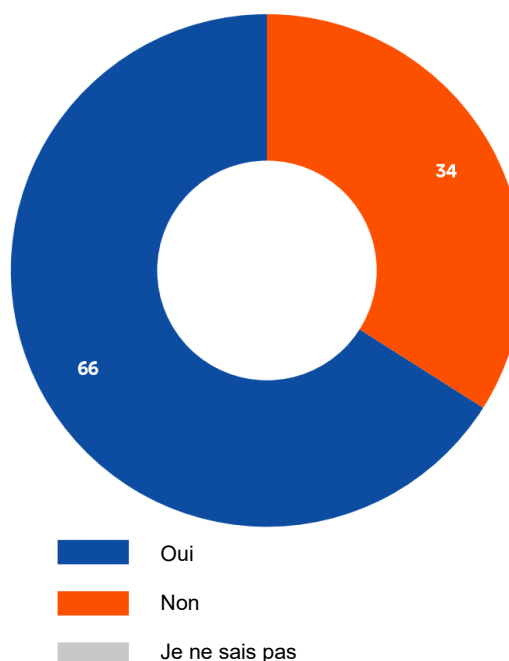
QA1 Avez-vous récemment lu dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (UE-27) (%)

Oui ▲2

Non ▼2

Je ne sais pas =

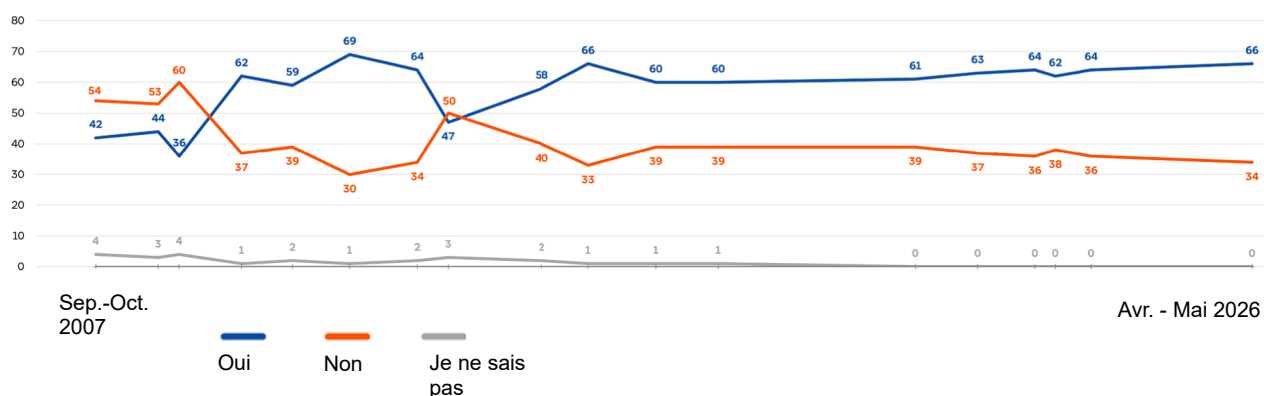
Δ (avril/mai 2026 — septembre/octobre 2023)



Si l'on examine la tendance à plus long terme, la notoriété du Parlement européen s'est globalement accrue, malgré certaines fluctuations. Depuis 2014, une majorité d'Européens déclarent régulièrement avoir récemment lu, vu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen.

Le dernier résultat, 66% en avril-mai 2026, marque une légère augmentation par rapport à septembre-octobre 2023 (+2 points de pourcentage) et place la notoriété à son plus haut niveau depuis 2015. Dans le même temps, la proportion de répondants qui déclarent ne pas avoir récemment rencontré d'informations sur le Parlement est de 34 %, soit la part la plus faible depuis 2015.

QA1 Avez-vous récemment lu dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (% - UE)

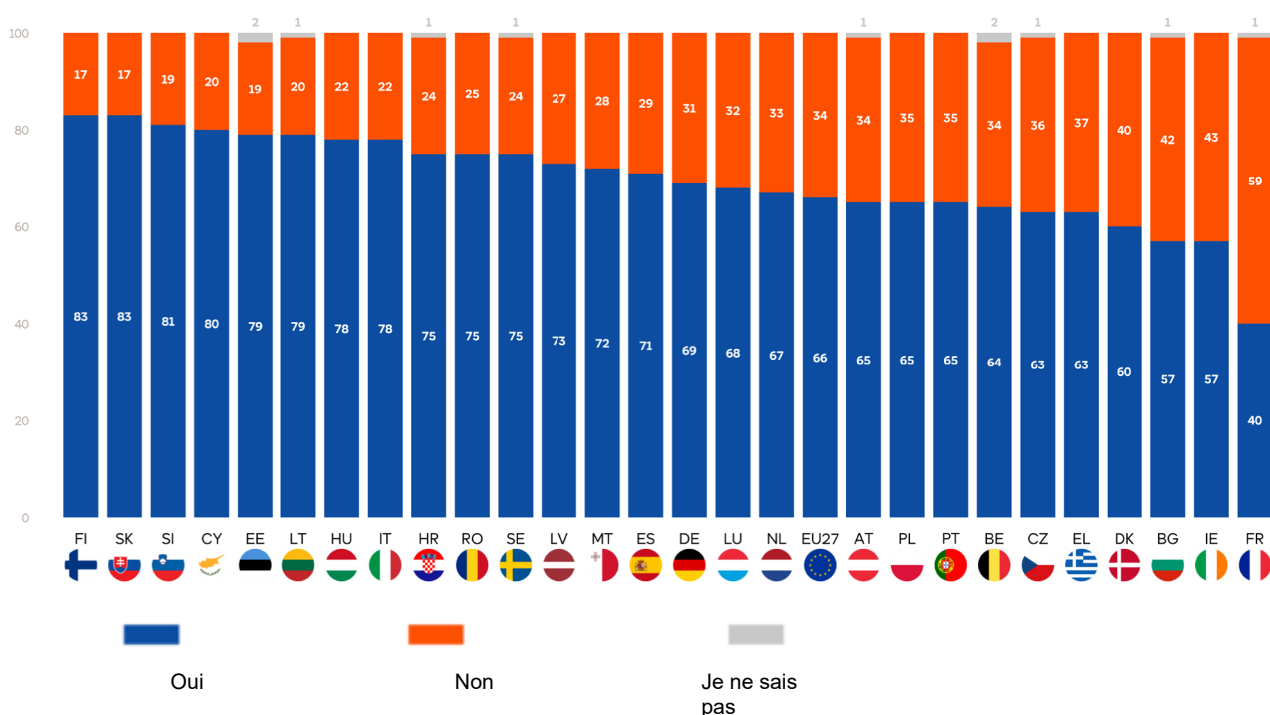


Les niveaux d'exposition aux informations sur le Parlement européen varient d'un État membre à l'autre, bien que dans une grande majorité de pays, la plupart des répondants déclarent avoir récemment vu, lu ou entendu quelque chose à ce sujet. Les niveaux de sensibilisation les plus élevés sont observés en Finlande et en Slovaquie (83 % dans les deux cas), suivies de la Slovénie (81 %) et de Chypre (80 %), ainsi que de l'Estonie et de la Lituanie (79 % dans les deux cas).

À l'autre extrémité de l'échelle, la sensibilisation est plus faible, bien qu'elle représente toujours une majorité en Bulgarie et en Irlande (57 % dans les deux cas), au Danemark (60 %), suivis de la Grèce et de la Tchéquie (63 % dans les deux cas). La France se distingue comme le seul État membre où une minorité fait état d'une exposition récente, 40 % d'entre eux répondant «oui», contre 59 % qui déclarent ne pas l'avoir fait. Cela fait de la France une valeur aberrante claire, marquant un renversement de la tendance générale observée dans l'ensemble de l'Union européenne.

Dans l'ensemble, ces conclusions mettent en évidence un niveau globalement élevé de visibilité du Parlement européen dans les États membres, mais avec des variations d'intensité, ce qui met en évidence des différences dans l'attention, l'engagement ou la portée de l'information des médias dans les contextes nationaux.

QA1 Avez-vous récemment lu dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (%)



Les changements intervenus entre septembre-octobre 2023 et avril-mai 2026 indiquent une augmentation modérée de l'exposition aux informations sur le Parlement européen au niveau de l'Union, bien que les tendances varient considérablement d'un État membre à l'autre. Les augmentations les plus notables de l'exposition sont observées en Italie (+13 pp) et en Roumanie (+10 pp), suivies de Chypre, de la Hongrie et de la Slovaquie (tous +9 pp), ainsi qu'en Belgique (+8 pp) et en Grèce et en Finlande (tous deux +7 pp). À l'inverse, les baisses les plus importantes sont observées aux Pays-Bas (– 15 pp), au Luxembourg (– 12 pp) et au Portugal (– 8 pp).

Dans l'ensemble, ces évolutions suggèrent que la légère augmentation au niveau de l'UE est due à de fortes hausses dans plusieurs États membres, qui compensent les baisses observées ailleurs. Si la visibilité du Parlement européen s'est améliorée dans de nombreux pays, l'hétérogénéité des tendances met en évidence des évolutions inégales de l'exposition à l'information dans l'ensemble de l'Union européenne.

QA1 Avez-vous récemment lu dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (%)

	UE-27	IT	RO	CY	HU	SI	BE	EL	FI	ES	JE	CZ	BG	AT	RH	LT	LV	EE	SK	FR	MT	DK	DE	PL	SE	PT	LU	NL
avril/ mai 2026	66	78	75	80	78	81	64	63	83	71	57	63	57	65	75	79	73	79	83	40	72	6	69	65	75	65	68	67
Oui Δ septe mbre/ octobr e 2023	2	13	10	9	9	9	8	7	7	5	5	4	3	2	2	1	1	=	=	-1	-1	-2	-4	-4	-4	-8	-12	-15
avril/ mai 2026	34	22	25	20	22	19	34	37	17	29	43	36	42	34	24	20	27	#19	17	59	28	40	31	35	24	35	32	33
Non Δ septe mbre/ octobr e 2023	-2	-13	-10	-9	-9	-9	-10	-7	-7	-5	-5	-5	-3	-2	-3	-1	-1	-1	=	1	1	2	4	4	3	8	12	15
avril/ mai 2026	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Je ne sais pas Δ septe mbre/ octobr e 2023	=	=	=	=	=	=	▲2	=	=	=	=	▲1	=	=	▲1	=	=	▲1	=	=	=	=	=	=	▲1	=	=	=

L'exposition aux informations sur le Parlement européen varie également d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre.

Les différences par sexe sont modérées. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de déclarer une exposition récente (69 % vs 63 %), tandis que les femmes sont proportionnellement plus susceptibles de dire qu'elles n'ont pas été exposées (36 % vs 31 %). Cela suggère un engagement ou une portée légèrement plus faible chez les femmes.

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les répondants plus jeunes (15-24 ans) sont les moins susceptibles de déclarer une exposition (58 %), les pourcentages les plus élevés déclarant ne pas avoir rencontré d'informations (42 %). L'exposition augmente chez les groupes plus âgés, atteignant 68 % chez les 40-54 ans et 67 % chez les 55 ans et plus, ce qui indique que la sensibilisation au Parlement européen tend à augmenter avec l'âge.

Les différences par niveau d'éducation sont particulièrement marquées. Les répondants ayant un niveau de scolarité élevé sont les plus susceptibles de déclarer une exposition (73 %), comparativement à 54 % chez ceux ayant un faible niveau de scolarité. Cela met en évidence un lien étroit entre le niveau d'éducation et la sensibilisation, les répondants moins instruits étant nettement moins susceptibles d'avoir rencontré des informations sur le Parlement.

Une relation claire est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures, 68% déclarent être exposés, contre 54% parmi ceux qui rencontrent des difficultés financières la plupart du temps.

Les répondants ayant une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles de déclarer une exposition (72 %) que ceux ayant une image neutre (58 %), ce qui indique un lien étroit entre la sensibilisation et les perceptions positives de l'UE. Fait intéressant, les répondants ayant une image négative signalent une exposition relativement élevée (64 %), ce qui suggère qu'une plus grande sensibilisation ne se traduit pas nécessairement par des opinions plus favorables.

QA1 Avez-vous récemment lu dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (% - UE)

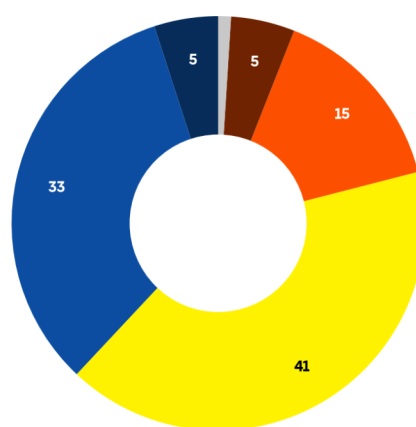
	Oui	Non	Je ne sais pas
UE-27	66	34	0
Genre			
Homme	69	31	0
Femme	63	36	1
Âge			
15- 24	58	42	0
25—39	66	34	0
40-54	68	31	1
>=55	67	33	0
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	54	46	0
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	69	31	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	73	27	0
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	72	27	1
Gestionnaires	74	25	1
Autres colliers blancs	69	31	0
Travailleurs manuels	63	37	0
Personnes à domicile	59	4	0
Chômeurs	56	44	0
Retraité	66	33	1
Étudiants	60	40	0
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	54	45	1
De temps en temps	63	36	1
Presque jamais / Jamais	68	32	0
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	64	36	0
Petite ou moyenne ville	65	35	0
Grande ville	70	29	1
Image de l'UE			
Positif	72	28	0
Neutre	58	41	1
Négatif	64	36	0
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	67	33	0
Non satisfait(e)	61	39	0

Image du Parlement européen

Dans l'ensemble, 38 % des personnes interrogées expriment une image positive du Parlement européen, dont 33 % déclarent avoir un point de vue assez positif et 5 % un point de vue très positif. Dans le même temps, 41 % des Européens ont une opinion neutre, ce qui en fait la réponse la plus fréquemment choisie. Cela suggère qu'une grande partie de la population adopte une position modérée ou indécise, plutôt qu'une vision fortement définie.

En revanche, 20% des répondants expriment une image négative, dont 15% qui sont assez négatifs et 5% qui sont très négatifs. Cela indique que les perceptions négatives restent clairement minoritaires.

QA2 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (UE-27) (%)



Très positif ▲ 1
 Assez positif ▼ 1
 Neutre =
 Assez négatif =
 Très négatif =
 Je ne sais pas =

Très positif
 Assez positif
 Neutre
 Assez négatif
 Très négatif
 Je ne sais pas

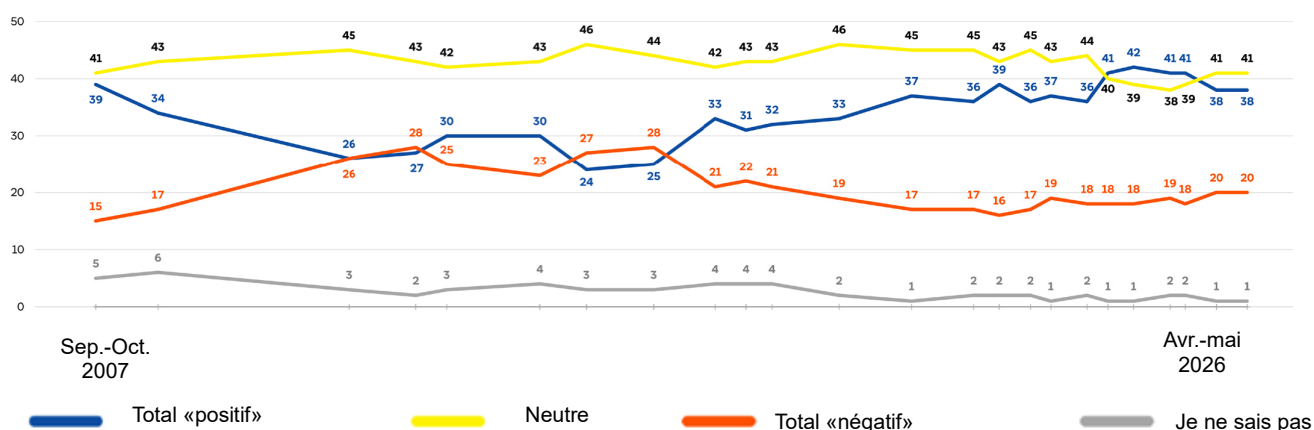
▲ ▼ (Avril/Mai 2026 - Nov 2025)

Par rapport à la vague précédente de novembre 2025, les changements sont limités. La proportion de répondants exprimant un point de vue très positif n'a que légèrement changé (+1 point de pourcentage), de même que la proportion de répondants ayant un point de vue assez positif (−1 pp). Les perceptions neutres et négatives restent inchangées, ce qui indique un niveau élevé de stabilité dans les attitudes globales.

Pris ensemble, ces résultats mettent en évidence une image équilibrée mais modérément favorable du Parlement européen, caractérisée par un large segment neutre et une nette prédominance des points de vue positifs par rapport aux points de vue négatifs.

À plus long terme, les avis positifs du Parlement européen ont systématiquement dépassé les avis négatifs depuis 2017. Bien qu'une légère baisse ait été observée depuis mai 2025, la part actuelle des perceptions positives reste relativement élevée, en particulier par rapport à la période comprise entre 2011 et 2016, au cours de laquelle l'image du Parlement a été perçue de manière plus négative. Cette tendance à long terme suggère une perception globalement stable et favorable du Parlement européen ces dernières années.

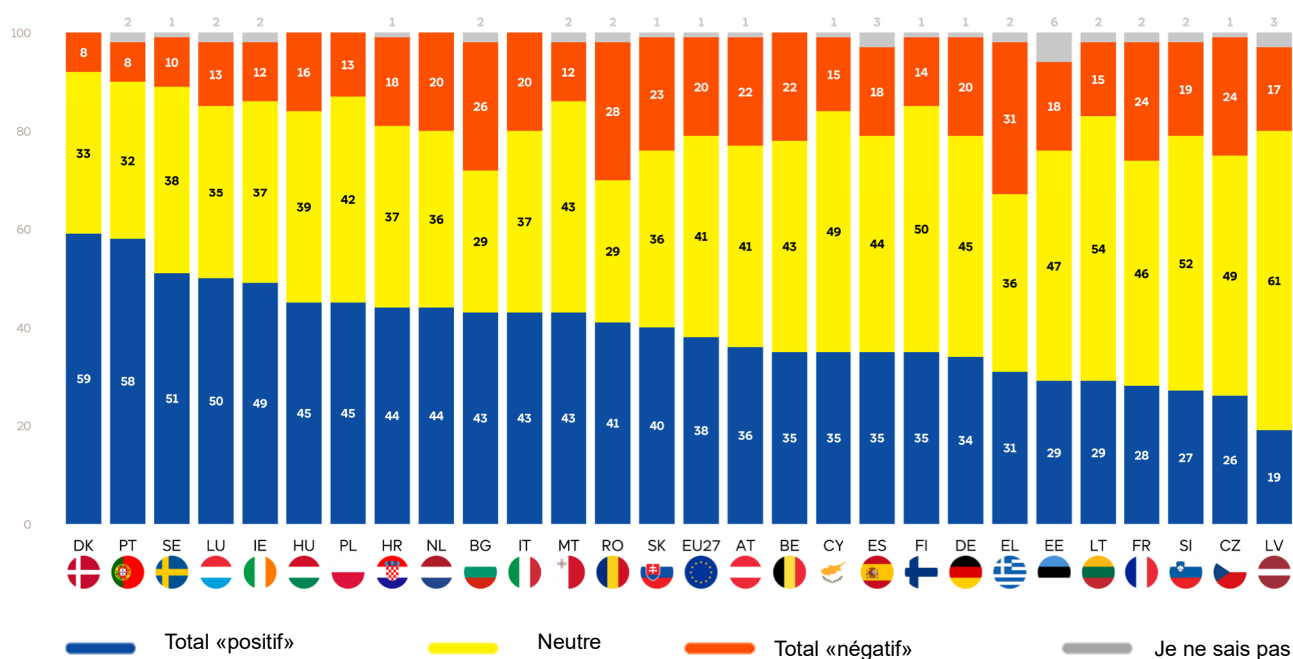
QA2 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% - UE)



Les points de vue du Parlement européen varient d'un État membre à l'autre. Au niveau national, au moins la moitié des répondants font état d'une image positive du Parlement européen dans quatre États membres, et c'est le point de vue le plus fréquent dans 13 États membres. En outre, dans 26 États membres, l'image positive du Parlement européen l'emporte sur l'image négative. Les parts les plus élevées sont observées au Danemark (59 %), au Portugal (58 %) et en Suède (51 %). À l'inverse, les niveaux les plus faibles de perceptions positives se trouvent en Lettonie (19 %), en Tchéquie (26 %) et en Slovaquie (27 %).

Les opinions négatives sont les plus prononcées en Grèce (31 %), en Roumanie (28 %) et en Bulgarie (26 %). La Grèce est le seul État membre où les opinions négatives du Parlement européen sont égales aux opinions positives.

QA2 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (%)



Les perceptions de l'image du Parlement européen varient selon les groupes sociodémographiques et comportementaux, bien que, dans toutes les catégories, les points de vue positifs l'emportent sur les points négatifs et qu'une grande partie des répondants restent neutres.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes et les femmes déclarent des niveaux identiques de perception positive (38 % dans les deux groupes). Cependant, les femmes sont plus susceptibles d'avoir une opinion neutre (44% vs 39%), tandis que les hommes sont légèrement plus susceptibles d'exprimer une opinion négative (22% vs 17%).

Des variations plus prononcées sont observées entre les groupes d'âge. Les répondants plus jeunes (15-24 ans) sont les plus positifs (42 %) et les moins négatifs (11 %), tandis que les répondants plus âgés (55 ans et plus) sont moins positifs (35 %) et plus susceptibles d'exprimer des opinions négatives (23 %). Les opinions neutres restent élevées dans tous les groupes d'âge (environ 40 à 45 %), ce qui indique une position globalement modérée, mais les perceptions tendent à devenir légèrement plus critiques avec l'âge.

Les différences par niveau d'éducation sont particulièrement marquées. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont beaucoup plus susceptibles d'exprimer une image positive (47 %), comparativement à 28 % chez ceux ayant un faible niveau d'études. Inversement, les opinions négatives sont plus répandues chez les moins instruits (24 % contre 16 % chez les plus instruits), tandis que la neutralité est également plus élevée dans ce groupe (45 %). Cela montre qu'il existe un lien étroit entre l'éducation et les perceptions favorables du Parlement européen.

Une relation forte est observée lors de l'examen de la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, seulement 27% expriment une image positive, tandis que 32% déclarent une image négative, représentant le profil le plus critique. En revanche, parmi ceux qui ne rencontrent presque jamais ou jamais de difficultés financières, les opinions positives s'élèvent à 41% et les opinions négatives à 17%. Cela met en évidence un lien clair entre le bien-être économique et la perception du Parlement européen.

Parmi les répondants qui ont une image positive de l'UE, 68 % expriment également une image positive du Parlement européen, contre seulement 10 % parmi ceux qui ont une image neutre et 2 % parmi ceux qui ont une image négative, où les opinions négatives dominent (78 %). Cela indique un très fort alignement entre les attitudes générales à l'égard de l'Union et les perceptions du Parlement.

Les différences par urbanisation subjective sont modérées mais cohérentes. Les répondants vivant dans les grandes villes sont plus susceptibles de déclarer une image positive (43 %) que ceux des petites et moyennes villes (37 %) et des zones rurales (34 %), où les opinions négatives sont également plus fréquentes (23 % contre 16 % chez ceux des grandes villes). Cela suggère des perceptions un peu plus favorables dans des environnements plus urbains.

Dans l'ensemble, les répondants plus jeunes, plus instruits, économiquement sûrs et pro-UE sont plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen, tandis que les groupes plus âgés, moins instruits, plus vulnérables et plus critiques sont plus susceptibles d'être négatifs.

QA9 Diriez-vous que - À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (% - UE)

	« ... devient plus important »	... reste le même	« ... devient moins important »	Je ne sais pas
UE-27	68	19	11	2
Genre				
Homme	68	18	12	2
Femme	68	19	10	3
Âge				
15- 24	71	18	8	3
25—39	70	19	9	2
40-54	67	19	12	2
>=55	66	19	12	3
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	63	21	12	4
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	66	20	12	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	75	16	7	2
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	70	15	14	1
Gestionnaires	72	18	8	2
Autres colliers blancs	66	21	11	2
Travailleurs manuels	66	20	12	2
Personnes à domicile	67	19	11	3
Chômeurs	71	16	9	4
Retraité	65	20	11	4
Étudiants	73	17	7	3
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	68	14	13	5
De temps en temps	64	18	15	3
Presque jamais / Jamais	69	20	9	2
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	66	19	12	3
Petite ou moyenne ville	67	19	11	3
Grande ville	70	19	9	2
Image de l'UE				
Positif	79	15	5	1
Neutre	61	24	11	4
Négatif	48	18	29	5
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	69	19	10	2
Non satisfait(e)	60	18	17	5

Rôle du Parlement européen

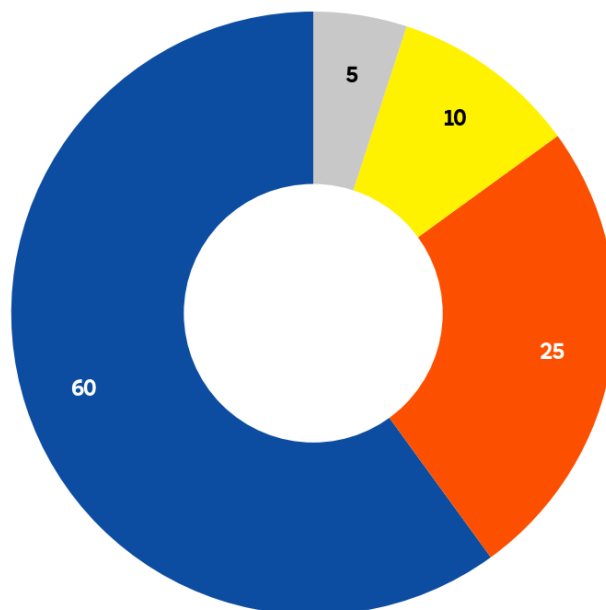
Au-delà des perceptions générales du Parlement européen, il est également important de comprendre comment les citoyens perçoivent son rôle. Il a donc été demandé aux répondants s'ils souhaitaient personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important. Au niveau de l'UE, une nette majorité d'Européens est favorable à un renforcement du rôle du Parlement européen, ce qui indique de larges attentes en faveur d'une position renforcée au sein du cadre institutionnel de l'Union européenne.

Dans l'ensemble, six répondants sur dix (60 %) souhaitent que le Parlement européen joue un rôle plus important. Cela représente une stabilité relative par rapport à la vague précédente de novembre 2025 (+1 point de pourcentage), confirmant que le soutien au renforcement du rôle du Parlement reste fort et stable dans l'ensemble de l'Union européenne.

En revanche, un quart des répondants (25 %, -1 pp) préféreraient que le Parlement européen joue un rôle moins important, ce qui suggère que si une minorité significative a des points de vue plus critiques ou prudents, le soutien à la réduction du rôle du Parlement reste clairement secondaire par rapport aux appels à son renforcement. Une plus petite proportion de répondants (10 %) déclarent spontanément qu'ils préféreraient ne pas changer, et 5 % n'expriment pas d'opinion.

Dans l'ensemble, ces conclusions mettent en évidence une nette préférence des Européens pour l'élargissement du rôle du Parlement européen.

QA3 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important?
(UE-27) (%)



Plus important ▲ 1

Moins important ▼ 1

Aucun changement / Tel qu'il est maintenant

(SPONTANÉ) =

Je ne sais pas =

▲ ▼ (Avril/Mai 2026 - Nov 2025)

Plus important

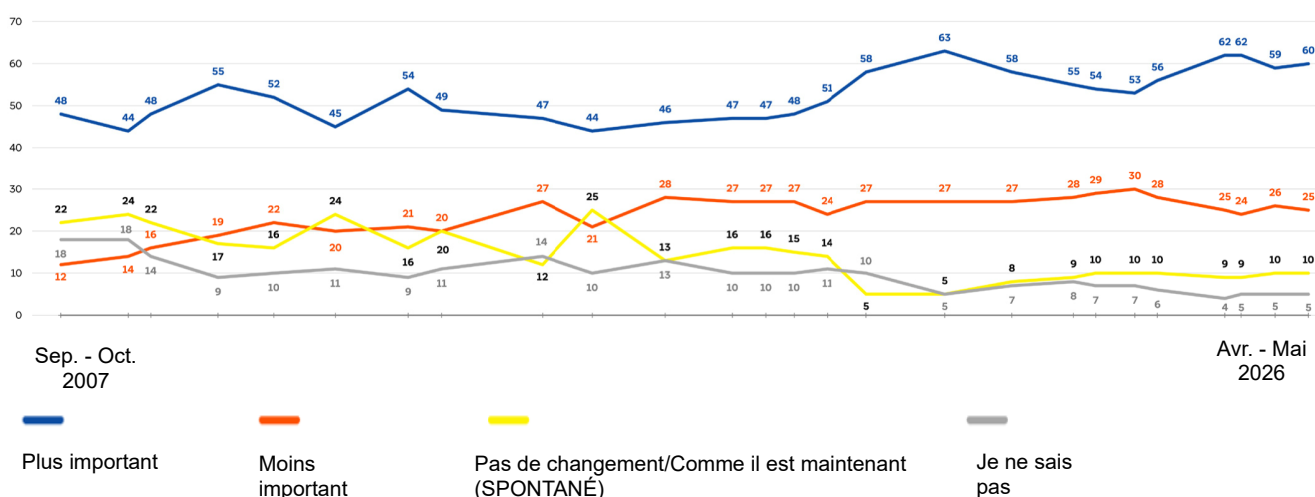
Moins important

Pas de changement / Tel qu'il est maintenant
(SPONTANÉOUS)

Je ne sais pas

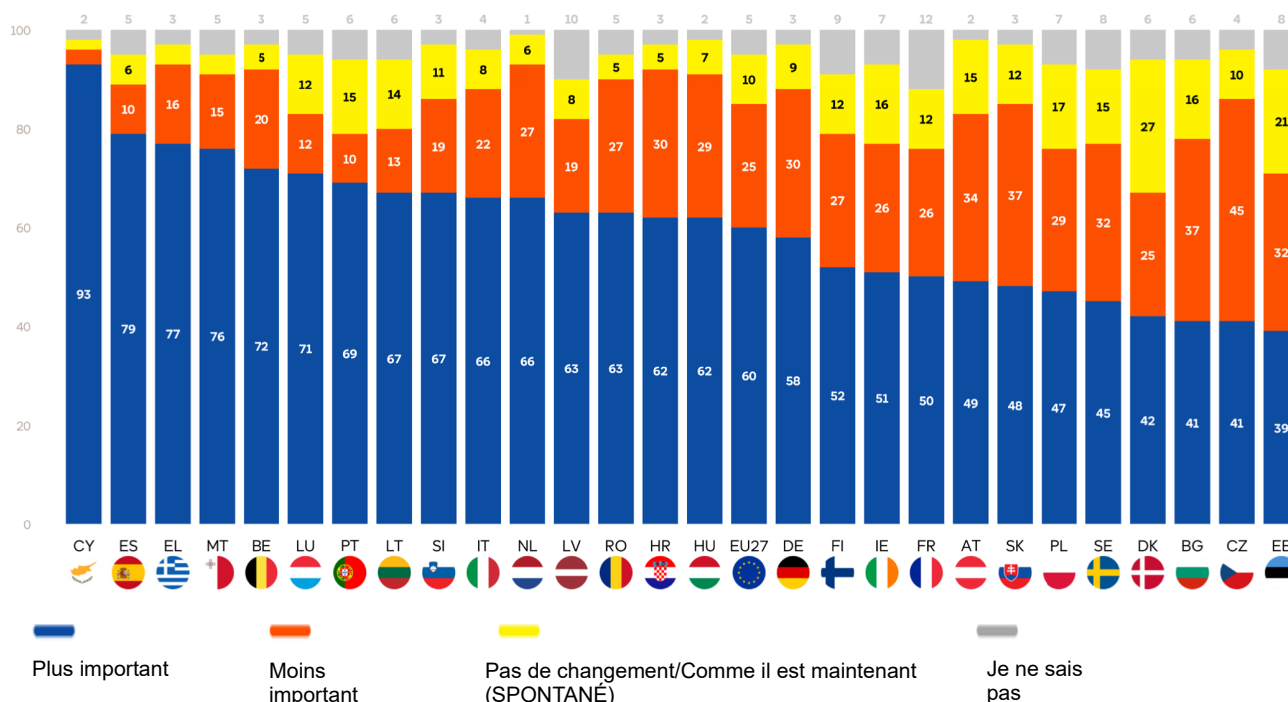
À plus long terme, le soutien en faveur d'un rôle plus important du Parlement européen est toujours resté nettement plus élevé que le soutien en faveur d'un rôle plus faible. Le soutien public actuel en faveur d'un rôle plus important est l'un des plus élevés enregistrés depuis que la question a été posée pour la première fois en 2007. Cela indique qu'une nette majorité d'Européens continue de considérer le Parlement européen comme une institution qui devrait avoir une plus grande influence dans le processus décisionnel de l'UE.

QA3 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% - UE)



Au niveau national, au moins la moitié des répondants dans 19 États membres expriment le souhait que le Parlement européen joue un rôle plus important. Le soutien est le plus élevé à Chypre (93 %), suivie de l'Espagne (79 %) et de la Grèce (77 %). À l'inverse, les niveaux de soutien les plus faibles sont observés en Estonie (39 %), en Tchéquie et en Bulgarie (41 % dans les deux cas) et au Danemark (42 %). La Tchéquie est le seul État membre où la proportion de répondants souhaitant que le Parlement européen joue un rôle moins important (45 %) dépasse celle de ceux qui souhaitent qu'il joue un rôle plus important (41 %).

QA3 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (%)



Les préférences concernant le rôle du Parlement européen varient d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre, bien qu'une nette majorité dans toutes les catégories soutienne un rôle plus important.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes et les femmes affichent des niveaux similaires de soutien au renforcement du rôle du Parlement (respectivement 59 % et 60 %). Cependant, les hommes sont légèrement plus susceptibles de privilégier un rôle moins important (28 % vs 22 %), tandis que les femmes sont légèrement plus susceptibles d'opter pour l'absence de changement (11 % vs 9 %) et d'exprimer de l'incertitude (7 % vs 4 %).

Des différences plus prononcées apparaissent entre les groupes d'âge. Les jeunes répondants (15-24 ans) sont les plus favorables à un rôle plus fort (66 %) et les moins susceptibles de favoriser un rôle réduit (15 %). En revanche, le soutien diminue avec l'âge, tombant à 56 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus, tandis que la part favorisant un rôle moins important passe à 28 %. Cela indique que les jeunes Européens sont plus enclins à soutenir un Parlement européen plus fort, tandis que les groupes plus âgés sont plus divisés.

Les différences par niveau d'éducation sont également évidentes. Le soutien à un rôle plus important augmente avec le niveau d'instruction, passant de 54 % chez les personnes ayant un faible niveau d'instruction à 66 % chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé. À l'inverse, la préférence pour un rôle moins important est la plus forte parmi les répondants moins instruits (27 %) et la plus faible parmi les répondants hautement instruits (19 %), ce qui indique un lien étroit entre l'éducation et le soutien au renforcement du Parlement.

Une relation forte est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, le soutien à un rôle plus fort tombe à 52%, tandis que la part favorisant un rôle moins important augmente à 30%. En revanche, parmi ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, le soutien est plus

élevé (60%) et l'opposition plus faible (24%). Cela indique que la vulnérabilité économique est associée à des points de vue plus critiques sur l'élargissement du rôle du Parlement.

Parmi les répondants qui ont une image positive de l'UE, 78 % sont favorables à un rôle plus important pour le Parlement européen, tandis que 8 % seulement sont favorables à un rôle moins important. En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, le soutien chute fortement à 28%, tandis qu'une majorité (64%) préférerait que le Parlement joue un rôle moins important.

Les différences par urbanisation subjective sont modérées mais cohérentes. Les répondants des grandes villes (64 %) sont plus susceptibles de soutenir un rôle plus important que ceux des petites et moyennes villes (59 %) et des zones rurales (56 %), où le soutien est plus faible et la préférence pour un rôle réduit légèrement plus élevée. Cela suggère un soutien un peu plus fort dans des environnements plus urbains.

Dans l'ensemble, si les majorités de tous les groupes sont favorables au renforcement du rôle du Parlement européen, le niveau de soutien varie. En particulier, les répondants plus jeunes, plus instruits, économiquement sûrs et pro-UE sont les plus favorables, tandis que les groupes plus âgés, plus vulnérables, moins instruits et plus critiques sont plus prudents ou divisés.

QA3 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% - UE)

	Plus important	Moins important	Aucun changement / Tel qu'il est maintenant (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	60	25	10	5
Genre				
Homme	59	28	9	4
Femme	60	22	11	7
Âge				
15- 24	66	15	11	8
25—39	64	22	9	5
40-54	59	27	10	4
>=55	56	28	11	5
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	54	27	10	9
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	59	27	10	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	66	19	10	5
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	57	28	12	3
Gestionnaires	65	21	11	3
Autres colliers blancs	63	25	9	3
Travailleurs manuels	58	27	9	6
Personnes à domicile	60	21	11	8
Chômeurs	60	23	9	8
Retraité	54	29	11	6
Étudiants	69	14	10	7
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	52	30	9	9
De temps en temps	59	26	9	6
Presque jamais / Jamais	60	24	11	5
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	56	27	11	6
Petite ou moyenne ville	59	25	10	6
Grande ville	64	22	10	4
Image de l'UE				
Positif	78	8	10	4
Neutre	48	30	14	8
Négatif	28	64	4	4
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	62	23	10	5
Non satisfait(e)	49	36	8	7

Image de l'Union européenne

En plus d'évaluer l'image du Parlement européen, cette section examine la manière dont les citoyens perçoivent l'Union européenne de manière plus large. Les répondants ont été invités à indiquer s'ils avaient une image positive ou négative de l'UE. Dans l'ensemble, 50 % des Européens expriment une image positive de l'UE, dont 42 % déclarent avoir une vision assez positive et 8 % une vision très positive. Cela fait du sentiment positif l'évaluation globale la plus fréquente et indique une perception globalement favorable de l'Union européenne.

Dans le même temps, 33 % des répondants ont une opinion neutre, ce qui suggère qu'une part importante des Européens restent indécis ou modérément positionnés, plutôt que d'exprimer des points de vue forts.

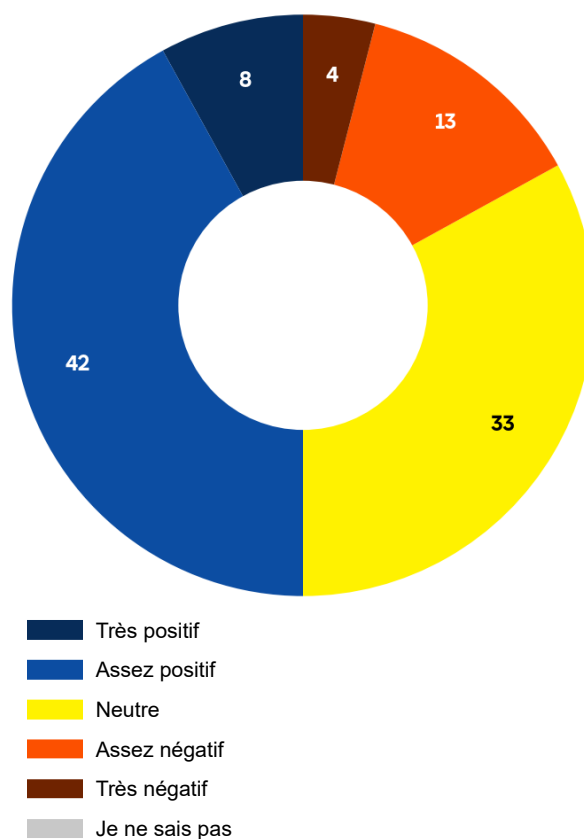
En revanche, 17 % des personnes interrogées expriment une image négative de l'UE, dont 13 % sont assez négatives et 4 % très négatives. Cela montre que les perceptions négatives sont clairement minoritaires.

Par rapport à la vague précédente de novembre 2025, toutes les catégories de réponses sont restées inchangées, ce qui indique un degré élevé de stabilité des attitudes globales.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (UE-27) (%)

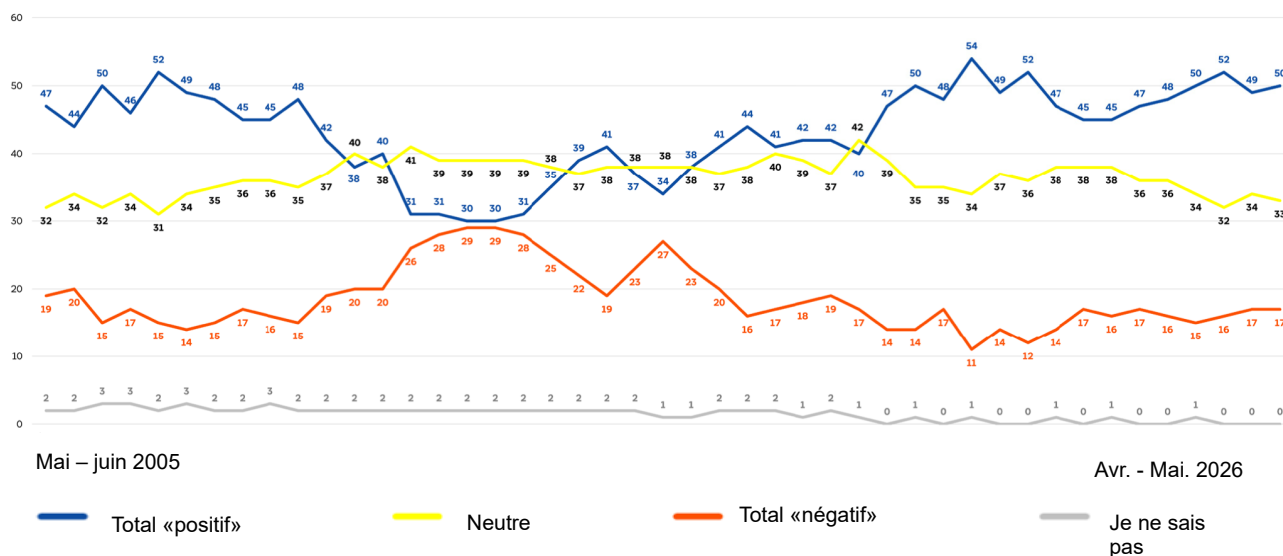
Très positif =
Assez positif ▲ 1
Neutre ▼ 1
Assez négatif =
Très négatif =
Je ne sais pas =

▲ ▼ (Avril/Mai 2026 - Nov 2025)



Comme pour les deux indicateurs précédents, la tendance à long terme donne une image plus positive. Depuis au moins 2005, la proportion de répondants ayant une image positive de l'Union européenne a constamment dépassé celle des opinions négatives. En outre, les perceptions positives ont été la réponse la plus fréquente, dépassant également les opinions neutres, de manière constante depuis 2020. Le niveau actuel reste stable et élevé par rapport à la période comprise entre 2011 et 2014, où l'opinion publique de l'UE était moins favorable.

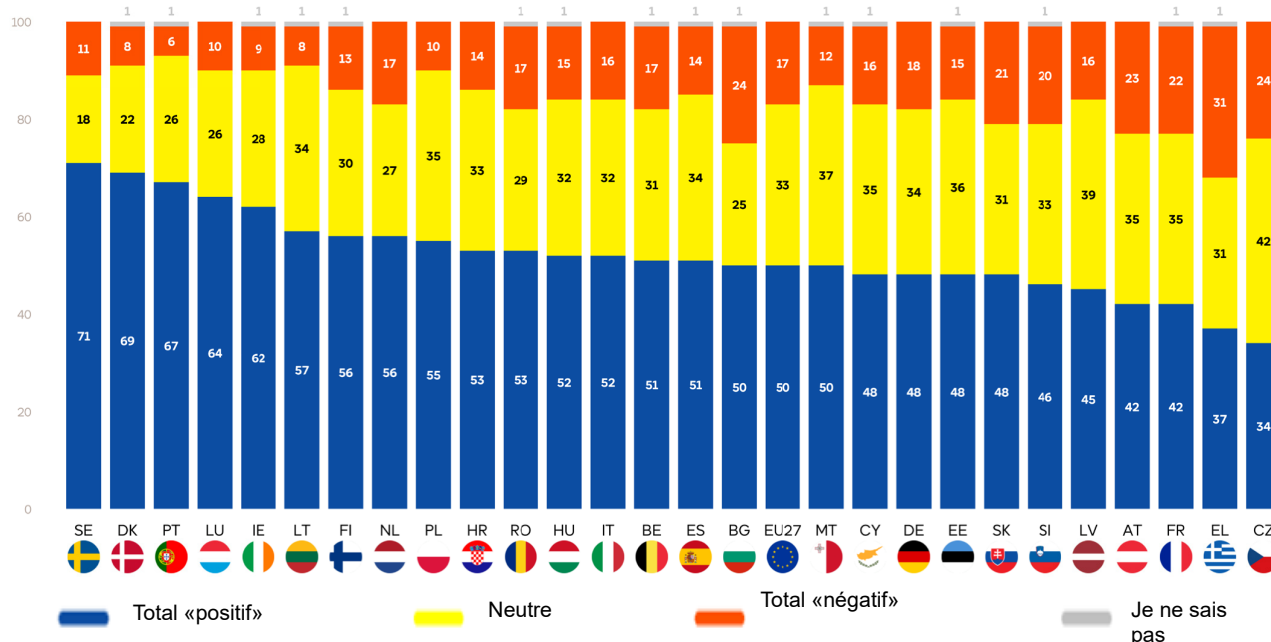
D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% - UE)



Au niveau national, au moins la moitié des répondants font état d'une image positive de l'Union européenne dans 17 États membres, et l'image positive de l'UE est la vision la plus fréquente dans 26 États membres. Les pourcentages les plus élevés de perceptions positives sont observés en Suède (71 %), au Danemark (69 %) et au Portugal (67 %).

À l'inverse, les niveaux les plus faibles de perceptions positives se trouvent en Tchéquie (34 %), en Grèce (37 %) et en France (42 %). La Tchéquie est le seul État membre où la réponse positive n'est pas la plus fréquente: la majorité relative des répondants ont un point de vue neutre. Les perceptions négatives ne sont jamais la réponse la plus fréquente dans aucun État membre. Les perceptions de l'image de l'Union européenne varient quelque peu d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre, bien que, dans presque toutes les catégories, les opinions positives restent plus répandues que les opinions négatives et qu'une part importante des répondants expriment des opinions neutres.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (%)



Les différences entre les sexes sont très limitées. Les hommes et les femmes rapportent des niveaux presque identiques de perception positive (50 % et 51 % respectivement). Les femmes sont légèrement plus susceptibles d'avoir une opinion neutre (34 % contre 31 %), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles d'exprimer une opinion négative (19 % contre 15 %), ce qui indique des opinions légèrement plus critiques chez les hommes.

Des différences plus nettes apparaissent entre les groupes d'âge. Les répondants plus jeunes sont les plus positifs, 57 % des personnes âgées de 15 à 24 ans exprimant une image positive, contre 45 % des personnes âgées de 55 ans et plus. Dans le même temps, les perceptions négatives augmentent avec l'âge, passant de 8 % chez les plus jeunes à 20 % chez les plus âgés. Les réponses neutres restent relativement stables dans tous les groupes d'âge (environ 31 à 35 %), ce qui suggère que si les répondants plus jeunes sont plus favorables, les répondants plus âgés sont plus susceptibles d'adopter une position critique.

Les différences par niveau d'éducation sont particulièrement prononcées. Les perceptions positives augmentent considérablement avec le niveau d'instruction, passant de 40 % chez les répondants ayant un faible niveau d'instruction à 49 % chez ceux ayant un niveau moyen et à 61 % chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Inversement, les opinions négatives sont plus répandues chez les moins instruits (21 % contre 13 % chez les plus instruits), tandis que la neutralité est également plus élevée (38 % contre 26 %). Cela met en évidence une relation étroite entre l'éducation et les perceptions favorables de l'UE.

Une relation forte est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, seulement 37% expriment une image positive, tandis que 30% signalent une image négative. En revanche, parmi ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, 54% ont un point de vue positif et seulement 14% un point de vue négatif. Cela démontre un lien clair entre le bien-être économique et la perception de l'UE.

Les différences par urbanisation subjective sont modérées mais cohérentes. Les répondants vivant dans les grandes villes (57 %) sont plus susceptibles d'exprimer une image positive que ceux vivant dans les petites et moyennes villes (50 %) et les zones rurales (45 %), où les opinions

négligées sont également plus fréquentes. Cela suggère des perceptions un peu plus favorables en milieu urbain.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que si l'image de l'Union européenne est généralement positive dans tous les groupes, les répondants plus jeunes, plus instruits et plus privilégiés sont plus susceptibles d'avoir des opinions favorables, tandis que les groupes plus vulnérables ont tendance à être plus neutres ou critiques.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% - UE)

	Total «positif»	Neutre	Total «négatif»	Je ne sais pas
UE-27	50	33	17	0
Genre				
Homme	50	31	19	0
Femme	51	34	15	0
Âge				
15- 24	57	35	8	0
25—39	56	31	13	0
40-54	50	31	19	0
>=55	45	34	20	1
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	40	38	21	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	49	34	17	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	61	26	13	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	52	28	20	0
Gestionnaires	61	27	12	0
Autres colliers blancs	55	29	16	0
Travailleurs manuels	46	36	18	0
Personnes à domicile	47	36	16	1
Chômeurs	41	39	19	1
Retraité	44	34	21	1
Étudiants	61	33	6	0
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	37	31	30	2
De temps en temps	43	36	21	0
Presque jamais / Jamais	54	32	14	0
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	45	34	20	1
Petite ou moyenne ville	50	34	16	0
Grande ville	57	30	13	0
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie				
Satisfait	54	32	14	0
Non satisfait(e)	31	37	31	1

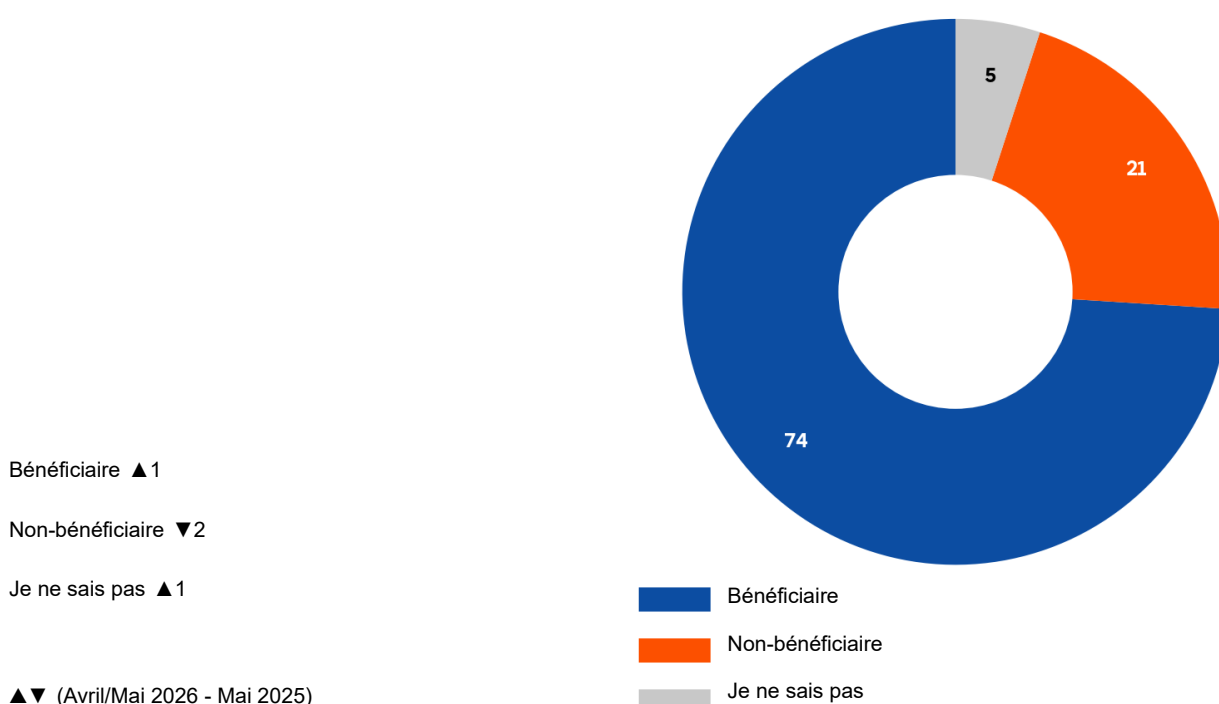
Adhésion à l'Union européenne

La présente section examine la manière dont les citoyens perçoivent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Au niveau de l'UE, une grande majorité d'Européens considèrent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne, ce qui confirme une évaluation globalement positive de l'appartenance à l'UE.

Dans l'ensemble, environ trois quarts des répondants (74 %, + 1 point de pourcentage) déclarent que leur pays en a bénéficié, ce qui représente la réponse la plus fréquente dans une large mesure. Cela témoigne d'une perception forte et généralisée des avantages de l'adhésion à l'UE dans l'ensemble de l'Union européenne.

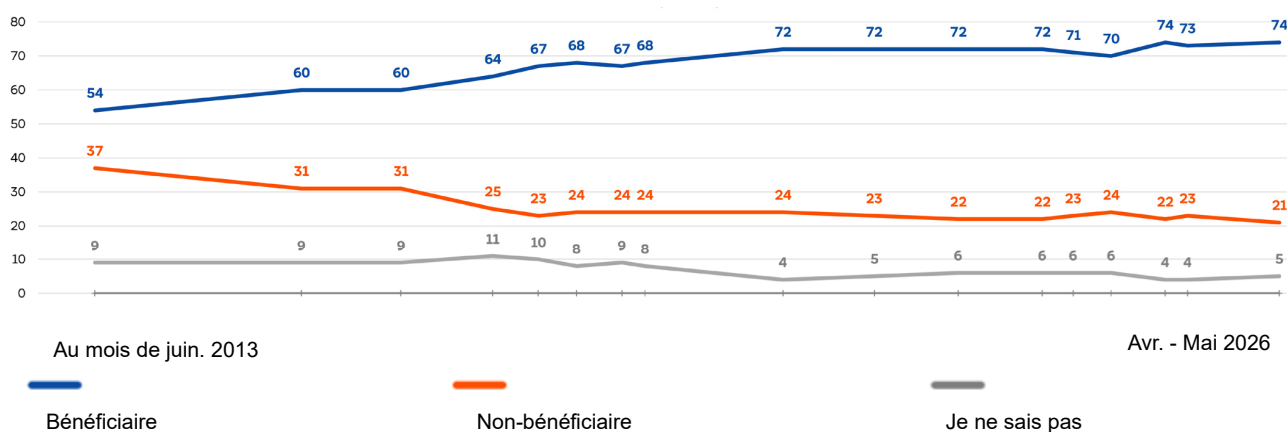
En revanche, environ un cinquième des répondants (21 %, -2 pp) estiment que leur pays n'en a pas bénéficié. Une faible proportion de répondants (5 %, + 1 pp) déclarent ne pas savoir.

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? UE-27) (%)



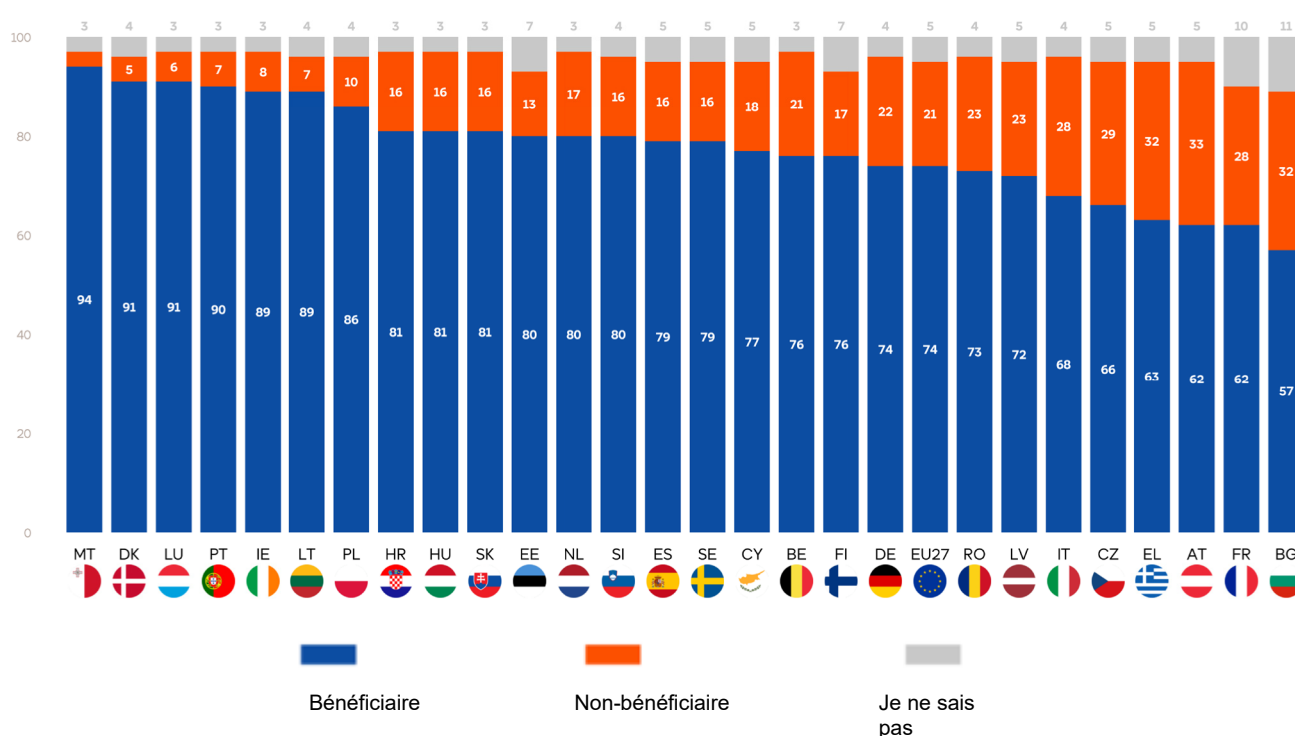
À plus long terme, une majorité de répondants ont constamment déclaré qu'ils considéraient l'adhésion à l'UE comme bénéfique pour leur pays. Entre 2015 et 2020, il y a eu une tendance à des opinions de plus en plus favorables, reflétant un soutien croissant à l'adhésion à l'UE dans l'ensemble de l'Union européenne. Depuis 2020, cette tendance s'est stabilisée, plus de sept répondants sur dix estimant systématiquement que l'adhésion à l'UE était bénéfique et a atteint son pic de 74 % à l'hiver 2025 et dans la présente enquête. Dans l'ensemble, cette tendance à long terme souligne la perception positive durable et globalement stable de l'adhésion à l'UE parmi les citoyens européens.

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? (% - UE)



Une nette majorité de répondants estiment que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE dans tous les États membres, bien que la force de cette perception varie considérablement d'un pays à l'autre. Le soutien est le plus fort à Malte (94 %), au Danemark et au Luxembourg (91 % chacun) et au Portugal (90 %). Inversement, les niveaux de perception positive les plus faibles sont observés en Bulgarie (57 %), en France et en Autriche (62 % dans les deux cas) et en Grèce (63 %). La part la plus élevée de perceptions négatives est observée en Autriche (33 %).

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? (%)



Les perceptions quant à savoir si les pays ont bénéficié de l'adhésion à l'UE varient selon les groupes socio-démographiques et comportementaux, bien qu'une nette majorité dans presque toutes les catégories considère que leur pays en a bénéficié.

Les différences selon le sexe sont minimes. Les hommes et les femmes font état de niveaux très similaires d'évaluation positive (73 % et 74 % respectivement), bien que les hommes soient légèrement plus susceptibles de dire que leur pays n'en a pas bénéficié (23 % contre 20 %).

Des différences plus marquées apparaissent entre les groupes d'âge. Les jeunes répondants (15-24 ans) sont de loin les plus positifs, 84 % estimant que leur pays en a bénéficié, et seulement 11 % exprimant le point de vue opposé. En revanche, le soutien diminue régulièrement avec l'âge, atteignant 68 % chez les répondants âgés de 55 ans et plus, tandis que la part exprimant des opinions négatives s'élève à 26 %. Cela donne à penser que les jeunes Européens sont nettement plus favorables à l'adhésion à l'UE, tandis que les groupes plus âgés sont plus divisés.

Les différences par niveau d'éducation sont également marquées. Les perceptions positives augmentent avec le niveau d'instruction, passant de 63 % chez les personnes ayant un faible niveau d'instruction à 82 % chez les personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Inversement, la proportion de répondants qui pensent que leur pays n'a pas bénéficié est presque deux fois plus élevée chez les moins instruits (29 % contre 15 % chez les plus instruits). Cela met en évidence une relation étroite entre l'éducation et les attitudes positives à l'égard de l'adhésion à l'UE.

Une relation particulièrement forte est observée avec la situation financière des répondants. Parmi ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, seulement 57% considèrent que leur pays en a bénéficié, tandis que 35% pensent que ce n'est pas le cas. En revanche, parmi ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés, 78% expriment un point de vue positif, et seulement 18% un point de vue négatif. Cela met en évidence

un lien évident entre la vulnérabilité économique et les perceptions plus critiques de l'adhésion à l'UE.

Parmi les personnes interrogées qui ont une image positive de l'UE, 95 % pensent que leur pays en a bénéficié, tandis que 4 % seulement ne sont pas d'accord. En revanche, parmi ceux qui ont une image négative de l'UE, seuls 27 % considèrent que leur pays en a bénéficié, tandis qu'une majorité (68 %) estime que ce n'est pas le cas.

Les différences par urbanisation subjective sont modérées mais cohérentes. Les répondants vivant dans les grandes villes (80%) sont plus susceptibles de dire que leur pays a bénéficié que ceux des zones rurales (70%), où les opinions négatives sont légèrement plus répandues (24% contre 16%). Cela indique un soutien un peu plus fort en faveur de l'adhésion à l'UE dans des environnements plus urbains.

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? (% - UE)

	Bénéficiaire	Non-bénéficiaire	Je ne sais pas
UE-27	74	21	5
Genre			
Homme	73	23	4
Femme	74	20	6
Âge			
15- 24	84	11	5
25—39	78	17	5
40-54	73	23	4
>=55	68	26	6
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	63	29	8
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	75	21	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	82	15	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	73	23	4
Gestionnaires	80	16	4
Autres colliers blancs	79	18	3
Travailleurs manuels	71	24	5
Personnes à domicile	69	23	8
Chômeurs	66	25	9
Retraité	66	27	7
Étudiants	87	9	4
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	57	35	8
De temps en temps	67	27	6
Presque jamais / Jamais	78	18	4
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	70	24	6
Petite ou moyenne ville	72	23	5
Grande ville	80	16	4
Image de l'UE			
Positif	95	4	1
Neutre	66	24	10
Négatif	27	68	5
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie			
Satisfait	77	18	5
Non satisfait(e)	55	38	7

Principaux avantages de l'adhésion à l'UE

Au-delà de comprendre si les citoyens perçoivent leur pays comme ayant bénéficié de l'adhésion à l'UE, il est également important d'identifier ce qu'ils considèrent comme les principales raisons de ces avantages. Les répondants ont donc été invités à indiquer les facteurs clés qui expliquent pourquoi les gens croient que leur pays a bénéficié de faire partie de l'Union européenne. Cette question permet de mieux comprendre la valeur ajoutée spécifique de l'adhésion à l'UE telle qu'elle est perçue par les citoyens.

Au niveau de l'UE, la paix et la sécurité apparaissent clairement comme la raison la plus fréquemment citée pour laquelle les pays sont considérés comme bénéficiant de l'adhésion à l'UE. Dans l'ensemble, 40 % des répondants mentionnent la contribution de l'UE à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité, ce qui en fait clairement le principal facteur. Cela représente également une relative stabilité (+3 points de pourcentage) par rapport à mai 2025, ce qui souligne l'importance des considérations de sécurité dans le contexte géopolitique actuel.

La deuxième raison la plus fréquemment citée est l'amélioration de la coopération entre les États membres, mentionnée par 34 % des répondants, ce qui représente également une stabilité relative (– 2 pp). Cela indique que la coopération reste un avantage essentiel perçu.

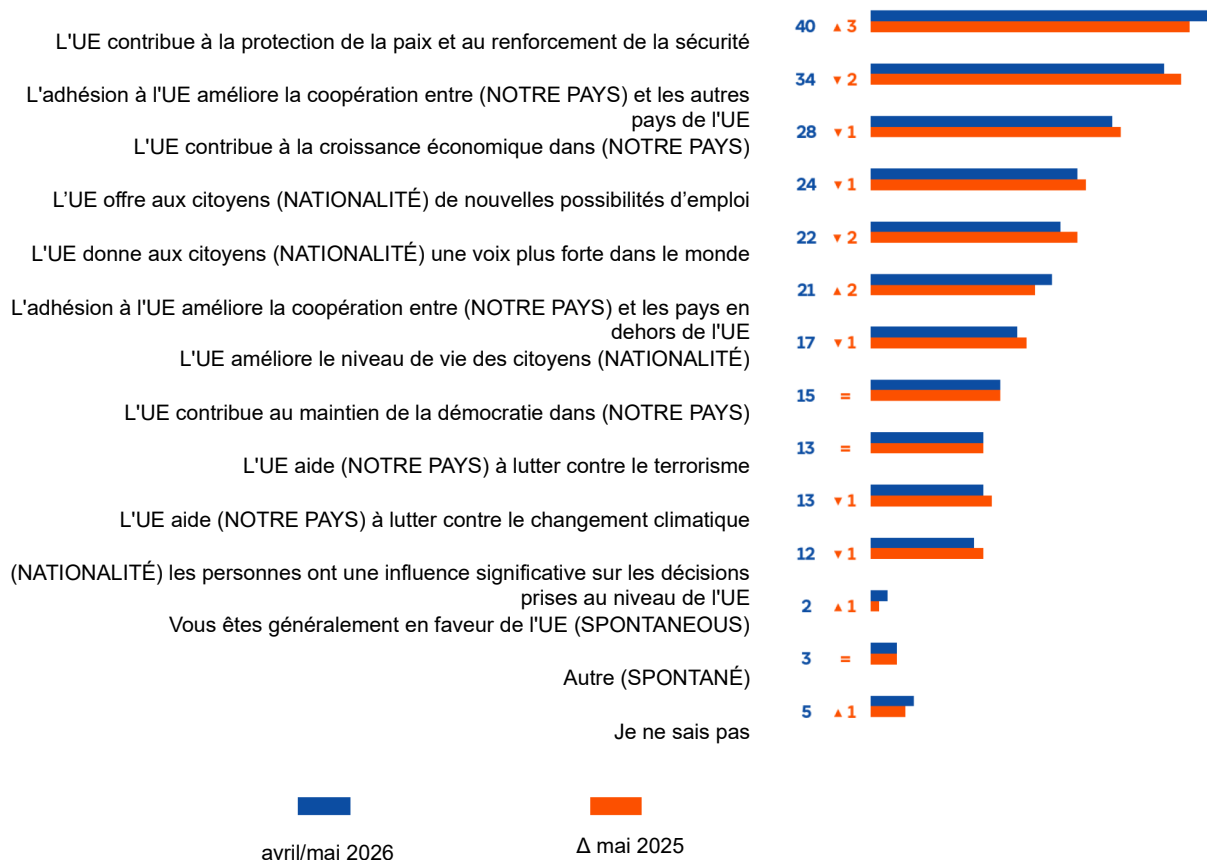
Les facteurs économiques continuent de jouer un rôle important. La contribution de l'UE à la croissance économique est citée par 28 % des répondants (– 1 pp), tandis que les nouvelles possibilités d'emploi sont mentionnées par 24 % (– 1 pp). Ces résultats confirment que les avantages économiques restent au cœur des avantages perçus de l'adhésion à l'UE.

Une proportion similaire de répondants (22 %, – 2 pp) soulignent le rôle de l'UE pour donner aux citoyens une voix plus forte dans le monde, soulignant l'importance de l'influence mondiale de l'UE. En outre, 21 % mentionnent l'amélioration de la coopération avec les pays tiers (+ 2 pp), ce qui reflète la valeur perçue des relations extérieures.

D'autres avantages sont mentionnés par de plus petites proportions de répondants. Il s'agit notamment de l'amélioration du niveau de vie (17 %, – 1 pp) et de la contribution de l'UE au maintien de la démocratie (15 %, inchangée). Des questions telles que la lutte contre le terrorisme (13 %, inchangée) et la lutte contre le changement climatique (13 %, – 1 pp) sont également citées, bien que dans des proportions plus limitées. Finalement, les personnes ayant une influence significative sur les décisions prises au niveau de l'UE sont sélectionnées par 12% des citoyens (-1 pp).

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les Européens perçoivent les avantages de l'adhésion à l'UE comme multidimensionnels, combinant sécurité, coopération et avantages économiques. Si les aspects liés à la sécurité sont restés stables, les avantages économiques et institutionnels continuent de faire partie intégrante des évaluations des citoyens, ce qui illustre une large compréhension de la valeur ajoutée de l'UE.

QA5ab Peu importe si vous pensez (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (NOTRE PAYS) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Dans tous les États membres, un large éventail de raisons sont citées pour expliquer pourquoi les pays sont perçus comme ayant bénéficié de l'adhésion à l'UE, bien que la sécurité, la coopération et les facteurs économiques apparaissent systématiquement comme les dimensions les plus importantes. Dans le même temps, l'accent mis principalement sur ces avantages diffère nettement d'un pays à l'autre.

La contribution de l'UE à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité est la raison la plus fréquemment citée dans huit États membres. Il est le plus souvent mentionné en Suède (55 %), aux Pays-Bas (53 %) et en Allemagne (50 %). En Tchéquie, il s'agit de la première raison mentionnée, partagée à parts égales avec les possibilités d'emploi (38 %).

Dans huit États membres, le principal avantage perçu concerne les possibilités d'emploi. La part des répondants citant de nouvelles possibilités d'emploi est particulièrement élevée en Slovaquie et en Bulgarie (49 % dans les deux cas), suivies de la Croatie (46 %) et de la Hongrie (41 %), ce qui indique que les avantages sur le marché du travail et les perspectives économiques sont les principaux moteurs des perceptions positives dans ces pays.

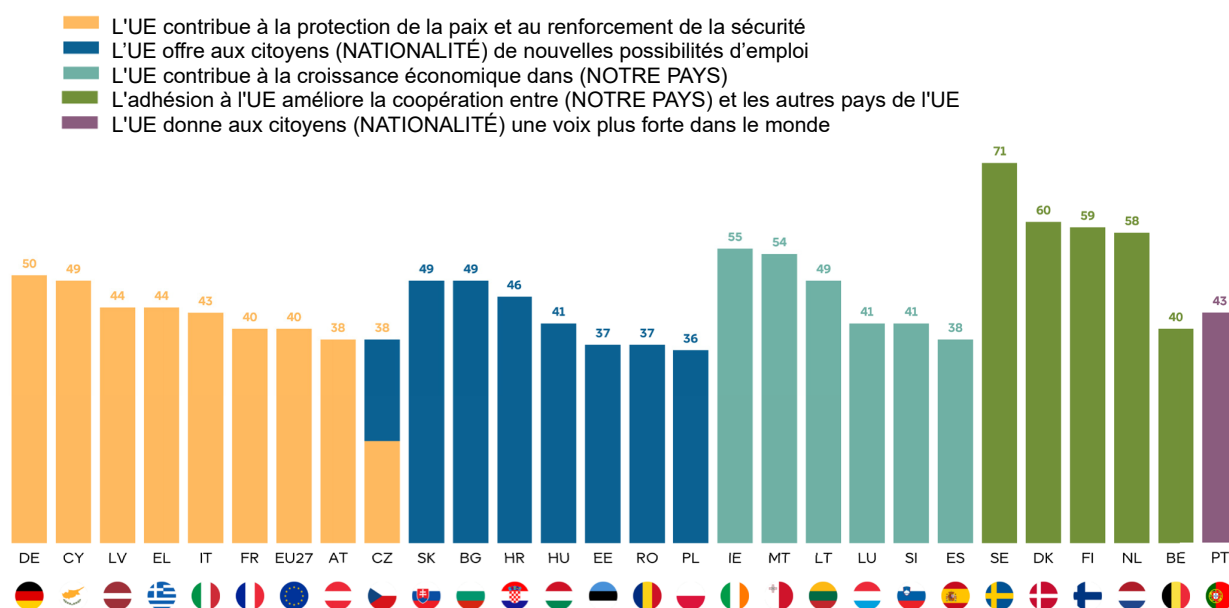
De même, la contribution de l'UE à la croissance économique apparaît comme le principal facteur dans six pays, notamment en Irlande (55 %), à Malte (54 %), suivie de la Lituanie (49 %). Ces résultats soulignent l'importance du développement économique et de la prospérité en tant qu'avantages perçus de l'adhésion à l'UE.

Une autre dimension majeure concerne la coopération entre les États membres, qui se distingue comme la raison la plus fréquemment mentionnée dans cinq États membres, notamment en Suède (71 %), suivie du Danemark (60 %), de la Finlande (59 %) et des Pays-Bas (58 %). Dans ces pays, le renforcement de la coopération au sein de l'UE est clairement considéré comme le principal avantage, ce qui montre que l'accent est davantage mis sur l'intégration et l'action collective.

Enfin, au Portugal (43%), l'avantage le plus fréquemment cité est que l'adhésion à l'UE donne au pays une voix plus forte dans le monde, mettant en évidence une dimension extérieure ou géopolitique des avantages de l'adhésion à l'UE.

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent la nature multidimensionnelle des avantages perçus par l'UE, tout en révélant des différences nationales manifestes en matière d'accentuation. Alors que les préoccupations en matière de sécurité dominent dans certains États membres, d'autres donnent la priorité aux performances économiques, aux possibilités d'emploi ou à la coopération, reflétant l'influence des contextes nationaux, des structures économiques et des perspectives géopolitiques sur la manière dont l'adhésion à l'UE est évaluée.

QA5ab Peu importe si vous pensez (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (NOTRE PAYS) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Peu importe si vous pensez (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (NOTRE PAYS) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
L'UE contribue à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité	40	38	29	38	47	50	35	17	44	30	40	39	43	49	44	37	36	27	21	53	38	33	24	28	34	31	44	55
L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (NOTRE PAYS) et les autres pays de l'UE	34	40	27	25	60	44	27	22	30	29	27	24	33	31	29	18	35	26	27	58	27	23	23	23	36	32	59	71
L'UE contribue à la croissance économique dans (NOTRE PAYS)	28	31	20	23	33	25	26	55	30	38	19	29	22	34	29	49	41	37	54	46	33	30	40	25	41	34	21	30
L'UE offre aux citoyens (NATIONALITÉ) de nouvelles possibilités d'emploi	24	19	49	36	12	16	37	40	19	27	12	46	22	37	29	40	29	41	39	9	30	36	31	37	34	49	28	24
L'UE donne aux citoyens (NATIONALITÉ) une voix plus forte dans le monde	22	25	19	21	35	18	20	26	26	17	24	26	32	23	11	16	30	19	24	11	25	19	43	19	13	21	20	16
L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (NOTRE PAYS) et les pays en dehors de l'UE	21	24	14	15	28	25	16	13	22	20	17	18	21	9	15	9	18	15	16	31	20	18	12	20	19	15	32	23
L'UE améliore le niveau de vie des citoyens (NATIONALITÉ)	17	15	20	20	9	12	24	40	24	23	10	30	12	21	27	37	18	26	24	10	20	27	26	25	24	23	10	6
L'UE contribue au maintien de la démocratie dans (NOTRE PAYS)	15	15	18	17	8	17	11	9	19	15	13	17	14	22	13	15	18	24	21	9	20	14	15	19	13	21	11	6
L'UE aide (NOTRE PAYS) à lutter contre le terrorisme	13	17	10	14	12	12	8	7	12	9	18	14	15	9	5	4	6	11	9	15	17	12	8	14	7	8	6	12
L'UE aide (NOTRE PAYS) à lutter contre le changement climatique	13	12	7	12	14	12	7	12	17	10	13	13	17	8	3	4	6	15	11	18	20	11	7	14	8	10	12	20
(NATIONALITÉ) les personnes ont une influence significative sur les décisions prises au niveau de l'UE	12	12	10	10	10	10	8	8	16	12	13	12	16	8	5	7	10	14	14	6	14	14	11	13	8	9	6	11
Vous êtes généralement en faveur de l'UE (SPONTANEOUS)	2	1	1	1	1	3	3	1	0	1	3	0	1	0	1	0	1	0	1	0	3	1	2	1	0	0	0	0
Autre (SPONTANÉ)	3	2	4	1	2	4	6	1	4	5	5	1	3	1	6	3	2	2	1	1	3	1	2	4	6	3	2	1
Je ne sais pas	5	2	11	5	1	4	7	3	3	6	12	2	4	6	7	6	2	3	2	2	2	4	5	5	3	2	4	0

Les perceptions des principales raisons pour lesquelles les pays sont considérés comme bénéficiant de l'adhésion à l'UE varient selon les groupes sociodémographiques et comportementaux, bien que la sécurité, la coopération et les facteurs économiques restent au cœur de toutes les catégories.

Les différences par sexe sont limitées. Les hommes et les femmes font état de priorités très similaires dans l'ensemble; toutefois, les hommes sont légèrement plus susceptibles de mettre l'accent sur la croissance économique (30 % contre 26 %).

Les variations sont également limitées d'un groupe d'âge à l'autre. Les répondants âgés de 25 à 39 ans sont légèrement plus susceptibles de citer la paix et la sécurité (41 % contre 38 % chez les 15-24 ans et 40-54) et la coopération (36 % contre 33 % chez les plus âgés), tandis que les répondants plus jeunes (15-24 ans) mettent relativement plus l'accent sur la croissance économique (30 % contre 27 %), la coopération en dehors de l'UE (23 % contre 19 %) et l'amélioration du niveau de vie (21 % contre 15 %).

Les différences par niveau d'éducation sont plus visibles. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont nettement plus susceptibles de citer la paix et la sécurité (42 % contre 38 % parmi les moins instruits), la coopération au sein de l'UE (41 % contre 30 %), la croissance économique (34 % contre 22 %) ainsi que l'amélioration du niveau de vie par l'UE (18 % contre 14 %). En revanche, les personnes ayant un faible niveau d'éducation sont deux fois plus susceptibles de mentionner que l'UE contribue à la lutte contre le terrorisme (16 % contre 9 %).

Des variations ont été observées en ce qui concerne la situation financière. Les répondants qui sont plus sûrs financièrement sont plus susceptibles de mettre l'accent sur la paix et la sécurité (41 % contre 34 % chez ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps), la coopération au sein de l'UE (36 % contre 28 %), la croissance économique (30 % contre 21 %), les possibilités d'emploi (24 % contre 18 %) et l'amélioration du niveau de vie (17 % contre 14 %), ce qui indique une interprétation plus économique des avantages de l'UE.

Les répondants ayant une image positive de l'UE sont nettement plus susceptibles d'associer l'adhésion à l'UE à la quasi-totalité des avantages énumérés que les répondants ayant une opinion négative. Par exemple, 45 % choisissent la paix et la sécurité, contre 27 % de ceux qui ont une vision négative de l'UE.

Les différences par urbanisation subjective sont relativement limitées, bien que certaines variations puissent être notées. Les répondants des grandes villes sont un peu plus susceptibles de citer la

coopération au sein de l'UE (38 % contre 30 % dans les zones rurales) et l'amélioration du niveau de vie (21 % contre 17 %).

QA4 Compte tenu de tout, diriez-vous que (NOTRE PAYS) a globalement bénéficié ou non de son appartenance à l'UE? (% - UE)

	L'UE contribue à la protection de la paix et au renforcement de la sécurité	L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (NOTRE PAYS) et les autres pays de l'UE	L'UE contribue à la croissance économique dans (NOTRE PAYS)	L'UE offre aux citoyens (NATION ALITÉ) de nouvelles possibilités d'emploi	L'UE donne aux citoyens (NATION ALITÉ) une voix plus forte dans le monde	L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (NOTRE PAYS) et les pays en dehors de l'UE	L'UE améliore le niveau de vie des citoyens (NATION ALITÉ)	L'UE contribue au maintien de la démocratie dans (NOTRE PAYS)	L'UE aide (NOTRE PAYS) à lutter contre le terrorisme	L'UE aide (NOTRE PAYS) à lutter contre le changement climatique	(NATION ALITÉ) les personnes ont une influence significative sur les décisions prises au niveau de l'UE	Vous êtes généralement en faveur de l'UE (SPONTANÉOUS)	Autre (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	40	34	28	24	22	21	17	15	13	13	12	2	3	5
Genre														
Homme	39	34	30	24	22	21	18	14	12	13	12	2	4	5
Femme	40	34	26	23	22	21	16	16	14	13	12	1	3	6
Âge														
15- 24	38	34	30	24	23	23	21	17	11	14	13	1	1	3
25—39	41	36	30	25	22	21	18	16	11	14	12	1	3	4
40-54	38	35	29	25	23	21	17	15	13	13	13	1	3	5
>=55	40	33	27	22	21	19	15	15	14	12	11	2	4	7
Niveau d'éducation														
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	38	30	22	20	23	19	14	14	16	12	12	2	5	9
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	39	32	29	27	21	21	18	16	14	14	12	1	3	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	42	41	34	22	22	22	18	15	9	13	13	1	2	4
Catégorie socioprofessionnelle														
Travailleurs indépendants	37	35	30	24	23	19	17	12	12	15	14	2	4	4
Gestionnaires	43	40	34	24	21	22	18	14	10	12	13	2	3	3
Autres colliers blancs	37	36	31	26	26	22	17	17	12	14	13	1	2	4
Travailleurs manuels	38	33	27	25	21	21	18	15	15	14	12	2	3	4
Personnes à domicile	35	30	24	21	23	22	14	17	17	11	15	2	4	9
Chômeurs	42	33	24	22	17	22	15	16	14	11	9	2	4	8
Retraité	41	31	26	21	21	18	15	14	14	11	10	2	5	8
Étudiants	39	36	30	24	24	23	20	17	9	15	13	0	2	2
Difficultés à payer les factures														
La plupart du temps	34	28	21	18	21	20	14	13	17	13	12	1	6	11
De temps en temps	37	30	26	25	22	21	17	17	15	14	12	1	3	5
Presque jamais / Jamais	41	36	30	24	22	21	17	15	12	13	12	2	3	5
Urbanisation subjective														
Zone rurale ou village	38	30	30	25	21	21	17	14	13	12	12	1	4	6
Petite ou moyenne ville	42	35	26	22	24	19	15	14	13	13	12	2	3	6
Grande ville	38	38	30	24	20	22	21	17	13	15	13	1	2	3
Image de l'UE														
Positif	45	38	35	26	24	21	21	17	12	13	14	1	1	1
Neutre	38	32	25	22	22	21	15	15	14	14	12	2	4	6
Négatif	27	27	16	20	15	17	10	10	14	11	7	3	11	16
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie														
Satisfait	40	35	30	24	22	21	18	15	12	13	12	2	3	4
Non satisfait(e)	36	29	21	22	21	20	14	15	16	13	10	4	6	9

CONCLUSION

CONCLUSION

L'Eurobaromètre du printemps 2026 met en évidence un public européen naviguant dans un contexte marqué par l'incertitude géopolitique, les pressions économiques et les changements progressifs dans les attentes quant à l'avenir. Les citoyens continuent d'exprimer un fort optimisme au niveau personnel, tandis que la confiance diminue lorsque l'on considère des contextes plus larges, avec des vues particulièrement prudentes et de plus en plus pessimistes concernant l'avenir du monde. Dans le même temps, l'état émotionnel des Européens reflète un équilibre complexe d'espoir et d'incertitude, suggérant une population qui reste résiliente mais attentive aux défis actuels.

Les préoccupations liées à la conjoncture économique demeurent au cœur de l'enquête. L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie continuent de dominer les priorités des citoyens, renforçant ainsi leur position en tant que questions les plus urgentes à traiter par le Parlement européen. Parallèlement, les préoccupations liées à la sécurité continuent de jouer un rôle clé dans l'élaboration des perceptions. L'UE est largement considérée comme un lieu de stabilité dans un monde troublé, et de larges majorités soutiennent un rôle plus important de l'UE dans la protection des citoyens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité. Les citoyens sont également fermement favorables à une plus grande unité entre les États membres et à un rôle plus actif de l'UE sur la scène internationale, la défense, la sécurité et l'indépendance énergétique étant des priorités essentielles pour renforcer la position mondiale de l'UE.

Les perceptions de la qualité de vie restent globalement positives mais nuancées. Une grande majorité d'Européens se déclarent satisfaits de leur qualité de vie et la plupart indiquent que leur situation est restée stable. Cependant, une minorité importante signale une détérioration, et les attentes concernant les niveaux de vie futurs sont marquées par la prudence, la stabilité prévalant, mais une part croissante anticipant un déclin. La santé, la sécurité financière et l'accès aux soins de santé apparaissent comme les composantes les plus importantes de la qualité de vie, ainsi que les domaines dans lesquels les améliorations auraient le plus d'impact.

Dans le même temps, les Européens continuent d'accorder une grande importance aux principes fondamentaux, la paix restant la valeur la plus importante qu'ils attendent du Parlement européen, suivie de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. La satisfaction à l'égard de la démocratie, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE, reste supérieure au seuil de la majorité.

Les attitudes à l'égard de l'Union européenne et de ses institutions restent clairement positives dans l'ensemble. Une majorité de citoyens ont une image favorable de l'UE et la perception que l'adhésion à l'UE est bénéfique est particulièrement forte, environ trois quarts des Européens estimant que leur pays a bénéficié de l'adhésion. Les citoyens expriment également une nette préférence pour un rôle plus important du Parlement européen, reflétant les attentes d'une action plus visible et plus efficace de l'Union.

Dans l'ensemble, l'Eurobaromètre du printemps 2026 dépeint une Union européenne confrontée à des défis multiples et interconnectés, dans lesquels les citoyens restent globalement favorables mais de plus en plus attentifs aux risques économiques et mondiaux. Dans ce contexte, les Européens continuent de s'attendre à ce que l'UE joue un rôle protecteur, stabilisateur et plus proactif, tant sur la scène interne que sur la scène mondiale.

Commentaires

(Pierre Dieumegard)

La mise en page indiquée par les signets suggère qu'il s'agit d'une version recyclée d'un autre document.

Le diagramme à barres pour l'état mental QA6ab apparaît à la fois à la page 23 et à la page 12.

Les Français sont particulièrement pessimistes, tant sur eux-mêmes que sur leurs familles, leur pays, l'Europe et le monde dans son ensemble (questions QA12.1 à QA12.4) et ils sont les plus susceptibles de croire que leur niveau de vie va diminuer (question SD27); ils sont également le groupe qui a le moins entendu parler du Parlement européen dans les médias.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 9 avril et le 4 mai 2026, Verian Belgium a réalisé la vague 105.3 de l'enquête Eurobaromètre, à la demande du Parlement européen, direction générale de la communication, unité «Eurobaromètre et enquêtes». La vague 105.3 couvre la population des nationalités respectives des États membres de l'Union européenne, résidant dans chacun des 27 États membres et âgée de 15 ans et plus.

Le plan d'échantillonnage de base appliqué dans tous les pays est un plan stratifié en plusieurs étapes, aléatoire (probabilité). Dans chaque pays, la base d'échantillonnage est d'abord stratifiée par régions NUTS et à l'intérieur de chaque région par une mesure de l'urbanité (DEGURBA). Le nombre de points d'échantillonnage sélectionnés dans chaque strate reflète la population de la strate 15+. À la deuxième étape, les points d'échantillonnage ont été établis avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population de 0+ à l'intérieur de chaque strate. Les échantillons représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays étudiés selon le NUTS II EUROSTAT (ou équivalent) et selon la répartition de la population résidente des nationalités respectives en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points d'échantillonnage sélectionnés, une coordonnée de départ a été tirée au hasard et un outil de géocodage inversé a été utilisé pour identifier l'adresse la plus proche de la coordonnée. Cette adresse était l'adresse de départ de la marche aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont été sélectionnées par des procédures standard de "route aléatoire", à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré au sort. L'approche de la sélection aléatoire était conditionnelle à la taille du ménage. À titre d'exemple, pour les ménages comptant deux membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (personne répondant au questionnaire de l'évaluateur) ou l'autre membre admissible du ménage. Pour les ménages comptant trois membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (1/3 du temps) ou les deux autres membres admissibles du ménage (2/3 du temps). Lorsque les deux autres membres ont été sélectionnés, l'intervieweur a ensuite été invité à demander le plus jeune ou le plus âgé. Le script assignerait aléatoirement la sélection au plus jeune ou au plus âgé avec une probabilité égale. Ce processus se poursuit pour quatre membres du ménage de plus de 15 ans, qui demandent au hasard les plus jeunes, les 2e plus jeunes et les plus âgés. Pour les ménages avec cinq membres de 15 ans et plus, nous revenons à la règle du dernier anniversaire.

Si aucun contact n'a été établi avec une personne du ménage, ou si le répondant sélectionné n'était pas disponible (occupé), l'intervieweur a revu le même ménage jusqu'à trois fois de plus (quatre tentatives de contact au total). Les enquêteurs n'indiquent jamais que l'enquête est réalisée au préalable pour le compte du Parlement européen; ils peuvent fournir ces informations une fois l'enquête terminée, sur demande.

La phase de recrutement a été légèrement différente aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Dans les deux derniers pays, un échantillon d'adresses à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage a été sélectionné à partir du registre des adresses ou de la population (en Finlande, la sélection ne se fait pas dans tous les points d'échantillonnage, mais dans certains cas où les taux de réponse devraient s'améliorer). La sélection des adresses a été faite de manière aléatoire. Les ménages ont ensuite été contactés par téléphone et recrutés pour participer à l'enquête. Aux Pays-Bas, un échantillon RDD à double cadre (numéros mobiles et fixes) est utilisé car il n'existe pas de registre complet de la population avec des numéros de téléphone disponibles. La sélection des nombres sur les deux images se fait de manière aléatoire avec chaque nombre obtenant une probabilité égale de sélection. Contrairement à la Suède et à la Finlande, l'échantillon n'est pas groupé.

	PAYS	INSTITUTS	N Entretiens	fiELdWORK DATES		POPULATION >=15	PROPORTION UE-27
BE	Belgique	MCM Belgique	102 1	09/04/26	27/04/2026	9892796	2.6%
BG	Bulgarie	Kantar TNS BBSS	1014	09/04/2026	03/05/2026	5534455	1.4%
CZ	Tchéquie	STEM/MARQUE	1049	0904/2026	23/04/2026	9172797	2.4%
DK	Danemark	Mantle Danemark (Verian)	1007	09/04/2026	04/05/2026	5022981	1.3%
DE.	Allemagne	Mantle Allemagne (Verian)	1507	09/04/2026	29/04/2026	71818299	18.7%
EE	Estonie	8848 Recherche 00	1006	09/04/2026	28/04/2026	1154359	0.3%
IE	Irlande	Recherche B et A	1010	09/04/2026	29/04/2026	4338938	1.1%
EL	Grèce	Kantar Grèce	1007	14/04/2026	04/05/2026	9041201]	2.4%
ES	Espagne	Mantle Espagne (Verian)	1005	09/04/2026	29/04/2026	421893) 18	11.0%
FR	France	MCM France	1016	09/04/2026	28/04/2026	56855864	14.8%
RH	Croatie	Hendal	1007	10/04/2026	29/04/2026	3319752	0.9%
IT	Italie	Testpoint Italia	1029	09/04/2026	27/04/2026	51784963	13.5%
CY	République de Chypre	Étude de marché de CYMAR	504	14/04/2026	03/05/2026	818909	0.2%
LV	Lettonie	Kantar TNS Lettonie	1005	09/04/2026	29/04/2026	1579066	0.4%
LT	Lituanie	Norstat LT	1017	09/04/2026	28/04/2026	2467008	0.6%
LU	Luxembourg	ILRES	508	09/04/2026	27/04/2026	555303	0.1%
HU	Hongrie	Kantar Hoffmann	1020	14/04/2026	01/05/2026	8199448	2.1%
MT	Malte	MISCO International	505	09/04/2026	03/05/2026	493961	0.1%
NL	Pays-Bas	MCM Pays-Bas	1023	09/04/2026	27/04/2026	15228902	4.0%
AT	Autriche	Das Osterreichische Gallup Ins	1003	09/04/2026	28/04/2026	7842929	2.0%
PL	Pologne	Collectif de recherche	1020	10/04/2026	27/04/2026	31082980	8.1%
PT.	Portugal	Intercampus SA	1031	09/04/2026	29/04/2026	9275958	2.4%
RO	Roumanie	CSOP SRL	1045	09/04/2026	29/04/2026	16034437	4.2%
SI	Slovénie	Médiana D00	1007	09/04/2026	26/04/2026	1811104	0.5%
SK	Slovaquie	MN FORCE	1001	09/04/2026	24/04/2026	4557290	1.2%
FI	Finlande	Taloustutkimus Oy	1016	09/04/2026	29/04/2026	4771619	1.2%
SE	Suède	Mantle Suède (Verian)	1037	09/04/2026	29/04/2026	8748126	2.3%
		Total UE-27	26421	09/04/2026	04/05/2026	383603764	100,00 %

* Il convient de noter que le pourcentage total indiqué dans ce tableau peut dépasser 100 % en raison de l'arrondissement.

Mode d'entretien par pays

Les entrevues ont été menées par le biais d'entrevues en personne, soit physiquement chez les gens, soit par interaction vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Les entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne en face à face» ou CAVI, Computer Assisted Video Interviewing, n'ont été menés qu'en République de Chypre, au Danemark, à Malte, en Finlande et en Suède).

	PAYS	N DES ENTREVUES DE L'API	N DES ENTREVUES DE CAVI	TOTAL N ENTREVUES
BE	Belgique	1021		1021
BG	Bulgarie	1014		1014
CZ	Tchéquie	1049		1049
DK	Danemark	686	321	1007
DE	Allemagne	1507		1507
EE	Estonie	1006		1006
IE	Irlande	1010		1010
EL	Grèce	1007		1007
ES	Espagne	1006		1006
FR	France	1016		1016
RH	Croatie	1007		1007
IT	Italie	1029		1029
CY	Republique de Chypre	420	84	504
LV	Lettonie	1005		1005
LT	Lituanie	1017		1017
LU	Luxembourg	508		508
HU	Hongrie	1020		1020
MT	Malte	351	154	505
NL	Pays-Bas	1023		1023
AT	Autriche	1003		1003
PL	Pologne	1020		1020
PT	Portugal	1031		1031
RO	Roumanie	1045		1045
SI	Slovénie	1007		1007
SK	Slovaquie	1001		1001
FI	Finlande	717	299	1016
SE	Suède	742	295	1037
	TOTAL UE27	25268	1153	26421

CAPI : Computer-Assisted Personal interviewing (Entretien personnel assisté par ordinateur)

CAVI : Interview vidéo assistée par ordinateur

Taux de réponse

Pour chaque pays, une comparaison entre l'échantillon ayant répondu et l'univers (c'est-à-dire la population globale du pays) est effectuée. Les poids sont utilisés pour faire correspondre l'échantillon répondant à l'univers sur le sexe par âge, région et degré d'urbanisation. Pour les estimations européennes (c'est-à-dire la moyenne de l'UE), un ajustement est apporté aux pondérations par pays, en les pondérant à la hausse ou à la baisse pour refléter leur population de 15 ans et plus en proportion de la population de l'UE 15+.

Les taux de réponse sont calculés en divisant le nombre total d'entrevues complètes par le nombre de toutes les adresses visitées, à l'exception de celles qui ne sont pas admissibles, mais y compris celles dont l'admissibilité est inconnue. Pour la vague 105.3 de l'enquête Eurobaromètre, les taux de réponse pour les pays de l'UE-27, calculés par Verian Belgium, sont les suivants:

	PAYS	TAUX DE RÉPONSE DU CAPI
BE	Belgique	58.8%
BG	Bulgarie	42.9%
CZ	Tchéquie	60.8%
DK	Danemark	56.2%
DE	Allemagne	32.6%
EE	Estonie	63.4%
IE	Irlande	59.0%
EL	Grèce	37.9%
ES	Espagne	36.8%
FR	France	38.6%
RH	Croatie	49.6%
IT	Italie	31.7%
CY	République de Chypre	80.8%
LV	Lettonie	65.7%
LT	Lituanie	43.9%
LU	Luxembourg	30.4%
HU	Hongrie	60.5%
MT	Malte	82.2%
NL	Pays-Bas	94.5%
AT	Autriche	46.5%
PL	Pologne	50.2%
PT	Portugal	47.0%
RO	Roumanie	47.8%
SI	Slovénie	53.5%
SK	Slovaquie	53.2%
FI	Finlande	22.0%
SE	Suède	83.0%

CAPI : Entretiens personnels assistés par ordinateur

Marges d'erreur

Il est rappelé aux lecteurs que les résultats de l'enquête sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Avec des échantillons d'environ 1 000 entrevues, les pourcentages réels varient dans les limites de confiance suivantes:

Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage
(à un niveau de confiance de 95 %)

<i>Différentes tailles d'échantillons sont en</i>						<i>divers résultats observés sont en colonnes</i>					
<i>rangées</i>											
	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	

Selon l'Eurobaromètre du printemps 2026, les Européens considèrent l'Union européenne comme un lieu de stabilité dans un monde troublé. Ils apprécient sa nature paisible, protectrice et coopérative, et reconnaissent la qualité de vie qu'elle permet. Cependant, les préoccupations économiques, en particulier en ce qui concerne le coût de la vie, ont augmenté au cours des dernières années, et l'humeur générale des citoyens fluctue entre l'incertitude et l'espoir. L'Eurobaromètre montre de nombreuses tendances déjà présentes dans les enquêtes précédentes. Toutefois, certains indicateurs reflètent les réactions immédiates des Européens aux récentes perturbations du climat politique et économique mondial.

L'enquête, réalisée par l'agence de recherche Verian entre le 9 avril et le 4 mai 2026 dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE, a été menée en face à face, avec des entretiens vidéo (CAVI) utilisés en outre à Chypre, au Danemark, à Finlande, à Malte et en Suède. 26 421 entretiens ont été menés au total et les résultats de l'UE ont été pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Pour plus d'informations sur l'enquête complète, scannez le QR-code:



Publication de l'unité Eurobaromètre et enquêtes

Direction de la communication | Direction générale de la communication

Parlement européen

DGCOMM-EBSU@europarl.europa.eu

europa.eu/eurobaromètre

EB050EP | 105,3

NUMÉRO DE CATALOGUE: QA-01-26-172-FR-N

ISBN : 978-92-848-3737-3

ISSN : 2529-6973

DOI : 10.2861/5190377

© Union européenne, 2026